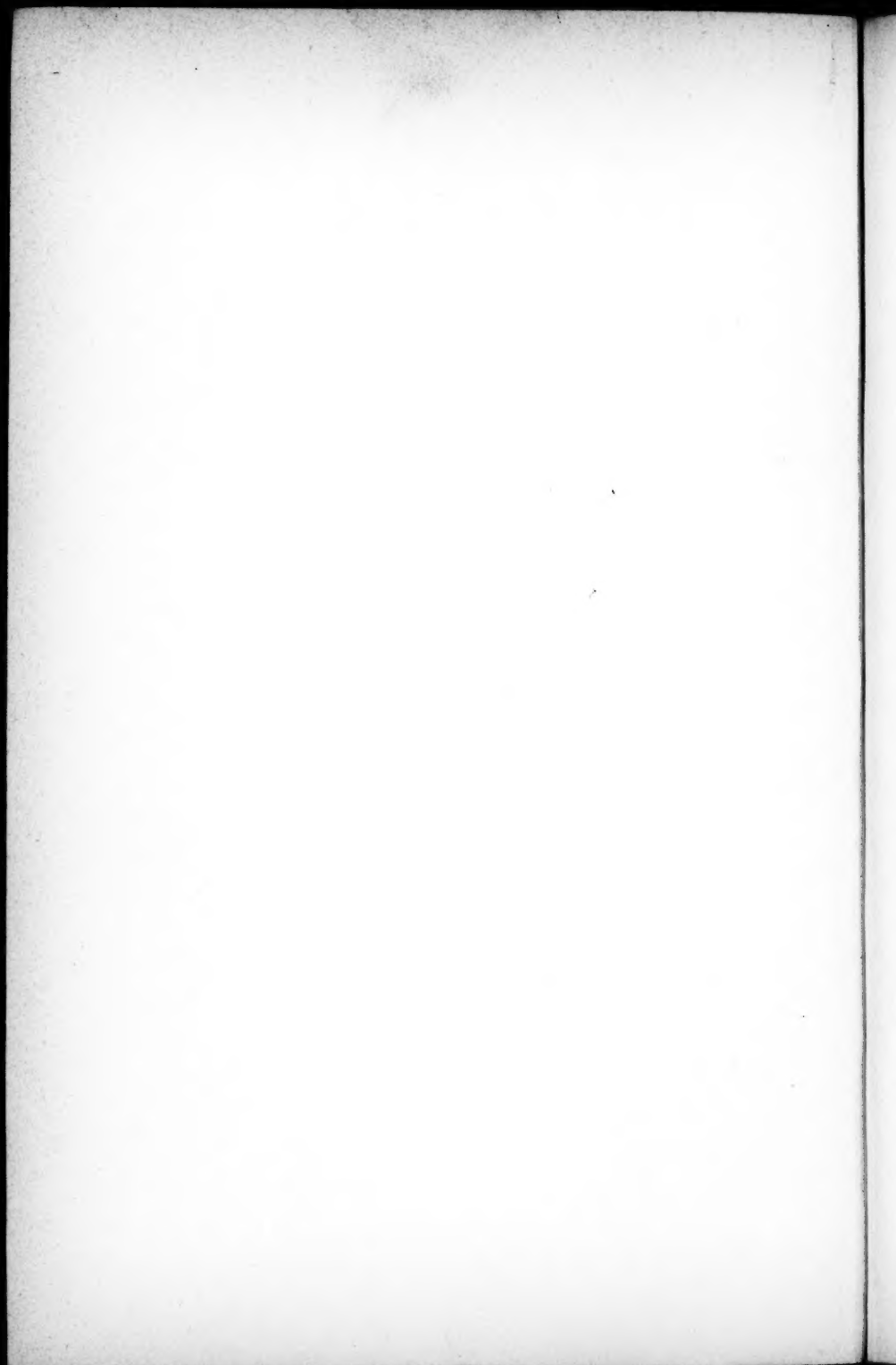


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

VINGT-SIXIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-QUINZIÈME

Janvier-Avril 1901.

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1901

DARTMOUTH
COLLEGE
LIBRARY

Sp. Hist.

152512

D

I

.R6

t.75

1901

~~H~~

~~R3282~~

~~v.75~~

LE

PREMIER ABBÉ DUBOIS

ÉPISODE D'HISTOIRE RELIGIEUSE ET DIPLOMATIQUE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS.

(Fin¹.)

VI.

Paul V n'était, en somme, que médiocrement satisfait des succès obtenus dans les affaires incessantes des livres et, en particulier, dans celle de Du Bois. Combien n'eût-il pas été préférable de voir incarcéré en France ce sujet du roi très chrétien ! A Rome, ce serait une violation flagrante des franchises diplomatiques. Comme il répugnait à donner cette raison, qui était pourtant la véritable, il prétendait craindre que, au cours du chemin, le voyageur ne s'échappât². Marie de Médicis et ses ministres, peu touchés de ce danger, firent la sourde oreille : ils avaient hâte de n'avoir plus à surveiller un homme si agité et si agitant ; ils ne se souciaient point de soulever contre eux, avec toute l'école gallicane, le redoutable Parlement de Paris. C'est le nonce qui avait porté plainte ; depuis un an, grâce à lui, la cour ne connaissait plus le repos. Sans doute il ne faisait que transmettre la pensée et les vœux du Saint-Siège. Au souverain pontife donc d'assumer l'exécution d'une mesure sans inconvénients du reste pour lui, puisqu'il n'avait pas à compter, comme la Régente, avec la diversité des opinions.

Convaincu ou non, Paul V finit par céder. La mission à Rome

1. Voir *Revue historique*, t. LXXIV, p. 241.

2. Dép. de Brèves, 18 sept. 1611.

fut donnée, à titre d'agent extraordinaire, avec des instructions signées de la main royale, avec passeport, sauf-conduit scellé du grand sceau, lettres de Leurs Majestés au pape, à plusieurs cardinaux d'origine les uns française, les autres italienne, à Brèves enfin. Du Bois recevait encore d'autres lettres pour les divers princes dont il allait traverser les États. Il lui était enjoint de visiter au passage les ducs de Savoie, de Mantoue, de Florence. Par leur teneur, toutes ces pièces sont sensiblement analogues à celles que recevaient tant d'autres envoyés, contre lesquels on ne nourrissait pas de noirs desseins. Ces divers princes étaient formellement priés d'assister en ce qui dépendrait d'eux l'abbé Du Bois Olivier¹.

Au pape, qu'elle n'a pas à tromper, Marie de Médicis adresse « notre prédicateur ordinaire, » non sans prier Sa Sainteté de lui accorder entière créance sur ce qu'il Lui dira pour le bien de l'Église de Dieu. L'abbé ayant charge de représenter certaines choses importantes au bien et avantage de ladite Église, « nous prions Votre Sainteté de le voir et entendre bénignement. » Au cardinal de Joyeuse, la reine dit que son envoyé « est plein de zèle et d'affection à bien faire. » Le cardinal de Mantoue, son neveu, et le cardinal de la Rochefoucauld sont invités à l'honorer de leur bienveillance et faveur. Moins banal est le langage qu'elle tient à Brèves : « Je lui ai commandé vous communiquer l'instruction « que je lui ai fait bailler sur le sujet de son voyage, vous honorer et servir en tout ce que vous lui ordonnerez... Aussi veux-je « que, aux occasions et à l'effet de la charge que je lui ai commise, vous l'assistiez et favorisiez de votre autorité et bons « conseils suivant lesquels il aura soin de se conduire... Je désirerois qu'il plût à mon cousin de Joyeuse le prendre pour suffisamment, afin que, se trouvant par delà, il puisse servir avec « plus de dignité². »

Bien entendu, la Régente n'a pas seule mis la main à la plume. Un de ses ministres, dont manque la signature, Villeroy ou Puy-sieux, écrit à Brèves : « Vous connaissez sa capacité. Il a rendu « des preuves signalées de sa fidélité et de son affection au service de Leurs Majestés avant et après la mort de notre grand

1. Voy. lettres de la Régente (13 et 16 sept. 1611), à la grande-duchesse de Toscane sa tante et au grand-duc. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 235, 236. La minute est au fonds Colbert, 88 Vc.

2. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 236-238.

« Roi. Je vous prie de lui faire connaître combien vous estimez sa « dévotion au service du Roi et de la Reine. » Bonsi, évêque de Béziers, cardinal de la veille, créature de Concini, à qui il devait la faveur dont il jouissait au Louvre, Bonsi écrivait : « L'abbé Du Bois va à Rome traiter d'affaires particulières. Il a montré affection et bonne volonté envers M. de Brèves. Il est personnage plein de vertu. Il se rendra aussi digne de vos bonnes grâces que de celles de Leurs Majestés. » Dans une lettre du 12 septembre, signée « Louis, » et, plus bas, « Brulart, » nous lisons que l'abbé « saura sur les lieux ce qu'il aura à dire lorsqu'il se trouvera parmi les serviteurs de Sa Sainteté, comme « aussi touchant les visites qu'il lui conviendra faire aux cardinaux français ou bien affectionnés au service de cet État. Il « s'y conduira entièrement par l'avis et conseil du sieur de « Brèves et des cardinaux de Joyeuse, de Gonzague, de Vicence, « de la Rochefoucauld, lesquels il assistera et servira en tout « ce qu'ils lui ordonneront et avec la même affection et fidélité « qu'il a jusques ici fait paraître au service de Leurs dites « Majestés¹. »

On serait tenté de croire à la sincérité d'un si grand nombre de paroles concordantes, si une dernière lettre ne rendait impossible toute illusion. A la date du 3 septembre, c'est-à-dire au moment même où il cessait de souffler mot, dans ses dépêches, de la trame que ses mains avaient ourdie et de la victime qu'il y venait d'envelopper, le nonce Ubaldini tenait au cardinal Borghèse un langage analogue à celui des lettres que nous venons d'indiquer. Son dessein était, évidemment, de compléter le dossier des recommandations. Après avoir annoncé au secrétaire d'État pontifical, au neveu tout-puissant du pape que l'abbé Du Bois se rend à Rome chargé « d'affaires particulières à négocier avec Notre Seigneur et Votre Seigneurie, » il le représente plein de l'espoir d'affermir par son entreprise et d'accroître la parfaite et vraie intelligence qui existe entre Sa Sainteté et la Reine. « Ceux qui portent le titre de « serviteurs, sujets, ministres de Sa Majesté n'ont pas besoin de « recommandation. Moins que personne, le dit abbé, qui est déjà « en possession des grâces et faveur de Sa Béatitude, ayant été « promu par Elle à la dignité de la prélature. Néanmoins, pour « ne pas manquer au devoir de l'étroite amitié qui me lie à lui et

1. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 239-240.

« à son mérite envers Notre Seigneur et le Saint-Siège, envers
« qui il s'est en un nombre infini de grandes occasions montré
« dévoué et respectueux, j'ai voulu l'accompagner de la pré-
« sente. » Ubaldini termine en suppliant Borghèse de faire en
sorte que le dit abbé, à son retour, soit plus que jamais obligé à
la très singulière bonté de Notre Seigneur et de Votre Seigneurie,
afin de gagner ainsi un plus grand nombre de serviteurs très
dévoués, ce qui est le fruit qu'on peut et doit raisonnablement
espérer de sa gratitude¹.

Audace et duplicité mêlées ! Cette lettre, qui n'a rien d'une
dépêche, ne figure point au recueil de celles d'Ubaldini. Du Bois
était porteur de ce message, comme de tant d'autres. Quelques-
uns des termes employés avec tant d'effronterie le prouvent d'ail-
leurs surabondamment. L'indigne comédie, la tragi-comédie,
pour mieux dire, se complétait d'instructions écrites où certains
points de politique générale étaient abordés parmi les plus insi-
gnifiantes minuties. A propos des visites de politesse qu'il aura
faites en route, le voyageur devra dire à sa cour comment elles
auront été reçues. Pour ses visites à Rome, il suivra l'ordre que
lui aura indiqué M. de Brèves ; il demandera aux cardinaux et à
l'auditeur de rote Marquemont les meilleurs moyens de s'insinuer
dans les bonnes grâces du pape, de son secrétaire d'État et des
autres qu'il verra tenir les premiers rangs auprès de Sa Béatitude.
S'il voit qu'Elle ait plaisir à savoir quelque chose des actions
plus particulières de Leurs Majestés en leur gouvernement si
nouveau, il lui en fera telle part que M. de Brèves aura conseil-
lée, principalement sur la diversité des deux religions, Leurs
Majestés étant bien délibérées, à l'imitation du feu roi, de n'épar-
gner aucuns moyens possibles et convenables pour la réduction et
conversion de ceux qui font profession de la religion prétendue
réformée par les voies de douceur qu'a très utilement suivies le
feu roi. Se mettant dans les bonnes grâces du cardinal Bor-
ghèse, il lui donnera avis que, tant qu'on provoquera, d'Italie ou
d'autres pays, l'esprit des Français par livres et nouveaux écrits,
il sera malaisé d'empêcher le cours des répliques qui y seront
opposées. Leurs Majestés, cependant, continueront à y pourvoir
de leur mieux, comme Elles ont fait pour le livre du cardinal
Bellarmin, comme Elles feront, c'est leur espoir, pour le livre de

1. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 241.

Du Plessis-Mornay. Si l'on parle des affaires de la chrétienté, l'abbé répondra modestement, toutefois en indiquant combien il est désirable que Sa Sainteté attire la bienveillance des potentats pour conserver le repos universel que le feu roi avait procuré. Il rappellera que la cour persiste à se louer du nonce Ubaldini et qu'il ne faudra pas l'oublier dans la prochaine promotion. Il assistera et servira l'ambassadeur et les cardinaux en tout ce qu'ils lui ordonneront, avec la même affection et fidélité qu'il a jusqu'ici fait paraître au service de Leurs Majestés, qui le sauront aussi bien reconnaître en tout ce qui s'offrira pour le bien et avantage dudit abbé¹.

Ce langage précis n'était-il que perfidie? La cour tenait-elle beaucoup à l'incarcération? Peut-être se fût-elle aisément consolée que Du Bois restât en liberté à Rome ou même revînt à Paris, n'ayant fait que céder lâchement au nonce en dressant avec lui le piège. Il ne faut pas trop s'étonner que l'abbé n'ait pas mis en doute la sincérité de qui lui faisait passer les Alpes avec tant de papiers directeurs et protecteurs; mais ses amis, plus soupçonneux et plus clairvoyants, lui conseillaient de ne pas partir. Son fidèle serviteur l'en suppliait, et, n'étant pas écouté, refusait de le suivre². A ces objurgations dévouées, la seule concession du voyageur fut de laisser aux mains de ceux qui l'en poursuivaient une copie des lettres si explicites où ils se refusaient cependant à voir une garantie suffisante d'inviolabilité pour l'agent extraordinaire du roi.

Ce qui étonnerait, s'il fallait s'étonner de rien, c'est que Brèves, diplomate de l'école du Béarnais, paraît n'avoir pas été tenu à l'écart du complot et qu'il ne dédaigna pas d'y tremper. En arrivant, jadis, de Constantinople à Rome, il n'avait point jugé qu'il eût changé de climat; il traitait fort mal « messieurs les ecclésiastiques, » qu'on ne pouvait gagner que par des pensions secrètement servies, car servies publiquement elles les eussent brouillés avec les Espagnols, ce qu'ils ne voulaient pas. Il leur parlait « à la libre, un peu haut au pape et à son neveu, » comme Henri IV le lui avait recommandé, ajoutant que, s'il n'était pas écouté, il devrait faire entendre « des ressentiments gaillards³. »

1. Signé « Louis, » et, plus bas, « Brulart. » 12 sept. 1611. Bibl. nat., ms. fr. 17831, fol. 91-95.

2. *Mercurius francicus*, ann. 1611, t. II, p. 154.

3. Dép. de Brèves, 4, 21 août, 3 sept., 30 nov. 1608, 20 mars 1609.

Mais Henri IV mort, il avait senti la nécessité, pour rester en place ou en obtenir une meilleure, de chanter une autre gamme. Bientôt, dans les derniers jours de 1610, il avait cueilli le fruit de sa prudence, ayant été nommé gouverneur du duc d'Anjou. Seulement ce cadet de Louis XIII était trop jeune pour avoir besoin dès lors d'une direction masculine; d'où une prolongation momentanée de séjour à Rome. La femme et les enfants du gouverneur nommé pouvaient bien sans retard partir pour Paris; lui, s'il voulait bientôt les y suivre, il devait contenter la Régente et, tout ensemble, le pape, son neveu même, qui auraient pu le desservir auprès d'elle.

Si le secret diplomatique eût permis de communiquer à Du Bois les dépêches de Brèves dans cette dernière période de son ambassade, il aurait pu comprendre les dangers qu'il courait. A la date du 23 octobre 1611, Brèves mandait à la reine ce qui suit :
« Sa Sainteté a été grandement scandalisée d'une lettre que l'abbé
« Du Bois a écrite de Mantoue au cardinal Borghèse. Aussi, à la
« vérité, cette lettre est-elle un peu crue. Le cardinal Lanfranco
« m'en a remis une copie que j'envoie à Paris. L'abbé veut que
« l'on croie que Vos Majestés l'envoient en cette cour pour affaires
« très importantes à leur service, comme ambassadeur extraor-
« dinaire; mais Sa Sainteté est bien avisée de leurs intentions
« par les lettres que son nonce lui a écrites. J'en ai aussi appris
« quelque chose par les commandements qu'Elles me font à la
« journée. Elles doivent, à la vérité, désirer d'être délivrées de
« l'imprudence de cet homme, qui ne fera jamais que mal, si Dieu
« ne lui fait la grâce de lui donner un autre jugement. Il pro-
« teste, par sa lettre, de ne point passer Florence si le cardinal
« Borghèse ne lui envoie un sauf-conduit au nom de Sa Sainteté,
« laquelle n'a pas jugé à propos qu'on lui fit réponse. Mais, sur
« l'avis que son nonce lui a donné que Vos Majestés l'envoient
« à dessein sous prétexte de venir traiter de leurs affaires, afin
« qu'Elle le fasse saisir et châtier comme religieux scandaleux
« qu'il est, Sa Sainteté, craignant d'autre côté que, se voyant
« éconduit du passeport qu'il demande, il ne retourne en France
« et ne fasse des escapades, comme il menace de faire, m'a fait
« dire par le cardinal Lanfranco qu'Elle désirait que je dépê-
« chasse un des miens à Florence à M. le grand-duc, le suppliant
« de le faire retenir sous sûre et bonne garde jusqu'à tant qu'au-
« trement il en soit ordonné de Vos Majestés. » Si l'envoyé de

Brèves ne trouve pas le voyageur à Florence, il devra pousser jusqu'à Mantoue. Le pape aimerait mieux qu'on s'emparât de lui en chemin que d'avoir à s'en occuper à Rome¹. Le même jour, après avoir donné à Puysieux les mêmes détails, Brèves ajoutait, non sans alléguer qu'il avait l'approbation de Joyeuse : « Et parce que j'ai reconnu que vous étiez mal édifiés de ce factieux et brouillon et que le voyage que vous lui avez donné n'a été que pour vous en délivrer, j'ai librement servi Sa Sainteté². »

Du Bois, au fond, n'avait rien fait de monstrueux par la lettre où il se présentait tel qu'il croyait être, en envoyé extraordinaire, chargé de négociations importantes. Seulement, la forme lui nuisait ; ses sautes gâtaient souvent le poisson ; il prenait un ton de défi. « Par les écrits de cet homme, il semble, » écrivait Brèves à Villeroy, « qu'il ait pouvoir de remuer la France et la faire résoudre à ce qu'il lui plaît. » Huit jours plus tard, l'ambassadeur affirmait à la reine qu'il lui avait envoyé, « le 24 du présent, » copie de cette lettre mal sonnante. Le texte, que nous n'en retrouvons pas, autorisait-il à dire que le gallican résolu inclinât à l'hérésie ? Ce n'est là, très probablement, qu'une de ces accusations lancées à la légère, dans ce temps-là, contre tant de bons catholiques. Le mari de la nièce du grand vizir hurle avec les loups et indique les conséquences à tirer des hurlements. « Leurs Majestés ne doivent pas laisser perdre l'occasion de se défaire, pour un bon coup, de l'extravagance de cet homme que je vois à la veille d'aller à Genève et se porter avec toutes les voiles à l'hérésie³. »

Demander un sauf-conduit à Rome avait été un acte prudent ; mais quelle imprudence de ne pas l'attendre et de traverser le territoire ecclésiastique pour entrer dans le grand-duché de Toscane ! Ce qui passe toute croyance, c'est que, même en pareil lieu, à Bologne, où il s'arrête deux ou trois jours, notre voyageur ne sut pas retenir sa langue. Avec sa liberté accoutumée, écrit Brèves, il a médité de la religion, de la personne du pape et de la plus grande part des cardinaux. Il a dit, parlant de Votre Majesté, qu'« Elle avait pensé être renvoyée à Florence avec un bâton à la main pour s'être montrée trop affectionnée et zélée à ce qui regarde la grandeur du Saint-Siège et de Sa Sainteté⁴. »

1. Ms. fr. 18006, fol. 539.

2. Ibid., fol. 541.

3. 23, 31 oct. 1611. Ibid., fol. 543, 556.

4. 13, 27 nov. 1611. Ibid., fol. 584, 613.

Dès Bologne, il aurait pu arriver malheur à Du Bois. Ce fut pour lui une dernière chance de pousser sans encombre jusqu'à Sienne. Chez un parent de Marie de Médicis, il pouvait, dans une certaine mesure, se croire en sûreté. Il paraissait disposé à ne pas faire un pas de plus vers la ville éternelle tant qu'il n'aurait pas reçu un sauf-conduit. Pourtant, s'il eût été mieux renseigné sur ce qui se passait, il aurait pu concevoir de justes craintes. Dans une dépêche ultérieure, Brèves informait la reine mère du contentement qu'avait éprouvé Sa Sainteté d'apprendre que Leurs Majestés eussent écrit à Florence pour faire arrêter l'abbé et « des résolutions qu'Elles avoient de faire le même à Lyon¹. » Il est clair que Lyon n'intervient ici que pour le cas où le voyageur aurait réussi à échapper aux sbires du grand-duc et à rentrer en France. Ce n'est d'ailleurs qu'un détail rétrospectif, car, lorsque notre ambassadeur écrivait ces lignes, depuis un mois déjà Du Bois était à Rome². Brèves avait averti le grand-duc de garder son hôte jusqu'à ce que Sa Majesté en eût autrement ordonné. Et pour indiquer qu'elle ne tarderait pas à en ordonner autrement, il ajoutait que l'abbé « vouloit retourner en France pour y faire quelque vacarme, s'il pouvoit. » Il risquait même cette assertion : « Dieu ne laisse jamais un méchant impuni. » Il raconte ensuite que le procureur général de l'ordre de Cîteaux est allé à Sienne pour voir Du Bois « comme son ami » et qu'il lui a persuadé de se rendre à Rome³. Il aurait fallu ajouter : sans attendre le sauf-conduit. Rien ne nous indique, en effet, ni qu'il ait été attendu plus longtemps après la visite de ce moine, ni qu'il ait jamais été obtenu.

Avec ou sans ce viatique, voilà enfin Du Bois à Rome. Pour montrer dans ses incidents l'exécution du complot, nous pouvons puiser à trois sources; mais une d'elles mérite peu de confiance. Il s'agit de Fra Paolo Sarpi. Ce révolté résidait au loin, à Venise. C'est de là qu'il renseigne un ami parisien, et il ne prend la plume que trois mois après l'événement. Au débarqué, dit-il, le voyageur fut reçu par un secrétaire de l'ambassade envoyé au-devant de lui et qui l'informa que l'ambassadeur lui avait fait préparer un logis. Dès le lendemain commencent les visites, sui-

1. 24 déc. 1611. Ibid., fol. 624.

2. Goujet, qui a tout lu superficiellement et qui confond tout, prétend voir dans « les » dépêches de Brèves la preuve que Paul V pensa un moment à renvoyer Du Bois en France (voy. II, 22).

3. 13 nov. 1611. Ibid., fol. 584.

vant le cérémonial et l'ordre indiqués par Brèves. En sortant de chez l'ambassadeur de Toscane, Du Bois est appréhendé au corps par le capitaine des sbires pontificaux qui lui enlève son argent, ses papiers, son sauf-conduit et qui le mène aux cachots de l'Inquisition. Ces détails n'ont rien d'in vraisemblable; mais comment les tenir pour vrais en présence de l'assertion finale, dont la fausseté ne saurait être contestée? Le 24 novembre, au lever du soleil, poursuit Sarpi, l'abbé fut pendu dans le champ de Flore. Dès la semaine suivante, le bruit partit du palais de l'ambassadeur que le supplicié était un inconnu, ce dont tout Rome se moqua. Il avait mêmes traits, même grandeur, en tout si semblable à Du Bois « que personne n'avoit douté que ce ne fût lui, qu'on en étoit encore persuadé et que les Jésuites eux-mêmes le croyoient pareillement; que c'étoient les Français qui avoient tenté de jeter sourdement quelques nuages sur ce fait. » L'ami dont Fra Paolo reproduit les paroles ajoute qu'il lui laisse à penser s'il est possible que personne n'eût reconnu un homme supplicié publiquement, dans un lieu très fréquenté et avec tout l'appareil ordinaire¹.

Comme ce pendu devait vivre encore quinze ans et mourir, fort âgé, de mort naturelle, on peut craindre que le réfugié de Venise ne soit pas une autorité bien sûre pour les détails qui précèdent, dans sa lettre, cette fable bientôt grossie de la bourde d'un masque appliqué sur la figure de celui que l'on conduisait au gibet, pour que les spectateurs ne pussent voir ses traits bien connus d'eux. N'oublions pas que trois ans s'étaient presque écoulés, au moment de ce prétendu supplice, depuis que Du Bois avait cessé de résider à Rome.

Venons-en donc, sans plus tarder, à nos deux sources dignes de foi, Brèves et Joyeuse. Elles ne sont en désaccord que sur des points secondaires, ce qui prouve seulement combien la mémoire, chez l'homme, est susceptible d'erreur et combien il est difficile d'être exact, même quand on parle des choses qu'on a vues de plus près, auxquelles on a été mêlé.

A peine arrivé, écrit Brèves, l'abbé se rendit à l'ambassade. « Il me donna une lettre de Votre Majesté, me fit voir quelques « mémoires contresignés de M. de Puitsieux et commença à me « déployer sa marchandise, que je reconnus de fort mauvaise « vente en cette cour. Je n'oserois représenter à Votre Majesté « les insolentes paroles qu'il me tenoit, non seulement de la con-

1. Sarpi à M. Leschassier, à Paris, 14 févr. 1612, dans Goujet, II, 24-26.

« duite du pape, du désordre de la religion, blâmant le pensement
 « des réformés et augurant mille mésaventures au repos de la
 « France sous la régence de Votre Majesté, disant que la posté-
 « rité du feu roi finiroit avec son fils. » Le lendemain, Paul V le
 fit prendre dans la maison du procureur de Citeaux, où il avait
 diné. Ce fut jeudi, 10 de ce mois, sur l'heure de vêpres, qu'il fut
 conduit dans les prisons de l'Inquisition¹, de cette Inquisition
 dont « les affaires, » disait trois ans plus tôt le même ambassa-
 deur, « sont si fâcheuses qu'il est malaisé de s'en développer
 honorablement². » Brèves aurait pu ajouter ce qu'écrivait quelques
 mois auparavant Ubaldini à peine arrivé à Paris : « Le seul nom
 de l'Inquisition est aussi odieux qu'il est en Italie saint et
 vénéré³. »

Le langage de Joyeuse, qui met l'incarcération au 12 novembre
 et non au 10, permet de croire que le coup fut frappé en sour-
 dine. « On le nous vint dire, écrit ce cardinal, en grand frayeur
 « à l'ambassadeur et à moi. Nous avisâmes ensemble de parler
 « de cette affaire en façon qu'on ne crût pas qu'on nous eût fait
 « en cela quelque affront..., ni qu'on ne crût aussi que Sa Majesté
 « l'eût envoyé exprès ici pour se faire prendre sous l'ombre des
 « commissions qu'Elle lui avoit données. Et ainsi nous disons
 « qu'étant un homme turbulent et qui n'étoit pas trop sage,
 « Sa Majesté avoit mieux aimé qu'il fût à Rome qu'à Paris et
 « que vous lui avez donné quelque petite commission pour venir
 « ici; mais que, en chemin (comme il est véritable), il avoit tenu
 « plusieurs propos impertinents et inconsiderés touchant la foi et
 « la religion. Sa Sainteté leur a fait entendre à tous les deux que,
 « en ce qui touche le service de Dieu, on ne devait avoir aucune
 « considération, et qu'il savait que personne au monde n'y déferait
 « tant que la Reine. A quoi nous n'avons pu que répondre. Et
 « ainsi, ce pauvre homme est chaudement pour cet hiver et est
 « bien tombé du plus haut degré de grandeur où il pensoit être
 « en une grande misère, de quoi il me fait grande compassion,
 « car il ne me cela point que la Reine l'avoit choisi sans que
 « M. le chancelier et M. de Villeroy en sussent rien, et ce pour
 « lui commettre des affaires qu'il me donna bien à entendre que la
 « Reine avoit bien connu que M. l'Ambassadeur n'en étoit pas

1. Brèves à la reine, 13 nov. 1611. Ibid., fol. 584.

2. Dép. du 23 sept. 1608.

3. Dép. d'Ubaldini, 20 janv. 1608.

« bien capable, et moi moins encore, outre que j'avois trop d'affaires ici pour me confier cela, que néanmoins il me communiqua. Et, ayant lu son instruction, je lui dis que j'avois eu cet honneur d'en avoir eu quelques-unes, mais que certes je n'en avois eu jamais une comme celle-là. Il me répondit que ce n'étoit pas merveille et qu'il avoit montré et fait voir que, comme par un destin, toutes les plus grandes et importantes négociations de la France avoient été maniées par des abbés et qu'il y avoit eu force archevêques et évêques en France qui avoient grondé de cette commission contre la reine, et que je verrois ce qui en adviendrait. » — « Il faut dire la vérité, Monsieur, » poursuit Joyeuse s'adressant toujours à Puyseux, « je savois bien que M. de Villeroy et vous faisiez très bien des mémoires, mais certes je ne savois pas encore que vous entendissiez tant en *galimathia*. Et je vous supplie, considérez si cet homme n'eût rien dit par les chemins, en quoi nous étions de lui ouïr dépêcher en une heure plus de matière que nous ne saurions faire en cent ans. Et Dieu sait les choses qu'il ne disoit pas et en quoi étoit M. l'Ambassadeur qu'il vouloit qui lui commençât déjà à fournir de l'argent¹. »

Il y a plus de compassion dans cette dépêche que dans celle de Brèves; mais il y a peut-être moins d'estime encore, et les difficultés de la situation auraient pu, sur plus d'un point, être moins méconnues. On ne vit pas de l'air du temps, et tous les serviteurs de la couronne, cardinaux, ambassadeurs et autres ne cessaient de tendre la main, même celui d'entre eux qui écrivait ces mots : « Nous sommes en un siècle où il n'y a que des demandeurs². » Rien de plus excusable et de plus naturel, du reste, puisque les sommes promises, les pensions accordées, les émoluments dus, on ne les payait pas. La plainte en est constante dans les dépêches si nombreuses qui ont passé sous nos yeux. Ce n'est pas la gêne de quelques jours ou même d'une année. Deux ans plus tard, Brèves se plaignait « de nouveau » que M. Pradel, fermier des grosses fermes, lui fût redevable encore d'une demi-année de son « entretenement » de l'année précédente et voulut en toutes façons que son créancier « composât avec lui et lui donnât un tant³. » Six mois plus tard, la question n'a pas fait un pas. Écoutons

1. 13 nov. 1611. Ms. fr. 18006, fol. 570.

2. Brèves à Villeroy, 23 déc. 1610. Ms. fr. 18005, fol. 421.

3. Dép. du 23 janv. 1613.

encore le plaignant : « Nous voici le septième mois de cette année, et je n'ai pas encore reçu un liard de mes entretenements. Je vis aux dépens de mon crédit¹. » Et Brèves n'est pas plus dépensier qu'un autre. Son cas n'est point particulier. Il écrit à Paris que le cardinal de la Rochefoucauld est obligé de quitter Rome, à cause du « peu de moyen qu'il a de continuer la dépense qu'il faut faire pour vivre en cette cour². » Marquemont, étant encore auditeur de rote, se voyait accusé dans *le Tocsin* de tirer de grosses pensions du roi et de ne pas gagner son argent. L'auteur de ce libelle n'était sans doute pas informé d'un mal qui s'étendait aux moindres serviteurs de la couronne, à ceux qui ne sauraient, comme un ambassadeur, vivre sur leur crédit; les courriers mêmes ne faisaient plus leur service, « s'excusant que le Roi ne donnât rien³. »

Si Du Bois demanda, comme il en est accusé, de l'argent à Brèves, il est bien excusable : à son départ, assurément, on ne lui avait point garni plus que de raison les poches, et il ne pouvait se flatter de rien obtenir d'un pape de qui l'on disait : « Il ne donne rien aux cardinaux, si ce n'est à ceux qui sont ses créatures⁴. » Joyeuse ne se borne pas à blâmer la main tendue; il paraît ne pas comprendre que l'infortuné dont il parle ait pu tenir pour sérieux le galimatias d'instructions assez semblables en somme à beaucoup d'autres rédigées sans perfidie dans les bureaux. A la pauvre dupe qu'il prend en pitié, il suppose de ténébreux desseins qui ne hantaient certainement pas son esprit.

Brèves seul nous renseigne sur l'attitude prise, en cette aventure, par Paul V. « Sa Sainteté me dit qu'il croyoit avoir servi Dieu « et son Église en cette occasion, mais bien autant Vos Majestés, « pour l'extravagance de l'esprit de cet homme capable et propre « pour faire naître des séditions et révolter un peuple; qu'Elle « n'eût toutefois pris liberté de le faire prendre et retenir, si Elle « n'eût appris par les lettres de son nonce que Vos Majestés « l'avoient agréable, que le service du Roi vouloit qu'il fût en un « lieu où il ne pût mal faire; mais nous n'avons pas fait grand « bruit... Sa Sainteté m'a déclaré qu'Elle étoit résolue de le con-

1. Dép. du 8 juillet 1613.

2. Dép. du 1^{er} mars 1612.

3. Dép. du 23 janvier 1613. Voy. en outre, sur cette partie d'une déplorable gestion financière, ce qu'écrit encore, en 1617, Marquemont, devenu archevêque de Lyon. Ms. fr. 17831, fol. 258.

4. Dép. de Brèves, 22 juillet 1609.

« finer pour toute sa vie en prison ; qu'Elle prioit Votre Majesté,
 « en cas qu'Elle fût recherchée et suppliée d'aucuns de ses sujets
 « pour le faire délivrer, de ne lui en point écrire ni de me com-
 « mander de L'en rechercher. Je tiens que le service du Roi
 « auroit de l'avantage que cet homme soit comme mort, car en
 « liberté il n'auroit jamais fait que mal, m'ayant dit qu'il étoit
 « assez puissant parmi le peuple de Paris pour, en un rien, faire
 « une (révolte ou émeute) à sa dévotion. Je crois que ce n'est pas
 « véritable ; mais aussi n'est-il pas licite à un sujet de dire sem-
 « blables paroles. Sa Sainteté m'a mis en main les papiers qu'il
 « avoit, les mémoires qui lui ont été donnés, deux chiffres et une
 « grande feuille de papier imprimée des demandes que le Père Coton
 « avoit faites à un Démoniacle pour apprendre ce qui devoit
 « arriver de la vie du défunt Roi et tout plein d'autres choses mal
 « agencées. Il avoit porté cela avec lui pour chercher de diffam-
 « mer la réputation de la Compagnie¹. »

Ces papiers n'ayant été pris sur Du Bois qu'après l'avoir mis entre les mains des sbires, ils n'avaient été pour rien dans cet acte de violence ; mais on put s'en servir à l'appui d'une mesure qui avait singulièrement besoin d'être justifiée. S'il est clair que la cour de Rome ne l'eût point prise sans la certitude de ne pas déplaire à la cour de France, on ne voit nulle part que celle-ci désirât une réclusion perpétuelle. C'est le pape qui pousse ainsi la rigueur aux extrêmes, avec l'approbation, il est vrai, de notre ambassadeur gagné à ses vues par un long séjour auprès de lui comme par le désir, en servant bien la Régente, d'être promptement rappelé pour prendre sa place auprès du duc d'Anjou. Enfin, il semble bien avoir eu contre Du Bois un grief personnel. Dans sa lettre au pape qui avait été incriminée, et plus encore sans doute dans ses propos, l'imprudent aurait accusé avec véhémence l'ambassadeur, qui lui devait protection, de l'avoir en quelque sorte pris par la main pour le conduire dans un piège².

Désormais, le silence va se faire pour un temps très long sur cette victime de deux mauvais gouvernements, laquelle, avec un peu de réserve dans ses propos, aurait pu sans peine devenir plus intéressante. Rappelons les dernières mentions de lui que nous

1. Brèves à la reine, 13 nov. 1611, fol. 584.

2. Voy. *l'Église et l'État*, etc., t. I, p. 436 et note 2.

trouvions au recueil qui contient les dépêches de ce Brèves maintenu à Rome, quoi qu'il en eût, jusqu'en avril 1614¹. « Le Père Du Boys est toujours au Saint-Office, d'où je crois qu'il ne sortira jamais. » — « Il est en bon lieu, où il aura tout loisir de penser à sa conscience et à se repentir de la vie libertine qu'il a faite jusqu'à cette heure. » — « A la vérité, la liberté de ses paroles contre la religion catholique et la dignité du Saint-Siège, celle du Sacré Collège, a contraint Sa Sainteté de le faire mettre au Saint-Office, où je crois qu'il finira sa vie. » S'il prend en gré sa prison, il sera bien heureux, car, vivant « au monde comme il y vivoit, il ne servoit que de scandale et de mauvais exemple². » La rancune et la mauvaise opinion qu'il a du prisonnier persistent évidemment chez cet ambassadeur *in extremis*; mais ne semble-t-il pas vouloir rejeter sur le pape toute la responsabilité d'un acte de rigueur fort mal vu en France et surtout à Paris, autour du Parlement?

VII.

Du Bois n'étant point, malgré quelques mots vagues de certaines dépêches, suspect d'hérésie, devait, dans son infortune, trouver des cœurs pitoyables. Pour blâmer ce qui avait été perpétré contre lui, ceux qui ne le connaissaient pas se plaçaient au point de vue général des usages consacrés sans lesquels deviendraient impossibles les rapports de cour à cour, d'État à État; ceux qui le connaissaient, ses amis et ses proches, s'indignaient par affection, et, dans son intérêt propre, se mettaient en mouvement. Ils étaient si loin de soupçonner la complicité de la Régente que, le 14 janvier 1612, au moment où elle entrait à l'abbaye de Saint-Victor, ils se jettent à ses pieds et lui présentent une requête où ils se plaignaient de l'outrage fait à la majesté royale dans la personne sacrée de son représentant. « Quant aux motifs de l'incarcération, était-il dit dans cette supplique, les suppliants n'ont pu en apprendre aucun, sinon qu'on lui voulût imposer qu'il eût parlé ou écrit au désavantage

1. Le chargé d'affaires Mangeant écrit, à la date du 25 avril 1614, que Brèves est parti depuis sept jours. Ms. fr. 18009, fol. 137.

2. Dép. des 27 nov. et 24 déc. 1611 (fol. 603, 624), et du 8 janvier 1612. Ms. fr. 18007, fol. 3.

du pape, si ce qui concerne la conservation de l'autorité et de la personne du Roi se peut dire au désavantage de Sa Sainteté¹. »

Ces protestations, si fondées qu'elles pussent être, restèrent, on le pense bien, sans effet. Ni Villeroy à Paris, ni Brèves à Rome, ne les relevèrent pour s'y associer ou même pour les combattre. Moins encore les cardinaux français, qui résidaient si volontiers à l'ombre du Saint-Siège, eussent-ils dans leur pays la charge d'un diocèse et des devoirs à y remplir. Rien de rare, en ces temps-là, comme la résidence des évêques. Joyeuse venait à Rome chercher ce bien suprême du repos dont il ne savait pas jouir suffisamment à Rouen ou ailleurs. La Rochefoucauld était sans doute de « bonté et intégrité admirable. » S'il eût été possible de lui faire aimer autant le bien de l'État que celui de la religion, sa demeure en cette cour aurait pu être grandement utile, voire plus que celle d'un ambassadeur²; mais il était membre du Saint-Office, il ne fallait pas lui demander plus qu'il ne pouvait donner. De fait, les dépêches qu'on a de lui sont généralement courtes et surtout insignifiantes. Le Saint-Office, d'ailleurs, avait bien pu prêter ses prisons; mais, n'ayant contre le prisonnier aucun de ces griefs formels qui les remplissaient d'ordinaire, il restait assez indifférent à une partie tout au moins de ceux qu'on faisait valoir pour justifier les mesures prises.

Il n'eût pas été si fréquemment question de ce malheureux dans l'entourage du souverain pontife sans la présence à Paris d'un nonce seul énergique en face de ministres au déclin de l'âge, seul voyant un crime irrémissible dans la tolérance envers les hérétiques et l'intolérance envers ces orthodoxes portés à faire passer les Alpes au concile de Trente pour acclimater dans le royaume la doctrine des droits supérieurs et sacrés de l'Eglise, du Saint-Siège, sur tout ce qui existe en ce monde, même les rois. L'art d'Ubal dini avait surtout consisté à subordonner, sans les dissimuler, les sujets de plainte du pape à ceux de la reine mère, de donner à ces derniers, pour obtenir satisfaction des autres, une importance qu'ils n'avaient pas, et de céder, d'imposer presque le premier rôle dans cette intrigue déloyale à Marie de Médicis, le second aux faibles ministres de sa régence.

1. *Requête présentée à la Roynie par les parents de l'abbé Du Boys, Sa Majesté entrant à Saint-Victor, le samedi 14 janvier 1612.* Bibl. nat., L³b. 141, pièce in-12.

2. Dép. de Brèves, 24 mai 1613.

Ce qui avait transpiré d'une affaire si mystérieuse n'offrait aucune garantie de certitude. Les erreurs ou les exagérations alimentaient la malignité publique, suggéraient aux plus graves personnages des réflexions sévères ; à d'autres plus légers des vers comme ceux qu'on va lire, attribués pour lors aux huguenots, qui en étaient sans doute fort innocents :

Les almanachs de cette lune
Menacent d'une voix commune
Les terres de Sa Sainteté,
Par le trine aspect de Mercure,
De la plus étrange froidure
Qui jamais au monde ait été.
Mais les pourvoyeurs d'Italie
Ont d'une invention jolie
Pour la Romagne convenu
Que, moyennant certaine somme,
On enverroit Du Bois à Rome,
Avant que l'hiver fût venu.
François, si le frileux Borée
Veut passer par votre contrée,
Par charité je vous semonds
Que dans un sac on me le lie,
Comme fit le roi d'OEolie,
De peur qu'il ne passe les monts.
Car si une fois il échappe
Jusque dans les terres du pape
Et qu'il y gèle tant soit peu,
L'on ne fera point de scrupule,
Sans attendre une sainte bulle,
De mettre votre bois au feu¹.

C'était une variante de la pendaison au champ de Flore, mise récemment dans la circulation par Fra Paolo Sarpi et accréditée jusqu'en Espagne. M. de Vaucelas, beau-frère de Sully et ambassadeur à Madrid, écrivait, de cette ville, les lignes suivantes, qui le montrent ignorant du piège tendu. N'oublions pas ce que disaient Joyeuse et Brèves, qu'on avait fait de l'incarcération le moins de bruit possible : « Le bruit a fort couru ici que « le Père, autrement l'abbé Du Bois, auroit été pendu quatre

1. *Mercuré françois*, ann. 1611, t. II, p. 154.

« heures après avoir été mis à l'Inquisition ; mais je le tiens
 « encore plein de vie, si c'est vie que d'être là. Je le connois il y
 « a plus de vingt ans et ai toujours craint que son audace le fit
 « périr. *La Gazette* dit qu'il étoit envoyé à Rome de la part de
 « Leurs Majestés. Ces bruits sont fâcheux. Comme si ne pou-
 « vions envoyer personnes qui ne fussent sujettes à telles repré-
 « hensions!! »

La perfidie, aboutissant à la violence, recueillait ses fruits naturels, le blâme et la calomnie. Mais les Madrilènes ne pouvaient accorder longtemps attention à un fait particulier dont la victime n'étais pas un Espagnol. Quant aux Parisiens, s'ils avaient parlé et même agi, leur esprit mobile ne se fixe guère longtemps sur un sujet quelconque. Ils cessèrent bientôt de s'occuper d'un homme qui souffrait loin de leurs yeux, sans illusions d'ailleurs sur ce qu'il était possible d'obtenir, en fait d'énergie réparatrice, d'un gouvernement tel que celui de la veuve du Béarnais.

VIII.

Le lourd silence des *in pace* pèse désormais sur l'hôte découragé de l'Inquisition. C'est faire sa cour aux puissants du monde qui l'ont poussé vers ces cachots, comme à ceux qui l'y ont mis, de ne plus souffler mot ni de l'incident, ni du prêtre bruyant qui en est la victime. De Rome pas plus que de Paris ne part une parole soit de pitié, soit de satisfaction ou de colère. Divers changements s'accomplissent en très peu d'années dans le personnel diplomatique. Les diplomates qui ont joué un rôle dans l'aventure passent sur une autre scène. En 1614, Brèves est venu occuper auprès du jeune duc d'Anjou le poste de gouverneur qu'il ne conservera, du reste, guère plus de six mois. En 1617, Ubaldini est remplacé, à l'hôtel de Cluny, par Guido Bentivoglio, d'un caractère tout opposé au sien, comme en font foi les dépêches de ce nouveau nonce, imprimées de nos jours, sans en être moins dignes. Bentivoglio avait reçu du cardinal Borghèse l'ordre d'aider auprès de la reine et de ses ministres ce marquis de Brèves parti de Rome en odeur de sainteté, mais déjà

1. Vaucelas à Puyseux, 23 janv. 1612. Ms. fr. 16115, n° 8.

en disgrâce à Paris¹. Auprès du Saint-Siège, il avait été d'abord si mal remplacé ! Le marquis de Tresnel était léger, brouillon et bavard, sauf sans doute pour ce qui touchait aux prisons du Saint-Office, auxquelles ses dépêches ne font jamais la moindre allusion. Bentivoglio disait qu'il ne fallait pas faire attention à ses paroles. Selon Richelieu, c'était « un ignorant sans cervelle. » Concini l'appelait « une bête » et Marie de Médicis « un sot qui l'avait très mal servie et dont les peines ne méritaient pas de récompense². » Si bien qu'il fallut le rappeler avant de lui avoir trouvé un successeur. L'ancien auditeur de rote, Denys Marquemont, devenu archevêque de Lyon, est chargé de gérer momentanément les affaires de l'ambassade³, et il s'acquitte de ce soin au contentement de la cour qui l'en a chargé, car nous le verrons, six ans plus tard, lui rendant, toujours à Rome, un service analogue.

Au mois de novembre 1618, le marquis de Cœuvres, lieutenant général du roi dans l'Ile-de-France, recevait ses instructions pour remplacer ce prélat avec qualité d'ambassadeur titulaire⁴. Le nouveau venu ne paraît pas avoir brillé à ce poste. Il disparaît souvent et ses dépêches sont relativement rares. Infinitement plus nombreuses sont celles du cardinal de Sourdis, qui semble jouer souvent, à Rome, le rôle d'ambassadeur suppléant ou complétant. Méritait-il cet honneur ? On en peut douter. Ses mœurs décriées lui faisaient souhaiter par Ubaldini le sort du curé Fusi⁵. Mais son zèle bruyant pour la bonne cause avait fini par lui refaire une virginité. Dès le mois de novembre 1610, il écrivait au pape pour exprimer son indignation contre le Parlement au sujet de l'arrêt contre le livre du cardinal Bellarmin⁶. Aux états généraux de 1614, on le voyait prendre position parmi les plus résolus champions de la suprématie pontificale. Ce n'en était pas moins un homme de peu de poids. — Tête légère ! s'écrie Condé. — Je n'irai pas chercher du plomb dans la vôtre ! réplique le cardinal. — Si ce n'était le respect du roi, reprend le

1. Dép. du cardinal Borghèse, 10 mai 1617, dans *la Nunziatura di Francia del card. Bentivoglio*, t. I, p. 281, 1863-1867.

2. Ms. fr. 17831, fol. 150; Dép. de Bentivoglio, 14 et 28 févr., 2 août 1617.

3. Juin 1617. Ms. fr. 17831, fol. 249.

4. Ms. fr. 17831, fol. 335.

5. Dép. d'Ubaldini, 7 juillet 1612.

6. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 16.

prince, et que vous êtes prêtre, je vous ferais donner les étrivières par mes laquais. — Sur quoi Louis XIII embrasse deux ou trois fois Condé, le remercie, le prie de ne le quitter point¹. Dans une dépêche datée de Rome, écrite en chiffre, dont nous avons partiellement la clef, et signée d'un chiffre dont la clef manque, nous lisons : « Monsieur le cardinal de Sourdis fait beaucoup de petites extravagances². » Nous le retrouverons tout à l'heure et nous pourrions constater, pour le moins, peu de fixité dans son esprit. Il est un des malveillants avec lesquels Du Bois captif eut à compter.

Un autre, plus redoutable assurément, était le cardinal Bellarmin. Il avait, dans plusieurs lettres, déclaré son inimitié, non sans ajouter qu'il y persisterait tant que le prisonnier de l'Inquisition n'aurait pas rétracté ses propositions erronées. Aussi Du Bois et ses amis, qui accusaient les Jésuites d'avoir provoqué son incarcération, en faisaient-ils remonter à Bellarmin la principale part de responsabilité. Rien de plus fâcheux, si cette accusation était fondée, car on ménageait fort, à la cour de France, ce prince de l'Église, cet auteur naguères malmené au Parlement et au camp des politiques royaux. La Compagnie de Jésus, d'ailleurs, avait passé les mauvais jours. Son général, le Père Aquaviva, écrivait à Villeroy en faveur de ceux de l'Ordre qui étaient dans le royaume³, et Villeroy répondait en protestant que Leurs Majestés estimaient les services de la Compagnie et qu'elle serait défendue si elle était attaquée⁴.

Dans des conditions si défavorables, il ne restait au malheureux qu'à souffrir en silence, avec cette résignation dont les zélés font le privilège des chrétiens et qui doit être facile, si des prédications de tous les jours y peuvent quelque chose. Il ne lui était pas interdit d'espérer des temps meilleurs, non de la volonté des hommes, mais de la mort d'autrui, qui est quelquefois de secours. Il fallut attendre de l'année 1611 à l'année 1621. A cette dernière date, le 9 février, un successeur était donné à Paul V par le conclave en la personne de Grégoire XV. Dans la seconde moitié de septembre disparaissait, à son tour, le cardinal Bellarmin.

1. Voy. *l'Église et l'État*, etc., t. II, p. 288.

2. Ms. fr. 18016, fol. 427.

3. 2 août 1614. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 20.

4. 12 septembre 1614. Ibid., fol. 21.

La situation s'en devait probablement trouver améliorée, quoique tous les nuages n'eussent pas encore disparu. Le principal consistait dans la présence, à Rome, de l'ennemi des premiers jours, de cet Ubaldini, coiffé enfin du chapeau et mieux en cour auprès de Grégoire XV et du cardinal Ludovisio, son secrétaire d'Etat, qu'il n'avait pu être dans la seconde moitié du pontificat de Paul V, dont le neveu Borghèse n'avait pas complètement désarmé, alors même qu'il se laissait arracher la pourpre par les instances fatigantes de Paris. Or, cet implacable ennemi de Du Bois s'était lié, paraît-il, à Rome, avec ce Sourdis qu'il mettait naguères dans son mépris au niveau du curé Fusi¹. C'est du moins le cardinal archevêque de Bordeaux qui tire vanité de cette étroite liaison avec son collègue jadis si malveillant. Dans la dépêche où il s'en vante, il ajoute ces mots qui sont bien d'un ami : « Je désirerois fort que le Roi continuât à l'obliger par ses bienfaits et le conserve son serviteur². » Mais ce prélat avait du diplomate la qualité maîtresse, déjà, nous l'avons vu, remarquable chez Brèves : il savait prendre le vent pour ne jamais naviguer vent debout.

Or, il ne lui avait pas fallu beaucoup de temps pour reconnaître que le nouveau pape, quoique malade et destiné, — personne ne s'en doutait encore, — à rendre bientôt vacante sa dignité suprême, était de nature bienveillante. Il n'avait pas tardé, sans tambour ni trompette, du reste, à faire transférer Du Bois des prisons du Saint-Office au château Saint-Ange, ce qui était un notable adoucissement. Le prisonnier savait bien à qui devait aller sa reconnaissance : il louait « la bénignité du bon pape Grégoire quinzième. » Ce n'était, au surplus, qu'un commencement, mais si heureux qu'on pouvait espérer une heureuse fin. Le pontife n'avait aucune raison personnelle de garder Du Bois sous clef. S'il l'y garde, ce sera uniquement parce qu'il veut être agréable à la cour de France, et il exige qu'elle pourvoie aux besoins du prisonnier, faute de quoi il le remettra en liberté pleine et entière. Sourdis comprend ce que parler veut dire ; on le voit bien au style de la dépêche qu'il adressait à Puyseux le 22 novembre 1621 : « Je vous ai écrit de ce pauvre abbé « Du Bois, lequel est encore dans le château Saint-Ange sans

1. Voy. plus haut, p. 18, 19.

2. Sourdis à Puyseux, 3 nov. 1621. Ms. fr. 18017, fol. 305.

« moyens de vivre. Ils veulent ici lui ouvrir les portes si on ne
 « lui donne les moyens de s'entretenir. J'ai toujours fait différer
 « et lui ai fait donner diverses fois de l'argent. Je désirerois bien
 « savoir l'intention du Roi. Je ne pense pas qu'il y ait aucun
 « péril de le laisser sortir et vivre en Italie, bien qu'il ne soit pas
 « le plus sage homme du monde. Néanmoins, je ne le tiens pas
 « pour méchant. Je trouverai bien moyen de l'employer et lui
 « faire donner quelque chaire ou lecture. S'il plaît au Roi lui
 « faire donner quelque chose, ce sera une aumône bien
 « employée¹. »

La cour de Louis XIII paraissait assez mal disposée. Placé entre la chèvre et le chou, Sourdis, huit jours plus tard, reprend la plume et déjà change quelque peu de ton. « Quant à votre
 « abbé Du Bois, votre lettre est arrivée bien à propos, car il fût
 « sorti le lendemain, faisant pitié à Sa Sainteté, laquelle m'a
 « ordonné de lui faire donner pour vivre, autrement que l'on lui
 « eût ouvert les portes. Je vous (envoie) mémoire de ses demandes,
 « et cependant je lui fais bailler à raison de vingt écus par mois.
 « Il lui faut bien cela, et encore quelque chose pour s'habiller, au
 « moins trois cents écus. J'ai prié le sieur Eschinard de lui avan-
 « cer ce premier mois². »

C'est la première fois que nous voyons soulevée cette question de subsides. Jusque-là, le captif avait vécu en contractant des dettes et peut-être de ce que le Saint-Office lui fournissait pour l'empêcher de mourir tout à fait de faim et de froid. Si jamais il avait adressé quelques demandes à la cour de France, il s'en était vite lassé, les voyant inutiles. L'horizon s'éclaircissait grâce à un pape qui, s'il ne demandait pas qu'on désavouât, à Paris, des rigueurs peu avouables, exigeait du moins qu'on ne laissât pas l'infortuné à sa charge, si l'on prétendait encore le lui laisser sur les bras.

Le jour même où il expédiait la lettre qu'on vient de lire, Sourdis y en joignait une de Du Bois qui faisait connaître
 « ses belles prétentions, » afin qu'il y fût donné ordre³. Le lendemain, 1^{er} décembre, c'est l'expéditionnaire, l'agent exécutif Eschinard qui rend compte à Puyseux de ce qui a été fait :

1. Ms. fr. 18017, fol. 337.

2. 30 nov. 1621. Ibid., fol. 365.

3. Ibid., fol. 358.

« Sa Sainteté était résolue de donner liberté au Père Du Bois,
 « qui est dans le château Saint-Ange, faute qu'on ne lui donnoit
 « de commodités pour vivre et s'entretenir ; mais on y a pourvu
 « sur-l'avis que vous en avez donné à M. le cardinal de Sourdis
 « par ce dernier ordinaire, et par son commandement j'ai fourni
 « vingt-cinq écus audit Père, avec promesse de continuer de mois
 « en mois, tant qu'il plaira au Roi. Il vous plaira donc me dire
 « comment je me gouvernerai en cette affaire, si je devrai conti-
 « nuer et sur qui et comment je serai remboursé¹. »

A la suite du feuillet qui contient ces lignes se trouvent le reçu de Du Bois, conforme aux déclarations d'Eschinard², et une lettre d'actions de grâces à Sourdis, laquelle mérite d'être notée :
 « Monseigneur Illustrissime, je remercie le Roi des aliments que
 « votre charité m'a déjà envoyés comme ambassadeur de
 « Sa Majesté, et aussi des vêtements, lesquels je suis tout assuré
 « que vous m'envoyerez quand vous serez débarrassé de l'ex-
 « pédition du courrier, car vous pouvez bien penser que les
 « hommes ne sont pas comme les fours, qu'on échauffe seulement
 « par la gueule. Il faut aussi des habillements à l'homme pour le
 « maintenir en vie et en santé, aussi bien que du pain, et tout
 « cela, comme vous savez trop mieux, se comprend sous le nom
 « d'aliments. Or, pour ce que j'espère de votre bénignité que cet
 « avent, temps destiné à œuvres pies, ne se passera pas sans que
 « votre charité ne vous attire à venir voir un pauvre prisonnier,
 « et lors j'aurai moyen de bouche de vous ouvrir mon cœur.
 « A présent, après vous avoir très humblement remercié, je ne
 « vous dirai autre chose, sinon qu'en prenant soin de me subve-
 « nir vous avez fait ce si signalé service au Roi, non seulement
 « quant à la réputation de cette couronne, mais aussi quant à
 « son utilité que, un jour, Sa Majesté vous en remerciera plus
 « d'une fois et par maintes gratifications vous en reconnaîtra...
 « L'extrême nécessité en laquelle je me trouvois réduit sans l'op-
 « portun secours du Roi mon maître par vos charitables mains...
 « Je vous donne le bonjour, Monseigneur, me recommande à vos
 « bonnes grâces et saintes prières et vous prie de mettre en votre
 « paquet les trois lettres ci-incluses, les accompagnant de lettres
 « ardentes de fils de charité pour ma délivrance³. »

1. Ms. fr. 18017, fol. 373.

2. Ibid., fol. 374.

3. 1^{er} déc. 1621. Ibid., fol. 376.

Des trois missives « incluses » dont parle Du Bois, deux doivent encore nous arrêter. Elles sont de la même date, 1^{er} décembre. L'une est adressée à « Monseigneur de Puysieux, premier secrétaire des commandements de Sa Majesté. » Les ambassadeurs, cardinaux ou non, donnaient simplement du « Monsieur » à ce personnage de plus en plus important, puisqu'on voit augmenter d'une manière sensible le nombre des dépêches qui lui sont adressées ; mais un abbé contesté et qui vit en prison était tenu à plus de respect envers celui dont il sollicitait la protection. Il lui avait déjà écrit, à peine « transporté au château Saint-Ange, » pour lui en donner avis, « vous suppliant, disait-il, de me faire, à votré accoutumée, tous les bons offices que jugeriez être nécessaires envers le Roi et Mgr le connétable pour mon entier élargissement. » Il demandait en outre le paiement de sa pension « et d'une partie des arrérages d'icelle pour me désendetter des dettes par moi faites jusques à ce jour d'hui en mon adversité. » Mais quand cette lettre fut à Paris, Louis XIII et Puysieux n'y étaient pas. Le jeune roi faisait la guerre, « triomphant et victorieux. » La supplique de Du Bois était restée aux mains de ses amis en attendant le retour royal. La longueur du temps se mesurait pour lui bien moins au nombre des journées qu'à ses nécessités, « augmentant et se multipliant de jour en jour, à cause de l'hiver et cherté qui m'ont accueilli en prison. »

C'est le souvenir de ses souffrances et la crainte que lui inspirent celles du lendemain qui le poussent à importuner une seconde fois Puysieux (1^{er} décembre). Dans cette nouvelle lettre, on lit qu'il a prié « le bénin et débonnaire cardinal de Sourdis » de la « mettre en son paquet pour qu'elle parvienne plus tôt et plus sûrement à vous, » à lui en qui il déclare avoir une grande confiance, « me promettant, comme bien m'écrit Mgr l'archevêque de Lyon, qui connoît votre piété et bonté, que, quand « vous l'aurez reçue, vous ferez pour moi envers le Roi ce que « votre fidélité et loyauté à son service vous ont toujours porté « à faire pour ceux qui ont l'honneur d'avoir agréablement et « utilement servi le grand Henri, son père, du nombre desquels « si je suis ou non vous le savez. Ce que je désire, c'est que tout « ce qui s'est passé soit assoupi comme chose non avenue. » A cela, du reste, ne se bornent pas, on le comprend bien, ses demandes. Il désire que le roi le fasse tout à fait élargir, et, si le

roi entend qu'il reste à Rome pour son service, qu'il lui fournisse de quoi s'y entretenir comme serviteur de si grand prince, comme prélat fait à l'instance de la couronne, qu'il lui fasse payer les arrérages de sa pension ou « quelque autre donatif de comptant, » qui lui permette de payer les dettes qu'il a contractées pour son entretien depuis la Saint-Jean-Baptiste dernière, c'est-à-dire, très probablement, depuis qu'il a passé des prisons du Saint-Office au château Saint-Ange. Le cardinal de Sourdis, « averti par le pape même et requis de me pourvoir au nom du Roi, a commencé de me subvenir pour vivre passablement. » Suivent, pour finir, des protestations de dévouement à Puyseux, qui « méritera devant Dieu en assistant un prélat de si longtemps affligé et tant bon François et vrai serviteur du Roi et vôtre, de longtemps obligé¹. »

L'une des deux autres épîtres du prisonnier, confiées au « paquet » de Sourdis, était adressée à Louis XIII lui-même. Avec si grand seigneur se mettre en frais de rhétorique, était obligatoire, puisqu'il s'agissait non d'une dépêche d'affaires, mais d'une supplique. Or, la rhétorique est connue de ce temps où le goût, en France, n'était pas encore formé. « Jadis, les rois « d'Israël eurent un grand renom de clémence qui est passé aux « rois très chrétiens, depuis que l'archange saint Michel, jadis « tuteur de la Judée, est devenu le protecteur de la France. « L'huile surnage à toutes les autres liqueurs ; la sacrée onction « des rois de France, pour être venue du ciel, excelle tous les « baumes terrestres qu'on emploie au sacre des autres rois, d'où « l'obligation, pour ces oints du Seigneur, de surpasser en pitié, « en miséricorde les autres princes et monarques, chose que « Votre Majesté reconnoît si sagement et pratique si royalement « que le commun consentement lui attribue le divin titre de « Louis, roi juste et pitoyable. Tel roi, tels ministres. L'onguent « de pitié, que la divine bonté épand si copieusement sur votre « chef royal, en découle abondamment sur votre barbe, savoir « est sur vos conseillers et ministres, jusqu'au moindre de vos « serviteurs signifiés en la sainte Écriture par le bord et ourlet « de vos vêtements. Ils s'efforcent, à l'exemple de leur maître, « d'être pitoyables, de même que tous les favoris et serviteurs « d'Alexandre le Grand, pour lui être agréables, portaient le col

1. Fonds Godefroy, t. XV, p. 442.

« penché comme lui. Les uns et les autres n'ignorent pas que « ressemblance est cause d'amour. »

Dans la partie pratique de cette lettre, Du Bois dit à Louis XIII que son ambassadeur Sourdis a informé le « très humain et débonnaire pape Grégoire quinzième » que, au château Saint-Ange, où il a été transféré après onze ans d'une plus étroite prison, il souffrait la faim et le froid. L'avantage de ce transfèrement a été que le cardinal de Sourdis a pu le subvenir des aliments et vêtements nécessaires, et qu'il peut, par lettres, solliciter l'intervention du roi. La divine Providence récompensera ce prince de sa charité en le « rendant le dompteur des monstres, le protecteur de l'innocence et le royal asile de la calamité. » Du Bois supplie Louis XIII d'écrire au pape « pour sa délivrance. » — « Si Votre Majesté a pour agréable que je « passe le reste de mes jours en Italie, comme je le souhaite et « désire, m'assigner de quoi y pouvoir commodément vivre « comme ancien serviteur de deux grands rois et prélat fait à « l'instance du feu Roi votre bon père. Faisant resplendir en moi « les vives marques de votre royale libéralité, munificence et « bonté, sans cesse j'offrirai sacrifices à Dieu pour la conserva- « tion et prospérité de votre royale personne, de sa très noble « couronne et de tout son bon Conseil¹. » De la reine mère pas un mot. Cela se comprend.

Malgré des formes aujourd'hui surannées, mais qui étaient alors à la mode, cette missive est intéressante ; elle nous renseigne avec précision sur le passé comme sur le présent ; elle nous montre une âme sereine ou qui veut le paraître, ne se perdant point en récriminations inutiles et peut-être dangereuses, faisant la part du feu et affectant le désir de ne pas retourner en France, où des gens bien en cour et trop nombreux encore pourraient rendre la vie difficile à l'ennemi des Jésuites élargi. Bien juger des circonstances est une partie de la sagesse, et cette partie-là, du moins, ne paraît pas lui avoir manqué au cours de ses dernières années. Le malheur, qui avilit trop souvent les caractères, leur donne quelquefois une élévation ou une résignation soit philosophique, soit chrétienne, qui peut leur faire pardonner bien des écarts.

Les choses, en somme, ne marchaient pour Du Bois que fort

1. Fonds Godefroy, t. XV, p. 440.

lentement. Il avait dans la place, à l'ambassade, un ennemi, l'expéditionnaire Eschinard, qui n'était pas sans influence sur son chef le cardinal. Ce plumitif partageait-il les idées et les passions du parti hostile au prisonnier ou était-il seulement irrité d'avoir à faire les avances des « aliments » et de n'être que très tardivement, très irrégulièrement remboursé? Nous ne saurions le dire; mais, ce qui est certain, c'est que les lettres sont nombreuses où il réclame sur ce point tout personnel. Ces retards incessants lui rendant même douteuses les intentions de sa cour, il demande à en être éclairé. « J'attends vos commandements si je devrai continuer. » A cette condition seule le pape consentira à faire plus longtemps à l'égard de Du Bois son métier de geôlier¹.

Sourdis, quant à lui, était trop engagé dans le parti dominant à Rome pour que sa bienveillance envers le gallican prisonnier ne fût pas toute de surface et de commande. A peine s'aperçoit-il que Grégoire XV n'exécute pas sa menace de rendre à Du Bois la clef des champs, peut-être parce que la maladie qui abrégera son règne l'empêche déjà de penser à d'autres qu'à lui-même, il revient à ses sentiments naturels qu'aigrit encore cette bonne pièce d'Eschinard. « Pourvu, écrit-il, qu'il plaise à Sa Majesté faire bailler ici à notre abbé Du Bois trois cents écus d'aumône par an, chacun louera sa munificence et bonté, et il aura occasion de prier Dieu pour Elle plutôt que de s'amuser à souffler la ... et nous promettre des montagnes d'or desquelles nous avons assez en peintures². »

Faut-il croire que le prisonnier demandait des montagnes d'or plus qu'il n'en promettait? Eschinard l'accuse de prétendre à une pension de quinze cents écus³! C'est le chiffre qu'il proposait jadis à Henri IV d'allouer à un prélat qui serait chargé des intérêts français à Rome⁴. L'écart eût été grand entre la convoitise et la réalité. La somme des trente écus mensuels n'arrivait pas à Rome, quand elle y arrivait, franche de port, en sorte que vingt-cinq écus seulement parvenaient à destination, trois cents livres de France faisant trois cent soixante livres de monnaie romaine. Il y avait encore perte sur le change, et par l'inexactitude de

1. 15 janv. 1622. Ms. fr. 18018, fol. 18.

2. Sourdis à Puyzieux, 27 janv. 1622. Ibid., fol. 49.

3. Eschinard à Puyzieux, 14 févr. 1622. Fol. 88.

4. Voyez *Revue hist.*, t. LXXIV, p. 247.

tel banquier italien qui s'était engagé à avancer les fonds¹.

C'est ainsi qu'en avril n'a point été payée la provision convenue depuis deux mois, « pour induire Sa Sainteté à consentir que je demeure prisonnier. » Les difficultés matérielles dont il vient d'être question ne comptent pas aux yeux de Du Bois : il y voit le mépris de la parole donnée, d'où le risque d'ôter à ce mot « parole de François » son sens accoutumé de « parole ferme et assurée. » Le mal vient de la faiblesse du cardinal de Sourdis envers son expéditionnaire Eschinard, qui fait la loi à son ambassadeur « par avarice, par passion ou par quelque autre raison que ce soit. » La situation reste provisoire. Il ne s'agit plus que de pouvoir « attendre en patience ce que Dieu disposera Sa Majesté de résoudre de moi. » L'homme si éprouvé qui tient ce langage prie donc le cardinal Bandini, qu'il sait « ami de l'honneur de notre nation, » d'agir auprès de son collègue Sourdis qu'il doit voir, le matin même, au Saint-Office : « Vous lui ferez plaisir particulier, car tout Rome sait qu'il a donné sa parole au pape de me faire subvenir au nom du Roi. » D'avance le postulant envoie ses actions de grâces au *porporato* : « Et je demeurerai obligé à prier la divine bonté qu'elle vous en rémunère, car il est écrit : *Beatus qui intelligit super egenum et pauperem; in die mala liberabit eum Dominus*². »

Le même jour, Du Bois s'adressait aussi directement à Sourdis, sans lui dissimuler la démarche faite auprès du cardinal « Bandin. » Il est peu digne d'un prince de l'Église, ambassadeur du roi très chrétien, « cavalier d'origine et de naissance, » de se laisser « mener par un expéditionnaire qui a la hardiesse, « pour son intérêt particulier, de rompre votre parole donnée au « pape et authentiquée par le Roi... Le sieur Eschinard vous avilit trop et fait trop bon marché de l'honneur du Roi et du « vôtre... Je ne me puis tenir de vous en avertir et de prier les « amis de notre couronne de vous le représenter. Ainsi ont tous « jours été gâtées les affaires du Roi par l'intérêt des gens qui « aiment plus un sol de gain que l'honneur du Roi. »

Sans doute, il semblait douteux que ces objurgations touchassent l'ambassadeur mitré, car la lettre commençait en

1. Eschinard à Puyzieux, 14 avril 1622. Fol. 266.

2. Du Bois au cardinal Bandini, château Saint-Ange, 14 avril 1622. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 444.

l'avertissant que, au pape, quoique malade, serait présenté un mémorial. Il ne faut pas le croire moribond, malgré le bruit qui en court, car sa goutte et sa rétention d'urine datent déjà de loin. Elles n'empêcheront pas ce mémorial de lui être remis en main propre. Pour « une affaire pie, » il se trouvera toujours, parmi les serviteurs de Dieu qui vont voir Sa Sainteté malade, une âme charitable qui ne voudra pas « souffrir que sous ombre de la maladie de Sa Sainteté on fasse mourir de faim un pauvre prélat innocent en prison et que le blâme en tombe sur le pape et sur le Roi qui en sont innocents¹. »

Sourdis ne faisait pas attendre la réponse du berger à la bergère. Dès le lendemain, 15 avril, il écrivait : « Monsieur l'abbé « Dubois (*sic*), vous avez été envoyé dans la prison du Saint-« Office pour avoir abusé de la prédication, et, au lieu de la « parole de Dieu, avoir publié plusieurs erreurs contre l'autorité « du Saint-Siège, médit (*sic*) d'un Ordre religieux et excité le « public à sédition, et si, par compassion, l'on n'a pas apporté « toutes les informations pour finir votre procès, vous en devez « ressentir à la débonnaireté du Roi et de la Reine sa mère, « comme aussi à la clémence de Sa Sainteté, qui a trans-« féré votre prison du Saint-Office au château Saint-Ange. « Je n'ai jamais capitulé avec Sa Sainteté pour votre entre-« tien. Je lui ai bien assuré que, entre tant de charités « que le Roi fait, Sa Majesté en étendrait quelqu'une jusques à « vous, laquelle, si vous la prenez comme chose due, vous vous « trompez, et jusques ici on vous a secouru assez abondamment « et n'a tenu qu'à vous que vous ayez eu vingt-cinq écus il y a « quatre jours. C'est une grande malice à vous de supposer que « l'indisposition de Sa Sainteté retarde ou empêche la libéralité « que le Roi vous fait et d'accuser la parole des François, qui « n'y ont jamais manqué... Vous usez de tant d'impostures, « calomnies et invectives dans vos lettres que vous montrez bien « que pour être en cage on n'apprend pas à mieux parler. Dieu « vous fasse la grâce d'être plus véritable et modeste et me garde « de suivre vos conseils². »

A la date où il écrivait cette lettre si rude, notre cardinal

1. 14 avril 1622. Fonds Godefroy, t. XV, p. 446.

2. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 447. Cette lettre a été publiée dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. II, p. 206.

ambassadeur n'aurait plus dit que le prisonnier n'était pas un « méchant. » La calomnie avait eu son effet trop habituel. Passait pour véritable l'assertion des quinze cents écus annuels demandés par un homme qui, au temps de sa liberté, alors qu'il pouvait se croire en faveur à la cour, n'en sollicitait que cinq ou six cents. S'il est exact, comme l'affirme le cardinal, que les vingt-cinq écus mensuels eussent été récemment refusés par le bénéficiaire, c'était sans doute parce que trente avaient été promis, et que, sur si maigre somme, il pouvait paraître dur de perdre le port et le change; encore ne faut-il pas oublier que, selon l'expéditionnaire, il y avait eu dans le paiement un retard dont la responsabilité était rejetée sur le banquier Rucellai, qui se serait engagé à avancer les fonds.

Puisque Du Bois accuse Eschinard de monter la tête à Sourdis, il importe, pour savoir ce que vaut cette accusation, de résumer ici une longue dépêche du subalterne, de quatre jours postérieure à celle de son chef. Dans le fort volume d'où je la tire, il n'y en a que deux exclusivement consacrées à Du Bois, celle-ci et une de l'archevêque de Lyon, dont il sera parlé tout à l'heure. Les autres ne mentionnent le prisonnier qu'en quatre ou cinq lignes, le plus souvent à la fin. Un homme depuis tant d'années prisonnier n'a que si peu d'importance! Cette fois, pourtant, deux pages de grand format lui sont consacrées, d'une fine écriture, dont Eschinard est d'ailleurs coutumier.

La prétention produite par l'abbé de recevoir sa provision franche de port a été repoussée. Quant au change, il est inévitable. C'est ainsi qu'on a dû se contenter de vingt-cinq écus au lieu de trente, comme avant la réclamation; mais « c'est une « somme assez honnête pour un religieux et qui excède celle « qu'on assigne ici à des personnes de qualité plus relevée que « la sienne en lieux où il se trouve... Or, comme je pensois, « Monseigneur, qu'icelui abbé se dût contenter et de la raison et « de la courtoisie de ceux qui m'ont commandé de subvenir à ses « nécessités, pour lesquelles je n'ai encore reçu un denier, il en « a grandement abusé, ainsi qu'il vous apparaîtra par les lettres « qu'il a écrites à MM. les cardinaux Bandini et de Sourdis. » Eschinard envoie à Puysieux la réplique de ce dernier *porporato*, qui, « comme très bien averti de ce qui se passe, lui a répondu en termes tels qu'il convient. » Il parle des « charlataneries, » des « pernicieuses inventions » de ce « mauvais reli-

gieux, » qui « ne sont point considérées par ceux qui le connaissent. » — « Il seroit très à propos de procurer qu'on le « retirât du château, le faisant mettre en lieu plus retiré ou bien « le faire conduire à Marseille... Aussitôt qu'il sait qu'il y a « quelque personne en cette ville avec laquelle il puisse brouiller « les cartes, il l'envoie prier de l'aller voir, et, si ce tel n'y va, « il lui écrit des lettres de si étranges façons qu'il semble que le « Roi et son État ne respirent que par ses conseils. Il y a bien « plus, car il prétend que leurs ambassadeurs l'aillent visiter, « sous prétexte que par charité M. le cardinal de Sourdis l'a vu « par deux fois et appréhende fort qu'il ne fasse quelque frasque « de laquelle on sera marri. Il y a ici toute sorte de gens de « diverses nations avec lesquelles il traite. Sur quoi vous ferez, « s'il vous plaît, réflexion, aussi bien que sur le style de ses « lettres, afin d'y prendre l'expédient que vous jugerez plus à « propos pour le bien du service de Sa Majesté, vous suppliant « cependant avoir souvenance de me faire rembourser ce que j'ai « avancé¹. »

Que cette dépêche émane d'un ennemi, cela saute aux yeux. Qui donc autre qu'Eschinard a « très bien averti » Sourdis « de ce qui se passe ? » Et que se passe-t-il ? Un prisonnier qui l'est depuis onze ans, n'étant plus au secret, tient à recevoir quelques visites. On sait de fil en aiguille tout ce qui s'est dit dans ces entrevues, choses évidemment peu au goût de qui tient à honneur de n'être pas gallican. Des lettres de Du Bois qui ne nous sont pas parvenues on peut, semble-t-il, juger par celles que nous avons, d'autant plus qu'Eschinard dénonce celles qu'avaient reçues les cardinaux Bandini et de Sourdis, quoiqu'elles nous paraissent les plus naturelles, les plus légitimes, les plus innocentes du monde. Pour un si grand coupable, le château Saint-Ange est une prison trop douce, trop ouverte, et notons qu'après avoir vaguement parlé d'un « lieu plus retiré » l'on indique avec plus de précision Marseille, ou, comme nous le voyons en abrégé dans l'original, « Mar^{le}. » Or, pourquoi envoyer là un si abominable homme, sinon pour qu'il rame jusqu'à la fin de ses jours sur les galères du roi ?

1. Eschinard à Puyseux, 19 avril 1622. Ms. fr. 18018, fol. 281.

IX.

D'après le témoignage du Père Becquet¹, on a cru jusqu'à présent que Grégoire XV avait donné suite à son dessein, à sa menace de rendre Du Bois à la liberté. Il n'en fut rien, nous allons en fournir la preuve péremptoire. Sur ce qui le retint, plusieurs hypothèses sont plausibles : peut-être la provision était-elle plus exactement envoyée de Paris que par le passé, les zélés à la cour de France souhaitant que le prisonnier restât sous les verrous ; toutefois, rien de sûr à cet égard, puisque, le 16 mars 1623, Eschinard, sans nommer personne, il est vrai, réclamait, à son ordinaire, moins de désordre au paiement des pensions de Rome². Peut-être encore Grégoire XV avait-il été influencé par l'acrimonie de Sourdis et de ceux qui, restant dans l'ombre, le soufflaient ; peut-être craignait-il, si son prisonnier continuait à mourir de faim, qu'il n'y eût danger à le jeter libre sur le pavé de Rome ; mais, le plus probable de beaucoup, c'est que, la maladie du pape s'aggravant, il ne fut bientôt plus capable des soins de sa charge. Sourdis n'avait vu dans cette maladie qu'une « indisposition ; » Du Bois, plus clairvoyant, déclarait Grégoire XV « moribond. » A la même date, Eschinard le disait atteint d'une grosse fièvre, de la goutte, de la chirmagre et « perdu de la moitié du corps. » — « Je crois, ajoutait-il, qu'il est fort mal et ne passera point toute cette semaine³. »

Comme tant d'autres dont les jours sont comptés, Grégoire XV eut quelques mois de répit. En mai, il donnait, comme précédemment, des audiences. A la date du 7, le commandeur de Sil-lery dit en avoir obtenu une⁴. Aux tout premiers jours de juillet, le cardinal Bentivoglio parlait encore de Sa Sainteté comme vivant, quoique désormais dans un état désespéré⁵. Mais, à la date du 5 de ce mois, le mourant avait cessé de souffrir et de vivre. Déjà l'archevêque de Lyon demande que les cardinaux français, s'ils veulent arriver à temps pour le conclave, partent

1. *Bibliotheca Celestinorum.*

2. Ms. fr. 18019, fol. 56.

3. Ibid.

4. Ibid., fol. 145.

5. Ms. fr. 18020, fol. 161. Cette lettre de Bentivoglio ne porte pas de date, mais elle est placée entre une du 3 et une du 5.

incontinent et viennent par mer¹. Au mois d'août, était exalté le cardinal Barberini, qui prenait le nom d'Urbain VIII. Il est, écrit Marquemont, « d'âge assez frais et d'une très bonne disposition. Il a donné toutes sortes de preuves d'honneur et de probité. » C'est, ajoute le prélat, une élection très avantageuse au service du Roi, à la cour duquel le futur pontife avait été nonce par deux fois. L'ambassadeur de France à Rome marquait volontiers son extrême désir de cette élection².

Deux mois plus tard, le 21 octobre, le même archevêque de Lyon envoyait à Paris, et toujours à Puyseux, une longue dépêche tout entière consacrée à Du Bois. Ce vieillard était encore détenu au château Saint-Ange; mais il y fallait faire de la place pour d'autres prisonniers, et, comme on ne savait « en « quel lieu on le pourroit mettre, ledit abbé a pris sujet de « remontrer sa longue détention et calamité et de supplier que, « attendu sa repentance, son âge caduc et sa santé fort infirme, « il plaise au Roi et à ses ministres avoir agréable qu'il soit mis « en liberté pour passer le reste de ses jours dans Rome, promet- « tant que ce sera avec tant de retenue et de retraite que jamais « plus il ne donnera lieu à aucune plainte de ses propos ou dépor- « tements. »

Du rôle de rapporteur, Marquemont passe au rôle d'appréciateur. Il se montre favorable à la requête; d'ores et déjà il indique les voies et moyens. « M. l'ambassadeur, empêché d'autres « affaires plus importantes, m'a commis celui-ci et m'a chargé « de vous en rendre compte, comme je fais par cette lettre, en « laquelle vous me permettrez donc, s'il vous plaît, Monsieur, « de vous dire que désormais ce prisonnier est ici à charge et « à compassion, et qu'ayant fait une assez longue pénitence de « ses fautes pendant l'espace d'onze années, il semble, s'il plaît « ainsi au Roi, qu'il y auroit lieu à son élargissement, pourvu « qu'on soit assuré qu'il demeurera dans Rome et n'en partira « point, car cela porte par nécessaire conséquence qu'il vivra et « parlera discrètement. Or, outre qu'il déclare vouloir vivre et « mourir ici et qu'il n'est pas meshuy en état de faire un long « voyage et que celui qui manie depuis longtemps sa conscience « en rend fort bon témoignage, il y a moyen d'assurer ce point

1. Marquemont à Puyseux, 5 juillet 1623. Ibid., fol. 162.

2. Du même au même, sans date, mais entre deux dépêches des 6 et 25 août. Ms. fr. 18019, fol. 187.

« par un précepte et commandement judiciaire qui lui sera fait par
 « le vicaire du pape, juge ordinaire des ecclésiastiques, et par
 « mandement exprès de Sa Sainteté que, sur peine de la vie, il
 « n'ait point à s'éloigner plus avant que les neuf églises de Rome,
 « sans permission par écrit du vicaire et de M. l'ambassadeur.
 « Agé et pesant comme il est, avec danger éminent de sa per-
 « sonne, il se gardera bien de contrevenir à ce commandement.
 « Et puis, où iroit-il pour être mieux, tant qu'il plaira à
 « Sa Majesté lui continuer la provision qu'il lui donne et que très
 « humblement La supplie de vouloir continuer pour en jouir
 « encore quand il sera en liberté, pour ce que autrement il n'au-
 « roit pas moyen de vivre? Il propose, en ce cas-là, de prendre
 « une maisonnette proche d'un collège de bons prêtres qui ont une
 « belle bibliothèque et de passer une partie de son temps à prier
 « Dieu pour la prospérité de Sa Majesté et l'autre à faire quelque
 « traité de dévotion sous la direction et censure de personnes
 « approuvées de mondit sieur l'ambassadeur. Bien heureuse sa
 « prison, si elle lui a mis cette résolution dans le cœur, comme
 « elle paroît en ses paroles et en ce qui se peut juger de sa con-
 « duite extérieure. »

Il y a loin de ce langage, bienveillant malgré ses réserves, à celui du malveillant et venimeux Eschinard. Marquemont termine d'ailleurs par ces mots qui indiquent bien le fond de sa pensée : « Il n'y a rien à appréhender ; il est digne de la clémence de Sa Majesté¹. »

A une proposition présentée en de tels termes, que suite ait été bientôt donnée, il n'y a pas lieu d'en douter ; nous avons même vu que, jusqu'à présent, on faisait honneur à Grégoire XV de cet acte (qu'on l'appelle comme on voudra) de clémence ou de tardive justice. Malgré l'ennui du retard, mieux valut pour le prisonnier n'être libéré que sur l'ordre d'Urbain VIII. Plus moyen, en effet, de dire qu'il en était redevable à l'humeur exceptionnellement benévole d'un pape dont il avait célébré lui-même, à l'occasion de son transfèrement au château Saint-Ange, la bonté, la « bénignité. » Que deux pontifes si différents l'un de l'autre aient été du même sentiment sur cette vieille affaire, rien ne montre mieux ce qu'elle recélait de passion, de dureté, même d'iniquité.

1. Ms. fr. 18019, fol. 232.

Nous ne saurions dire avec une entière précision à quel moment Du Bois vit tomber ses fers. Le volumineux recueil de dépêches qui nous a seul permis de reconstituer la seconde partie de cette histoire a, en effet, une grave lacune : il saute brusquement de l'année 1623 à l'année 1642, et, dans le volume assez mince qui contient toutes les dépêches de 1623, celle de Marquemont est une des dernières ; les autres qui la suivent sont muettes sur le personnage dont il a si sagement parlé. A plus forte raison quand le prisonnier circule librement dans Rome, il a cessé de paraître intéressant aux yeux de ceux qui, amis ou ennemis, se sont, pour son malheur, tant occupés de lui.

Il est peu probable que jamais Du Bois ait pensé à revenir en France, soit qu'on le lui eût formellement interdit, comme le proposait Marquemont, soit qu'il restât fidèle, par prudence ou par raison d'âge et de santé, à la proposition qu'il en avait faite précédemment lui-même et qu'il renouvelait encore à la veille d'être rendu à la liberté, comme nous venons de le voir dans la dépêche de l'archevêque. Sous le pontificat d'Urbain VIII, son libérateur, il continua de vivre à Rome dans une obscurité, dans un silence aussi dont nous ne voyons qu'il soit sorti qu'une fois, et encore ! par une lettre adressée au nouveau général des Jésuites, le Père Mutio Vitelleschi. On la dit postérieure au mois d'avril 1626 ; mais elle ne saurait l'être de beaucoup, puisque, le 28 août de la même année, cessait de vivre le vieux prêtre qui l'avait écrite¹. Cette missive avait-elle été envoyée à son adresse ou la trouva-t-on dans les papiers du défunt ? Impossible de rien affirmer à cet égard ; mais les sentiments sont restés les mêmes. Du Bois marque à Vitelleschi qu'il frémit d'horreur en lisant les hérésies dont fourmille le livre de Suarez. Est-ce le fait d'un particulier ? Nullement, puisqu'aucun jésuite ne peut mettre aucun ouvrage au jour sans l'approbation de ses supérieurs. La Compagnie tout entière est engagée par un seul. Aussi vient-elle d'être déclarée en Sorbonne, à l'occasion du livre de Santarelli (Sanc-tarel en France), hérétique et corruptrice des saintes Écritures.

1. Voy. sur la date de la mort, qu'il dit naturelle, par ressouvenir de la bourde du champ de Flore, le P. Becquet. L'ennemi des Jésuites qui a composé et annoté le t. XV du fonds Godefroy dit à plusieurs reprises dans ses résumés que Du Bois mourut en prison ; mais en marge d'un original, dans le même volume, on lit qu'il fut délivré par Grégoire XV. Ces deux assertions contradictoires se valent.

L'auteur de cette lettre a envoyé au pape et à la Faculté de théologie de Paris un relevé des sentiments hérétiques de Suarez sur la transsubstantiation, et il fait imprimer ce relevé. Quel privilège ont donc les bons Pères de ne vouloir pas se corriger et de proposer avec persévérance leurs erreurs comme autant de dogmes, tandis que les autres Ordres, par exemple les Jacobins, sont les premiers à condamner ceux d'entre eux qui ont avancé quelques propositions inadmissibles¹!

Adressé au général des Jésuites, un tel langage ne manquait point de hardiesse. La réponse y pouvait être une nouvelle mainmise sur cet échappé du Saint-Office. Il était assurément courageux d'en risquer la peu riantة aventure. Sans doute c'était le chant du cygne, mais d'un cygne qui avait, bien avant l'heure suprême et plus souvent qu'à son tour, fait entendre la même gamme et qui ne croyait sans doute pas, si vieux qu'il fût, la murmurer alors pour la dernière fois. Appartenant au xvi^e siècle par son caractère et son esprit comme par la plus grande partie de son existence, il a payé cher le douteux avantage de s'être attardé dans le xvii^e au milieu d'hommes dont il n'est pas plus compris qu'il ne les comprend. S'il ne fut pas entièrement digne d'intérêt, il est devenu intéressant par la déloyauté d'adversaires dont les uns violent la parole donnée et manquent de franchise à un degré vraiment extraordinaire, dont les autres déploient des forces excessives contre les moindres obstacles et ensevelissent vifs les personnages gênants.

Notre xvii^e siècle commençait mal avec cette régence, ahurie parce qu'elle se sentait menacée, et menacée parce qu'elle était faible, plus encore par manque de génie et de volonté que par manque de force. Si elle avait déjà pris fin à l'heure où se termine cet épisode, Richelieu, quoique déjà poussé au pinacle, n'aurait pas eu le temps de faire sentir, à l'intérieur du royaume et moins encore à l'extérieur, que les rênes étaient désormais entre des mains capables de conduire le char.

F.-T. PERRENS.

1. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 30.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA MISSION SECRÈTE DU MARQUIS DE BELLUNE

AGENT DU PRINCE DE POLIGNAC A LISBONNE (1830).

Les documents qu'on va lire, restés inconnus jusqu'ici, sont empruntés aux archives du ministère des Affaires étrangères à Paris : *Portugal*, t. CXLVII, fol. 433-448, 463-484.

Grâce à la permission, dont je ne saurais assez me louer, d'y poursuivre mes recherches pour la continuation de mon *Histoire de l'Europe de 1815 à 1871*, j'ai pu dépouiller entre autres une longue série de correspondances relatives à l'Histoire du Portugal pendant le règne de l'usurpateur Dom Miguel.

On sait que ce prince fut nommé, par décret de son frère Dom Pedro (Rio-de-Janeiro, 3 juillet 1827), lieutenant et régent du royaume de Portugal. Il y eut ensuite, sur l'invitation de Metternich, au mois d'octobre 1827, des négociations à Vienne, où Dom Miguel séjourna après l'échec de son soulèvement du 30 avril 1824. Là, il promit de se conformer à la volonté de son frère et de maintenir la charte constitutionnelle octroyée par Dom Pedro au royaume de Portugal. Mais à peine arrivé dans ce pays, entraîné par le parti des adversaires des institutions constitutionnelles, il se fit proclamer roi et inaugura un régime dont les horreurs sont consignées dans les annales de l'histoire.

L'Europe le traitait en usurpateur¹. L'Espagne seule le reconnut en octobre 1829. Cependant, il y avait deux grandes puissances européennes qui se prêtaient à l'idée de suivre, sous quelques conditions, l'exemple de l'Espagne. L'Angleterre avait jadis, au temps de Georges Canning, protégé le gouvernement constitutionnel du Portugal contre les intrigues des Miguélistes et de leurs alliés espagnols. Le ministère Wellington suivit une voie tout à fait différente.

1. Cf. *L'Europe diplomatique et Dom Miguel*, par M. René des Portes (*Revue d'histoire diplomatique*, 1894, n° 1, p. 81-116).

Préoccupé des intérêts commerciaux anglais, Wellington et Aberdeen auraient volontiers repris les anciennes relations régulières avec le Portugal. Mais leur demande de concéder un acte d'amnistie se heurta contre une résistance insurmontable à Lisbonne.

En attendant, le gouvernement français, à la tête duquel était placé le prince de Polignac, commença à se rapprocher de l'usurpateur portugais. Déjà, le 14 septembre 1829, le duc de Wellington fit savoir au comte d'Aberdeen : « I see that Prince de Polignac has been holding some conferences with Dom Miguels gentleman at Paris¹, to which it is necessary that we should pay some attention. The object of the conferences is obviously to obtain for Dom Miguel the recognition of France. Prince de Polignac requires that all property confiscated in the contest shall be restored and all persons pardoned², etc. » Je n'ai rencontré aux archives des Affaires étrangères à Paris aucune trace de cette négociation entamée par le prince de Polignac avec l'agent de Dom Miguel. Au lieu de cela, les documents suivants révèlent un autre essai tenté par Polignac pour renouer les relations diplomatiques avec le Portugal. Il mit à profit, dans cette circonstance, les services du marquis de Bellune, fils aîné du maréchal Claude Perrin, dit Victor, duc de Bellune.

Le marquis de Bellune avait servi à l'armée d'Espagne dans un régiment de cavalerie légère et avait été attaché à l'ambassade de France à Lisbonne le 11 juillet 1823. Malgré ses bons services, les recommandations de l'ambassadeur, baron Hyde de Neuville, et les instances réitérées de son père, il n'avait pu être nommé secrétaire de légation par suite de l'insuffisance de vacances, et, sur la demande de son père, il fut rappelé en France le 12 octobre 1825³. Appartenant, comme son père, au parti des *Ultras*, il avait beaucoup de sympathies pour la cause des Miguelistes. Connaissant fort bien le terrain politique de Lisbonne, il s'offrit comme agent secret au prince de Polignac. L'idée maîtresse de son entreprise était l'espérance de faire assurer à la France, en devançant l'Angleterre dans la reconnaissance de Dom Miguel, des avantages commerciaux considérables.

Sans doute, on ne saurait se fier à toutes ses assertions, dictées en partie par des préventions politiques et personnelles. Ce qu'il raconte, par exemple, des derniers moments du roi Jean VI est sujet à bien

1. Le comte de Ponte. Cf. R. des Portes, *loc. cit.*, p. 110.

2. Wellington, *Despatches. Continuation*. London, 1877, vol. VI, p. 161. Cf. *loc. cit.*, VII, 268, 293.

3. Dossier personnel du marquis de Bellune aux archives du ministère des Affaires étrangères. — Je dois ces notices à l'obligeance de M. M. Bloy.

des doutes. Il faut remarquer de même qu'il passe tout à fait sous silence les conférences de Vienne d'octobre 1827. Partisan déclaré des aspirations de Dom Miguel, il développe des théories relatives à la validité de ses serments et au sens de la célèbre loi des Cortes de Lamégo de l'année 1043, qu'il n'est pas nécessaire de réfuter en détail. Qu'il suffise d'y opposer l'opinion de Metternich (*Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich*. 1884, t. IV, p. 466-469, 503-513), dont le témoignage n'est suspect à aucun point de vue.

Abstraction faite de tout ce qu'on aurait à objecter aux affirmations du marquis de Bellune, personne ne niera le très haut intérêt de ses rapports. Ce ne fut pas sa faute si la mission secrète que le prince de Polignac lui confia échoua. D'ailleurs, la Révolution de juillet, qui éclata quelques semaines plus tard, changea de fond en comble la politique française vis-à-vis de Dom Miguel. L'expédition de l'amiral Roussin, qui força l'entrée du Tage le 11 juillet 1834, fut le premier signe de ce changement.

Alfred STERN.

MARQUIS V. DE BELLUNE AU PRINCE DE POLIGNAC.

Paris, le 21 mai 1830.

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence une note concernant les événements qui se sont passés en Portugal depuis 1823 jusqu'à présent. Cette note vous prouvera, je l'espère, que la cause de D. Miguel n'est point aussi mauvaise qu'on l'a prétendu, et qu'en reconnaissant ce prince comme roi le gouvernement français pourra y trouver à la fois profit et honneur.

Il est certaines particularités que je n'ai pu raconter par écrit. Je prie Votre Excellence de vouloir bien m'accorder une audience, afin que je les lui fasse connaître de vive voix et que je reçoive en même temps les instructions verbales qu'Elle jugera à propos de me donner.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, etc.

Signé : Marquis V. DE BELLUNE.

Pièce jointe à la lettre du marquis V. de Bellune du 21 mai 1830.

NOTE SUR LE PORTUGAL.

1.

Les grandes puissances de l'Europe paraissent sentir depuis quelque temps que, dans l'intérêt de la tranquillité générale, dans celui de leur commerce, dans celui même de leur gloire (car il y en aurait à rendre

enfin la paix à un pays depuis si longtemps en proie aux révolutions), il est nécessaire de reconnaître D. Miguel comme roi de Portugal.

La crainte de favoriser un prince que l'on qualifie d'usurpateur les a empêchées de prendre plus tôt cette détermination et les fait peut-être hésiter encore. Notre long séjour en Portugal, la connaissance particulière que nous avons pu acquérir des événements et des personnages qui y ont figuré nous mettent à même de donner aux ministres de Sa Majesté les notions les plus positives sur les diverses causes qui ont réduit successivement ce royaume à l'état déplorable où nous le voyons aujourd'hui; en les leur communiquant, nous croyons remplir un devoir et rendre un service : elles sont de nature à dissiper entièrement leurs scrupules et à leur faire prendre une décision conforme aux principes de la légitimité, qu'ils ont toujours défendue, et aux sentiments de justice et de générosité qu'ils professent.

2.

Au commencement de 1823, le Portugal était, comme l'Espagne, sous le joug de cette criminelle et redoutable faction qui, depuis plus de quarante ans, travaille l'Europe et qui, sous prétexte de rendre les hommes à l'indépendance, à l'égalité, au bonheur, n'a d'autre but que de détruire la religion et les lois de tous les pays pour s'élever elle-même et pour établir sa domination au milieu des ruines.

Depuis longtemps, le jeune infant D. Miguel s'indignait de la tyrannie que des sujets rebelles exerçaient sur leur roi et sur leurs concitoyens : à la vue de cette armée française que conduisait un Bourbon et qui marchait si rapidement à la délivrance de l'Espagne, il s'anima d'une noble émulation et résolut de sauver son père et sa patrie. C'était un chef seulement qui manquait aux gens de bien, D. Miguel parut et ils se réunirent en foule autour de lui : le succès ne pouvait être douteux ; il arracha le Portugal à l'anarchie et replaça sur le front de son père un diadème dont il avait vengé l'honneur.

Ce ne fut alors, de toutes parts, qu'un concert de louanges et d'actions de grâces ; l'Europe entière applaudit à un prince qui, à peine sorti de l'enfance, soutenait tous ses droits avec tant de noblesse et de courage, remplissait tous ses devoirs avec tant de zèle et de modestie. Triomphe bien flatteur sans doute, car il était bien mérité ; mais triomphe qui dura peu et dont ni le roi ni la monarchie ne purent recueillir les fruits : la perte de D. Miguel était jurée.

Les révolutionnaires, qu'il avait vaincus, avaient su se ménager dans leur défaite des garanties pour le présent et des ressources pour l'avenir. A peine furent-ils menacés que les plus marquants d'entre eux passèrent du côté de la monarchie : on les vit se distinguer parmi ses défenseurs, coopérer ardemment à sa restauration ; puis, en récompense de leur zèle perfide, obtenir les premiers emplois et présider même au Conseil du souverain. Alors, tous les bons citoyens, tous ceux dont la constance et l'honneur avaient été le plus éprouvés, furent éloignés, mis

en oubli et en disgrâce. L'infant D. Miguel reçut le titre de généralissime, sans qu'il lui fût permis d'en exercer les fonctions; mais ce n'était point assez de le priver d'autorité, il fallait aussi le perdre dans le cœur de son père, et l'on y parvint. Devenu par ses propres services un objet de gêne et de crainte, au lieu d'être un objet de tendresse et de confiance, il rappelait aux Portugais, d'une manière bien sensible et bien douloureuse, cet infant D. Théodose qui, comme lui, fut l'espérance de sa patrie, comme lui fut si mal récompensé de ses généreux efforts, et dont la fin prématurée causa de si vifs et de si justes regrets¹.

Les princes disgraciés ont leur cour aussi bien que ceux qui jouissent du pouvoir. Tandis que la foule brillante des flatteurs se presse autour de ceux-ci, caresse leurs faiblesses et les mène trop souvent à leur perte par la séduction, les mécontents se rangent auprès des autres, interrogent, excitent leurs passions, enveniment sans cesse les blessures de leur cœur ulcéré et les poussent enfin, par le désespoir, à la révolte.

L'infant D. Miguel, avec des chagrins si cruels et si peu mérités, avec tant d'ardeur et si peu d'expérience, pouvait-il échapper aux dangers de sa position? On compatit à son sort, on lui en fit sentir profondément toute l'amertume, on lui montra la nouvelle audace des révolutionnaires, leur pouvoir toujours croissant, les périls qui menaçaient le roi son père et tout l'État; on lui représenta que l'unique moyen de le prévenir et de s'en délivrer à jamais était de faire un exemple terrible et salutaire des ennemis de la félicité publique. Tout ce qu'il voyait, tout ce qu'il souffrait ne justifiait que trop, malheureusement, les suggestions de ses conseillers; il céda, et le 30 avril éclata².

Nous ne retracerons point un événement dont les détails et les résultats sont assez connus. Nous nous bornerons à observer que l'on s'en est servi pour peindre l'infant D. Miguel sous les plus noires couleurs, et néanmoins, seul de tous ceux qui figurèrent alors, il ne fut pas dirigé par un coupable intérêt. Nous ne prétendons point défendre ses actions; personne plus que nous n'en a blâmé la violence et déploré les résultats; mais nous croyons devoir justifier sa pensée. Loin d'être l'auteur de projets perfides et ambitieux, il ne soupçonnait pas même qu'il en était l'instrument. Il s'imaginait servir encore son roi et sa patrie et acquérir de nouveaux titres à l'admiration et à la reconnaissance des peuples. Tel était son unique sentiment, telle était son intime persuasion. Maître absolu des troupes et de la capitale, sûr des provinces, avec quel empressement ne se rendit-il pas au premier ordre de son père et n'alla-t-il pas tomber à ses pieds, quand ce roi fugitif n'avait plus d'autre asile qu'un vaisseau anglais, d'autres défenseurs que d'in-

1. Prince Théodose, fils du roi Jean IV, décédé le 15 mai 1653. Cf. Schaefer, *Geschichte von Portugal*. Hambourg, 1852, vol. IV, p. 587.

2. La révolte de D. Miguel éclata le 30 avril 1824. Il y a un récit dramatique de cet événement dans les *Mémoires de Hyde de Neuville*, vol. III, p. 159 et suiv.

différents étrangers et des favoris tremblants? A quels regrets ne se livra-t-il point lorsqu'on lui montra tout ce que sa conduite avait d'odieux? Avec quelle résignation ne se laissa-t-il point condamner à l'exil? Faut-il donc des preuves plus convaincantes de l'innocence de ses intentions?

3.

Dès que les ministres et les favoris de Jean VI furent rétablis dans leurs emplois, ils ne se proposèrent plus qu'un seul but, celui d'éloigner à jamais du gouvernement D. Miguel et la reine sa mère, qu'ils regardaient avec raison comme leurs plus implacables ennemis.

Pour parvenir à ce but, deux moyens principaux furent imaginés par les ministres les plus influents et communiqués par eux à quelques diplomates étrangers qui avaient pris une part fort active au 30 avril, dont l'adhésion leur était assurée, et qu'ils n'avaient pas honte d'admettre au conseil du roi de Portugal.

Le premier de ces moyens consistait à faire signer à Jean VI un testament par lequel, en cas de mort ou seulement de maladie grave du monarque, la régence serait remise à toute autre personne qu'à la reine ou à l'infant D. Miguel.

On proposait ensuite de conclure avec le Brésil un traité par lequel D. Pèdre, tout en reconnaissant son père comme empereur du Brésil et roi de Portugal, conserverait la souveraineté effective du premier de ces États, sous le titre d'empereur régent; après la mort de Jean VI, il aurait réuni les deux pays, qui, ne formant plus dès lors qu'un seul empire, auraient été néanmoins gouvernés séparément et selon leurs lois particulières, l'un par l'empereur et l'autre par une régence.

Une constitution combinée de manière à en imposer à tous les partis et à laisser plein pouvoir aux ministres devait renforcer ces expédients et couronner l'œuvre.

Tous ces projets furent approuvés par l'étrange conseil de Jean VI. Une note fut rédigée en conséquence par le ministre des Affaires étrangères et envoyée aux cabinets des grandes puissances de l'Europe. Mais les explications que l'on demanda, la répugnance de Jean VI lui-même, l'opposition que l'on trouva au Brésil, les intrigues qui occupèrent depuis la cour de Lisbonne et qui eurent pour résultat un changement de ministère firent perdre de vue ces différents projets. Ils ne furent, cependant, point oubliés par ceux qui étaient le plus intéressés à leur exécution et nous les verrons reparaitre en partie après la mort de Jean VI.

4.

Les nouveaux ministres de ce monarque, qui tous, hormis un seul, le comte de P.-S.¹, étaient connus par leurs opinions libérales, succédèrent aux desseins de leurs prédécesseurs comme à leurs emplois, mais

1. Le comte de Porto-Santo, ministre des Affaires étrangères, 1825. Cf. Jose-Maria de Sousa-Monteiro, *Historia de Portugal*. Lisboa, 1838, tomo III, p. 203.

ils avaient pour but principal moins de réunir le Brésil et le Portugal sous la domination de D. Pèdre que de rétablir le système constitutionnel dans ce dernier royaume; ils étaient puissamment secondés par l'ambassadeur d'Angleterre. Jean VI résistait, néanmoins, à toutes leurs insinuations, et près d'un an s'était écoulé sans qu'ils eussent pu rien obtenir, lorsqu'un événement imprévu ouvrit aux intrigues une route plus odieuse et précipita la réussite de leurs projets.

Le 4 mars 1826, au moment où le roi se préparait à partir pour Mafra, résidence royale à quelques lieues de Lisbonne, il fut attaqué d'un mal subit qui, en peu d'heures, se développa avec les symptômes les plus effrayants : on l'attribua à une indigestion. Dès lors, ses appartements particuliers ne furent ouverts qu'aux médecins, aux ministres et à quelques gentilshommes de service.

Le 6, l'intendant de police, homme fameux par ses déprédations et son immoralité, se présenta dans le salon où se réunissait la foule des personnes qui venaient chercher des nouvelles; il annonça que Sa Majesté était mieux, qu'elle avait pris un bouillon, qu'elle s'était trouvé assez de force pour signer un décret qui donnait la régence à l'infante Isabelle-Marie, et qu'après l'avoir signé d'une main ferme elle avait dit : « Si je meurs, au moins je ne laisserai point mes sujets orphelins. »

Le 7 et le 8, les *Bulletins* firent espérer le rétablissement du roi; la *Gazette* du 9 annonça sa mort.

Voilà tout ce qu'il a été permis au public de savoir; nous allons, d'après le récit de témoins oculaires, faire connaître quelque chose de plus.

Nous ne rapporterons point tous les soupçons que fit naître la courte maladie de Jean VI. Quoique diverses circonstances puissent les justifier, ils sont de telle nature que, pour leur donner quelque crédit, il faudrait les preuves les plus incontestables; or, ces preuves n'existent pas, ou, du moins, ne sont pas en notre pouvoir. Depuis quelque temps, la santé du roi donnait des inquiétudes; des plaies qu'il avait aux jambes s'étaient fermées et il refusait de se soumettre aux remèdes qui pouvaient prévenir de funestes résultats. Des médecins non suspects sont persuadés que ce fut la cause de sa mort, et tout homme impartial doit le croire, à défaut de preuves positives du contraire.

Le désir que Jean VI avait plusieurs fois exprimé de rappeler l'infant D. Miguel inspirait de vives alarmes aux hommes pervers qui l'entouraient. Si ce jeune prince revenait en Portugal, soit par la volonté, soit par la mort de son père, ils étaient perdus; aussi avaient-ils employé toutes sortes de moyens pour empêcher un retour qui leur était si redoutable.

Ils connaissaient trop le caractère de Jean VI pour ne point en tirer parti, et leur premier soin fut de l'intimider.

Chaque jour, c'étaient des trames, des conspirations découvertes grâce à la vigilance de ses ministres, et dans lesquelles on ne manquait point de faire figurer la reine, l'infant et leurs partisans. Quand on le jugeait

suffisamment effrayé, on le conduisait dans la solitude de Maffra, afin que rien ne pût distraire sa terreur. Là, on lui représentait avec feu la nécessité d'éloigner pour jamais de sa présence et du gouvernement des personnes qui, par leurs attentats, avaient rompu les liens les plus chers et les plus sacrés, que tout retard était de plus en plus dangereux et qu'il fallait enfin prendre une décision qui pût garantir sa propre sûreté, son repos et l'avenir du royaume. Le mot de *testament* offrait des idées qui répugnaient par trop à Jean VI ; on essaya d'y substituer le mot *décret* ; mais la précaution fut inutile, le roi, avec une fermeté qui lui était peu ordinaire, repoussa toutes les instances qu'on lui fit à ce sujet, soit que, tranquille sur ce qui le touchait personnellement, il s'inquiétât peu de l'avenir de l'État, soit plutôt qu'effrayé du compte qu'il aurait à rendre un jour, il n'osât point se charger d'une iniquité.

Sa maladie parut une occasion propice. Le décret du 6 mars fut rédigé ; c'était un excès d'audace, mais les circonstances le favorisaient singulièrement. Les divisions bien connues de Jean VI et de la reine, l'exil de l'enfant le justifiaient en quelque sorte ; les constitutionnels l'accueilleraient avec enthousiasme, l'ambassadeur d'Angleterre se flatterait d'en tirer parti, les autres diplomates suivraient officieusement son impulsion, les grands du royaume obéiraient par coutume, le peuple par ignorance, les plus éclairés par surprise ou par terreur ; avec de telles garanties, pouvait-on hésiter ?

Cependant, le mal faisait de rapides progrès, le roi ne sortant d'horribles souffrances que pour tomber dans des faiblesses léthargiques ; sa vie échappant, il n'y avait point un moment à perdre ; mais que faire de lui dans un pareil état ?

Un moyen atroce fut conçu et employé aussitôt, afin de rendre au roi assez de force pour signer le décret ; mais ce fut en vain, et le roi persista dans ses refus. On écarta alors sévèrement tous les témoins qui n'étaient pas intéressés au silence et l'on se rendit maître ainsi des derniers moments de ce malheureux prince... Le décret fut signé ; comment ? C'est ce que l'on ignore ; c'est ce qu'on imagine avec horreur !... Et, cependant, c'est en vertu de ce décret, contraire à toutes les lois de la monarchie et arraché par le crime à un roi mourant, que la régence fut confiée à l'infante Isabelle-Marie et la couronne de Portugal offerte à l'empereur du Brésil !

5.

La conduite de l'ambassadeur d'Angleterre, après cet événement, fit naître d'étranges soupçons. On le crut instruit du projet des conspirateurs, par l'empressement avec lequel il en appuya l'exécution.

Jean VI n'eut pas plus tôt fermé les yeux que sir W. A.² se rendit chez l'infante pour lui dire, en lui montrant les vaisseaux anglais sta-

1. Nous connaissons toutes les particularités de la mort de Jean VI ; mais elles sont de nature à n'être point racontées par écrit.

2. William A'Court, le ministre de l'Angleterre à Lisbonne.

tionnés dans le Tage, qu'elle pouvait compter sur un puissant allié. Une telle assurance méritait, sans doute, quelques témoignages de gratitude, et la plus décisive influence dans les affaires de l'État en fut le digne prix. Le premier usage qu'en fit cet ambassadeur fut d'engager le conseil de régence à reconnaître de suite D. Pèdre comme roi de Portugal. Ce conseil était composé des ministres auteurs du décret et de quelques hommes dont on connaissait la faiblesse et l'inexpérience; il consentit donc sans peine à la proposition qu'on lui faisait et D. Pèdre fut déclaré roi, sans aucune autre espèce de formalité.

Mais il était à craindre que le peuple ne souffrit point un aussi audacieux attentat avec patience; qu'il ne laissât point outrager impunément la majesté des lois et trahir ses propres intérêts. On eut donc soin de répandre les bruits les plus capables de calmer l'irritation des esprits. « On avait reconnu D. Pèdre, il est vrai; mais c'était un simple hommage qui n'avait d'autre but que de maintenir la tranquillité en Portugal et de conserver avec le Brésil la paix si précieuse qui venait d'être rétablie; D. Pèdre ne pouvait garder la souveraineté qu'on lui offrait, il ne la recevrait que pour l'abdiquer. Ne savait-on pas quelle tendre amitié l'unissait à son frère? Ne prévoyait-on pas sur quelle tête il se plairait à placer la couronne? Pourquoi donc s'inquiéter et, pour une formalité sans conséquence, compromettre la tranquillité actuelle du pays et tous ses intérêts à venir? Bientôt arriveraient les nouvelles du Brésil et il serait temps alors de se déclarer; mais on pouvait attendre avec confiance, et bientôt on recueillerait les fruits d'une aussi heureuse modération. »

Tandis que les royalistes trompés par ces discours et par leurs désirs se nourrissaient d'illusions, les constitutionnels, tout en paraissant seconder l'ambassadeur d'Angleterre, travaillaient à leurs intérêts particuliers avec leur activité ordinaire. Ils n'avaient consenti à la reconnaissance de D. Pèdre que parce qu'elle favorisait leur haine contre D. Miguel. La jeunesse et l'inexpérience de la princesse Isabelle servaient bien leurs projets anarchiques, mais l'empereur pouvait annuler le décret du 6 mars et retirer la régence à sa sœur; il était donc important pour eux de prévenir ce coup et d'assurer à l'infante un pouvoir dont ils disposeraient à leur gré; ils résolurent de la proclamer reine de Portugal.

Comme ce projet n'a point été exécuté, il est peu connu, et il est réellement si étrange qu'il parait peu vraisemblable; nous en avons douté nous-même; mais il a fallu nous rendre à des témoignages incontestables¹.

Voici quel était le plan: on aurait trouvé dans les papiers de Jean VI une déclaration par laquelle il aurait reconnu et ordonné à son peuple de reconnaître pour son unique et légitime héritière la princesse Isa-

1. Le fait est constaté par les rapports du ministre anglais A'Court, 27 mai-2 juin 1826 (*Public Record Office London*). C'était une intrigue du docteur Abrantes, médecin et confident de l'infante.

belle-Marie; les raisons qu'il en aurait données sont telles que nous n'osons point les répéter ici. C'est donc sur cette pièce édifiante et sans réplique que l'on aurait fondé les droits de la régente à la couronne. Déjà on se préparait à les faire valoir : tout le parti était d'accord, les proclamations étaient faites, imprimées, des troupes de vagabonds et de mendiants achetées, organisées pour figurer le peuple. La princesse elle-même avait été conduite aux eaux de Caldas sous prétexte de sa santé, mais réellement afin qu'elle pût attendre en sûreté l'occasion propice; tous les rôles étaient distribués et appris, le jour était fixé, mais, au moment où les acteurs allaient entrer en scène, arriva du Brésil sir C. S.¹. Il fallut abandonner pour cette fois l'entreprise et se contenter de la légitimité et de la charte de D. Pèdre, en attendant mieux.

A peine les nouvelles dont sir C. S. s'était rendu porteur furent-elles connues que l'indignation publique éclata, et l'on ne se borna point à de vains murmures. Soldats, paysans, nobles, citoyens de toutes classes et de toutes fortunes s'armèrent pour défendre les anciennes lois et les intérêts de leur patrie. La régente, effrayée de ce soulèvement formidable, sollicita de l'Angleterre des secours, qui lui furent accordés avec une merveilleuse promptitude; malgré cet appui imposant, le parti de D. Pèdre aurait fini par succomber si les royalistes n'avaient point été trahis par leurs chefs et si les intrigues de l'Espagne en faveur de l'enfant D. Sébastien² n'avaient point mis la division entre eux. Ils furent repoussés et obligés de se retirer sur le territoire espagnol. Le cabinet anglais exigea et obtint alors de celui de Madrid leur désarmement et leur répartition dans des provinces éloignées des frontières de Portugal.

Cependant, D. Miguel avait atteint l'âge de vingt-cinq ans, époque à laquelle, selon la charte même de D. Pèdre, la régence devait lui être remise. Mais ce motif n'aurait point suffi pour le rappeler de son exil si le mécontentement toujours croissant du peuple, les nouveaux rassemblements qui avaient lieu de toutes parts, malgré les revers antérieurs, et en même temps les tentatives multipliées des libéraux pour sortir des limites que l'Angleterre leur avait tracées n'avaient prouvé que D. Miguel seul pourrait contenir tous les partis et apaiser des troubles si funestes. Son retour fut donc résolu, et bientôt un décret de Rio-Janeiro ôta la régence à l'infante Isabelle-Marie et la lui confia³.

6.

Les moyens employés pour tenir jusqu'alors D. Miguel éloigné du

1. Sir Charles Stuart, porteur de la charte octroyée par D. Pedro au royaume de Portugal.

2. Fils de la princesse de Beira, sœur de Dom Miguel, et du prince espagnol Dom Pedro. Cf. *Éclaircissements historiques sur mes négociations relatives aux affaires de Portugal*, par M. le marquis de Rezende. Paris, 1832, p. 56. Wellington, *Despatches. Continuation*, vol. VI, 148.

3. Décret du 3 juillet 1827.

gouvernement et pour assurer la couronne à D. Pèdre suffiraient seuls pour faire douter que les droits de celui-ci fussent aussi incontestables et les droits de celui-là aussi imaginaires qu'on l'a prétendu. Mais il est facile de fixer son opinion et d'acquiescer toute certitude à cet égard. Qu'entend-on par légitimité? Le droit de succession au trône en vertu des lois du pays. Consultons donc les lois de Portugal.

La loi de Lamégo¹, consacrée par sept siècles d'exécution, est dans ce royaume ce que la loi salique est en France, avec cette différence que la première est infiniment plus positive que celle-ci. Cette loi prive de tous droits à la couronne de Portugal le souverain d'un autre pays et condamne à mort tout Portugais, fût-il le fils même du roi, qui se soumettrait à la domination étrangère.

C'est en vertu de cette loi que les Cortès de Coïmbre, en 1383, exclurent de la succession de D. Fernand, mort sans enfants mâles, sa fille Béatrix, mariée à D. Juan, roi de Castille, et la transférèrent à D. Juan, grand maître d'Avis, bâtard de Pierre le Justicier². Elles déclarèrent aussi déchus de tous droits à la couronne de Portugal D. Juan et D. Denis, fils du même roi et d'Inès de Castro, parce qu'ils avaient cherché un asile auprès du Castillan, contre les persécutions de la reine Léonor, et qu'ils avaient soutenu, les armes à la main, les prétentions de ce monarque à l'héritage de D. Fernand.

« En effet, » s'écrie à ce sujet Nunès de Liao, ce vieux et grave historien, « quelle indécence et quelle absurdité n'y aurait-il pas eu à choisir pour roi un prince qui s'était volontairement naturalisé en pays étranger et qui avait combattu contre son ancienne patrie! »

C'est encore en invoquant la même loi que le Portugal se délivra, en 1640, de la domination espagnole et proclama roi le duc de Bragance sous le nom de Jean IV.

Or, D. Pèdre, exclu d'abord de l'héritage de son père par la manière dont il avait acquis le Brésil, le fut ensuite par sa qualité de souverain étranger lorsque Jean VI eut reconnu l'indépendance de cet empire.

Les termes du traité conclu le 9 août 1825 entre le Portugal et le Brésil, sous la médiation de l'Angleterre, sont clairs et positifs : « Sa Majesté Très Fidèle reconnaît le Brésil comme empire indépendant, séparé des royaumes de Portugal et d'Algarve, et le prince royal D. Pèdre, son fils, comme empereur, cédant et transférant, de sa libre volonté, la souveraineté de cet empire à ce prince et à ses légitimes successeurs. »

Par là, il est de toute évidence que D. Pèdre, prince royal jusqu'au moment de la ratification du traité, est devenu souverain étranger immédiatement après, et que ni lui ni sa descendance n'eurent dès lors aucun droit à la couronne de Portugal.

1. Cf., sur les constitutions des Cortès de Lamégo de l'année 1043, Schaefer, *loc. cit.*, vol. I, p. 24 et suiv.

2. Cf. Schaefer, *loc. cit.*, vol. II, p. 131.

Quand même, par quelque article secret ou par testament, Jean VI aurait réservé les droits de D. Pèdre, cet acte serait nul, car les lois ont prévu ce cas et déclaré qu'un roi ne pourrait rien ordonner, par testament ou autrement, qui fût contraire aux lois fondamentales de la monarchie. En France, si un roi avait violé la loi salique par une disposition quelconque, cette disposition eût-elle été approuvée par le Parlement et par le peuple ?

Enfin, la loi proposée et sanctionnée comme fondamentale dans les Cortès de 1644, loi justement vénérée des Portugais, car elle date de l'époque où ils se délivrèrent avec tant de gloire du joug espagnol, porte littéralement :

« La succession du royaume ne pourra échoir jamais ou appartenir à un prince étranger ni à ses enfants, fussent-ils les plus proches parents du roi dernier possesseur, et, dans le cas où le souverain de ce royaume (de Portugal) serait appelé à la succession d'une autre couronne ou d'un plus grand empire, il sera forcé de résider toujours en Portugal, et, s'il a deux ou plusieurs enfants mâles, le fils aîné régnera dans le royaume étranger et le second dans celui de Portugal, dont il sera reconnu héritier et légitime successeur. »

Tels sont donc les droits de D. Miguel ; quand on les considère, on ne s'étonne plus que tous les royalistes et la masse du peuple portugais les aient défendus avec tant d'opiniâtreté et l'on acquiert la fâcheuse conviction que les puissances de l'Europe, en les méconnaissant, se sont écartées des principes qu'elles avaient si hautement proclamés et n'ont fait que servir les vues politiques de l'Angleterre, la haine et les intérêts des révolutionnaires.

7.

Nous croyons avoir pleinement justifié D. Miguel du crime d'usurpation dont on l'accuse ; examinons maintenant si les reproches de perfidie et de cruauté qu'on lui adresse sont mieux fondés.

D. Miguel, dit-on, a juré à Vienne la constitution ; il y a célébré ses fiançailles avec D. Maria da Gloria ; il n'est enfin revenu en Portugal que rappelé par son frère et sous le serment de lui rester fidèle ; il a renouvelé ce serment à Paris et à Londres, et, cependant, il l'a indignement trahi trois mois, tout au plus, après son arrivée à Lisbonne.

Ce qu'il y a d'abord de très positif, c'est que Vienne n'était pour D. Miguel qu'une honorable prison. Or, nous pourrions prouver, par l'autorité des publicistes les plus distingués et surtout par de nombreux exemples, que des promesses faites dans la position où se trouvait ce prince ne sont pas obligatoires. Mais nous ne voulons pas avoir recours à des moyens qui, tout valables qu'ils sont, répugnent aux sentiments de loyauté et d'honneur que l'on aime à trouver dans le cœur d'un souverain. Nous ne craignons pas d'avancer que, quand même D. Miguel aurait eu la ferme intention de tenir les serments qu'on lui avait arrachés (et rien dans sa conduite, comme on le verra, n'a prouvé le con-

traire), il n'en aurait pas été le maître; il ne le pouvait ni ne le devait. Un court exposé des événements qui suivirent son arrivée en Portugal suffira pour justifier cette assertion.

A peine D. Miguel eut-il mis pied à terre que le vœu de la nation portugaise se manifesta de toutes parts, il le comprima cependant autant que possible; il espérait que des négociations heureuses, en éclairant la justice des puissances étrangères et en excitant la générosité de D. Pèdre, le mettraient à même de recouvrer ses droits sans obstacle, sans commotion, et de travailler alors avec pleine efficacité à guérir les plaies profondes que la révolution avait faites à sa patrie.

Loin de chercher les occasions de se montrer en public, il prit soin de les éviter; après une absence si longue et si pénible, rien ne pouvait lui être plus doux que les témoignages d'affection de ses concitoyens; il s'y déroba néanmoins; il défendit même avec sévérité les réjouissances toujours un peu tumultueuses du peuple; enfin il ne cessa, par son exemple et par ses décrets, de commander la modération en tout et le respect à l'ordre de choses établi.

Les changements qu'il fit dans le personnel de l'armée eurent pour but non pas seulement d'éloigner des hommes dont le dévouement lui était suspect, mais de rendre à de bons officiers la justice qui leur était due, en les réintégrant dans les emplois dont ils avaient été dépouillés, parce qu'ils ne partageaient point l'exaltation libérale. Les mêmes principes d'équité déterminèrent les changements opérés dans l'administration civile.

Le Régent tâcha surtout d'éviter que l'on pût supposer aux actes de justice qu'il croyait nécessaires des motifs de vengeance personnelle; il se borna à mettre hors d'état de nuire des gens que, dans un autre temps, il aurait livrés à toute la rigueur des lois. C'est en vain que ses ennemis tentèrent sa patience, par des propos calomnieux, par des terreurs simulées, par de folles menaces; ils ne purent la fatiguer, et ils furent obligés de rendre hommage eux-mêmes à son inaltérable modération.

La dissolution de la Chambre des députés¹ a été la mesure la plus énergique qu'il ait prise; il y fut forcé par les propositions incendiaires que l'on y faisait chaque jour; encore ne s'y est-il résolu que sur l'avis d'un Conseil d'État, où figuraient les principaux partisans des nouvelles institutions. Une commission, formée d'hommes habiles et expérimentés, fut chargée aussitôt de s'occuper d'un projet de loi qui pût assurer désormais, à la nation portugaise, des représentants plus dignes d'elle.

Mais le peuple sentait trop vivement ses maux, et le retour de D. Miguel lui faisait concevoir trop d'espérances pour qu'il voulût comprendre les ménagements de la politique et s'y soumettre; comme son impatience était juste, il croyait qu'elle ne pouvait être assez tôt

satisfaite; aussi, les communes du royaume, usant des privilèges qui leur sont accordés par les anciennes lois de la monarchie, adressèrent-elles au Régent des pétitions respectueuses, mais pressantes, pour le supplier de prendre le titre de roi, auquel il avait seul des droits légitimes; la plupart même ne se bornèrent point à des pétitions et se hâtèrent de proclamer D. Miguel I^{er}.

Le Régent aurait pu faire publier tous ces actes; il l'aurait dû peut-être; et cependant il les tint secrets; il voulait essayer de gagner encore du temps et donner des preuves nouvelles et irrécusables de sa bonne foi. L'événement du 25 avril l'obligea à rompre le silence et à quitter le système qu'il avait suivi jusqu'alors.

Le 25 avril était l'anniversaire de naissance de l'impératrice reine; le Sénat de Lisbonne avait attendu cette époque pour se déclarer; il croyait devoir un hommage solennel, une éclatante compensation à une mère si longtemps malheureuse, à une reine si indignement persécutée. Il vint donc présenter à l'enfant une pétition semblable à celles que lui avaient adressées déjà les municipalités des provinces. D. Miguel y répondit par le décret du même jour, où il annonçait la prochaine convocation des Cortès; il ne fit que se conformer à ce que prescrivent les lois du royaume, en pareilles circonstances, et suivre l'exemple d'Alphonse-Henri, de Jean I^{er}, de Jean IV et de Pierre II, ces monarques de glorieuse mémoire.

Le Sénat avait ouvert un registre pour que les habitants de Lisbonne pussent constater que la démarche qu'il avait faite était bien conforme à leurs vœux; les citoyens de toutes les classes s'y inscrivirent à l'envi, mais les grands corps de l'État sentirent bien que, dans une occasion si grave, il ne fallait pas seulement de l'enthousiasme, mais aussi de la légalité; ils vinrent donc, chacun en particulier, les jours suivants, supplier D. Miguel de se rendre aux vœux du peuple portugais.

Les Cortès furent, en effet, immédiatement rassemblées; elles étaient composées, non point d'avocats, de procureurs, de médecins, etc., comme la Chambre des députés de D. Pèdre, mais du clergé, de la noblesse et de tous les grands propriétaires du royaume, véritables représentants de la nation.

Après une discussion qui ne pouvait être longue, les droits de D. Miguel furent reconnus, et on le proclama roi au milieu de l'allégresse générale.

Nous le demandons maintenant, que voudrait-on qu'il eût fait? Fallait-il sévir contre son parti et le forcer au silence par des châtimens? Mais ce parti, c'était, à l'exception de quelques factieux, la nation portugaise tout entière. Fallait-il se soustraire par la fuite aux desirs de ce peuple fidèle et le livrer de nouveau à l'horreur des guerres civiles? C'est une opinion si absurde que nous ne nous y arrêtons pas. Quels motifs avait, d'ailleurs, D. Miguel pour faire plus qu'il n'avait fait et pour résister plus longtemps? Devait-il donc, pour tenir des serments faits à l'usurpateur de ses droits et arrachés par la contrainte, trahir

les plus chers et les plus pressants intérêts de sa patrie, la courber sous le joug d'une colonie rebelle et lui imposer une charte qui, ainsi que l'expérience ne l'a que trop prouvé, n'est aucunement en rapport avec ses besoins, et lui ravit les privilèges que son antique et vénérable constitution lui assure; privilèges qui n'ont point été arrachés, par la révolte, à des rois pusillanimes, mais dont les plus illustres monarques se sont plu à doter des sujets, compagnons de leurs travaux et de leurs victoires!

Si D. Miguel a trahi ses serments, ce n'est point à lui qu'il faut adresser des reproches, mais aux gouvernements qui lui ont imposé des obligations qu'il n'était point en son pouvoir de remplir. Une fois en Portugal, il n'était plus soumis qu'aux lois, il n'appartenait plus qu'à la nation; les lois le désignaient pour le trône et la nation l'y a porté.

Dans le moment même où les Cortès proclamaient ce prince, la rébellion de Porto et de l'Algarve éclata; elle était préparée depuis son retour et secondée par l'Angleterre. Néanmoins, il ne fut pas nécessaire, pour la dissiper, d'appeler des secours étrangers; une poignée de soldats et de paysans mit en fuite les huit à dix mille factieux que l'on avait rassemblés à force d'argent et de promesses.

Pendant deux ans que dura la régence au nom de D. Pèdre et de sa fille, ce ne fut que troubles et dissensions en Portugal, quoique ce gouvernement fût appuyé par toute l'Europe et par une armée anglaise.

Depuis deux ans que D. Miguel règne, après avoir vaincu les conspirateurs de Porto et de l'Algarve, le royaume est en repos, malgré l'état malheureux où se trouve nécessairement un peuple qui sort des révolutions et qui est abandonné par tous les autres, tant est grande la puissance d'un gouvernement légitime!

Quant aux actes de cruauté dont on charge ce prince, ils se bornent à l'exécution des neuf jeunes gens de Coïmbre, qui avaient assassiné leurs professeurs¹, de quelques-uns des révolutionnaires de Porto, du brigadier Moreira et de quatre de ses complices, saisis au moment même où ils excitaient leurs soldats à la révolte; enfin, de quelques meurtriers et voleurs qui, à des crimes multipliés, avaient ajouté d'horribles sacrilèges. Certes, il n'y a point de chef de gouvernement qui, à la place de D. Miguel, n'eût été aussi sévère, ou, plutôt, aussi juste que lui. Tous ces malheureux ne furent point, d'ailleurs, livrés à des commissions, mais jugés par des tribunaux et selon les formes ordinaires; ils étaient, la plupart, tellement souillés de forfaits qu'il serait difficile, même aux libéraux, de les transformer en intéressantes victimes de la tyrannie.

Ce qu'il y a de vraiment déplorable et ce que nous ne chercherons point à dissimuler, c'est le nombre infini de personnes qui, depuis deux années, languissent dans les prisons; c'est la défiance extrême du gou-

1. Cf. Jose-Maria de Sousa-Monteiro, *Historia de Portugal*, t. III, 413.

vernement, excitée sans cesse par la tourbe des délateurs; c'est le désordre des finances et la misère vraiment effrayante du peuple, causée par les excès des deux partis, par le ravage des provinces et par la cessation totale du commerce. Tous ces maux sont les résultats inévitables des troubles civils et des révolutions. Les puissances de l'Europe n'ont pas peu contribué, osons le dire, à les amener et à les entretenir; mais il dépend d'elles d'y mettre un terme, et elles paraissent enfin en avoir la volonté.

8.

Jamais occasion plus favorable ne s'est présentée pour relever le commerce français en Portugal et même pour le mettre en état de ne plus craindre la concurrence anglaise.

D. Miguel regarde, avec quelque raison, le Cabinet de Saint-James comme le principal auteur de tous les maux que le Portugal et lui-même ont soufferts. Au moment donc où la France le reconnaît comme roi, il lui ferait avec plaisir des concessions avantageuses, quand même ces concessions devraient être au détriment du commerce anglais. Nous croyons que l'on pourrait, non seulement faire accepter, mais proposer par ce prince les conditions suivantes :

1^o Amnistie pleine et entière sera accordée à tous les individus qui se trouvent compromis d'une manière quelconque par suite des événements politiques. Seront seuls exceptés de cette amnistie les principaux chefs de la rébellion de Porto, qui ont été condamnés à mort par la Cour de justice de cette ville, mais leur peine sera commuée en un bannissement perpétuel, leurs biens et leurs titres leur seront rendus.

2^o S. A. R. l'infant D. Miguel s'en rapportera à la sagesse de S. M. Très Chrétienne sur les arrangements à prendre pour rétablir la bonne intelligence entre S. A. R. et son auguste frère l'empereur du Brésil.

3^o Les droits de douane imposés sur les marchandises françaises seront fixés désormais à un tiers au-dessous des droits imposés sur les marchandises anglaises, de telle sorte que s'il arrive un jour que ceux-ci soient réduits, les autres le seront aussitôt dans la même proportion. Les négociants français établis en Portugal et dans ses domaines jouiront dorénavant et pour toujours de tous les droits et privilèges accordés aux Anglais par le traité de 1810.

4^o Le port de Lisbonne sera déclaré port franc.

5^o Le gouvernement portugais s'entendra avec le gouvernement de S. M. Très Chrétienne pour poser les bases d'un traité qui puisse être réciproquement avantageux aux deux puissances.

En faisant proposer et exécuter ces conditions par D. Miguel, la France interviendra dans les affaires de Portugal de la manière la plus noble et la plus avantageuse.

On rendra à ce malheureux pays la tranquillité dont il a si grand besoin; on arrachera cette proie à la révolution.

On assurera la vie, la liberté, les biens de plusieurs milliers d'indi-

vidus, dont la plupart ont été entraînés par les événements politiques plutôt qu'ils ne s'y sont jetés eux-mêmes, et qui, enseignés par la dure leçon qu'ils auront subie, perdront sans doute pour jamais le désir d'exciter des troubles ou de s'en rendre complices.

On satisfera aux obligations que l'on peut avoir à remplir envers les principaux partisans de D. Maria da Gloria, sans offenser la dignité du nouveau monarque et les sentiments de son peuple. L'amnistie, sans exception, telle que l'exige l'Angleterre¹, serait par trop humiliante et même par trop dangereuse pour D. Miguel. En aucun temps, mais encore moins que jamais dans celui où nous vivons, il ne faut avilir un souverain aux yeux de ses sujets, et, certes, ce n'est point le gouvernement actuel de S. M. qui voudrait donner un si funeste exemple.

On procurera au commerce français, si misérable maintenant en Portugal, des avantages tels qu'il n'en a jamais eu, et ce sera en même temps un bienfait pour le commerce de ce pays. La concurrence française, devenue beaucoup plus active, et surtout la franchise du port de Lisbonne, remédieront, autant que possible, aux traités ruineux conclus par le Portugal avec l'Angleterre, et aux résultats, non moins nuisibles, de la franchise de Cadix et du dernier traité fait avec l'Espagne pour la libre navigation du Tage et du Douro. Ainsi, on réalisera cette heureuse réciprocité que l'on ne trouve guère qu'en paroles dans les traités, et sans laquelle, cependant, il ne peut y avoir d'union sincère et durable entre les peuples.

Enfin, on acquerra à la France un allié fidèle et qui ne laisse point d'avoir de l'importance. L'amitié d'un état qui est situé comme le Portugal, qui possède un port comme celui de Lisbonne, et qui peut fournir 50,000 hommes de troupes excellentes, n'est point à dédaigner.

L'auteur de cette note, par les relations qu'il a en Portugal, par la confiance que sa conduite et ses principes connus lui ont acquise dans ce pays, croit qu'il pourrait traiter, avec plus de secret, de promptitude et de facilité que tout autre, cette négociation; il ose donc la solliciter et il espère que le gouvernement de S. M. n'aura point à se repentir d'avoir accédé à sa demande.

MARQUIS DE BELLUNE AU PRINCE DE POLIGNAC.

Lisbonne, le 18 juin 1830.

Monseigneur,

N'étant ici que depuis six jours, et, sur ces six jours, trois ayant été entièrement employés à des fêtes d'églises et à des processions, je ne puis encore mander à Votre Excellence des nouvelles bien intéressantes. Je profite néanmoins de l'autorisation si flatteuse qu'elle m'a

1. Cf. Wellington, *Despatches. Continuation*, vol. VI (1877), p. 306, 307, 536 : « The following persons are required not to reenter Portugal for two years, etc. »

accordée pour lui rendre compte de ce que j'ai appris pendant mon voyage, de l'état où j'ai trouvé le Portugal et des démarches que j'ai déjà faites.

Au lieu de me rendre directement à Lisbonne, j'ai cru devoir passer par Londres; j'espérais y apprendre quelque chose de positif sur les propositions que le gouvernement anglais a faites à celui de Portugal; mon attente n'a point été trompée. L'Angleterre, qui ne demandait d'abord à D. Miguel que l'amnistie avec exceptions, exige de lui maintenant l'amnistie pleine et entière et veut qu'elle soit publiée à Lisbonne, le jour même où le ministre portugais à Londres sera reçu par S. M. B. — D. Miguel consent bien à l'amnistie telle qu'on la lui impose, mais avant tout, il veut être reconnu; ceci ne convient nullement au Cabinet anglais, qui croit avoir quelques raisons pour ne pas trop se fier à la parole de ce prince, et voilà ce qui empêche à présent la conclusion définitive de cette affaire. Quant à de nouveaux avantages pour le commerce anglais, il n'en a point encore été question; il est probable que, satisfaite de ceux dont elle jouit, elle ne cherchera qu'à les prolonger; peut-être bien aussi qu'elle tentera encore de faire abolir la Compagnie des vins du Douro¹, dont elle s'est en tout temps déclarée l'ennemie; mais l'intérêt que les Portugais attachent à la conservation de cette Compagnie est trop vif et trop juste pour que le gouvernement de D. Miguel, quelque faible qu'il soit, se hasarde à faire, à ce sujet, la moindre concession. J'ai, au reste, à Londres, un correspondant, très bien instruit et très fidèle, qui me tiendra au courant de tout ce qu'il pourrait y avoir de nouveau, et je m'empresserai d'en faire part à Votre Excellence.

J'ai appris à Londres qu'un sieur Carlos Mathias Pereira², revêtu du titre de ministre de D. Miguel au Brésil, allait partir incessamment pour ce pays, afin d'y ménager un accommodement entre l'empereur et son frère. Or, il faut savoir que ce Carlos Mathias, auquel une accusation de fausse monnaie avait jadis causé quelques désagréments et qui prit ensuite le parti de l'intrigue, par prudence et par goût, a servi alternativement D. Pèdre et D. Miguel, c'est-à-dire qu'il les a trahis tous les deux; la seule garantie qu'il donne maintenant de sa fidélité, c'est sa parole, et l'on y croit, et voilà à quels hommes les ministres de D. Miguel confient les intérêts de leur maître!

J'ai su également pendant mon court séjour à Londres que la grande colère du ministre d'Espagne à Lisbonne, contre le gouvernement portugais, n'était qu'une feinte pour faire croire que le Cabinet de Madrid

1. Cf. Schaefer, *loc. cit.*, vol. V, p. 392 et suiv. — *Speeches*, of W. Huskisson, vol. III, p. 591 et suiv.

2. C'était le même qui avait apporté en Europe le décret du 3 juillet 1827 par lequel Dom Pedro nomma son frère lieutenant et régent. Cf. J.-M. de Sousa-Monteiro, *loc. cit.*, vol. III, p. 363. Rezende, *loc. cit.*, p. 94 et suiv. Prince Romuald Giedroyc, *Résumé de l'histoire du Portugal au XIX^e siècle*. Paris, 1875, p. 94.

soutenait les propositions de l'Angleterre et était très mécontent de la réponse qu'on y avait faite; M. de Zea¹ l'a avoué au vicomte d'Asséca², afin de le rassurer sur la retraite, à Cintra, du comte de Montallègre³ (Joachim d'Acosta). Au reste, ce diplomate est de retour à Lisbonne depuis une quinzaine de jours et a repris fort tranquillement ses relations avec son compère le vicomte de Santarem⁴; j'ai vu ces deux grands politiques; ils sont si enchantés du succès de leur ruse que ce serait vraiment dommage de troubler leur joie, aussi me garderai-je bien de le faire.

En arrivant à Lisbonne, j'ai cherché à me mettre au fait des changements qui auraient pu survenir pendant mon absence; je n'en ai point trouvé. D. Miguel s'occupe toujours beaucoup plus de ses plaisirs que de ses affaires; les ministres, de leurs intérêts personnels que de ceux de leur pays; au trésor, pas un sou; les militaires, les employés et pensionnaires du gouvernement sont arriérés de leur solde, les uns depuis huit, les autres depuis quatorze mois; la plus scandaleuse vénalité règne dans l'administration, la plus horrible misère parmi le peuple. On a commis l'inconcevable faute d'accorder aux Espagnols le transit pour leurs blés; au lieu d'être réexportés, ces blés sont vendus en Portugal; il en résulte que les grains de l'Alem-Tejo et ceux même de la fertile province du Minho sont au plus vil prix et que les agriculteurs se voient menacés d'une ruine totale, des bandes de brigands désolent en outre toutes les parties du royaume. Malgré tant de maux, on est tranquille, et, tout en mourant de faim, on crie encore : Vive le roi D. Miguel.

D'après cet exposé trop fidèle de la situation du pays, vous jugerez, sans doute, Monseigneur, que je n'ai point mal fait de renoncer au projet que j'avais de traiter directement avec D. Miguel l'affaire dont Votre Excellence a bien voulu me charger; ce prince, ne faisant rien par lui-même, n'aurait pas manqué de me livrer à ses conseillers, et ceux-ci n'auraient pas manqué dès lors de traverser tous mes desseins. Je me suis donc résolu à faire d'abord quelques démarches auprès du duc de Cadaval⁵ et du vicomte de Santarem, qui sont les ministres les plus influents; je savais, d'ailleurs, qu'ils désiraient beaucoup me parler, j'allai donc leur faire visite, deux jours après mon arrivée. Je me laissai interroger sur les dispositions du gouvernement français à l'égard de D. Miguel et je crus devoir répondre franchement que je ne les avais point trouvées aussi favorables que je l'aurais désiré; là-dessus, ils m'affirmèrent, avec un air de confiance, que tout dépendait de l'Angleterre et que la France suivrait complaisamment son exemple; je répliquai qu'ils me semblaient tout à fait dans l'erreur; que le gou-

1. Ministre d'Espagne à Londres.

2. Agent de Dom Miguel à Londres.

3. Ministre d'Espagne à Lissabon.

4. Ministre des Affaires étrangères du Portugal.

5. Président du ministère portugais.

vernement français, ayant embrassé et soutenu la cause de D. Pêdre parce qu'il la croyait juste, ne l'abandonnerait point avant que le contraire lui fût prouvé, et que, par conséquent, la reconnaissance de D. Miguel par l'Angleterre ou par toute autre puissance ne suffirait pas pour entraîner la sienne. Ces paroles firent impression; on était d'autant plus fâché de trouver cette opposition de la part du gouvernement français que c'était sur ce gouvernement même que l'on avait le plus compté pour mettre un terme aux malheurs du Portugal. On me demanda alors s'il n'y avait absolument aucun moyen d'entrer en accommodement. Je répondis que, d'après tout ce qui s'était passé, on devait être convaincu que le Cabinet français ne ferait point d'avances; qu'il me semblait donc convenable, sous tous les rapports, que D. Miguel fit une tentative auprès de lui, qu'il lui proposât, par exemple, quelques conditions qui pussent lui être agréables; que je ne pouvais répondre du succès de cette démarche, mais que je la croyais tout à fait dans les intérêts du gouvernement portugais. Cette insinuation ne parut point déplaire, et l'on me dit que l'on en parlerait au roi. Je témoignai alors un vif désir de voir ce prince; on m'assura que S. M. me recevrait bientôt et que j'aurais lieu d'être content de l'accueil qu'Elle me ferait. Ne jugeant point à propos de prolonger la conversation, je me levai en disant que je regardais le Portugal comme une seconde patrie, que j'étais intéressé de cœur à voir finir ses maux, et que si D. Miguel me donnait l'autorisation de communiquer à ses ministres les moyens qui me semblaient les plus propres à atteindre ce but si désiré et, en effet, si désirable, j'en profiterais, avec d'autant plus de joie, que j'espérais ne point être désapprouvé par mon gouvernement. On m'assura que l'on serait charmé de me revoir souvent, et, là-dessus, nous nous séparâmes les meilleurs amis du monde.

Telle a été, Monseigneur, ma première entrevue avec le duc de Cadaval et le vicomte de Santarem; elle leur a donné envie de me revoir et m'a mis à même de dire toute la vérité à D. Miguel, sans craindre d'offenser la susceptibilité de ses ministres; c'était ce que je me proposais et, ce me semble, tout ce que je pouvais pour lors désirer.

M. Cassas¹ aura, sans doute, appris à Votre Excellence qu'il y avait ici, depuis quelque temps, un M. Chansein, attaché à la maison Tourrette (*sic*), de Paris, et un M. Goldsmith, parent des Goldsmith de Londres, qui voulaient traiter d'un emprunt avec le gouvernement portugais. Ces honnêtes gens se contentent d'un bénéfice de 38 %; pour assurer le remboursement de leurs avances, ils demandent la signature des premiers capitalistes de Lisbonne, plus, la formation d'une caisse d'amortissement en leur faveur, etc., etc. Ils se disent autorisés par le gouvernement français.

1. Consul général de France à Lisbonne. Son rapport du 5 juin 1830 (*Archives étrangères. Paris*) fait mention des propositions des maisons Thuret et Goldschmid.

Je viens d'apprendre, dans ce moment même, que les libéraux tramaient un complot contre D. Miguel. On a fait des ouvertures à quel qu'un de ma connaissance, qui a de l'influence sur les soldats, qui s'en est servi dans le temps pour la cause de D. Miguel; mais qui, n'ayant point été récompensé, a des raisons de mécontentement. On lui a fait les promesses les plus magnifiques pour l'engager seulement à ne point s'opposer aux projets que l'on méditait. Je suivrai cette affaire avec soin et prudence; j'en rendrai compte, d'ailleurs, à Votre Excellence.

Je ne puis terminer cette lettre sans vous remercier de nouveau, Monseigneur, de la permission que vous m'avez donnée de correspondre avec vous et sans vous assurer que je ferai tous mes efforts pour me montrer digne de la confiance dont vous m'avez honoré.

J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect, etc.

Signé : M^{rs} DE BELLUNE.

MARQUIS DE BELLUNE AU PRINCE DE POLIGNAC.

Lisbonne, le 26 juin 1830.

Monseigneur,

D. Miguel m'ayant invité à venir le trouver à Quéluz, samedi dernier, dans l'après-midi, ce petit voyage m'a empêché de faire partir, par le paquebot de ce jour, la lettre que j'avais eu l'honneur de vous écrire en date du 18; vous la recevrez donc aujourd'hui, en même temps que celle-ci. Nos affaires sont un peu plus avancées qu'elles ne l'étaient alors; je commence par rendre compte à Votre Excellence de mon entrevue avec D. Miguel.

Ce prince me reçut à l'heure indiquée et me fit l'accueil le plus gracieux, me témoignant sa joie de mon prompt retour et sa reconnaissance de l'intérêt que j'avais toujours pris à sa cause. Je lui répondis qu'en défendant la légitimité de ses droits, je n'avais fait qu'exprimer mon intime conviction; que je m'estimais, du reste, fort heureux d'avoir pu mériter sa bienveillance et que je ne désirais rien tant que d'y acquérir de nouveaux titres. J'entrai alors, sur-le-champ, en matière. Je dépeignis à D. Miguel, aussi vivement que possible, quel était le véritable état de ses affaires, tant au dedans qu'au dehors du Portugal; je tâchai de lui faire sentir combien il était urgent de sortir de cette déplorable situation; je lui avouai que, dans ce moment, je me trouvais à même de lui être de quelque utilité; que Votre Excellence avait bien voulu m'autoriser à correspondre avec elle pour lui faire part de ce qui se passait en Portugal et des moyens qui pourraient s'offrir de rendre enfin la tranquillité à un pays auquel la France prenait le plus vif intérêt; j'ajoutai que j'étais bien résolu, et par devoir, et par principe, à ne dire que la vérité; mais qu'il dépendait de lui, D. Miguel, de me mettre à même de donner des informations capables d'amener les plus heureux résultats. Le prince parut touché de mes paroles, et, après m'avoir témoigné sa satisfaction de l'autori-

sation que Votre Excellence m'avait accordée, il me dit que je détruirais, sans doute, toutes les calomnies dont on avait voulu le rendre victime, et il me chargea particulièrement d'assurer à Votre Excellence que, dans l'état actuel du Portugal, il ne songeait point à se marier, et s'occupait uniquement du bien de son peuple. Je ne crus pas devoir lui exposer tout ce que je savais, ni tout ce que je pensais là-dessus; je me tirai d'affaire par un compliment, en lui disant que ces sentiments étaient dignes de lui et que je ne manquerais pas d'en rendre compte. Nous parlâmes alors des moyens qu'il y aurait d'engager la France à le reconnaître comme roi. Je lui répétais ce que j'avais déjà exposé à ses ministres; qu'il me semblait qu'une démarche de sa part n'aurait rien que d'utile et même d'honorable pour lui; car il valait mieux proposer soi-même des conditions que de s'en laisser imposer; que ces conditions devraient être de nature à sauver sa propre dignité, mais aussi à mettre la France en état de remplir les engagements qu'elle avait pris d'autre part; qu'il serait bon d'offrir quelques avantages au commerce français, plus maltraité en Portugal que celui de toute autre nation, et que cette concession, qui n'était réellement qu'une justice, faciliterait sans doute les négociations. D. Miguel m'écoutait attentivement et avec plaisir; après avoir un peu réfléchi, il m'observa que cette affaire était trop importante pour être décidée de suite; que nous en causerions encore et qu'il m'autorisait, en attendant, à en parler au vicomte de Santarem, qui avait toute sa confiance. Ceci me fit comprendre qu'il n'osait point se déterminer sans le conseil de son ministre; je n'insistai donc pas et je le suppliai seulement de garder et de faire garder le plus profond secret; il m'assura très vivement que je pouvais être tranquille. Il me parla ensuite de l'expédition d'Alger, de l'intérêt qu'il prenait à sa réussite et de la gloire qu'il en résulterait pour la France; il ajouta quelques mots, que je ne relevai point, sur la jalousie de l'Angleterre. Il me congédia en me remerciant encore de la part que je prenais à ses affaires et en me répétant qu'il comptait sur moi, etc. Notre entretien avait duré trois quarts d'heure.

Je me rendis lundi matin chez le vicomte de Santarem; je lui fis part de l'autorisation que son roi m'avait donnée en y mêlant quelques paroles propres à flatter sa vanité; car la vanité est le faible du petit homme. Sur l'invitation qu'il me fit de m'expliquer franchement avec lui, je lui répétai presque mot à mot l'entretien que j'avais eu avec D. Miguel. Il me demanda quelles conditions seraient, en définitive, agréables à la France. Je répondis que je ne pouvais rien affirmer à ce sujet et que, d'ailleurs, il était nécessaire de savoir au juste quelles étaient les propositions de l'Angleterre et ce que le gouvernement portugais avait accordé ou refusé. Au lieu de satisfaire à cette question, le vicomte se mit à me dire que la France avait, dans le temps, engagé l'Espagne à reconnaître D. Miguel; que cette démarche avait fait espérer qu'elle le reconnaîtrait bientôt elle-même; mais qu'il n'en avait pas été ainsi et que l'on ne concevait pas ce qui lui avait fait changer de sentiment, et,

ajouta-t-il, voilà où nous en sommes. — Voilà où vous en êtes avec la France et avec l'Espagne, je n'en doute pas ; mais avec l'Angleterre ? Se voyant ainsi pressé, le vicomte se décida à prendre un air fier et me dit que les propositions faites par l'Angleterre n'étaient point admissibles et qu'elles avaient été rejetées. Je marquai de l'étonnement ; j'avouai qu'on m'avait rapporté le contraire et qu'une personne, qui pouvait être bien instruite, m'avait assuré que le gouvernement portugais accordait tout, pourvu que l'Angleterre reconnût D. Miguel. Son Excellence fut un peu déconcertée en voyant que j'étais plus instruit qu'elle ne l'avait cru ; elle se remit, néanmoins, et me protesta qu'il n'en était point ainsi ; que D. Miguel n'accorderait jamais des conditions qui seraient par trop déshonorantes et par trop dangereuses pour lui, et que ses ministres ne seraient point assez lâches pour le lui conseiller. Je fis semblant de croire le vicomte, me réservant de revenir là-dessus en temps et lieu ; je louai beaucoup ses sentiments, mais je lui fis observer qu'il fallait aussi songer aux engagements que les puissances étrangères avaient pris avec D. Pèdre et ses partisans ; il en convint ; mais comme il me parut un peu embarrassé pour concilier tout cela, je lui demandai si D. Miguel aurait de la répugnance à accorder une amnistie dont il n'excepterait que les principaux chefs de la rébellion de Porto, et si le désir d'être agréable aux puissances étrangères ne le porterait pas même à commuer la peine de mort, prononcée contre ceux-ci, en un bannissement perpétuel, leur rendant de plus leurs titres et leurs biens... Ce moyen terme parut être du goût du vicomte. Je lui fis sentir alors qu'il n'y avait point de temps à perdre ; que le roi d'Angleterre était sans doute mort au moment où nous parlions¹ ; qu'il était à craindre que son successeur n'eût pas des dispositions favorables pour D. Miguel ; qu'il était donc du plus haut intérêt pour ce prince de s'assurer l'appui de la France et de faire tout ce qui dépendrait de lui pour s'en faire reconnaître ; qu'il était probable que l'exemple de la France serait suivi par la Russie, la Prusse, les États du Nord, en général, et ceux de l'Italie ; que cette imposante coalition, en faveur de D. Miguel, déciderait sans doute l'Angleterre à prendre aussi son parti, faciliterait la reddition de Terceire², les négociations auprès de l'empereur du Brésil et qu'enfin l'heureuse issue d'une affaire si difficile couvrirait d'honneur le ministre de D. Miguel et lui assurerait à jamais la reconnaissance du Portugal. — Pendant que je débitais cette tirade, la figure de mon auditeur s'épanouissait par degrés, et le plus aimable sourire fut la récompense de ma dernière période. J'ajoutai de suite que le meilleur moyen, selon moi, de déterminer la France était de la mettre à même de relever son commerce en Portugal, en lui offrant des avantages qu'elle avait, au reste, toute

1. Le roi Georges IV mourut le 26 juin 1830.

2. Une des Açores, restée fidèle à Donna Maria II, siège de la régence, nommée par son père Dom Pedro.

raison de réclamer. — Oui, sans doute, mais la reconnaissance d'abord, et tout le reste viendra ensuite. — Mille pardons, M. le vicomte, il faut que tout vienne à la fois. Vous n'ignorez pas combien D. Miguel a d'ennemis; si le gouvernement français va annoncer aux Chambres qu'il a reconnu D. Miguel, et rien de plus, il verra se lever contre lui tous les libéraux et même la majorité des royalistes, qui ont été trompés par les calomnies de l'autre parti; il faut donc qu'il puisse leur imposer silence en leur présentant un traité avantageux, et les bases de ce traité doivent nécessairement faire partie des propositions que D. Miguel fera à la France. Il n'y a point de motifs qui puissent faire moindrement hésiter ce prince; l'esprit de justice et de générosité du gouvernement français est assez connu; ce ne sont point des traités à l'anglaise qu'il demande, mais des traités où les avantages soient réciproques et qui puissent servir à jamais de témoignage de son désintéressement et de sa bonne foi. Ainsi, dans cette circonstance, il n'exigera pas des avantages absolument égaux à ceux du Brésil et de l'Angleterre, mais il demandera que l'on établisse une proportion plus juste que celle qui existe depuis quinze ans entre les droits et privilèges des négociants français et ceux des négociants étrangers. J'ai terminé là mon discours; je n'ai pas cru devoir m'étendre plus longuement sur ce sujet, me réservant de le faire lorsque l'on me communiquerait les propositions définitives de D. Miguel. Le vicomte de Santarem me remercia de tout ce que je venais de lui dire et m'assura qu'il allait en prendre note pour en faire part au roi; je témoignai alors le désir d'avoir une réponse positive le plus tôt possible; il me pria de repasser samedi matin, espérant pouvoir me la donner ce jour-là même; il ne pouvait le faire plus tôt, vu qu'il ne devait travailler avec S. M. que vendredi soir.

Cet entretien eut lieu lundi matin 24, comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Excellence; or, il se trouve que toute la semaine a été employée par D. Miguel, ses ministres et ses courtisans, d'abord à faire des préparatifs pour la Saint-Jean, ensuite à célébrer cette fête par des jeux, des espèces de tournois, des déjeuners, dîners et soupers, et par une comédie où D. Miguel a daigné jouer un rôle, au grand applaudissement de toute l'honorable société; enfin à se reposer de tant de divertissements, qui ont eu lieu si à propos et qui s'accordent si bien avec l'état du pays. Vous jugerez bien, Monseigneur, que les ministres portugais n'ont pas eu le temps de s'occuper d'une bagatelle comme celle dont je leur avais parlé; c'est du moins ce que j'ai pensé, et j'ai vu arriver samedi avec l'intime conviction que je n'apprendrai rien de nouveau.

Je me suis rendu ce matin chez le vicomte de Santarem, comme nous en étions convenus; le pauvre petit homme était tout pâle et tout défait; la première chose qu'il me dit en m'abordant fut qu'il était bien fâché de la peine que je m'étais donnée; que dans ce moment même il m'écrivait pour me prévenir que rien n'avait pu être encore décidé sur

l'affaire en question, mais que mercredi prochain, à deux heures, j'aurai une réponse définitive. Je lui témoignai fort vivement mes regrets de ce qu'il n'avait point tenu la promesse qu'il m'avait faite, et je tâchai de lui faire sentir que le moindre retard dans une affaire de cette importance pouvait avoir de fâcheux résultats. Il se jeta alors dans les divagations; il me parla de la gravité des circonstances, de négociations, de complications, de réflexions, etc. Tout ce que je pus comprendre au milieu de ce verbiage, c'est que ces Messieurs veulent attendre l'arrivée du paquebot anglais; ils ont appris, par l'Espagne, la nouvelle de la mort du roi d'Angleterre, et ils désirent savoir ce qu'ils ont à craindre ou à espérer du nouveau souverain. Le vicomte me dit ensuite que, par un navire portugais tout récemment revenu de Rio-Janeiro, D. Miguel avait appris que son frère était dans des dispositions très favorables. J'eus l'air de le croire et je l'en félicitai, mais j'ajoutai que cela ne devait pas nous empêcher de suivre notre affaire et que, quelque chose qu'il arrivât, il était de l'intérêt du Portugal de satisfaire aux réclamations que la France était en droit de faire en faveur de son commerce. Je soutins ma thèse par des raisonnements qu'il est inutile de répéter à Votre Excellence. Le vicomte me répondit que, sur ce point, nous étions parfaitement d'accord; que mes idées étaient justes et que je pouvais assurer aujourd'hui même à Votre Excellence qu'il était tout disposé à faire accorder au commerce français les avantages dont il avait joui jadis; que pour le reste il ne pouvait absolument me donner réponse que mercredi. Oubliant alors ce qu'il venait de me dire du changement heureux qui s'était opéré dans les intentions de D. Pèdre, il me demanda si, dans le cas où le gouvernement portugais adopterait les propositions que j'ai mises en avant, la France reconnaîtrait de suite D. Miguel, ou bien si elle ferait encore quelque démarche auprès de l'empereur du Brésil; je vous demande cela par pure conversation, eut-il soin de me faire observer. Je lui répliquai, aussi par pure conversation, que je ne savais rien du tout à ce sujet. Mais que si la France se décidait, de quelque manière que ce fût, à reconnaître D. Miguel, il me semblait assez probable qu'elle en préviendrait préalablement D. Pèdre; que cette démarche serait, au reste, tout à fait dans l'intérêt du Portugal, puisque l'intermédiaire d'une telle puissance lui faciliterait les moyens de renouer ses relations avec le Brésil. — Cette réponse ne parut point faire grand plaisir à mon malicieux interrogateur; nous en restâmes là, et je dois avouer à Votre Excellence que nous nous sommes quittés un peu froidement. Si vous désirez, Monseigneur, que je continue à traiter cette affaire, je vous prie de vouloir bien me confier votre sentiment sur la dernière question que m'a fait le vicomte de Santarem.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : M^{rs} DE BELLUNE.

DE L'AUTHENTICITÉ

DE LA LÉGENDE DE SAINT FRANÇOIS

DITE DES TROIS COMPAGNONS.

Il y a une dizaine d'années, j'ai dû soumettre les documents que nous possédons sur François d'Assise à un sérieux examen, afin d'établir la valeur relative de chacun d'eux, et de déterminer l'usage que peut en faire l'historien. Arrivé devant la fameuse *Legenda S. Francisci a Tribus Sociis conscripta*, j'eus à formuler des conclusions qui, sans être révolutionnaires, étaient pourtant nouvelles et fécondes en résultats : après avoir marqué sa valeur toute particulière, je montrai que le document que nous connaissons aujourd'hui sous ce nom n'est que le premier quart ou le premier cinquième de l'original ; la majeure partie a disparu, et la disparition a été masquée tant bien que mal par l'adjonction de quelques pages racontant brièvement les dernières années de la vie du saint.

Deux conséquences principales découlent de cette thèse : d'abord, bien des récits que nous trouvons éparpillés un peu partout peuvent être des épaves de l'œuvre primitive ; ensuite, il ne faut pas désespérer de retrouver l'original dans son intégrité.

Ces conclusions eurent le plus beau succès que puisse avoir une thèse scientifique, elles furent discutées avec une verve, une ardeur et une élévation de vues auxquelles je suis heureux de rendre hommage. En quelques années la critique des sources franciscaines provoqua plus de travaux que durant plusieurs siècles, et dans la majorité de ces travaux, d'une réelle valeur scientifique, les nouvelles conclusions étaient adoptées dans leur ensemble.

Les choses en étaient là lorsqu'en janvier 1899 deux Franciscains, déjà illustres comme historiographes de l'ordre, les PP. Marcellino da Civezza et Teofilo Domenichelli, publièrent un nouvel état de la célèbre légende, non plus en dix-huit chapitres, mais en soixante-dix-neuf (*La Leggenda di San Francesco scritta da tre suoi Compagni*, pubblicata per la prima volta nella vera sua integrità. Rome, 1899, in-8° de cxxxvi et 270 pages ¹).

1. Dans le nouveau travail d'ensemble que je prépare sur les sources de

J'avais édité entre temps le *Speculum Perfectionis*, ce qui avait aussi jeté un jour nouveau sur la question. La thèse de la disparition d'une partie de 3 Soc. semblait donc à ce moment non seulement adoptée par les critiques les plus scrupuleux, mais vérifiée par la découverte d'une forme déjà bien plus complète de cette légende. On pouvait croire qu'il n'y avait plus qu'à continuer les recherches, pour fixer les points de détail, lorsque le dernier numéro des *Analecta Bollandiana*¹ est venu arracher un cri de surprise à tous les critiques franciscanistes.

Le P. Van Ortroy, sans s'attarder à discuter la question de l'intégrité, déclare purement et simplement que cette légende des *Tres Socii*, sous sa forme traditionnelle, est un pastiche, œuvre d'un faussaire de la fin du XIII^e siècle.

C'est cet article que je désire discuter aujourd'hui.

Il ne s'agit donc pas d'une étude d'ensemble sur la légende 3 Soc., ni d'apprécier les travaux indiqués tout à l'heure; tout cela viendra en temps et lieu. Pour le moment, je voudrais simplement voir si, comme on nous l'assure, il n'y a plus qu'à rayer les 3 Soc. de la série des sources franciscaines.

J'ai quelque peu hésité avant d'entreprendre ce travail, mais il est bon sans doute qu'on voie un critique, que certains représentent comme un iconoclaste, défendre la tradition contre un Jésuite d'une impeccable orthodoxie. L'aventure, pour être curieuse, n'est pas absolument nouvelle. Il y a quelques années, j'ai eu le privilège de défendre victorieusement l'authenticité d'une relique contre un professeur d'université catholique. La victoire fut complète, puisque mon savant contradicteur se déclara convaincu². J'ose espérer qu'il en sera de même aujourd'hui, et que de ce débat il ne restera entre le Bollandiste et moi qu'une poignée de main encore plus cordiale

la vie de saint François, un chapitre spécial sera consacré à l'œuvre si remarquable des PP. Marcellino da Civezza et Teofilo Domenichelli. C'est là aussi que j'examinerai tous les travaux parus sur la question. La liste en est trop longue pour trouver place ici.

1. *Analecta Bollandiana*, t. XIX (1900), p. 119-197.

2. Il s'agit de la bénédiction de saint François, petit parchemin porté en procession à Assise le 1^{er} août, et auquel personne n'avait songé à demander un témoignage historique. F.-X. Kraus, le célèbre professeur de l'Université catholique de Fribourg, crut que je m'étais laissé induire en erreur par une fausse relique datant du XV^e siècle. Ne voulant pas être juge dans ma propre cause, et comme la question était surtout paléographique, je priai la *Theologische Literaturzeitung* de soumettre le débat aux savants allemands les plus compétents. Leur réponse fut absolument favorable à l'authenticité, et le D^r Kraus lui-même, sur le vu de meilleures photographies, fut lui aussi convaincu. Depuis lors, la relique d'Assise a été l'objet d'une foule d'excellents travaux.

que celle que nous échangeons d'ordinaire, et, du côté des spectateurs, que l'impression bienfaisante qu'il n'y a pas deux critiques : à droite, une critique orthodoxe essentiellement conservatrice et affirmative ; à gauche, une critique par principe violente, négative et destructive, mais qu'il n'y en a qu'une qui nous mène tous, que nous venions de l'Orient, de l'Occident ou du Midi, à travers bien des luttes et des difficultés, vers l'autel de la vérité.

Après avoir étudié le travail du P. Van Ortoy avec toute l'attention dont je suis capable, l'authenticité me paraît plus éclatante que jamais. Je lui suis cependant infiniment reconnaissant de l'avoir niée.

D'abord, ce grand coup ira réveiller quelques érudits de profession ou d'occasion qui n'avaient rien voulu savoir des discussions de ces dernières années, et pour lesquels le classement des sources de la vie de saint François était une question définitivement entendue.

Puis, l'opération si brillante accomplie sans nécessité sur ce document nous permet d'espérer que le savant hagiographe ne s'arrêtera pas en si beau chemin : la collection des *Acta Sanctorum* est encombrée de légendes tout autrement dignes de sa sollicitude.

La preuve que la *Legenda 3 Sociorum* est antérieure à 1247, c'est que Celano, qui composa cette année-là, — et cette date est admise par les Bollandistes, — sa seconde Vie de saint François, y puisa tous les éléments de la première partie de sa nouvelle œuvre.

Je sais bien qu'on peut renverser les termes et me dire que 2 *Cel.* est l'original, et la légende traditionnelle des Trois Compagnons la copie ; mais parmi les principes de la critique hagiographique, il n'en est peut-être pas de plus connu ou de plus utile que celui qui concerne ce qu'on me permettra d'appeler le dosage du merveilleux. Réduit à ses termes les plus simples, il pourrait s'exprimer dans la proposition suivante : le rôle du merveilleux dans un document est en raison inverse de l'âge de ce document. Un document contemporain des faits qu'il raconte ne contient guère que des germes de merveilleux. Celui-ci tend naturellement à se développer, et, si l'on a sur un seul et même fait dix documents différents ne portant aucune date, on peut les classer chronologiquement, presque sans aucune chance d'erreur, en observant seulement la place occupée par le merveilleux !

1. On trouve, dans le t. II de la *Collection des études et documents sur l'histoire religieuse et littéraire du moyen âge* (Paris, 1900), une curieuse application de cette méthode pour le classement des innombrables documents concernant l'indulgence de la Portioncule.

Or, que l'on veuille bien comparer à cet égard 2 *Cel.* 1 et 3 *Soc.*, et l'on n'aura pas de peine à voir de quel côté est l'original et de quel côté le remaniement.

Supposons la légende des Trois Compagnons privée de la lettre d'envoi, dépouillée de son *incipit* et de tous les indices qui nous la montrent provenant de l'entourage de saint François; imaginons même qu'elle n'ait laissé aucune espèce de trace dans la littérature franciscaine, et que tout à coup, aujourd'hui, elle nous tombe du ciel : en vertu du principe qui précède, nous serions conduits à la placer après les nombreuses biographies publiées dans les années qui suivirent la canonisation de saint François, et un peu avant la nouvelle tentative de Celano pour compléter son œuvre première.

Voici, à titre d'exemple, quelques-uns des passages où la succession se montre avec une clarté particulière¹.

Dès le chapitre premier, les Trois Compagnons nous montrent la mère de François entourée de ses voisins qui allaient lui signaler les écarts de conduite de son fils. A ces assauts répétés, la bonne Pica répondait de la façon la plus naturelle, comme répondent toutes les mères en pareil cas : « Vous vous méprenez, j'espère bien qu'il deviendra un enfant de Dieu. » Rien là-dedans d'exagéré, c'est beau, à force d'être simple et humain.

C'était trop simple pour Thomas de Celano, et d'un trait de plume il le transforma. Les voisins complimentent Pica sur les belles manières de son fils, et celle-ci devient tout à coup une sorte de prophétesse. Voici les textes :

3 *Soc.* 2 (I).

Mater autem ejus quum de prodigalitate suâ sermo a convicinis fieret, respondebat : « Quid de filio meo putatis? Adhuc erit filius Dei per gratiam². »

2 *Cel.* 1, 1.

Nam Francisci magnanimitatem et morum venustatem admirantibus convicinis, quasi divino instructa oraculo, sic aiebat : « Quid putatis iste filius meus erit? Meritorum gratiâ Dei filium ipsum noveritis affuturum³. »

1. Les relations entre 3 *Soc.* et 2 *Cel.* 1 ont été mises en lumière pour la première fois par le Dr K. Müller, *Die Anfänge des Minoritenordens*; voy. en particulier p. 175 et suiv.

2. Texte du ms. vat. 7339, 65 b. L'édition de Foligno et le ms. de Liège 343 ne fournissent pas de variante.

3. Texte du ms. 686 d'Assise, p. 9. Le ms. de Marseille ne présente qu'une seule variante : *honestatem* au lieu de *venustatem*. Par contre, le P. Rinaldi, ayant mal interprété les abréviations de son manuscrit, donna une leçon où l'évolution légendaire est singulièrement plus avancée : « Multorum, gratiâ Dei, filiorum patrem ipsum noveritis affuturum. »

Devant de pareils textes, il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour voir lequel découle de l'autre, un bon sens élémentaire suffit.

Le même procédé d'amplification se remarque à chaque instant dans l'œuvre de Celano. Que l'on prenne par exemple la réponse que fit François à ses compagnons de captivité à Pérouse. Dans les Trois Compagnons, c'est l'explosion juvénile d'un optimisme tout naturel — *ipse qui naturaliter erat hilaris et jucundus* — et qui ne se laisse point abattre par un obstacle quelconque; chez Thomas de Celano, c'est de nouveau une prophétie en bonne et due forme :

3 Soc. 4 (II).

Quum autem quadam die captivi sui tristarentur, ipse qui naturaliter erat hilaris et jucundus non videbatur tristici sed quodam modo jucundari. Propter quod unus de sociis suis reprehendit eum tamquam insanum, quia scilicet laetabatur in carcere constitutus. Ad quod Franciscus vivâ voce respondit : « Quid putatis de me? Adhuc adorabor per totum mundum¹. »

2 Cel. 1, 1.

Convinculatus cum ceteris squalloribus carceris patitur; absorbentur tristitiâ conceptivi, miserabiliter captivitatis suae plorantes eventum. Exultat Franciscus in Domino, vincula ridet et spernit. Dolentes arguunt jucundantem in vinculis, insanum reputant ac demerentem. Respondet Franciscus propheticè : « In quo exultare me creditis? Meditatio alia subest, adhuc sanctus adorabor per saeculum totum. » Revera sic est, impletum est omne quod dixit².

Il est, je pense, inutile de multiplier ces exemples, qui nous montreraient Celano répétant sans se lasser le même geste, débitant par tout petits morceaux les solides et nobles assises de la légende originale, mais non sans les avoir soigneusement ornementées de fleurs de papier³.

On voudra bien remarquer, à propos de ce texte, que la découverte d'un nouveau ms. de 2 Cel. est venue confirmer la conjecture que je fis jadis (*Vie de saint François*, 1^{re} éd., p. 9, n. 1) sur la préférence à donner à la leçon *Meritorum gratia*.

Le Bollandiste rapproche aussi ces deux passages (p. 142). La liberté qu'il a prise de remplacer, dans 2 Cel. 1, 1 donné comme source, l'incidente *quasi divino instructa oraculo* par trois points (...) me paraît peu scientifique.

1. Texte du ms. vat. 7339, 66a. Ce passage est cité par les Conform., 180 b 2s. L'édition de Foligno donne plusieurs variantes sans importance; le ms. de Liège est identique à celui du Vatican.

2. Texte du ms. 686 d'Assise. Celui du ms. de Marseille, fol. 1 a-b, est identique.

3. Dans 3 Soc. 24 (VII), François prédit en français que Saint-Damien deviendra un monastère de femmes. Dans 2 Cel. 1, 8, l'auteur ajoute une glose et nous explique : « Ardentia verba foris eructans, gallice loquebatur, se apud

Mais la passion de l'amplification se marque de deux manières. Tantôt, comme nous venons de le voir, elle ajoute des éléments merveilleux, tantôt elle fait disparaître les éléments humains. Chronologiquement, ce travail d'élimination est même en général le premier; je l'ai indiqué en second lieu parce qu'il est plus difficile à saisir. Voyez une légende à évolution rapide : deux ou trois remaniements suffisent à la dépouiller de presque toute originalité. Dans la légende de Bonaventure, les traits purement personnels et humains de la figure de François sont déjà presque totalement éliminés.

Thomas de Celano, travaillant sur la légende des Trois Compagnons, a procédé à cet élagage d'un genre spécial avec la même tranquille inconscience qu'il avait tout à l'heure lorsqu'il s'agissait de transformer ou de forcer le sens de certains récits.

Il laisse tomber purement et simplement les passages où sont relatées les bizarreries du saint : on chercherait en vain chez lui un écho même affaibli du passage où les Trois Compagnons nous le montrent mélangeant dans ses vêtements les étoffes les plus ordinaires aux plus précieuses, uniquement pour attirer l'attention¹.

Il néglige aussi certains mots, particulièrement précieux pour nous, parce qu'ils portent l'empreinte du style de François : *In cibis quos edebat saepe ponebat cinerem dicens fratribus in abstinentiae suae velamen fratrem cinerem esse castum*. 3 Soc. 44 (V).

Enfin les Trois Compagnons n'hésitent pas à montrer que parmi les péchés contre lesquels François eut le plus à lutter, en fut un qui sans doute fera sourire, celui de gourmandise. Durant sa jeunesse, il s'était nourri à peu près exclusivement d'électuaires et de confitures². Cet humble détail, pourtant si consolant pour les enfants gâtés, a dû paraître tout à fait scandaleux à Thomas de Celano, et il le passe.

Mais, s'il est très naturel que 2 *Cel.*, venant après 3 *Soc.*, ait ainsi transformé leur œuvre, il est tout à fait impossible de nous imaginer un faussaire de la fin du XIII^e siècle qui ferait exactement le contraire de ce qu'ont fait de toute éternité les compilateurs de légendes. Qu'on lise le *De laudibus b. Francisci*, composé par Ber-

illam gentem praecipue honorandum praenoscens et reverentiâ speciali colendum. »

1. 3 Soc. 2 (I). « In curiositate etiam tantum erat vanus quod aliquando in eodem indumento pannum valde carum panno vilissimo consui faciebat. » Ms. vat. 7339, 65 b. L'édition de Foligno et le ms. de Liège (343) n'offrent aucune variante.

2. 3 Soc. 22 (VII). « Electuariis et confectionibus utebatur et a cibis contrariis abstinebat. »

nard de Besse vers 1275, et on verra dans quel sens allaient les préoccupations des auteurs de légendes franciscaines.

Ainsi donc, le rapprochement de 2 *Cel.* 1 et de 3 *Soc.* a pour conséquence d'établir la priorité de l'œuvre traditionnelle des Trois Compagnons. Nous pourrions à la rigueur nous arrêter là, mais il n'y a aucune raison pour nous priver du plaisir de montrer qu'on arrive toujours à cette même solution, quel que soit le côté par lequel on aborde cette question.

Chaque écrivain a son style, mais cette griffe d'authenticité est loin de se retrouver au même degré dans tous les ouvrages du même auteur. Un poète, par exemple, frappe fatalement ses vers à son effigie. Mais supposez-le chargé de faire en prose une œuvre historique, obligé de recueillir çà et là des indications, de tenir compte d'une foule de renseignements oraux : une sorte de lutte s'engagera entre son génie et les nécessités de sa tâche. Son originalité ne disparaît pas, mais elle est singulièrement atténuée.

Enfin supposez le même poète chargé de revoir et de combiner des documents écrits ; cette fois il devient un pur et simple compilateur : ce n'est plus lui qui marche, ce sont les documents qu'il a sous les yeux qui le mènent. Il émaillera peut-être çà et là ses extraits de phrases personnelles, mais elles se détacheront criardement et marqueront plus vivement encore le caractère fragmentaire de son œuvre.

Or ces trois étapes ont été parcourues par Thomas de Celano : dans le *Dies irae* il est complètement maître de son style. Dans la première Vie, ne travaillant guère que sur des données orales, il marque encore presque toutes les pages de son empreinte. Dans la seconde Vie, son style ne réapparaît que de loin en loin, presque à la dérobée ; c'est manifestement parce qu'il copie et fait œuvre de compilateur.

Et maintenant abordez la légende des Trois Compagnons : on a parlé des bribes qui la composent, mais ce mot me paraît merveilleusement mieux définir 2 *Cel.* 1. Pour 3 *Soc.*, au contraire, si bribes il y a, elles sont si bien fondues, amalgamées dans l'ensemble, que cette œuvre se présente, sous le rapport du style, exactement sur le même plan que 1 *Cel.* On voit donc très bien comment de 3 *Soc.* a pu sortir 2 *Cel.* 1 ; mais, soit qu'on envisage le rôle du merveilleux dans ces deux documents, soit qu'on étudie le style, il est impossible d'admettre la filiation contraire.

Soutenir que la légende des Trois Compagnons est sortie de 2 *Cel.* 1, c'est dire que ce que n'a pas pu faire Thomas de Celano, l'admirable poète, ce que n'a pas pu faire Bonaventure, l'auteur inspiré de tant de chefs-d'œuvre de théologie mystique, un faussaire quelconque de

la fin du XIII^e siècle a su le réaliser. Là où eux n'ont su être que de prudents compilateurs, lui a accompli ce tour de force de prendre toutes ces pierres éparses et de leur souffler la vie.

Mais, bien que les considérations qui précèdent soient pleinement suffisantes, à notre avis, pour établir la priorité de la légende des Trois Compagnons par rapport à 2 *Cel.* 1, ces pages seraient incomplètes si nous n'examinions par le détail tous les arguments qui, d'après le Bollandiste, établissent la thèse contraire.

Depuis des siècles, la légende des Trois Compagnons est considérée comme la perle des documents franciscains. Barthélemy de Pise aussi bien que Wadding, le Bollandiste Suyskens aussi bien que M. l'abbé Le Monnier, y ont puisé comme à la source par excellence. Elle avait eu même ce rare privilège d'être préférée à la fois par ceux qui recherchent avant tout l'édification¹ et par de purs érudits tels que le D^r Karl Müller². Cette sorte de *consensus* n'a point ému les Bollandistes; ils ont fort bien vu que l'argument d'*autorité* n'avait rien à faire en ces matières. On ne saurait trop les en louer.

Ce qui les a amenés tout à coup à une si nouvelle et si radicale conclusion, c'est le contraste qu'il y a entre la lettre des Trois Compagnons qui sert de préface à la légende et la légende elle-même.

Ils ont donc admis pour ce point spécial et limité les remarques que j'ai faites il y a quelques années en comparant la lettre et la légende³. On devine combien j'ai été heureux de voir ces doctes critiques entrer ici dans mes vues⁴.

Là où nous nous séparons, c'est quand il s'agit de déterminer les causes de cet écart : le livre ne tient pas les promesses du sommaire ; les Bollandistes en concluent qu'il n'y a aucun rapport entre eux. Plus modéré, j'en ai conclu que le livre avait été jadis plus complet, et que, dans cet état primitif, le sommaire et le contenu avaient entre eux une correspondance parfaite.

Cependant je n'étais pas parvenu à cette conclusion d'emblée. Mon premier mouvement, en constatant l'écart, avait été de songer à

1. Il en a été publié de nos jours deux traductions françaises, honneur que n'ont eu, si je suis bien informé, ni les légendes de Celano, ni celles de Bonaventure.

2. *Die Anfänge des Minoritenordens*, passim.

3. *Vie de saint François*, 1^{re} éd., p. LXII et suiv.; *Collection d'études et de documents*, [Speculum Perfectionis], t. I, p. XX, n. 1.

4. *An. Boll.*, p. 120 : « Son contenu (de la légende) jure avec les belles promesses de la lettre d'envoi. » *Ibid.*, p. 128 : « Ce qui achève de compromettre la lettre d'envoi et de montrer qu'elle n'a aucun rapport avec ce qui suit, ce sont les anachronismes inconcevables... »

quelque énorme supercherie hagiographique, mais de nouvelles lectures, la comparaison de la légende avec les autres documents, me firent peu à peu effacer tout ce que j'avais écrit dans ce sens.

Le fait que j'ai eu un moment l'opinion qui est aujourd'hui celle des Bollandistes me fait espérer que nos vues arriveront à concorder aussi pour les conclusions, et qu'en tous cas les considérations qui suivent ne leur paraîtront pas tout à fait sans valeur.

« La légende traditionnelle des Trois Compagnons, nous dit-on, est un habile pastiche datant au plus tôt de la fin du XIII^e siècle¹. »

Comme on l'a bien vu, une difficulté se présente aussitôt, celle de concilier ceci avec les affirmations de la lettre d'envoi : « Cette missive, déclare alors le Bollandiste, se rattache à quelque document franciscain aujourd'hui perdu, ou bien elle a été fabriquée par un faussaire, qui n'a pas l'air d'ailleurs d'avoir agi dans un but polémique quelconque. En effet, rien n'est plus pacifique ni plus anodin que la légende des Trois Compagnons². »

Ainsi donc il suggère deux explications, mais sans se prononcer définitivement pour l'une ou pour l'autre. D'ailleurs, la question de la missive semble lui paraître de très mince importance. Il y fait encore allusion plus loin pour déclarer qu'elle « demeure une énigme³, » et c'est tout.

Mais n'est-ce pas se débarrasser un peu lestement de ce document ?

Les deux explications données semblent à peu près également faibles, et, en y regardant de près, on s'aperçoit bien vite que la première ne figure guère ici que pour la forme. Mon savant ami se sera rappelé qu'il était prêtre, et, tel un aumônier qui annonce la mort d'un patient, il a voulu mettre quelques ménagements avant de prononcer le mot fatal⁴.

Reste l'hypothèse de la fabrication de la lettre par un faussaire. Examinons-la de plus près.

La lettre et la légende ne sortent pas de la même plume, puisque les deux documents ne se correspondent pas. Il y a donc eu deux faussaires. Deux faussaires ! Mon Dieu ! cela n'a rien d'impossible

1. *An. Boll.*, p. 120.

2. *An. Boll.*, p. 120.

3. *An. Boll.*, p. 139.

4. En effet, de deux choses l'une : ou bien le P. Van Ortroï devrait admettre ma thèse d'une perte partielle, or, il la combat ; ou bien il devrait montrer la possibilité d'une perte totale ; or, non seulement il n'y fait plus même allusion, mais tous les arguments qu'il oppose à l'existence, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, de la légende traditionnelle, prouveraient à *fortiori* l'inexistence à cette époque d'une légende bien plus développée et correspondant à la missive.

dans les maquis de l'hagiographie, mais j'ai beau me promener à travers les salles du Museum Bollandianum et supplier qu'on m'exhibe les spécimens des mieux réussis de cette faune spéciale, je ne parviens pas à trouver la série dans laquelle il faudrait classer nos deux misérables.

Les Bollandistes, d'ailleurs, ont aussi l'air d'être fort embarrassés pour les caser. Ils se tirent de la difficulté en les laissant là, tout bonnement. N'est-ce pas très étrange? En général, il n'est pas difficile de voir dans quel intérêt ont agi les faussaires, intérêt spirituel ou temporel. Ici, impossible.

La missive indique une dose d'intelligence peu commune. C'est un chef-d'œuvre de malicieuse bonhomie à l'adresse des biographes officiels du saint, et cela dans les formes les plus achevées de l'urbanité monastique. De plus, l'auteur a dû merveilleusement connaître l'histoire, pourtant si compliquée, de l'ordre¹. On chercherait en vain dans cette lettre quelque chose qui ne cadrât pas avec les sentiments que pouvaient avoir les *Tres Socii* en 1246. Et alors une question se pose : le faussaire a-t-il fait sa lettre en vue de la légende qui aurait déjà existé? Si vous me dites oui, je vous réponds : mais comment celui qui se meut avec tant de dextérité au milieu de toutes ces difficultés n'a-t-il pas su faire concorder sa lettre avec le contenu de la légende?

Si vous me dites que la légende n'existait pas encore, expliquez-moi alors comment ces deux pièces ont pu se rencontrer et aller dorénavant l'une avec l'autre dans tous les manuscrits².

Aucune de ces considérations n'a de valeur absolue, et dans le monde des légendes on peut voir d'étranges choses, mais ici les invraisemblances sont toutes du même côté, de celui de la non authenticité.

Examinons maintenant les détails mêmes de l'argumentation des Bollandistes.

Tout d'abord, ils font ressortir avec raison les emprunts que les

1. Qu'on me permette de renvoyer pour la preuve détaillée de tout ceci à l'étude d'ensemble sur la *Legenda Trium Sociorum* qui paraîtra dans les sources de la *Vie de saint François*.

2. *An. Boll.*, p. 124. « L'examen des manuscrits, — et ils sont en assez grand nombre, — témoigne en faveur d'un texte invariablement le même. » Les Bollandistes ont parfaitement raison d'opposer cet argument à ma thèse de la disparition de la majeure partie de 3 *Soc.* Mais comment se fait-il qu'ils n'aient pas vu que cet état actuel des textes peut être invoqué avec plus de force contre leur thèse de l'inauthenticité?

Trois Compagnons traditionnels font à la première Vie de Celano et font remarquer avec non moins de raison que la lettre d'envoi avait promis du neuf. Voilà qui est fort bien. Mais oublient-ils que tout à l'heure ils ont sacrifié cette lettre? Elle ne peut pourtant pas ne pas exister et exister tout à la fois.

« Les emprunts considérables faits à la première Vie de Celano sont bien peu en harmonie avec les promesses si catégoriques des Trois Compagnons¹. » Mon intelligence se brouillerait-elle? Je ne puis comprendre comment X, le faussaire de la lettre, aurait pu engager Y, le pasticheur de la légende, ou comment ce malheureux Y serait responsable des engagements de X.

Étant données les mœurs du temps, il me semble fort naturel que les Compagnons aient emprunté bien des pages au premier biographe. Quand Bonaventure copie Thomas de Celano à peu près constamment et exclusivement, comme les Bollandistes l'ont fort bien mis en lumière², ils admirent l'approbation morale que le saint docteur donne ainsi aux travaux du biographe? Mais pourquoi ne pas juger de même les emprunts faits par les Trois Compagnons? Tout nous permet de croire que leur prestige était considérable, et qu'ils ne firent pas seulement honneur à Celano, qu'ils eurent ainsi pour lui, après les légères malices de la lettre, une vraie charité, puisque copier c'est approuver. Je veux penser que Celano était un peu honteux du rôle qu'il avait donné à frère Élie dans son premier travail.

« Il ne pouvait pas, dit-on, entrer dans les intentions de Crescenzo qu'on vint lui répéter ce que le premier biographe avait bien mieux exprimé. Qu'on le corrigeât et le complétât, soit, mais non qu'on le copiât servilement, avec la prétention de révéler du neuf. »

C'est là attribuer à Crescentius des idées de Bollandiste; c'est lui faire le plus grand honneur. Reste à savoir s'il le mérite? Peut-être serait-il plus naturel de penser que ce vieillard eut alors les mêmes préoccupations que la plupart des membres de l'ordre. La légende officielle (*1. Cel.*) était devenue impossible. Les modérés avaient transformé la vérité au profit d'Élie; la vérité se vengeait, et dans les bourgades où les frères passaient, les gamins des rues dansaient la ronde autour d'eux, leur chantant :

Hor attorna fratt Helya
Ke pres' ha la mala via³.

Ces injures, qui se répétaient à chaque instant, étaient devenues

1. *An. Boll.*, p. 127.

2. *An. Boll.*, XVIII, p. 96, et XIX, p. 141.

3. Salimbene, éd. 1857, p. 412.

insupportables aux frères. Lorsque le chapitre de 1244 se réunit, le renouvellement de la légende n'était pas seulement dans tous les vœux, il s'imposait comme une nécessité urgente et absolue. Voilà ce que Crescentius dut voir comme tout le monde. Dans tout cela, les préoccupations historiques ne sont pour rien.

Le chapitre se rendit-il compte que la responsabilité de Thomas de Celano était singulièrement atténuée, qu'il n'avait fait, en somme, qu'exécuter une commission papale. C'est fort possible, et on peut même penser que, tout en désirant le renouvellement de la légende, il voulut adoucir un peu ce qu'une telle décision pouvait avoir de désagréable pour l'historien officiel, en parlant d'additions à faire à la légende. Mais le sens vrai de la décision était pour tout le monde aussi clair que l'est pour nous le sens des documents où l'autorité ecclésiastique a la charité d'*accepter* la démission de certains dignitaires, au lieu de les relever purement et simplement de leurs fonctions.

C'est bien ainsi que le comprirent les Trois Compagnons. Et tout en retenant en théorie la lettre de la décision capitulaire, en pratique ils en suivent l'esprit. Et la preuve qu'ils n'avaient pas tort, c'est que Celano lui-même, qui, au premier moment, avait pris au pied de la lettre les formules de politesse du chapitre, finit par comprendre et par refondre complètement son œuvre¹.

Telle était donc la situation en 1244. Frère Léon et les Compagnons étaient amenés, par la force même des choses, à en profiter, et on peut dire qu'ils le firent avec infiniment de tact et de mesure, en incorporant à leur œuvre la plus grande partie possible de *1 Cel.* et en se bornant à le compléter².

Ils voulurent faire, dans la mesure du possible, œuvre de conciliation, et, décidés comme ils l'étaient, je crois, à raconter la deuxième période de la vie de François à travers le *Speculum Perfectionis*, ils crurent peut-être habile, voire même aimable, de raconter la première à travers *1 Cel.*

On ne saurait trop répéter que pour comprendre tout cela il faut

1. Le ms. 686 d'Assise, auquel correspond l'édition Amoni, nous donne une seconde Vie conçue comme un supplément de la première; c'est une collection de chapitres additionnels. — Le ms. de Marseille nous donne une œuvre où Celano devient son propre compilateur et fusionne, en l'abrégant çà et là, la seconde Vie avec les parties principales de la première.

2. J'avoue ne pas comprendre comment les Bollandistes (voy. page précédente) peuvent parler comme si les 3 *Soc.* ne corrigeaient pas et ne complétaient pas *1 Cel.* Ils le complètent si bien que 2 *Cel.* 1 n'est en quelque sorte que l'enregistrement par Thomas de Celano de ces données complémentaires.

absolument nous débarrasser de nos idées modernes sur la propriété littéraire. Dans certaines parties de l'Auvergne, les gens du pays ne croient pas pouvoir faire à leurs visiteurs de plus grand honneur que de manger dans leur assiette. Il faut bien, lorsqu'on traverse ces contrées, tenir compte de ces mœurs. J'ajoute qu'on doit en tenir compte avec tous les habitants, et ne pas trouver mauvais chez les uns ce qu'on comprend très bien chez les autres.

Et ici je voudrais chercher un peu querelle à mon savant ami. Par moment, on a la sensation qu'il a deux poids et deux mesures. Un pour les Trois Compagnons, un pour Bonaventure. Pourquoi toujours imputer à crime aux Trois Compagnons la reproduction de documents antérieurs qu'on trouve fort naturelle chez Bonaventure? Pourquoi cette déplaisante expression de *pastiche* qui revient sans cesse pour qualifier l'œuvre des premiers, jamais pour celle du second? Ce terme est absolument exact; seulement, si on veut être juste, il faut l'appliquer à presque toutes les légendes.

Mettons les choses au pire; acceptons un instant que la légende traditionnelle des Trois Compagnons soit de la fin du XIII^e siècle; toute la différence entre le pastiche de saint Bonaventure et le leur, c'est que le leur est bien mieux réussi. Venant trente ans après lui, ayant non seulement celui-ci sous les yeux, mais toute la série des sources antérieures et postérieures, ils auraient accompli ce prodige qu'au milieu de difficultés bien plus grandes, ils auraient réussi à nous peindre François, à la fois plus vivant, plus simple, plus italien. La thèse de l'inauthenticité se résume en ceci : voilà une copie qui est plus belle et plus vraie que l'original!

J'espère que le temps n'est pas loin où les Bollandistes s'apercevront qu'en attaquant tout à coup cette légende ils ont été victimes d'un accès de mauvaise humeur. Les longues pages qu'ils lui consacrent sont parsemées de paroles désobligeantes qu'on est peu habitué à rencontrer dans la collection des *Analecta*.

J'ai beau chercher les *développements oiseux* qu'ils signalent dans le chapitre XII², je n'y trouve, à côté de renseignements qui sont communs à 3 *Soc.* et à 1 *Cel.*, que des pensées très simples, du parfum franciscain le plus pur. C'est là sans doute une affaire d'impression qui est fort discutable, aussi n'y veux-je pas insister.

Mais il est un point sur lequel nous avons le droit de nous étonner sans mesure : c'est quand on nous dit que ces *développements oiseux*

1. *An. Boll.*, p. 120, 128, 133.

2. *An. Boll.*, p. 182. Cf. p. 132, n. 1 : « Ils ont voulu, par des explications, renchérir sur le texte du biographe officiel et ils l'ont fait gauchement. »

trahissent la préoccupation de renchérir sur le modèle. Serait-ce de la cécité? Je trouve des passages où les Trois Compagnons (s'ils ont écrit après Bonaventure) ont dépouillé les faits de toute couleur miraculeuse, je n'en vois pas un seul où ils aient fait le contraire¹.

Et maintenant, qu'il me soit permis de suivre pas à pas l'argumentation du savant hagiographe. Je ne le fais pas sans quelque appréhension, voire même sans une sorte de remords. Il y a certains érudits qui, à force de regarder avec la loupe, en arrivent à ne plus savoir s'en passer. Que cet instrument soit précieux, indispensable, je me garderai bien de le contester; mais, ici comme ailleurs, il est une juste mesure; celui qui scrute trop le détail risque de perdre de vue l'ensemble et de ressembler à ce personnage du conte allemand qui, gêné par les arbres, ne voyait plus la forêt.

1. On a déjà vu plus haut (voy. p. 64) l'indication d'un certain nombre de passages où l'évolution légendaire a déjà fait des progrès de 3 Soc. à 2 Cel. 1. Il suffira donc ici d'en donner un exemple pour ce qui concerne Bonaventure : les Trois Compagnons nous racontent de la façon la plus simple la rencontre que fit saint François d'un lépreux : « Quum prope Assisium equitaret, leprosum quemdam habuit obvium, et quia consueverat multum horrere leprosos vim semetipsi faciens, descendit de equo, et obtulit illi denarium, osculans sibi manum et accepto osculo pacis ab eo reascendit equum et prosequitur iter suum. » 3 Soc. 11 (IV) (ms. vat. 7339, 69 a). Or, que lisons-nous dans Bonaventure 11 (I) et dans 2 Cel. 1, 5? Le même miracle, mais accompagné d'un incident qui ouvre toute grande la porte aux amplifications légendaires : « Statim autem equum ascendens et se circumquaque convertens, quum campus pateret undique liber leprosum illum minime vidit. » Un lépreux, capable de disparaître ainsi, était donc une apparition, et une apparition du Messie que la Bible peint parfois sous les traits d'un lépreux (Is. 53, 4. Cf. Bon. 13). Le Bollandiste Snyskens a fort bien vu que, de 3 Soc. à Bon., la légende s'était transformée (il ne connaissait pas l'anneau intermédiaire de 2 Cel. 1) et il dit (A. SS., oct., t. II, p. 745, note m.) : « Innuit hic sanctus doctor leprosum illum non vulgarem hominem fuisse, sed spectaculum divinitus oblatum, » et ailleurs (*Ibid.*, p. 566), avec plus de clarté encore : « Bonaventura credidit, Christum leprosi specie ei apparuisse, quia ubi ille equum rursus ascenderat leprosum amplius non vidit : Hoc non habent priores; at sanctus doctor id discere potuit ex aliis S. Francisci Sociis quos consuluit. »

Si nous admettons que 2 Cel. 1 est venu après 3 Soc. et avant Bon., tout s'explique le plus naturellement du monde : c'est la légende qui se forme. Si, au contraire, nous voulons que 3 Soc. ait été composé vers la fin du XIII^e s., nous nous trouvons en face d'un document qui, bien loin de *renchérir* sur les sources, en ferait disparaître la partie merveilleuse. A la rigueur, on pourrait voir dans ces retranchements le désir d'être bref, mais les Bollandistes ont fort bien vu que « nos auteurs cherchent avant tout à être complets sur les points qu'ils touchent » (*An. Boll.*, p. 127). Par suite de ce désir de ne rien laisser de côté, ils seraient même allés jusqu'à coudre bout à bout deux versions différentes de la visite à Innocent III (*Ibid.*, p. 127).

Dans le travail des Bollandistes, qui est, je crois, le plus long que l'on ait jamais consacré à la Légende des Trois Compagnons, on chercherait en vain une page nous offrant un coup d'œil sur l'ensemble de ce document. Au lieu d'en saisir la belle unité, ils n'aperçoivent que les « bribes » qui le composent¹. Ils n'en ont vu ni l'originalité religieuse, ni l'originalité littéraire. Nous reviendrons en terminant aux côtés intimes par lesquels l'œuvre des Trois Compagnons se différencie nettement des autres biographies, mais je désire attirer d'un mot l'attention sur le style de cette légende. Au siècle dernier, le Bollandiste Suyskens l'avait fort bien vu², et récemment Mgr Faloci-Pulignani trouvait un mot heureux pour indiquer la « serafica simplicita » comme le caractère qui frappe dès l'abord le lecteur de l'œuvre des Trois Compagnons³.

Les Bollandistes ont, paraît-il, éprouvé une impression toute contraire. Ils terminent leur paragraphe sur les rapports de *3 Soc.* avec Julien de Spire par une question fort naturelle. Étant donné que Julien de Spire n'est qu'un remaniement de *1 Cel.*, pourquoi les *3 Soc.*, au lieu de puiser toujours chez *1 Cel.*, vont-ils tout à coup faire des emprunts à Julien de Spire? « Pourquoi cette préférence singulière? Il serait oiseux, répondent-ils, de le conjecturer. » Voilà qui est parler d'or en philosophes et en gens de sens pratique.

Mais hélas, il est un démon qui pousse les hommes à ne point se contenter à si bon compte, et nos critiques ajoutent aussitôt : « Constatons seulement que la nouveauté des renseignements n'y est pour rien... Le fait de copier deux auteurs différents, dont l'un n'est que le résumé de l'autre, montre qu'on est guidé uniquement par des préoccupations littéraires⁴. »

Des préoccupations littéraires ! Voilà ce qu'on est arrivé à trouver dans cette légende. Et, quand je pense que les Bollandistes proclament cela dans le travail où ils croient pouvoir nous prouver que la légende traditionnelle des Trois Compagnons date de la fin du *xiii^e* siècle, que son auteur a utilisé, non seulement Celano et Bonaventure, mais tous les autres biographes primitifs, mon étonnement est vraiment sans bornes. Mais comment ne voyez-vous pas que, si la légende des *3 Soc.* est postérieure à *2 Cel.*, vous êtes obligés de vous représen-

1. « La double série de récits (*1 Cel.* et *2 Cel.*) se rencontre enchevêtrée souvent bribe par bribe dans la légende des Trois Compagnons » (*Ibid.*, p. 127).

2. « Hoc Trium Sociorum Opusculum, stilo admodum simplici conscriptum... » (*4. SS.*, t. II, p. 549 c).

3. « Questo breve lavoro è di somma importanza, perchè scritto con serafica semplicità » (*Miscell. fr.*, t. VII, p. 153).

4. *An. Boll.*, p. 127.

ter l'auteur comme passant la meilleure partie de son temps à remanier le style de Celano pour l'éteindre, en arracher les jeux de mots et les préciosités, toutes ces verroteries si chères aux gens du XIII^e siècle? Connaissiez-vous, dans toute la littérature hagiographique, un seul exemple d'un travail pareil? Non, n'est-ce pas, et il faudra bien en venir un jour ou l'autre à confesser que dans la légende franciscaine l'évolution a suivi sa marche ordinaire et normale.

Mais, si provisoirement nous admettons votre thèse, voyez au moins les conséquences qu'elle entraîne. L'écrivain qui aurait fait sortir *3 Soc.* de Bonaventure et de Bernard de Besse, pour ne nommer que ceux-là, bien loin d'être conduit par des préoccupations littéraires, serait un miracle de simplicité.

Dans la question des rapports entre *3 Soc.* avec *1 Cel.* et Julien de Spire, tout s'explique avec la plus grande facilité. Tout à l'heure, je parlais de ces paysans de l'Auvergne qui, lorsque vous allez les voir, croient devoir manger dans votre assiette. Mais, si les hôtes sont deux, force leur est de ne pas faire de jaloux et de puiser tantôt ici et tantôt là. En gens intelligents et pleins de tact, ils puisent surtout dans l'assiette du plus honorable.

Les choses ici doivent s'être passées d'une manière analogue. Les Trois Compagnons n'avaient aucune raison de préférer les récits de Celano, en tant que récits, à ceux de Julien de Spire, mais peut-être avaient-ils de bonnes raisons pour faire le plus d'emprunts possible à Celano, sans cependant vouloir contrister le célèbre liturgiste dont les antiennes chantaient dans leur mémoire.

Les Bollandistes relèvent ensuite quatre anachronismes qui, à leur avis, prouveraient que la légende traditionnelle n'a pas été écrite par les compagnons du saint.

A. Le premier concerne la règle primitive : saint François, nous raconte la légende, alla soumettre à Innocent III « *regulam quam scripserat verbis simplicibus utens sermonibus sancti Evangelii ad cujus perfectionem totaliter inhiabat* ¹. » — « Mais, nous dit-on, la règle ainsi embellie de maximes de l'Évangile ne fut certes pas la première. Au témoignage du chroniqueur, Jourdain de Giano, le soin d'appuyer les préceptes de la règle sur des paroles de la sainte écriture fut confié au frère Césaire de Spire, et Césaire de Spire n'entra dans l'ordre que vers 1219 ². »

Mais en quoi le fait que vers 1220 Césaire ait travaillé à la règle

1. *3 Soc.* 41 (XII).

2. *An. Boll.*, XIX, p. 128.

exclut-il la possibilité d'une courte règle primitive, composée presque exclusivement de passages évangéliques? Le témoignage de 3 *Soc.* concorde ici parfaitement avec 1 *Cel.* De quel droit vient-on accuser celui-ci d'erreur? Tous les historiens franciscains indiquent trois passages évangéliques qui, à l'origine, constituaient le programme de la nouvelle association. Bonaventure et les autres nous les citent, et leurs indications correspondent parfaitement à la description des *Tres Socii*¹.

Il est vrai qu'un peu plus loin on cherchera à mettre les Trois Compagnons en contradiction avec eux-mêmes. Ne nous racontent-ils pas que, le jour de la vocation de frère Bernard, François et ses compagnons « simplices erant et nescierunt invenire verbum Evangelii de renunciacione sæculi²? » Tout d'abord, nous pourrions faire remarquer que cette scène de la vie de François devait, avant toute autre, appeler le travail de la légende. Dans ces cas-là, il s'établit une sorte de lutte entre la réalité des faits et ce qu'on pourrait appeler le protocole légendaire. L'histoire nous fait voir les hommes agissant; la légende nous les montre mus par des ressorts mystérieux. Il y avait une sorte d'impossibilité à ce qu'on n'intercalât pas ici un miracle. A un François cherchant dans l'Évangile certains passages, on devait, tôt ou tard, substituer un François tombant par miracle sur ces passages.

Mais ne nous arrêtons pas à discuter jusqu'à quel point des nécessités de ce genre ont pu peser sur ce récit, et prenons-le à la lettre. De ce que François n'était pas capable de trouver sur-le-champ, dans un évangélaire, les péripécies qu'il désirait lire à ses disciples, on en conclut qu'il n'était pas capable de les avoir dans la mémoire et dans le cœur et d'en faire la pierre angulaire de son œuvre de rénovation? Mais un pareil raisonnement est-il bien probant?

Pour savoir quelle connaissance saint François a eue de l'Évangile, le mieux est, je pense, d'aller le demander à François lui-même et à ses œuvres. Ouvrez les opuscules, lisez toutes ces pages où le Poverello épancha son cœur, parla si bien au nom de Jésus que l'on a parfois de la peine à voir si c'est le Christ de la Galilée qui parle ou son disciple de l'Ombrie. Puis, dites-moi si vraiment il est impossible qu'il ait mis sur pied une règle formée de citations de l'Évangile.

J'avoue bien volontiers qu'il y aurait un cas dans lequel ma démonstration serait sans valeur, ce serait si les opuscules de saint François étaient inauthentiques.

Le P. Van Ortroy sera fatalement amené à briser, encore ici, avec

1. Bon. 28 (III); 1 *Cel.* 32 (XIII); 24 (X); 2 *Cel.* 1, 10.

2. 3 *Soc.* 28 (VIII).

toute la tradition, et à déclarer fabriquées par quelque obscur faussaire ces pages qui sont peut-être ce que le moyen âge nous a légué de plus simple, de plus pur et de plus radieux. Tout se tient dans la critique historique : le savant Jésuite, ayant nié l'authenticité du *Speculum Perfectionis*, était contraint par la logique à nier celle des *Tres Socii*. Nous devons lui savoir gré de s'être montré conséquent¹.

Les Bollandistes continuent (p. 429) :

Au moment de quitter Innocent III, François *genibus flexis promisit domino papae obedientiam et reverentiam humiliter et devote. Alii autem fratres secundum praeceptum domini papae beato Francisco similiter obedientiam et reverentiam promiserunt*². Les premières paroles peuvent appartenir au texte de la règle approuvée par Innocent III. Mais les dernières furent insérées dans la règle qu'Honorius III approuva bien des années plus tard, en 1223 : *Et alii fratres teneantur fratri Francisco et ejus successoribus obedire*. Comment le frère Léon peut-il faire cette confusion, lui qui assista à la rédaction de cette dernière règle ?

Quand on fait le procès d'un document, tout comme lorsqu'on fait celui d'un homme, le premier devoir du juge est de comprendre l'accusé *pure et simpliciter*, comme aurait dit saint François, et de ne pas mettre dans ses paroles autre chose que ce qu'il y a mis.

Or, dans le passage cité plus haut, que prétendent les Trois Compagnons ? Nous donner un extrait de la règle ? Pas le moins du monde. Ils nous racontent des faits qui ont suivi l'approbation de la règle. Celle-ci a été approuvée, et de cette approbation découlent certaines conséquences pratiques ; mais la succession de ces deux moments est parfaitement indiquée par l'incidente *His ergo concessis*.

Exégétiquement rien, absolument rien ne nous indique que les *Tres Socii*, en disant : « Alii autem fratres secundum praeceptum domini papae b. Franciscus similiter obedientiam et reverentiam promiserunt, » aient voulu citer un passage de la règle primitive³.

1. A la fin du paragraphe que nous venons d'examiner se trouve encore un mot désobligeant des Bollandistes à l'adresse des 3 Soc., qui « affectent de ne point ignorer que leur père « plures regulas fecit et eas expertus est, prius-« quam faceret illam quam ultimo reliquit fratribus. » Mais, quelle affectation y a-t-il à dire la vérité ? Comment ne voit-on pas que dans ces quelques mots se révèle la valeur historique de notre légende ? Cette phrase est comme un trait de lumière sur le caractère de François et les origines de l'ordre. Elle est une de celles qui ont servi à la critique scientifique actuelle comme de tour d'observation, lui ont permis de sonder l'horizon et de découvrir une quantité de détails nouveaux et précieux. C'est l'humanité de saint François qui s'accuse ici, et ce trait seul suffirait à la rigueur à nous montrer la distance qui sépare cette légende de celle de Bonaventure.

2. 3 Soc. 52 (XII).

3. Cela est si vrai que le D^r Karl Müller, qui a scruté, avec une science à

Mais, la question ainsi résolue du côté de l'interprétation du texte, nous avons le droit de rechercher quelle peut être la valeur historique du renseignement. Nous n'avons malheureusement aucun autre document qui nous permette de le contrôler, et nous sommes réduits à nous demander si vraiment cette scène a dû se passer. Or, bien loin de présenter la moindre difficulté, elle s'impose en quelque sorte en vertu de la logique des faits, tout aussi sûre que cette autre logique qui permettait à De Rossi de reconstituer certaines inscriptions dont il n'avait plus que des fragments.

Le fait d'avoir autorisé la fraternité à suivre la nouvelle règle entraînait fatalement des conséquences pratiques, et ce sont ces conséquences qui sont indiquées de la façon la plus heureuse par les Trois Compagnons.

B. Les Bollandistes continuent :

Autre anachronisme. Voici comment il est parlé de l'institution des Pauvres Dames : *Quarum vita mirifica et institutio gloriosa a sanctae memoriae domino papâ Gregorio IX, tunc temporis Hostiensi episcopo auctoritate sedis apostolicae est plenius confirmata*¹. Or, cette confirmation ne vint qu'en 1253, et ce fut Innocent IV qui la donna. Il est impossible d'endosser cette méprise au frère Léon, qui fut si intimement mêlé à la vie des Pauvres Dames.

Je réponds : Comment un ordre aux maisons duquel, dès 1219, le pape Honorius III adressait la bulle *Sacrosancta Romana Ecclesia*, où il est dit, en se référant aux privilèges accordés par le cardinal Hugolin : « *Quod ab eodem episcopo factum est, ratum habentes et gratum... sicut in ipsius privilegio continetur, Auctoritate Apostolica confirmamus et praesentis scripti patrocinio communimus* »², n'aurait-il pas été approuvé ?

Or, cette bulle est du 9 décembre 1219, et Sbaralea nous en donne deux autres, de teneur analogue, à la date du 19 septembre 1222³, une quatrième à celle du 24 septembre de la même année⁴.

laquelle les Bollandistes ont rendu hommage, les légendes primitives, pour y glaner toutes les traces concernant la règle de 1209-1210, n'a pas songé à recueillir ce passage dans son essai de reconstitution. Il a donc vu ici ce que nous aussi nous y voyons, la mention d'un fait historique, et non une allusion au contenu de la règle. Voy. *Anfänge des Minoritenordens*, p. 185 et suiv.; voy. aussi un essai du même genre fait par Papini, *Storia di S. Francesco*, t. I, p. 208 et suiv.

1. 3 Soc. 24 (VII).

2. Suit la reproduction textuelle du privilège octroyé par Hugolin (Sbaralea, *Bull.*, t. I, p. 3).

3. *Bull.*, t. I, p. 10 et 11.

4. *Bull.*, t. I, p. 13.

Voilà donc toute une série de documents avec lesquels cadre merveilleusement bien le passage des Trois Compagnons. Mais, même si nous n'avions pas ces documents, — car ils auraient pu se perdre, — ne serait-il pas absurde de penser que Claire, la douce vierge à laquelle le cardinal Hugolin adressait des lettres d'une si ardente piété, d'une si respectueuse admiration¹, que ce pauvre monastère de Saint-Damien, qui reçut sa visite², n'avait pas l'approbation du Saint-Siège?

Mais il y a plus : le 13 novembre 1245, c'est-à-dire neuf mois exactement avant le moment où les Trois Compagnons terminaient leur légende, le pape Innocent IV adressait à ses « Chères filles, toutes les abbesses et toutes les religieuses cloîtrées de l'ordre de Saint-Damien, » l'encyclique *Solet annuere*. Qu'on me permette d'en citer les premières lignes : « Solet annuere Sedes Apostolica piis, et honestis petentium desideriis favorem benevolum impertiri. Ea propter, dilectae in Domino filiae, vestris precibus inclinati ordinis vestri regulam et formam vivendi a fel. record. Gregorio papâ praedecessore nostro tunc Ostiensi episcopo vobis auctoritate apostolicâ traditam, annotatam, praesentibus vobis eadem auctoritate confirmamus³. »

C. Le quatrième anachronisme que marquent les Bollandistes est d'un tout autre genre.

On voudra bien me pardonner d'entrer dans de trop minutieux détails, mais la discussion qui va suivre pourra nous dispenser ailleurs de longues digressions.

Impletis itaque undecim annis, « disent les 3 Soc. 62 (XVI)⁴, » ab inceptione religionis et multiplicatis numero et merito fratribus, electi fuerunt ministri, et missi cum aliquot fratribus quasi per universas mundi provincias, in quibus fides catholica colitur et servatur. Qui recipiebantur in quibusdam provinciis sed non mittebantur habitacula construere. De quibusdam vero expellebantur, ne forte essent homines infideles; quia licet praefatus dominus Innocentius tertius ordinem et regulam approbasset ipsorum, non tamen hoc suis litteris confirmavit et propterea fratres a clericis et laicis tribulationes plurimas sunt perpassi. Unde ex hoc compulsi sunt fratres fugere de diversis

1. Wadding, *Ann.* 1221, n. 20 (t. II, p. 16); XXIV Gener., *An. fr.*, t. III, p. 183.

2. 1 *Cel.* 122.

3. Sbaralea, *Bull. fr.*, t. I, p. 394; Wadding, *Ann.* 1219, n. 47 (t. I, p. 313). Voy. aussi la bulle *Quum omnis* du 24 mai 1239 (Sbaralea, t. I, p. 263).

4. Ms. vat. 7339, 87 b.

provinciis ac sic angustiati et afflicti, nec non et a latronibus expoliati et verberati ad beatum Franciscum cum magnâ amaritudine sunt reversi.

Hoc enim passi erant quasi in omnibus ultramontanis partibus, ut in Alemaniâ, Hungariâ et pluribus aliis. Quod quum notificatum fuisset dicto domino cardinali, vocavit ad se beatum Franciscum, et duxit eum ad dominum papam Honorium, domino Innocentio jam mortuo, et aliam regulam a beato Francisco, Christo docente¹, compositam, fecit per eundem dominum Honorium cum bullâ pendente solemniter confirmari. In quâ regulâ prolongatus est terminus capituli propter vitandum laborem fratrum qui in remotis partibus commorantur.

Dans le reste du chapitre, les Trois Compagnons racontent comment François, à la suite d'une vision, avait demandé à Honorius III le cardinal Hugolin en qualité de protecteur de l'ordre, puis ils continuent :

Qui habito domini papae mandato revera sicut bonus protector ad defendendum fratres manum extendit, scribens multis praelatis, qui persecutiones intulerant fratribus, ne ulterius eis essent contrarii sed potius ad praedicandum et habitandum in suis provinciis consilium et auxilium eis darent tamquam bonis et sanctis religiosis auctoritate sedis apostolicae approbatis. Similiter et alii quamplurimi cardinales ad idem suas litteras transmiserunt.

In sequenti autem capitulo datâ licentiâ ministris a beato Francisco recipiendi fratres ad ordinem, misit eos ad supradictas provincias portantes litteras cardinalium cum regulâ bullâ apostolicâ confirmatâ. Quae omnia praedicti praelati videntes et exhibita fratribus testimonia cognoscentes aedificare habitare et praedicare in suis provinciis liberaliter concesserunt².

Ce chapitre, dit le Bollandiste, contient une erreur, la bulle dont il est ici question ne fut délivrée par Honorius III qu'en 1223. Or, à cette époque, la province d'Allemagne, où les frères furent si maltraités, avait pris un magnifique essor, et bien auparavant déjà, en 1219 et en 1220, le pape avait remédié à la situation précaire de ses protégés en envoyant une double lettre de recommandation à tout le haut clergé de la catholicité³.

A mon avis, c'est le Bollandiste qui fait erreur, et la bulle dont il est ici question n'est point celle de 1223.

Supposons qu'au lieu de ces mots « aliam regulam... fecit per eum-

1. L'éd. de Foligno omet *Christo docente*.

2. A part la variante indiquée dans la note 1, l'éd. de Foligno n'en contient aucune autre modifiant le sens. Celles du ms. 843 de Liège sont aussi sans importance (24 a 2-26 a 1).

3. *An. Boll.*, XIX, p. 130.

dem dominum Honorium cum bullâ pendente solemniter confirmari » il y en ait d'autres plus vagues, parlant simplement d'une bulle pour la sauvegarde des frères, et tout le monde y aurait vu naturellement une allusion à la bulle *Quum dilecti* du 11 juin 1219. En outre, s'il en était ainsi, tout ce chapitre deviendrait aussitôt d'une clarté merveilleuse, et sa narration nous servirait de fil conducteur pour les événements si graves qui se succédèrent cette année-là¹.

Toute la question revient donc en somme à nous demander si nous serions fondés à croire que les Trois Compagnons aient pu parler dans les termes indiqués plus haut de la bulle de 1219. Je crois pouvoir répondre par l'affirmative.

Mais, avant d'aller plus loin, rappelons ce principe, trop souvent oublié, que, pour bien interpréter un auteur, il faut *le comprendre*, c'est-à-dire, non seulement entendre ce qu'il nous dit, mais revivre en quelque sorte sa mentalité.

Or, si j'en arrive à montrer clairement que des compagnons du saint devaient nous parler en ces termes de la bulle de 1219, et que d'autres que des disciples de la première génération ne l'auraient pas pu, ne voit-on pas que de cette pierre d'achoppement aura jailli une étincelle nouvelle, et que de cette difficulté sortira une intime preuve de l'authenticité de cette légende?

J'ai déjà dit ailleurs² que la règle de 1223 occupe dans notre champ visuel une place toute différente de celle qu'elle devait occuper dans le champ visuel, dans les préoccupations, sur les lèvres et dans le cœur de frères de la première heure³, qui avaient passé le meilleur de leur vie religieuse à en observer une autre.

C'est là une considération bien simple, bien élémentaire, mais qui

1. Les événements racontés dans ce chapitre sont si bien embottés les uns dans les autres que le Bollandiste Suyskens, ayant cru qu'il s'agissait ici de la bulle de 1223, fut amené à contester l'exactitude des dates de 1219 et 1220, pour les premières lettres de protection, et à dire que la désignation officielle d'Hugolin comme protecteur n'avait pu avoir lieu avant 1223 (*A. SS.*, oct., t. II, p. 642 et 643).

2. *Collection*, t. I (*Speculum Perfectionis*), p. LIX et suiv.

3. Cela est si vrai que Thomas de Celano dans la première légende ne dit rien de la confirmation de la règle de 1223, [peut-être était-ce aussi par prudence et pour ne pas réveiller des discussions trop récentes]; dans la seconde, il y fait une vague allusion (2 *Cel.* 3, 136), mais Bonaventure, qui, on le sait, le reproduit presque exclusivement en général, cesse ici de le suivre, et le complète d'une façon caractéristique. Il voit les choses de loin, comme nous les voyons, avec des proportions nouvelles. La bulle de 1219 disparaît, celle de 1223 conquiert la place d'honneur (*Bon.* 54 et 55 (IV)).

pourra rendre à la critique franciscaine de précieux services à mesure qu'on substituera à la critique négative, extérieure, étroitement rationaliste, la critique positive, interne, organique.

Pour saint François, comme pour ses disciples, la bulle qui marque la date la plus importante de leurs relations avec la curie fut non pas celle du 29 novembre 1223, mais celle du 44 juin 1249. Et elle marque bien plus que cela; elle marque la première concession faite par le saint aux nécessités pratiques. Cette date coupe en deux la vie de François, car il reconnut alors qu'avec le développement inouï de l'ordre, l'idéal primitif devenait irréalisable.

C'est le moment décisif de l'histoire des origines, celui où il comprend que son influence personnelle ne suffit plus, qu'il faut accepter des appuis extérieurs. C'est le premier acte de cette tragédie intime qui devait avoir son dénouement seize mois après, lorsqu'il renonça à la direction de l'ordre.

On n'a pas assez remarqué que cette bulle était la première. Or, cet événement, toujours important pour un ordre religieux, a ici une signification toute particulière. En général, dès qu'une congrégation se fondait, sa première préoccupation était d'obtenir des lettres apostoliques.

François avait été tout autrement inspiré. Non seulement il n'avait pas sollicité de bulles, mais il les avait refusées.

Vivre en communion d'idées avec l'âme de l'Eglise fut sa préoccupation constante; il fut aussi simplement qu'ardemment soumis au Siège Apostolique, mais cette fidélité était si profonde et si naturelle à son cœur qu'il ne sentait aucun besoin de la voir attester par des pièces et des parchemins.

Y eut-il, dans son horreur pour les bulles, une sorte de protestation tacite contre les abus dont il était le témoin, contre tous ces ordres plus experts à se procurer les menues faveurs de la curie qu'à pratiquer l'Evangile? Je ne le pense même pas. Ces quémandeurs de privilèges lui apparurent sans doute plus à plaindre qu'à blâmer.

Il fut guidé plutôt par son culte de la pauvreté. Recevoir des bulles, c'était s'obliger à les conserver, à avoir des archives, et, une fois sur cette pente, il devinait qu'on irait loin.

Ce qui est bien sûr, c'est qu'Innocent III approuva la règle, mais qu'il ne fut fait aucune bulle pour attester cette approbation. Est-ce le pape qui ne voulut pas la donner, où est-ce François qui en déclina l'offre? Dans le silence des documents, il est bien difficile de se prononcer, mais la seconde hypothèse a au moins autant de chances que la première de correspondre à la vérité des faits. L'impression dominante d'Innocent III recevant François semble avoir été celle de

l'étonnement. Ce sentiment se comprend aisément si l'on s'imagine François mettant une inlassable persévérance et l'audace spéciale des humbles à aborder le pontife pour obtenir de lui une approbation toute spirituelle et morale, dont il ne songeait pas même à réclamer l'attestation documentaire. C'était sans doute la première fois que l'on voyait de pareils solliciteurs à la curie. Ce n'était pas tout à fait la dernière, et l'on se rappelle le dialogue qui devait s'établir quelques années plus tard entre le successeur d'Innocent III et François, au moment où celui-ci, après avoir obtenu l'indulgence de la Portioncule, se hâtait de repartir pour Assise : « O simplicone quo vadis? Quid portas tu de hujusmodi indulgentiâ? — Et beatus Franciscus respondit : Sufficit mihi tantum verbum tuum. Si opus Dei est, ipse opus suum habet manifestare, de hujusmodi ego nolo aliud instrumentum, sed tantum sit carta beata Virgo Maria, notarius sit Christus et Angeli sint testes¹. »

En 1216, la péninsule italique tout entière avait déjà reçu la visite des nouveaux missionnaires². En 1217 et 1218 des groupes partirent pour évangéliser le reste de l'Europe, si bien que l'ordre pouvait réunir en chapitre jusqu'à cinq mille membres sans pouvoir pourtant se réclamer d'une approbation en bonne et due forme.

Plus est frappante cette rapide diffusion de l'ordre, plus devient remarquable sa pauvreté en parchemins, et plus importante aussi la date de concession de la première bulle.

Qu'il me soit permis de rappeler ici un texte dont j'ai eu l'honneur de signaler l'incomparable valeur pour l'histoire franciscaine et qui n'a peut-être pas encore été aussi étudié qu'il le mérite. C'est la lettre du célèbre évêque français Jacques de Vitry, futur cardinal, qui, traversant l'Ombrie dans l'été de 1216, raconte ses impressions en homme aussi indépendant que bien informé : « Homines autem illius religionis semel in anno cum multiplici lucro ad locum determinatum conveniunt, ut simul in Domino gaudeant et epulentur, et consiliis bonorum virorum suas faciunt et promulgant institutiones sanctas et a domino papâ confirmatas³. » Nous aurons de nouveau l'occasion d'étudier ailleurs cette description si vivante et si pittoresque des chapitres, mais il y a deux détails qu'il importe de remar-

1. Voy. *Collection*, t. II (Bartholi), p. xxxviii; lxxviii et 17.

2. Voy. la lettre de 1216 de Jacques de Vitry; *Collection*, t. I (*Speculum Perfectionis*), p. 295 et suiv.

3. Jacques de Vitry, *Collection*, t. I, p. 300. Pour détruire la portée de cette citation, il faudrait qu'on en vint à dire que Jacques de Vitry, témoin oculaire, ne savait pas ce qu'il disait, ou que la lettre est d'un faussaire qui se trahit lui-même en parlant de confirmation avant 1223.

quer dès à présent : d'abord, ce que dit ici Jacques de Vitry confirme avec éclat ce que nous avons répété si souvent sur les chapitres et sur la règle : la règle de 1210 n'avait guère été autre chose qu'une sorte de sommaire provisoire, qui était allé se modifiant, s'amplifiant, au gré des expériences de François et de ses frères, et selon le souffle de leur inspiration.

C'est donc par une sorte d'illusion d'optique inévitable que les documents nous parlent de une, de deux, de trois ou de plusieurs règles¹. En réalité, il n'y en a eu qu'une définitivement arrêtée, close et paraphée *ne varietur*, celle de 1223. Avant elle, il y a eu autant de règles que de chapitres, chacun d'eux apportant une pierre nouvelle à l'édifice primitif de 1210².

Tout cela nous le savions à peu près ; mais ce que nous ne savions pas, c'est ce que nous indique la phrase : « *Faciunt et promulgant institutiones sanctas et a domino papâ confirmatas.* » Qu'est-ce à dire, sinon qu'après ces travaux et ces discussions, après cette mise en commun de leurs expériences, les frères en soumettaient le résultat à l'approbation pontificale ?

Il faut donc penser que les relations de François et de l'ordre naissant avec le Saint-Siège ont été beaucoup plus régulières et plus suivies qu'on ne se l'imagine en général ; il semble même, d'après cette citation, qu'elles aient eu un caractère de périodicité annuelle tout comme les chapitres.

Or, plus ces relations ont été fréquentes et plus nous voyons l'ordre nouveau étendre ses rameaux sur toute l'Europe, être pour un observateur aussi bien placé que Jacques de Vitry l'unique espérance pour l'avenir³, plus devient significative cette date si tardive de 1219 pour la première bulle.

Mais toutes ces considérations ne seraient pas d'un poids décisif si cette bulle était une bulle quelconque, au contenu de laquelle ne pourraient pas s'appliquer les paroles des Trois Compagnons : « *[Dominus Cardinalis] duxit [Franciscum] ad dominum papam Honorium... et aliam regulam a beato Francisco, Christo docente⁴, compositam, fecit per eundem dominum Honorium cum bullâ pendente solemniter confirmari.* »

1. Voy. *Collection*, t. II (Bartholi), p. 125-131 ; t. I (*Speculum Perfectionis*), p. XXXV, n. 4 ; p. LIX, n. 1.

2. Voy. Zöckler, article de la *Realencyklopädie* (du Dr Albert Hauck), t. VI, p. 202-206.

3. « *Unum tamen in partibus illis inveni solatium* » (*Collection*, t. I, p. 299).

4. Je rappelle que ces deux mots manquent dans l'édition de Foligno.

Ce qui a fait qu'on n'a pas hésité à penser qu'il s'agissait là de la règle de 1223, c'est d'abord le fait que, quelques lignes plus loin, s'ouvre le chapitre XVII, qui traite de la mort et des stigmates de saint François. Instinctivement, on a cherché à rapprocher les deux chapitres. On ne voyait pas l'énorme hiatus qu'il y a entre ces deux morceaux, et l'on était fatalement amené à penser qu'avant celui où nous sont racontés les événements de 1224 à 1226 en était un qui nous racontait ceux de 1223.

Reste le mot de *solemniter*. Or, la bulle du 11 juin 1219 *Quum dilecti* fut beaucoup plus solennelle que celle du 29 novembre 1223 *Solet annuere*. J'ai montré tout à l'heure comment pour les Frères Mineurs elle eut une solennité hors de pair, mais ici je veux parler d'une solennité absolue : la bulle *Solet annuere* est adressée à frère François et à tous les Frères Mineurs; malgré son importance, c'est une bulle particulière.

Au contraire, la bulle *Quum dilecti* est une encyclique qui s'adresse aux évêques et aux prélats de l'univers entier : « Honorius episcopus servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Archiepiscopis et Episcopis ac dilectis filiis Abbatibus, Decanis, Archidiaconis et aliis ecclesiarum Praelatis salutem et apostolicam benedictionem. »

Reste une dernière question : cette encyclique constitue-t-elle une approbation de la règle? Le meilleur est sans doute de le lui demander à elle-même; en voici le début : « Quum dilecti filii frater Franciscus et socii ejus de vitâ et religione Minorum fratrum, abjectis vanitatibus mundi, elegerint vitæ viam a Romanâ Ecclesiâ merito approbatam... universitatem vestram... rogamus...¹. »

Mais peut-être m'arrêtera-t-on encore en disant que la règle n'étant point intercalée, comme à l'ordinaire, dans la bulle, il n'y a pas approbation dans le sens vrai du mot. Je me bornerai à rappeler un principe bien simple de la critique : lorsque des érudits discutent sur des textes anciens, ils arrivent parfois à si bien embrouiller les questions, que les spectateurs les plus attentifs finissent par ne plus voir clair et être tout à fait incapables de discerner qui a tort ou qui a raison; mais, par bonheur, on peut très souvent s'éloigner de ces champs de bataille et être rapidement fixé sur le sens vrai des passages contestés. Il faut tout simplement, au lieu de les voir à travers nos préoccupations actuelles, remonter le cours des siècles et voir comment ils ont été compris par les contemporains. Or, il n'est pas douteux que les autorités ecclésiastiques n'aient

1. Sbaralea, *Bull.*, t. I, p. 2. Cf. XXIV Gener., *An. fr.*, t. III, p. 14 et suiv.

interprété cette bulle comme une approbation de la règle¹. Les persécutions cessèrent, et, dans tous les pays catholiques, les frères purent s'établir d'une façon définitive².

De tout cela il ressort que si 1223 est devenu pour nous la date solennelle de l'approbation de la règle, il n'en fut pas du tout de même pour les frères. C'est la date d'un acte officiel qui semble n'avoir même pas eu, pour l'histoire intérieure de l'ordre, les conséquences qui auraient dû en découler logiquement³. L'encyclique de 1219 a eu au contraire des conséquences immédiates et de la plus haute importance sur la vie intérieure de l'ordre et sur ses relations avec les pouvoirs ecclésiastiques et civils.

Bien loin donc de commettre une erreur en parlant comme ils le font de la bulle de 1219, les auteurs de notre légende se révèlent par là comme étant des frères de la première génération franciscaine.

Il y a encore un détail qui aurait pu suffire à lui seul à faire trancher la question en faveur de la bulle de 1219 : c'est la phrase qui suit *confirmari* et que les Bollandistes ne paraissent pas avoir remarquée : *in quâ regulâ prolongatus est terminus capituli*.

Les chapitres, qui avaient été jusque-là annuels, devinrent-ils bisannuels, ou bien est-il question ici d'une mesure unique, François ayant prévu que son absence durerait plus d'un an? Nous ne savons. Ce qui est sûr, c'est que quelque mesure avait été prise, car les frères, partis en 1219, ne cherchèrent pas à revenir pour la Pentecôte de 1220, et qu'il n'y eut cette année-là à la Portioncule qu'un pseudo-chapitre⁴.

Peut-être voudra-t-on soutenir que les paroles des *Tres Socii* pourraient tout aussi bien s'appliquer à la réglementation de 1223.

Ceci serait possible si nous pouvions considérer celle-ci comme la

1. Voy. Jourdain de Giano, cap. 4 (*An. fr.*, t. I, p. 3) : « Episcopus vero et magistri tandem eorum regulam perlegentes et evangelicam et catholicam videntes, super hoc dominum papam Honorium consuluerunt. Qui eorum *regulam authenticam, utpote a Sede firmatam*, et fratres speciales filios Romanæ Ecclesiæ et vere catholicos suis litteris declaravit, et sic eos a suspitione hæresis liberavit. » Cf. *Chron. des XXIV généraux* (*An. fr.*, III, p. 14); Wadding, *Ann.* 1219, n. 36 (t. I, p. 305); *Chronica Anonyma* (*An. fr.*, t. I, p. 279).

2. L'auteur de la *Chronique des XXIV généraux* paraît calquer son récit de cette période sur les Trois Compagnons et son interprétation concorde de tout point avec celle qui est donnée ici (voy. *An. fr.*, t. III, p. 13-15).

3. Eccleston 13 (*An. fr.*, t. I, p. 243) : « Et quia frater Helias ut dicebatur nunquam fuerit professus regulam bullatam... statim provisum est ut ipse profiteretur, et in eadem formâ totum capitulum et continuo totus ordo. » Cf. *Chron. des XXIV généraux* (*An. fr.*, t. III, p. 231).

4. « Isti vicarii cum quibusdam fratribus senioribus Italiæ unum capitulum celebrarunt » (Jourdain de Giano, cap. 11, *An. fr.*, t. I, p. 4).

première tentative de modifier la périodicité de ces assemblées, mais les textes, aussi bien que les faits, prouvent combien ce point de vue serait erroné.

Il est bien évident que les auteurs ont relevé ici le changement dans la périodicité, d'abord comme mesure nouvelle, en second lieu comme mesure importante. Autant nous comprenons que les *Tres Socii* aient caractérisé les additions faites en 1219 à la règle, en nous disant : « C'est alors que furent prises les premières mesures modifiant la périodicité des chapitres, » aussi peu nous pouvons nous imaginer un faussaire de la fin du XIII^e siècle qui ferait dans la règle de 1223 cette belle découverte, comme s'il n'avait pas pu trouver cinquante indications plus frappantes à en tirer. Psychologiquement, cette phrase ne s'explique que sous la plume d'un des témoins de la première heure, et c'est ainsi que plus nous avançons plus les difficultés se transforment en signes d'authenticité, d'une valeur critique d'autant plus grande qu'ils sont plus détournés.

D. Le dernier anachronisme relevé par les Bollandistes dans la légende des Trois Compagnons est du même genre que les précédents. Ces savants hagiographes pensent qu'on ne pouvait pas parler en 1246 de l'ordre de la Pénitence ou du Tiers ordre, comme le font les auteurs, et que seulement après la bulle de Nicolas IV, du 22 août 1289, on aurait pu dire : « Quorum ordinum quilibet tempore suo fuit a summo pontifice confirmatus¹. »

Peut-on contester à nos auteurs le droit de parler des Pénitents comme d'un ordre confirmé par le pape, alors que quelques-unes des bulles les plus importantes de Grégoire IX ont été édictées en leur faveur?

La présence de ces bulles dans nos collections est d'autant plus significative que, les tertiaires n'ayant ni couvents, ni archives, les documents qui les concernent ont eu infiniment moins de chances de conservation que ceux qui concernent les Frères Mineurs ou les Clarisses. Si, dès 1221, nous voyons le pape prendre la défense de la nouvelle société, cela implique, me semble-t-il, qu'il en connaissait les statuts et les approuvait². Lorsque, en 1224, Honorius III³ accorde aux *Fratres de Paenitentid*, le privilège, si envié à cette époque, de pouvoir assister aux offices religieux en temps d'interdit, et qu'il a soin de signifier cela, non à tel ou tel ordinaire, mais à l'évêque

1. 3 Soc. 60 (XIV).

2. Bulle *Significatum est* du 16 déc. 1221.

3. *Quum illorum* du 1^{er} déc. 1224.

de l'Italie entière; il est naturel de penser qu'il parlait non de gens quelconques, mais d'une société constituée qui méritait, outre son approbation, des faveurs spéciales.

Parmi les premiers actes du pontificat de Grégoire IX est la bulle *Nimis patenter*, du 15 juin 1227, adressée elle aussi à l'épiscopat italien tout entier, et où il est dit qu'on devrait « Paenitentes... modis omnibus honorare. » Les lettres suivantes renchérissent encore sur celle-ci¹. On peut donc conclure, avec les anciens Bollandistes², que l'approbation du Tiers ordre, tout au moins *vivae vocis oraculo*, bien avant 1289, ne peut être douteuse. Mais ici les nouveaux Bollandistes m'arrêtent encore pour dire que nous ne pouvons pas prendre le mot de *confirmatus* « dans le sens d'une autorisation quelconque, que rien ne justifie pareille complaisance d'interprétation à l'égard d'écrivains qui ont voulu, d'après leur épître dédicatoire, s'exprimer avec plus de rigueur que leurs devanciers³. » Cette fois, c'est peut-être à notre tour de nous étonner, car nous avons beau lire et relire cette épître dédicatoire, nous ne voyons nulle part, ni dans les mots, ni dans les pensées, percer chez les 3 Soc. la prétention de s'exprimer avec « plus de rigueur que leurs devanciers. »

Mais, puisqu'on veut descendre ainsi aux minuties de la critique, comment n'a-t-on pas remarqué que les auteurs n'ont pas du tout dit *quorum ordinum quilibet tempore suo fecit a summis pontificibus confirmatus*, ce qu'aurait dit tout naturellement un compilateur de la fin du XIII^e siècle, qui aurait songé, comme le veulent les Bollandistes d'aujourd'hui, aux bulles d'approbation d'Honorius III pour les frères, d'Innocent IV pour les sœurs, et de Nicolas IV pour les tertiaires? Ils disent au contraire : « *Quorum ordinum quilibet tempore suo fuit a summo pontifice confirmatus*, » ce qui montre que les *Tres Socii* ne songent qu'à un seul pape, et par conséquent

1. *Detestanda* du 30 mars 1228 : « Sane felicis recordationis Honorius papa... laudabili actione religionem vestram amplexans in visceribus Jesu Christi prosecutus est gratia speciali. » — *Ut cum majori* du 21 nov. 1235 : « Quum igitur dilecti filii Fratres de Paenitentia mundi delicias aspernentur, et eorum religio Deo et hominibus sit accepta..., » et il continue en chargeant chaque évêque de la *visitatio* et de la *correctio* des tertiaires de son diocèse. Or, comment ceux-ci auraient-ils pu s'acquitter de cette tâche s'il n'y avait eu déjà alors une règle, et une règle approuvée par le Saint-Siège? Dans le langage ecclésiastique, *Religio* a un sens très étroit, qui entraîne des conséquences canoniques et juridiques. La curie ne l'emploie donc pas à tort et à travers pour des associations quelconques.

2. *A. SS.*, oct. II, p. 635.

3. *An. Boll.*, t. XIX, p. 131.

à Honorius III, comme ayant approuvé tour à tour chacune des familles spirituelles créées par le Poverello.

Les Bollandistes passent ensuite à la question des rapports entre les *Tres Socii* et la longue série de légendes dont ceux-ci seraient tributaires. Ils s'arrêtent surtout aux parallélismes entre 3 *Soc.* et 2 *Cel.*, et s'appuient pour dire que l'antériorité de 2 *Cel.* « s'impose avec une entière certitude, » en particulier sur le fait que Thomas de Celano « aurait négligé des particularités intéressantes qui, chez les Trois Compagnons, font corps avec le reste. »

L'argument est excellent ; mais, puisque les Bollandistes le trouvent bon en faveur de Celano, comment n'ont-ils pas songé à se demander s'il ne pourrait pas s'appliquer en faveur des Trois Compagnons ? S'il est remarquable que Celano ait laissé tomber certains détails trouvés par lui chez les *Socii*, il serait bien plus remarquable que les *Socii*, le suivant pas à pas, l'aient refondu complètement pour atténuer le merveilleux, éteindre le style, et qu'ils soient pourtant arrivés, à travers tous ces efforts purement négatifs, à nous donner une œuvre plus une et plus vivante que 2 *Cel.*

Il est inutile de répéter ce qui a été dit plus haut sur la comparaison de ces deux documents. Je trouve fort naturel que, dans sa préoccupation de faire court, Celano ait négligé certains détails ; mais chez lui ces pertes, si je puis ainsi parler, sont tout à fait superficielles. Au contraire, si l'on fait 3 *Soc.* tributaires de 2 *Cel.*, il faudrait supposer nos auteurs se livrant à un travail de triage qui leur aurait fait négliger des détails tout autrement importants¹, puis, chose bien plus difficile, faisant subir aux matériaux qu'ils auraient acceptés une épuration qui finirait par en changer le fond aussi bien que la forme².

1. Par exemple, toute la série des prophéties de 2 *Cel.* 1, 1.

2. Quant aux rapports de 3 *Soc.* avec certains documents aujourd'hui perdus, mais pourtant connus par les remaniements qu'en a faits le compilateur de la *Chronique des XXIV généraux*, nous ne pourrions les discuter utilement que lorsque nous aurons ces documents dans leur état primitif. En attendant, on peut dire *à priori* qu'il n'y a rien de plus naturel que des rapports entre 3 *Soc.* et la Vie de frère Egide par frère Léon. Celui-ci a eu, je pense, le droit de se copier lui-même, et si le manuscrit de Marseille nous montre, comme l'ont fort bien vu les Bollandistes, Thomas de Celano intercalant dans la seconde Vie une série de fragments de la première, pourquoi frère Léon n'aurait-il pas répété dans 3 *Soc.* ce qu'il trouvait dans la vie de frère Bernard, ou puisé dans les 3 *Soc.* certaines données pour la Vie de frère Egide ?

Les Bollandistes nous disent que le récit de la mission à Florence de frère Bernard est un « vrai hors-d'œuvre dans une biographie de saint François. »

Dans le troisième et dernier chapitre qu'ils consacrent à réfuter l'authenticité de 3 *Soc.*, les Bollandistes disent que ce qui achève « de compromettre aux yeux de tout chercheur impartial l'authenticité de l'ouvrage des 3 *Soc.*, c'est le peu de vogue dont celui-ci a joui auprès des compilateurs, liturgistes et autres, de la Vie de saint François d'Assise, même dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Tandis qu'on rencontre sous toutes les formes des abrégés de Celano, de Julien de Spire et de saint Bonaventure, nulle part on ne voit paraître la prétendue légende des Trois Compagnons. »

J'ai naturellement un point de vue un peu contraire, puisqu'à mon avis 2 *Cel.* 1 est un abrégé de 3 *Soc.*, et que là est en définitive tout le nœud de la question. De 2 *Cel.* la légende des 3 *Soc.* a pénétré dans Bonaventure, et de là un peu partout.

D'ailleurs, « le peu de vogue » des 3 *Soc.* pourrait s'expliquer par deux raisons également bonnes. Les légendes les plus utilisées ont été les légendes officielles. Les compilateurs du XIII^e siècle, qui voulaient écrire sur saint François, faisaient ce qu'ont fait les Bollandistes, ce que nous faisons tous : ils s'adressaient aux supérieurs de l'ordre des Frères Mineurs, et se faisaient remettre par eux la matière première de leur travail. Ceux-ci, naturellement, fournissaient les documents les plus authentiques, les meilleurs à leur point de vue, c'est-à-dire les documents ayant un caractère officiel.

Mais n'y aurait-il pas eu cette raison extérieure, la préférence des compilateurs devait fatalement aller aussi dans le même sens. Un compilateur qui aurait devant lui 2 *Cel.* 1 et 3 *Soc.*, et qui préférerait (pour les parties qui se trouvent également dans les deux) ce

Je suis parfaitement de leur avis, mais comment n'ont-ils pas creusé cette idée? S'ils l'eussent fait, ils se seraient bien vite aperçus qu'il n'y a pas là un acte isolé, mais que d'un bout à l'autre cette légende est au moins autant une histoire des débuts de l'ordre qu'une biographie du fondateur. Les *Socii* avaient vécu trop près de François, et lui avait trop vécu en eux, pour qu'ils pussent l'isoler, comme purent le faire Thomas de Celano et saint Bonaventure. C'est leur histoire qu'ils racontent, en même temps que la sienne. Et ce prétendu hors-d'œuvre n'est ici qu'une nouvelle griffe d'authenticité apposée bien involontairement par ceux qui pouvaient dire : *Quorum pars magna fui!*

Que l'on veuille bien rapprocher 2 *Cel.* 1, 10 de 3 *Soc.* 27-29 (VIII), et l'on n'aura pas de peine à remarquer le brusque saut fait par la narration du premier qui, dans le chapitre suivant (2 *Cel.* 1, 11), correspond aux faits racontés par 3 *Soc.* 49-52. Or, dans les dix-huit paragraphes de 3 *Soc.* qu'il néglige, ce sont sans cesse les disciples de François qui sont au premier plan. Mais est-il possible de ne pas voir en quelque sorte le geste de Celano qui, arrivé devant tous ces détails, les écarte (2 *Cel.* 1-10) : « Longum esset de singulis persequi qualiter bravium supernae vocationis attigerint. » Il n'y a certes pas là une preuve, mais il y a, je crois, un indice.

dernier, serait absolument extraordinaire. Si, lorsque nous voulons faire du pain, on nous offre de la farine d'un côté, un sac de grain de l'autre, nous nous hâtons de prendre la farine. Cette situation est exactement celle des compilateurs placés devant toute une série de légendes. Ils prennent toujours, — et cela est humain, — celle qu'ils auront le moins de peine à mettre au point.

Le dernier argument des Bollandistes contre notre légende c'est que dans Angelo Clareno et Ubertain de Casal nous ne rencontrons aucune page qui en provienne, tandis que nous y trouvons de nombreux extraits du *Speculum Perfectionis*. Cela est exact. Mais, au risque de stupéfier mes éminents contradicteurs, je leur avoue que cette absence de citations me semble très naturelle. Les deux fameux écrivains n'ont pas cité les *Tres Socii*, pour cette raison excellente qu'ils n'avaient pas besoin de les citer. Rien dans leur narration n'appelle de citations de la première période de la vie de François. Ce qui leur importait, ce qui les intéressait, c'étaient les grandes discussions sur la pauvreté, c'était la crise terrible de l'ordre.

Cependant, notre légende a laissé plus de traces dans la littérature du xiv^e siècle que ne le pensent les Bollandistes : « Sans doute, disent-ils¹, la Chronique des xxiv généraux en parle, mais en des termes qui sont un extrait fort reconnaissable de la lettre d'envoi placée en tête de la légende. »

Voilà qui est bientôt dit. Il y a pourtant un point, un tout petit point, sur lequel les deux documents ne sont pas tout à fait d'accord, où ils disent même exactement le contraire. Voyons les textes :

Idem generalis, « disent les xxiv généraux, » praecepit universis fratribus quod sibi in scriptis dirigerent quidquid de vitâ, signis et prodigiis beati Francisci scire veraciter possent. Quo inducti fratres Leo, Angelus et Rufinus, quondam socii sancti Patris, multa, quae de ipso viderant vel audiverant a fide dignis fratribus Philippo Longo, Illuminato, Masseo de Marignano nec non Johanne socio sancti fratris Aegidii per modum legendae in scriptis redegerunt et eidem generali fideliter transmiserunt².

Or, dans leur lettre d'envoi, les *Socii* disent : « Quae tamen per modum legendae non scribimus. » Admettons, si vous voulez, que le *non* a disparu par accident, et lisons la suite de la Chronique :

Aliis etiam multis quae noverant recolligentibus, multa miracula, quae Sanctus in diversis orbis partibus fecerat, fuerunt publicata. Er post frater Thomas de Celano de mandato ejusdem ministri et generalis

1. *An. Boll.*, t. XIX, p. 139.

2. *An. fr.*, t. III, p. 262.

capituli primum tractatum legendae beati Francisci, de vitâ scilicet et verbis et intentione ejus circa ea quae pertinent ad regulam, compilavit, quae dicto generali capitulo dirigitur cum prologo, qui incipit : Placuit sanctae universitati vestrae, etc. Quam legendam postea frater Bernardus de Bessâ de provinciâ Aquitaniae ad compendiosiore formam reduxit, et incipit : Plenam virtutibus.

Il y a là un mot précieux pour notre discussion, c'est cet *Et post.* D'où le compilateur l'a-t-il tiré? A coup sûr ni de 3 *Soc.*, ni de 2 *Cel.* Mais alors d'où vient-il? Je regrette de ne pas le savoir. Quoi qu'il en soit, l'auteur de la Chronique des xxiv généraux avait sur les relations de 2 *Cel.* avec 3 *Soc.* exactement notre point de vue. La seconde Vie de Celano vient *après* les *Tres Socii*; la seconde Vie de Celano est une compilation : « Et post... compilavit. »

Si à cela on ajoute que ladite Chronique des xxiv généraux est de tous les documents franciscains le plus exact et le plus complet, quand il s'agit de la description des sources, que c'est le seul par lequel eût été conservé le souvenir du Traité des miracles de Celano, on comprendra que ses indications sur les sources, lorsqu'elles font corps avec celles qui sont déjà vérifiées, méritent d'être prises en très haute considération. C'est ce qu'ont fort bien vu les Bollandistes, lorsqu'il s'est agi du Traité des miracles¹. Comment se fait-il qu'ils n'en fassent pas autant quand il s'agit des Trois Compagnons?

L'étude critique des Bollandistes se termine par une série de tableaux synoptiques, où ils nous donnent dans une colonne le récit des *Tres Socii*, dans une autre les sources auxquelles ils sont censés puiser.

Tels qu'ils sont, ces tableaux présentent au premier coup d'œil un aspect très différent, qui aurait dû faire réfléchir l'auteur. Ils deviennent de plus en plus brefs. Tandis que pour les premiers chapitres les parallélismes s'étendent sur de longues colonnes, à mesure qu'on approche de l'époque où les témoins énoncés par la lettre d'envoi ont dû vivre plus près de François, ils deviennent de moins en moins saisissables, de plus en plus lointains et aléatoires.

Ce fait, qui saute aux yeux dès qu'on feuillette le travail bollandien, est une indication précieuse. Il prouve à lui seul que nous ne nous trouvons pas en face de compilateurs ordinaires et que leur œuvre n'est point un pastiche.

Qu'est-ce qu'un compilateur, en effet? C'est celui qui, presque toujours dans un but nettement déterminé, prend un certain nombre

1. *An. Boll.*, t. XVIII, p. 82-83.

de documents et leur fait subir une série d'opérations pour les incorporer à une œuvre nouvelle. Tantôt il amplifie, tantôt il abrège, mais il est toujours fidèle à lui-même. Je veux dire qu'il procède à son travail mécaniquement. Quand une fois vous connaissez ses préoccupations, sa manière, lorsque vous l'avez vu assez longtemps à l'œuvre, vous pourriez au besoin continuer ses opérations. Dans la Légende Dorée, par exemple, les mêmes procédés sont appliqués d'un bout à l'autre. Il en est de même pour la légende de François par Bonaventure. Dans les *Tres Socii*, au contraire, cette uniformité manque absolument. Son absence est d'autant plus remarquable que les auteurs ne cherchent pas à faire une œuvre originale; tout au contraire, ils débutent en cherchant à faire œuvre de compilateurs; mais, à mesure qu'ils avancent, leurs souvenirs deviennent plus précis, plus saisissants, plus dramatiques, les compilateurs disparaissent, les témoins arrivent.

Ces caractères éclatent dans les chapitres xv et xvi de la légende. On s'aperçoit du premier coup que les faits y sont groupés et s'y suivent dans un ordre organique, et déjà cette remarque tout extérieure nous indique que nous n'avons pas affaire à des compilateurs. Sauf dans des cas spéciaux, le compilateur ignore la chronologie; il la fuit même comme un piège; il isole les récits, et bouleverse leur succession; l'histoire la plus suivie devient, lorsqu'elle a passé par sa plume, une collection d'anecdotes.

Ici, c'est le contraire qui aurait été fait. Si l'on peut prouver d'abord que cette succession des faits est exacte, et en second lieu qu'elle n'est fournie par aucune des prétendues sources de notre légende, il faudra bien en conclure que non seulement la légende des *3 Soc.* n'est point un pastiche, mais qu'elle est la source par excellence¹.

1. Dans un prochain volume intitulé : *les Sources de la vie de saint François*, on trouvera un chapitre spécial sur la chronologie. Il y a pourtant un détail que je désirerais éclaircir tout de suite. Les *3 Soc.* nous disent : « Ex tunc (cardinalis Hugolinus) interfuit eorum capitulo omni anno. » Or, en 1221, par exemple, nous savons qu'Hugolin n'assista pas au chapitre (Jourdain, 16). Faut-il donc les accuser d'inexactitude? Je ne le pense pas; rappelons-nous qu'à partir de 1219 les chapitres généraux ont cessé d'être annuels, d'après le témoignage même des *3 Soc.*, corroboré du reste par les faits (voy. p. 87), et nous serons amenés à conclure qu'on n'a pu nous parler d'une présence d'Hugolin *omni anno* que lorsque les chapitres avaient lieu *omni anno*. Si, comme je le crois, l'invitation faite par François au cardinal Hugolin d'assister au chapitre est du printemps de 1216, celui-ci aurait pu s'y rendre en 1216, 1217, 1218 et 1219. Du reste, il ne faut naturellement pas interpréter pharisaïquement ce terme de *omni anno*.

En faisant une analyse minutieuse du chapitre xvi, on n'y aurait pas trouvé seulement une marche des événements originale, mais un grand nombre d'indications d'autant plus significatives qu'elles sont très importantes et qu'on les chercherait en vain dans les autres sources. Ce chapitre débute en nous racontant les persécutions que subirent les frères envoyés en mission la onzième année après la fondation de l'ordre. Or, nous ne voyons rien de cela ni dans *1 Cel.*, ni dans *2 Cel.*, ni dans Bonaventure, ni dans les autres sources d'où l'on prétend que dérive notre légende.

Je me trompe; les Bollandistes insinuent que cette page proviendrait de Jourdain de Giano. « Soit dit en passant, disent-ils, tout ce passage ressemble fort à un pâle décalque du tableau si pittoresque tracé en 1262 par Jourdain de Giano dans sa Chronique¹. » Je me frotte les yeux, non, il n'y a rien de plus.

Comment cette explication a-t-elle pu les satisfaire? Comment des savants qui ont pris la peine de mettre de nouveau tout au long sous nos yeux des parallèles entre *1 Cel.* et *3 Soc.* que jamais personne n'a niés, comment ont-ils pu, lorsqu'ils arrivent aux vraies difficultés, à ce qui fait le fond du débat provoqué par eux, trouver suffisante une explication donnée *en passant*? Les mots de *pâle décalque*, venus sous leur plume, auraient déjà dû les avertir qu'ils faisaient fausse route. Comment le compilateur qu'ils nous montraient si complaisamment préoccupé de renchérir sur ses sources aurait-il tout à coup fait un pâle décalque? Oui, les compilateurs en général décalquent, mais, cette première opération effectuée, ils ont grand soin de repasser leur décalque à l'encre.

Et puis, peut-on s'imaginer ce compilateur de la fin du *xiii^e* siècle qui serait venu puiser une partie des éléments de son récit dans la Chronique de Jourdain? C'est-à-dire dans un document qui a pour but précis et unique de raconter les débuts de l'ordre en Allemagne, qui a été écrit en Allemagne, pour les frères d'Allemagne, et dont on chercherait en vain une trace quelconque dans les chroniques franciscaines des premiers siècles!

Mais admettons un instant cette impossibilité. Le compilateur des *3 Soc.* a sous les yeux la Chronique de Jourdain de Giano. Rapprochons les deux documents : nous voyons aussitôt cette comparaison exclure toute idée de copie ou de filiation. Ces deux récits se confirment, comme se confirme le récit de deux honnêtes gens qui ont été les témoins du même fait; mais il y a aussi entre eux les écarts et les différences qu'il y a fatalement entre la narration de deux hon-

1. *An. Boll.*, t. XIX, p. 130. Cf. p. 192.

nêtes témoins, lorsqu'ils racontent toute une période historique. Ces rapports sont de telle sorte qu'ils indiquent, et chez Jourdain de Giano, et chez les 3 *Soc.*, une égale sincérité.

Ce qui exclut toute possibilité de copie, c'est que Jourdain de Giano, qui, comme les Trois Compagnons, groupe les faits, les groupe pourtant d'une façon toute différente. La chronologie qui y est aussi très développée n'est pas la même non plus. Si nous nous trouvions en face d'un compilateur, il aurait fait vis-à-vis de sa nouvelle source ce qu'on nous le montre faisant vis-à-vis de 1 *Cel.*, il l'aurait exploitée sans mesure et copiée servilement¹.

Il y a du reste, dans le chapitre xvi, des renseignements absolument originaux, et que l'on chercherait vainement soit dans Jourdain, soit ailleurs : celui qui concerne l'élection des ministres par exemple.

Qu'on veuille bien me pardonner de ne pas donner de tableaux parallèles : il vaut mieux qu'on se reporte aux textes ; qu'on les lise, qu'on les relise, et ce qui est peut-être obscur à la lecture de ces lignes deviendra d'une persuasive clarté².

Revenons à ceux qui ont été dressés par les Bollandistes ; ils sont extrêmement intéressants. Mais, qu'on me permette de le dire avec tout le respect que je dois à ces vaillants érudits, il y a là une faute de goût qui aurait dû leur sauter aux yeux, rien qu'en relisant leurs épreuves. Comment n'ont-ils pas vu qu'on ne saurait faire procéder l'œuvre si jeune et si vivante des Trois Compagnons de tous ces *membra disjecta* ? Mais voilà que les fronts se rembrunissent. Une hérésie vient d'être proférée dans l'auguste temple de l'érudition. Y parler de goût ! Le goût a-t-il quelque chose à faire avec la science ?

Hâtons-nous donc vers des considérations plus sévères. Au point de vue scientifique, les tableaux bollandiens constituent une erreur. Ils ne peuvent être utiles, ils ne peuvent être vrais qu'à la condition d'être complets. Pour être complets, ils devraient nous offrir *tout le travail des Tres Socii* ainsi que *toute la série des sources* où ils ont puisé.

1. Voy. *An. Boll.*, t. XIX, p. 126, 129, 189.

2. Si les Bollandistes avaient étudié les parallélismes que le chapitre xvi des 3 *Soc.* présente avec 2 *Cel.* 1, 16 et 17, ils auraient pu se convaincre que ce dernier se révèle ici comme tributaire des premiers, non seulement parce qu'il applique les procédés ordinaires des compilateurs, mais qu'il va jusqu'à s'inscrire explicitement en faux contre certaines de leurs affirmations. Je ne veux pas rouvrir ici la comparaison entre ces deux documents, aussi bien suffit-il de rapprocher les textes et de les analyser avec assez de patience pour voir de quel côté est l'original. Nous aurons à y revenir dans le volume qui traitera des *Sources de la Vie de saint François*.

Pour constituer autre chose que des rapprochements un peu factices, des tableaux de ce genre devraient nous permettre de revivre en quelque sorte les heures durant lesquelles le faussaire de la fin du XIII^e siècle aurait agencé les parties de son apocryphe¹.

Nous devrions pouvoir nous l'imaginer à sa table de travail empruntant des pages, des périodes, des tronçons de phrases un peu partout dans la masse de documents ouverts sous ses yeux. La liste est imposante : 1 *Cel.*, Julien de Spire, 2 *Cel.*, Bonaventure, Jourdain de Giano, Bernard de Besse, Vie de frère Bernard, Vie de frère Egide, Testament de saint François, *Speculum Perfectionis*. En le voyant picorer à tort et à travers, sans le moindre but², nous penserons peut-être d'abord qu'il n'a aucune méthode. Tout ne lui plait pourtant pas également dans les monceaux de documents qu'il a devant lui : le fait de laisser délibérément de côté certaines choses n'est pas moins significatif que celui d'en prendre d'autres. De là la nécessité pour nous d'avoir sous les yeux, au fur et à mesure du travail de triage qu'il exécute, les éléments rejetés aussi bien que les éléments choisis.

Suivons un instant ce travail, et nous nous apercevrons bien vite qu'un compilateur de cette force n'a jamais existé; ou plutôt ce ne serait plus un compilateur, ce serait tout à la fois un critique consommé, doublé d'un artiste de génie. Le compilateur qui, venu après Bernard de Besse et les autres, aurait emprunté à leurs laborieux travaux cela, pas autre chose, et l'aurait ainsi coordonné, ne serait pas moins extraordinaire que ces douces fées de Venise qui allaient se glisser derrière le trône des patriciennes, épiaient leurs moindres gestes, devinaient les secrètes pensées de leur cœur, et qui, lorsqu'elles étaient bien sûres de la vertu de ces très hautes dames, soufflaient sur les roses d'or des corsages et sur les œillets de diamant épars dans les cheveux et les transformaient en fleurs du bon Dieu.

Mais, même en admettant le miracle d'une vie nouvelle donnée à des éléments préexistants, nous n'aurions pas une explication complète de l'origine de la légende des *Tres Socii*. Il s'y trouve, en

1. « Il nous paraît que tout cet ensemble d'observations et d'arguments permet de conclure que la légende traditionnelle des Trois Compagnons est une pièce apocryphe, dont les parties sont assez habilement agencées, mais qui n'a aucun rapport avec les premiers disciples de saint François. Si les parallélismes nombreux et variés que nous avons relevés ne sont pas illusoires, cette compilation pourrait dater au plus tôt de la fin du XIII^e siècle » (*An. Boll.*, t. XIX, p. 138. Cf. p. 120).

2. *An. Boll.*, t. XIX, p. 120.

effet, des éléments complètement nouveaux que les compilateurs auraient en vain cherchés dans les autres légendes. Et bien loin que dans ces parties nouvelles on sente l'exagération, la tendance à renchérir, si caractéristique dans les compilations de basse époque, il y a ici un *nescio quid* que je ne sais exprimer que par le mot d'atmosphère nouvelle. C'est surtout grâce aux Trois Compagnons que nous commençons à nous douter de ce que fut la vie de l'ordre de 1212 à 1219, durant la période de ces chapitres des nattes dont le souvenir plane dans les Fioretti, et à l'époque où la règle, qu'on ne songeait pas encore à faire tomber du ciel, allait se formant, se déterminant, comme un fruit bien vivant de l'inspiration et de l'expérience.

Bonaventure et tous ceux qui l'ont suivi écrivent l'histoire d'un saint qui surgit tout à coup parce que les temps sont accomplis. Les Trois Compagnons nous font assister à la crise d'une âme et à la laborieuse genèse d'une société. Mais qui ne voit qu'il y a entre ces deux points de vue toute la distance qui sépare la légende de l'histoire? Qui ne voit que c'est malgré eux que les *Socii* ont agi ainsi? On ne peut parler d'événements auxquels on a été mêlé sur le ton de ceux qui les ont appris par oui-dire. Pour tout ce qui concerne les chapitres ou la règle, notre légende ne peut être tributaire d'aucune des biographies; elle a ici une originalité parfaite, et l'on peut bien ajouter que chaque conquête nouvelle dans le champ des études franciscaines nous montre l'excellence de ses renseignements.

Quoique l'énumération des sources soit longue chez les Bollandistes, il en manque pourtant une, celle qui aurait dû le plus les frapper, je veux dire saint François lui-même.

Qu'est-ce qu'une biographie? C'est le portrait d'un homme, n'est-il pas vrai? Mais un portrait d'une nature particulière, un portrait où notre intelligence reconnaisse la ressemblance intérieure. Une biographie, c'est celui qui est parti, revenant, non seulement pour traverser nos rêves, mais pour nous parler et vivre avec nous. La meilleure biographie de François est celle où nous voyons le mieux François parler, vivre, agir comme il parla, vécut, agit.

Mais comment pénétrer jusqu'au fond de la pensée de François? L'étudierons-nous dans Thomas de Celano approuvé par saint Bonaventure, ou dans saint Bonaventure approuvant Celano? Dans le manuel de Bernard de Besse, ou le pastiche dit des Trois Compagnons? Grâce à Dieu, nous pouvons étudier François d'Assise dans François d'Assise. Cela est élémentaire, n'est-ce pas? Mais c'est si élémentaire qu'on n'y a jamais pensé.

Lecteurs, chers amis, je vous soumets avant de terminer la pro-

position suivante : les écrits de saint François ne pourraient-ils pas nous servir en quelque sorte de pierre de touche, pour nous permettre de juger de la valeur franciscaine, et de l'authenticité des diverses légendes ? Il est bien évident que, si la Légende des Trois Compagnons est vraiment leur œuvre, on doit trouver chez eux l'écho bien vivant, bien net de la voix de leur maître.

Eh bien, lisez et relisez les œuvres du saint, pénétrez-vous bien de son esprit, de la clarté, de la joie, de l'humilité qu'il faisait resplendir autour de lui, puis lisez toutes les légendes et vous les verrez bientôt se classer dans un ordre qui, prévu ou imprévu, vieux ou nouveau, sera le bon, l'ordre de la vérité et de la vie.

Voici d'abord le *Speculum Perfectionis*. La parenté intellectuelle et mystique entre lui et les œuvres de François est si grande que leurs confins sont à peine marqués ; frère Léon depuis des années a vécu de François et en François, un peu comme l'enfant dans le sein de sa mère¹.

La mort du maître n'a été en quelque sorte qu'un accident extérieur : la pensée du disciple reste ce qu'elle était hier ; ou plutôt il ne distingue pas plus qu'hier sa pensée de celle de son maître.

En 1246, vingt années se sont passées. La filiation est la même ; mais, si elle reste aussi spirituelle, elle est devenue moins physique. C'est toujours la pensée de François, c'est déjà moins sa voix, son geste, son accent.

L'application de cette méthode aux autres sources franciscaines donnera des résultats qui ne seront pas moins précieux.

Il y a quelques années, M. l'abbé Le Monnier disait avec infiniment de justesse, dans les pages qu'il consacrait à la seconde Vie par Celano : « Celano ne renouvelle pas la promesse d'être sincère, qui ouvrirait sa première Vie, mais, ce qui vaut mieux, il continue à faire sentir cette sincérité à toutes les lignes. Sa narration est peut-être plus grave, elle inspire encore plus de confiance que la précédente². »

Au premier abord, ce passage a quelque chose de surprenant. A vues humaines et scientifiques, Celano était mieux placé en 1228, pour écrire la Vie de François, qu'en 1247. Le docte curé a eu cependant bien raison en exprimant ce jugement. Il semble d'ailleurs n'être pas allé plus loin, et n'avoir pas cherché la cause de cette confiance plus grande que lui inspirait la seconde Vie. Voudrait-il me permettre de faire ce pas de plus ? Dans 1 *Cel.* nous

1. Voy. le billet du saint à frère Léon, *Collection*, t. I (*Speculum Perfectionis*), p. LXXIV.

2. *Histoire de saint François d'Assise*. Paris, 1891, t. I, p. xxv, éd. in-12.

voyons saint François à travers Celano et frère Élie; dans 2 *Cel.* nous voyons François à travers Celano et frère Léon. Ce sont les matériaux empruntés par Celano au *Speculum Perfectionis* et aux *Tres Socii* qui donnent à la seconde Vie, malgré les défauts de style et de composition, cette supériorité, cette valeur morale nouvelle que constatait si finement l'honorable écrivain.

On a vu plus haut les bons résultats que j'attends de la hardiesse avec laquelle les Bollandistes ont porté le fer et le feu de la critique à travers les documents de l'histoire franciscaine. Si je me suis permis de discuter si longuement avec les illustres hagiographes, c'est que mes espérances ne sont pas sans être mêlées de quelques craintes. La critique des origines franciscaines en est encore à ses débuts. Une erreur ici risque d'avoir des conséquences particulièrement dangereuses.

Si nous célébrons bruyamment les funérailles d'une légende que demain on retrouvera pleine de vie, nous risquons de fournir des arguments aux esprits paresseux qui savoureraient le plaisir de pouvoir se moquer de l'érudition.

De plus, il serait regrettable que la légitime autorité dont jouissent les successeurs de Jean Bolland amenât la plupart des prêtres et des religieux, qui se tournent de plus en plus vers l'histoire des Franciscains, à aller chercher dans cette étude une sorte de type scientifique et d'inspiration. Je n'ai pas besoin de répéter qu'au point de vue de l'érudition, de la connaissance extérieure des textes, ce travail laisse bien peu à désirer. Mais c'est précisément sa quasi-perfection qui est un danger et un piège.

Il fut fort à la mode, il y a une quarantaine d'années, de dire que l'Évangile ne contenait rien de nouveau, que Jésus s'était borné à prendre de-ci de-là dans l'Ancien Testament et dans la littérature talmudique tous les éléments de son enseignement. Il se trouva de fort honnêtes gens qui écrivirent de gros volumes pour le démontrer; le malheur est qu'ils firent école. Pendant quelque temps la critique des évangiles devint pour quelques-uns l'interprétation d'un logographe un peu plus compliqué qu'un autre.

Le Bollandiste a été, je crois, victime d'une illusion analogue; c'est la même conception mécanique et matérialiste de la critique qui reparaît aujourd'hui, et contre laquelle j'ai désiré prémunir les amis des choses franciscaines.

.....

Les pages qui précèdent étaient écrites lorsque j'ai eu connaissance

de la brève et énergique réponse faite par M. l'abbé Salvatore Minocchi au P. Van Ortoy (*La Leggenda Trium Sociorum, nuovi studi sulle fonti biografiche di San Francesco d'Assisi*, Florence, in-8° de 440 pages. Extrait de l'Archivio Storico Italiano, tomes XXIV et XXVI). Le critique florentin estime la nouvelle théorie « temeraria e assurda. » Ne voulant pas déflorer son travail par une sèche analyse, je me permets d'y renvoyer le lecteur.

Paul SABATIER.

LES PLACEMENTS FINANCIERS

DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE AU XVIII^e SIÈCLE.

Quelques travaux récents, et surtout le *Zeitalter der Fugger*, ont éclairé d'un jour nouveau l'histoire des opérations financières aux xvi^e et xvii^e siècles. Nous savons aujourd'hui comment les emprunts d'États, d'abord réalisés par quelque particulier pour son propre compte ou pour le compte d'un syndicat, tendirent toujours plus à devenir l'œuvre collective d'individualités anonymes, et comment la « Bourse » prit très rapidement une grande partie de l'importance qu'elle a dans nos temps modernes, en assurant la concentration de l'offre et de la demande de capitaux disponibles, la fixation d'une « opinion courante » sur le crédit de chaque grand État ou de chaque grande entreprise, et l'établissement d'un taux moyen pour la rémunération de l'épargne. Nous pouvons même, grâce à un livre aussi intéressant que rare¹, nous faire une idée très précise de ce qu'étaient à Amsterdam, vers 1688, les « princes des rentes, » les « marchands, » les « joueurs, » les « courtiers officiels » et les « courtiers marrons, » plus ou moins vagues successeurs des grands financiers de l'âge précédent.

Le xviii^e siècle, au contraire, demeure assez obscur. Si les auteurs contemporains nous ont décrit, d'une façon d'ailleurs imparfaite au point de vue technique, les agioteurs de la rue Quincampoix et de

1. Don Joseph de la Vega, *Confusion de Confusiones*. Amsterdam, 1688.
— Nous reviendrons sur ce point dans un prochain ouvrage sur *la Spéculation en Hollande aux XVII^e et XVIII^e siècles*.

l'Exchange-Alley, nous ne connaissons guère le type du grand capitaliste, qui, au même moment, opérait avec un certain calme à travers toute l'Europe. Si des publications diverses nous ont fait apercevoir quelques-uns des contre-coups de la crise de Law à l'étranger, cet important chapitre de l'histoire économique est encore fort négligé. Enfin, si les documents isolés, que l'on rencontre aux hasards de recherches plus générales, laissent penser que les préjugés et les craintes arrêteraient maintes fois le courant nettement dessiné, et que les prêts consentis individuellement par les riches particuliers persisteraient longtemps à côté des vrais « emprunts, » aucune série de documents ne nous en fournit une preuve décisive.

Des livres d'affaires, retrouvés depuis peu dans des archives publiques et complètement inconnus jusqu'à ce jour, vont nous permettre de combler en quelque mesure cette triple lacune. Ce sont ceux qui constatent les placements de la république de Berne¹.

Vers la fin du XVII^e siècle, l'État de Berne vit s'éteindre les arrérages qu'il payait depuis de longues années; aussi, bien qu'il ne perçût aucun impôt direct², réalisa-t-il bientôt de très notables économies. En 1710, le Haut Conseil voulut placer à l'étranger les sommes mises en réserve; toute une série d'opérations commença alors, qui se prolongea sans interruption jusqu'au temps des guerres de la Révolution française, — jusqu'au jour où une large partie des titres déposés dans le trésor public fut enlevée, avec une importante quantité de numéraire, par nos armées triomphantes, et facilita notre expédition d'Égypte³.

Les financiers bernois étaient remarquablement intelligents, pru-

1. Le registre le plus ancien est intitulé : *Anfang und Fortgang der in anno 1710 von einer Stadt und Republic Bern nach Engelland und Holland ausgeliehenen Capitalien* (Berne, 1738); il a été composé par un certain Joh. Müller, *Secretär der Geheimen Råthen und Beygeordneten*, à l'aide de livres, copies de lettres et de comptes aujourd'hui introuvables. Un autre (*Histoire der ausländischen Stands Capitalien, ad annum 1776*, n° 1) contient une répétition presque textuelle du premier et prolonge l'exposé jusqu'aux dernières années du siècle (le tout aux archives d'État de Berne); la suite a disparu. A peine quelques mots sur ce sujet dans la très médiocre conférence de M. F. von Mülinen : *Law und Malacrida (Neues Berner Taschenbuch auf das Jahr 1897)*. — Nous avons dû traduire assez librement les textes contemporains; les phrases sont si enchevêtrées, si mal liées entre elles qu'il nous a fallu agir ainsi pour les rendre compréhensibles aux lecteurs français.

2. G.-P. Norrmann, *Geographisch-statistische Darstellung des Schweizerlandes*. Hambourg, 1799.

3. M. v. Stürler, *Ueber das Schicksal des bernischen Staatsschatzes und der bernischen Staatskassen*. Berne, 1851; E.-V. Jenner-Pigott, *Gottlieb von Jenner*. Berne, 1887.

dents et honnêtes. Ils opérèrent pour le compte de leur patrie ainsi que de riches capitalistes de notre temps moderne; ils n'évitèrent point les placements aléatoires, les acceptèrent même parfois avec plaisir; mais ils ne se livrèrent jamais au « jeu. » Leur principal désir était de « faire fructifier, » soit à la bourse, soit en dehors, les sommes immobilisées dans les « voûtes du trésor, » et cependant ils attendirent en maintes circonstances un sérieux bénéfice de l'écart entre le prix de la vente ou du remboursement et celui de l'achat.

Les capitaux ne gagnèrent pas seulement les deux grands marchés d'Amsterdam et de Londres, ils allèrent aussi, directement ou indirectement, à Vienne, à Leipzig, à Hanau, en Sardaigne, en Wurtemberg, en Danemark, dans le Mecklembourg-Schwerin, en Nassau-Saarbrück, à Ulm, à Spire, etc. La qualité des débiteurs ajoutera plusieurs fois un intérêt général à cette étude d'histoire économique.

*
*
*

Laissons tout d'abord J. Muller nous exposer dans quelles circonstances eurent lieu les premiers placements :

Comme la guerre de Succession d'Espagne avait été menée... avec un acharnement extraordinaire, et qu'en conséquence le manque d'argent se faisait sentir presque partout, le seigneur S. W., alors au pouvoir, voulut faire profiter sa patrie de cette situation et proposa au Haut Conseil de prêter, en toute sécurité et dans des conditions avantageuses, une partie de l'argent déposé dans le trésor (public). Ce serait, *par suite...*, des rentes provenant, au cours des temps, des capitaux placés à l'étranger, un moyen, non seulement de modérer la sortie du numéraire, que l'absence de manufacture et de commerce nationaux ne permettait pas d'arrêter, mais encore et surtout de protéger plus effectivement, en augmentant sa puissance, le noble bien de la liberté conquise. A cet effet, Leurs Excellences entretenirent une correspondance réglée avec le général Pesme de Saint-Saphorin, résidant à la Haye, afin d'apprendre par son entremise où et comment ce projet pourrait être réalisé pour la plus grande sécurité du Conseil. Enfin, au cours de l'année 1710, il fut prêté à la province de Hollande et de Frise occidentale un capital de 600,000 th. en espèces, à 4 %, pour quinze ans. Par l'entremise du colonel Stanhope, il fut décidé que l'on avancerait à la reine d'Angleterre un capital de 150,000 l. st. à un intérêt de 6 %.

Le prêt, consenti à la province de Hollande et de Frise occidentale, fut réalisé par de nombreux acomptes de novembre 1710 à mars 1712; des « obligations » furent émises en échange lors de chaque versement. Le remboursement eut lieu ponctuellement à diverses échéances; le montant en passa en Angleterre pour la presque totalité.

Une première fois, on acheta une lettre de change, et le profit qui en résulta fut de 2 %; une deuxième, le lieutenant-colonel Tschanner reçut paiement et transporta la somme à *conte-rendre* jusqu'à Londres : « défalcation faite des frais, il demeura au conseil un bénéfice de 4 1/4 % environ; » une troisième, l'on se procura « une lettre de change avec un bénéfice de 3/4 %. » Le solde vint par *une remise sur Berne*, parce que le *change était plus favorable de la Hollande sur la Suisse que de la Hollande sur l'Angleterre*; le Haut Conseil fit ainsi une excellente affaire. Tous ces renseignements sont fort intéressants : quiconque connaît un peu la question du change comprendra avec quelle habileté les financiers bernois profitaient des circonstances favorables et choisissaient la solution la plus avantageuse; de plus, ils montrent combien étaient peu développées à cette époque les pratiques d'arbitrages, puisque les écarts étaient souvent considérables entre places voisines, et à partir de quel « point » très élevé commençait, à de fortes distances, la « sortie » des espèces.

Revenons à la première opération conclue en Angleterre; c'est sur elle que va se greffer, au cours du XVIII^e siècle, un nombre considérable d'autres opérations. « 450,000 liv. furent prêtées sur taillis, agréés par le parlement, sur le vin, le vinaigre et le tabac » et remboursées avant l'échéance. Le banquier Samuel Muller, d'origine bernoise, mais établi depuis assez longtemps à Londres, proposa de placer cette somme en actions de la *Sud-Sea-Company*; du 24 avril au 3 décembre 1719, 4,300 actions furent achetées à des prix variant de 411 1/2 % à 417 7/8 %.

« Lorsque les actions purent être vendues le double, le quadruple de leur valeur nominale et même 4,000 liv., Samuel Muller et C^{ie} firent annoncer par un exprès cet événement si rare; » presque aussitôt 600 actions, puis 264 furent négociées à la bourse.

Les « contes de vente » ne sont point sans intérêt. Les marchés furent échelonnés. Le 24 avril, le prix était de 339 %; le 26 mai de 352, 354, 357 et 480; le 27 mai de 357; le 30 mai de 510; le 1^{er} juin de 510 et 515. Le total brut atteignit pour 600 actions : 249,155 liv., dont il fallut défalquer liv. 36.4.9. pour « frais de transfers, » liv. 450.0.0 pour « courretage à 1/4 % par action, » liv. 4995.46 « pour provision à 1/2 % » et liv. 44.17.3 pour « frais et gratification de l'exprès envoyé à Berne. » Les 264 autres actions furent réalisées en juin : leur prix fluctua entre 750 et 780 %; 26,000 liv. de capital rapportèrent 498,730 liv.

Une petite partie de ces énormes sommes fut « prêtée au nom de Leurs Excellences : 44,000 liv. à 5 % au comte Maurice de Nassau contre dépôt « en sûreté » « de 4,000 liv., capital de la première

souscription sur le pied de 600 %; » 9,000 liv. à 5 % à M. Grey-Neville, dans des conditions voisines; 44,000 liv. à 5 % à M. de Bary contre « 3,000 liv., première souscription à 600 % et 500 de la seconde à 500 %. » Aucun doute que nous ne tenions ici des vestiges de la *spéculation au comptant*, dont l'histoire de la bourse d'Amsterdam au xviii^e siècle nous fournit des exemples, et qui a trouvé sa plus haute expression depuis l'entrée en vigueur de la loi allemande des bourses; une partie, sinon la totalité des capitaux avancés, devait servir à l'achat de nouvelles actions et permettre d'éviter les conséquences naturelles d'une déperdition de force et d'augmenter les chances de bénéfices. Les circonstances prouvèrent dès lors que les prêts, s'élevant à 64 % de la valeur actuelle d'actions spéculatives, ne laissent pas une marge suffisante pour toutes les éventualités.

Au mois d'août, les intérêts des 439 actions restantes ne furent pas payés en espèces, mais portés à l'actif de l'État de Berne sur les registres de la compagnie sous la forme d'une augmentation de capital. L'orage grondait; il devenait même menaçant.

Samuel Muller fut chargé de faire rentrer, par l'intermédiaire de la banque Malacrida de Berne, le montant des actions réalisées. Deux cent cinquante mille thalers gagnèrent ainsi le Trésor public. Malheureusement, une somme bien supérieure était versée par Muller à la banque Malacrida, et Muller demeurait encore débiteur de capitaux considérables lorsque survint la célèbre crise. « Les prix très élevés, et ne reposant sur rien de réel, ne purent se maintenir longtemps; la chute survint tout à coup; ce fut un désastre pour une grande partie de l'Europe. Au milieu de la tourmente, les deux maisons de commerce Malacrida de Berne et Muller de Londres furent emportées par le courant. »

La banque Malacrida¹, « qui avait fort bien réussi dans ses affaires durant de longues années » et « qui jouissait auparavant dans toute l'Europe du plus grand crédit², » avait accepté en paiement et même acheté des valeurs françaises, qu'elle possédait encore lorsque la débâcle arriva; elle avait également consenti de notables crédits, qui n'étaient pas remboursés lorsque les édits furent promulgués³. « Un

1. Cf. Anton von Tillier, *Geschichte des eidgenössischen Freistaats Bern*. Berne, 1839, t. V, p. 406 et 430.

2. J.-R. Gruner, *Chronicon* (manuscrit inédit, bibliothèque de la ville de Berne, mss. hist. helv., t. VIII, 40, p. 14 et 319).

3. *Nothwendiger Bericht und Ablehnung der Beschuldigung, welche denen Handelsleuten Malacrida und Comp., wegen denen vielen Gelderen und Effekten welche sie in Frankreich legen haben, zugelegt wird* (archives de Berne et bibliothèque de la ville de Berne).

grand nombre de domestiques et de servantes, qui avaient déposé leurs gages à la banque, ainsi que beaucoup de veuves et d'orphelins, qui y avaient placé leur patrimoine, presque toutes les familles de Berne eurent à supporter d'importantes pertes¹. » La liste des débiteurs de Malacrida est des plus longues et contient les noms les plus divers : voici des « consistoires réformés; » puis les Bonstetten, les Graffenried, les Wattenwyl, les Salis; enfin une série interminable de petits bourgeois et de petites gens².

Samuel Muller et C^{ie} s'étaient également trop engagés dans des opérations aléatoires : « Comme ils avaient vu que les premières actions étaient l'objet d'une forte demande de la part des directeurs et de leurs favoris et qu'elles avaient en quelques jours doublé de valeur, ils avaient malheureusement placé ainsi beaucoup d'argent³. »

Le Haut Conseil se calma bientôt; il vit que sa quote-part aux deux faillites le ferait rentrer amplement dans les sommes déboursées originairement. Il se montra même généreux vis-à-vis des débiteurs privés de Malacrida, en se contentant de 27 1/2 %, alors que les simples citoyens et les consistoires recevaient le double de Gruner, gendre et successeur de celui-ci⁴. Cependant, inquiet du sort des titres et des espèces déposés à la banque Muller, il envoya à Londres des commissaires, qui percurent en divers termes des sommes importantes.

Si une participation audacieuse à des opérations aléatoires et une réalisation prompte des titres avaient, somme toute, assez bien réussi à l'État et République de Berne, les leçons données alors ne sont point encore oubliées dans la capitale actuelle de la Suisse; la répugnance que les Bernois marquent encore pour l'achat de valeurs mobilières et les dépôts en banque est, dans une large mesure, le contre-coup lointain de la crise de Law !

..

Abandonnons les placements financiers en Angleterre, qui se succédèrent sans interruption durant tout le siècle; l'État de Berne acheta des « actions de la banque, » des « annuitez de la banque, » des « annuitez de la Compagnie du sud » dans des circonstances très

1. J.-R. Gruner, *op. cit.*, p. 319.

2. La liste conservée aux archives d'État de Berne est, en tout cas, complète.

3. *Bemühtiger Vortrag des Banquiers Samuel Müller und Compagnie in London, anno 1721*, p. 6.

4. Voy. not. *General Ausskauff der Banque Malacrida, 1722*, et Gruner, *op. cit.*, p. 356.

intéressantes et pour des sommes très importantes; mais les opérations s'enchevêtrèrent alors tellement les unes dans les autres qu'un récit de ces événements serait trop long, comme, d'ailleurs, prendrait une nature trop technique.

« L'argent étant extrêmement bon marché à Londres et les valeurs s'y trouvant à un cours très élevé, » il fut décidé en 1732 que l'on déposerait une partie des sommes disponibles à 5 % au *Wiennerische Stadt Banco*; les conversions et les menaces de conversions, qui se succédèrent peu après, firent concéder au *bureau des douanes de Leipzig* un prêt important, qui se termina par un *amortissement sans bonification*.

En 1737, le prince Guillaume de Hesse-Cassel, qui devait payer 600,000 thalers « en compensation des droits de la Saxe sur le comté de Hanau, » envoya le colonel de Dunop demander au Grand Conseil de Berne si on lui prêterait une telle somme « dans de bonnes conditions. » Voici quelques extraits de l'acte qui constata l'accord des parties :

Le prêt a lieu :

- 1° En ducats, de plein poids...;
- 2° Pour douze ans; en 1741 aura lieu le remboursement de la première moitié de la somme, en 1752 celui de la seconde moitié...;
- 3° Lors du remboursement de ce capital..., il sera compté 1/2 % à l'État pour frais du transport de l'argent depuis Berne;
- 4° L'intérêt sera de 5 %;
- 5° Tout le collège de la Chambre d'Hanau se porte garant;
- 6° Pour la sûreté complète de l'État de Berne, on engage avec *constitutum possessorium*, non seulement le comté d'Hanau, mais encore les terres allodiales de la même contrée : le district de Buchertal, le district de Dorheim, la moitié du district de Schlüchtern, les moulins d'Hanau...

Le capital fut remboursé avec quelque retard, à cause de la guerre de Succession d'Autriche.

Plus tard eurent lieu deux opérations fort importantes :

À la fin de l'année 1745, le roi de Prusse avait réuni en hâte une armée près de Halle, s'était jeté sur la Saxe et avait forcé la ville de Leipsick, non seulement de se rendre par capitulation, mais encore à payer une énorme contribution pour éviter tout pillage et la mise à sac de ses riches magasins. L'argent avait manqué; les plus précieuses marchandises et les plus précieux ornements d'église avaient été emportés en garantie. La ville de Leipsick s'adressa à la ville de Berne et lui demanda de lui prêter 200,000 r. th., pour que les objets séquestrés fussent rendus et que la foire de Pâques eût lieu à l'époque ordinaire. Cette demande fut entendue, en partie par compassion pour une

ville commerciale généralement si heureuse, en partie à cause des circonstances favorables.

Au même moment et pour le même motif, les États provinciaux de la Saxe électorale eurent à payer 4,000,000 r. th.; et la république de Berne leur prêta la moitié de cette somme. Une clause du contrat signé par prêteurs et emprunteurs mérite très spécialement d'être notée :

Sa Majesté le roi de Pologne, comme prince de la Saxe électorale et seigneur, ne fait seulement qu'autoriser les États provinciaux à emprunter cette somme; elle s'engage, au cas où les paiements seraient suspendus, de faire prompte justice et exécution contre les États.

En 1750 s'établirent, dans les circonstances suivantes, des relations entre Berne et la Savoie :

Lors de la dernière guerre, le roi de Sardaigne avait obtenu, grâce aux Genevois, l'argent nécessaire, en émettant des obligations et engageant les revenus de la Savoie; les intérêts avaient été payés régulièrement, et ces obligations avaient obtenu un tel crédit qu'après la paix on put les vendre avec un bénéfice de 5 à 6 %. Aussi, les banquiers de Genève, qui avaient auparavant servi d'intermédiaires, MM. Boner, Delon et C^{ie}, pensèrent-ils émettre dans le public des obligations identiques, mais à 4 % d'intérêt, en apparence afin de se procurer l'argent nécessaire pour mener à bonne fin le mariage conclu entre le prince et une princesse espagnole, en réalité afin de construire à Nice un port favorable. Ces commerçants croyaient émettre d'autant plus facilement les nouvelles valeurs qu'au même moment l'Angleterre procédait avec succès à une conversion de ses emprunts en 3 % et qu'il était probable que les capitalistes genevois et bernois préféreraient 4 % franco, provenant d'obligations de la Savoie, à 3 % en Angleterre avec de nombreux ennuis.

Pour décider le public, on chercha à obtenir et l'on obtint une participation du gouvernement bernois à la souscription.

Plus tard, il s'agit d'emprunts du Danemark, d'abord d'emprunts émis à Hambourg, puis d'un emprunt émis à Berne même par MM. Marcuard, Benthler et C^{ie}. Enfin, des sommes plus ou moins importantes furent prêtées au chapitre de Spire, à la ville d'Ulm, qui n'était pas « sans notables dettes, » et au couvent de Saint-Gall¹.

1. Voy. dans le *Bericht und Antrag der zur Erörterung der Dotations Angelegenheit niedersetzten Commission an den grossen Rath der Republik Bern* (Berne, 1840); *Die tabellarische Uebersicht ueber die bernischen Staatskapitalien auf das Ausland* (en 1795 et 1798).

De ce bref exposé, de ces brèves citations de textes contemporains, tirons quelques idées générales.

Dès lors, les bourses, et surtout les grandes bourses, avaient une énorme influence; leurs données servaient de base aux opérations financières les plus diverses qui se faisaient à travers tout le monde civilisé.

Mais les prêts, consentis directement par des personnes déterminées, n'en étaient pas moins différents à plus d'un point de vue des prêts que l'on consent en bourse. Au lieu d'une partie offrant certaines conditions et abusant le plus possible de son crédit et de son influence, on en rencontrait deux qui débattaient effectivement les conditions du marché et cherchaient à défendre le mieux possible leurs intérêts propres.

D'une façon générale, les contrats signés fixaient exactement les conditions des opérations et paraient à tous les abus. Les défenseurs des intérêts de la république de Berne savaient choisir leurs débiteurs parmi ceux qui *voulaient* payer (*zahlen wollen*), sans y être « contraints » par la force (*zahlen müssen*). Remarquons, enfin, que la *bonne foi* était, au XVIII^e siècle, beaucoup plus courante que dans l'âge précédent, tout aussi courante pour le moins que dans notre société contemporaine.

André-E. SAYOUS.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. — Le Comité des travaux historiques, fondé par Guizot il y a quelque soixante ans, avait entrepris le recueil général de tous les cartulaires de France. L'idée était bonne, mais de réalisation difficile, et on dut bientôt abandonner aux sociétés savantes de province le soin de mettre au jour ces recueils, fort intéressants sans doute, mais de caractère un peu spécial et surtout extrêmement nombreux. Ces sociétés s'acquittent en somme convenablement de la tâche, et chaque année voit paraître un certain nombre de ces cartulaires. Nous pouvons aujourd'hui en signaler trois également précieux. C'est d'abord le *Cartulaire de l'église d'Autun*, publié par M. DE CHARMASSE (Paris, Pédone, 1900, in-4°), troisième volume de la série, les deux premiers ayant paru en 1865 et en 1880. Les archives épiscopales d'Autun ayant été récemment transportées à Mâcon, l'éditeur a jugé le moment venu de publier toutes ces pièces que ses confrères autunois n'ont plus sous la main. Ce nouveau volume renferme deux cent deux chartes, allant de 897 à 1399, du plus haut intérêt pour l'histoire locale et pour celle du régime des terres et des personnes dans cette partie de la France durant le moyen âge. En tête, M. de Charmasse a mis une longue étude sur l'état de la propriété en Bourgogne au cours de cette période, étude fondée principalement sur les chartes de Cluny ; le morceau mérite d'être lu ; on y trouvera d'utiles indications sur le sens des termes employés par les rédacteurs des chartes, *curtilus*, *mansio*, *colonia* ou *colonica*, sur le morcellement des terres, le prix des propriétés, etc. A citer également une étude, rarement faite, des terriers de l'époque féodale ; on connaît beaucoup moins bien l'état du sol pour la fin du moyen âge que pour les temps plus anciens, et cette étude mériterait d'être faite : il y a là une lacune que le travail de M. de Charmasse comble en partie pour la Bourgogne. C'est une esquisse intéressante de l'exploitation domaniale à l'aurore des temps modernes. — Le *Cartulaire de l'église d'Angoulême*, publié par M. l'abbé NANGlard (Angoulême, Chasseignac, 1900, in-8°), ren-

ferme un peu plus de deux cents pièces des x^e, xi^e et xii^e siècles, données d'après un beau cartulaire, qui, à en juger d'après le fac-similé, doit dater d'environ 1180; on peut adopter cette date, un peu tardive au premier aspect, les scribes de cette partie de la France ayant, plus longtemps que leurs confrères du nord du royaume, conservé l'usage d'une écriture d'apparence un peu archaïque. L'édition paraît reproduire exactement le texte du manuscrit; elle est copieusement annotée et accompagnée d'un long index des noms et des matières. Les actes offrent pour la plupart un certain intérêt; on peut y noter une copie, la plus ancienne connue, croyons-nous, d'un texte célèbre, l'affranchissement par S. Cybar en 558 d'un grand nombre d'esclaves. La copie de cet acte est d'ailleurs assez défectueuse, et le scribe du xii^e siècle, soit faute de bien lire, soit désir de corriger un texte barbare, a fortement modifié ce document mérovingien, dont l'authenticité intrinsèque paraît d'ailleurs hors de conteste. — Enfin, M. G. LACAVE LA PLAGNE BARRIS a mis au jour la deuxième partie du *Cartulaire du chapitre d'Auch* (Paris, Champion, 1899, in-8°; Archives historiques de la Gascogne, II, 4). Ce fascicule renferme le *Cartulaire blanc*; la plupart des actes, dont quelques-uns sont d'ailleurs curieux, intéressent avant tout l'histoire du pays d'Auch; mais on n'a encore imprimé que bien peu de textes pour cette partie de la France. On peut regretter que l'éditeur n'ait pas pris la peine de résoudre les dates, en utilisant tous les éléments fournis par les chartes; il adopte le millésime donné par le cartulaire, sans tenir compte de l'ancien et du nouveau style; la charte XLII est probablement de 1257 et non de 1256; LXII est certainement de 1258 et non pas de 1257; enfin l'acte LXIII est non pas de 1256, mais de 1259. Ce sont là méprises regrettables qu'il faut noter, pour éviter à ceux qui consulteront ce précieux recueil de graves erreurs.

Notre collaborateur M. H. PIRENNE vient de publier dans les recueils de la Commission royale d'histoire de Belgique¹ un texte extrêmement curieux, dont des fragments avaient été déjà imprimés en 1863 par E. Mannier. C'est un registre rapportant les opérations des commissaires chargés de rechercher les biens des Flamands ayant pris part à la bataille de Cassel; ce document a fourni au savant éditeur matière à une foule de remarques intéressantes sur l'état social et économique de la Flandre occidentale au début du xiv^e siècle; il a pu déterminer avec plus de précision que les historiens antérieurs le caractère de cette révolte, qu'on peut hardiment appeler une révolution sociale. M. Pirenne montre com-

1. *Le Soulèvement de la Flandre maritime* (1323-1328).

ment cette partie de la Flandre était alors, par l'origine et les coutumes des habitants, par l'organisation politique, bien différente de la Flandre orientale. Ici ce sont pour la plupart des paysans libres, sachant s'administrer, presque tous propriétaires d'un coin de terre et déjà, on peut le dire, pénétrés de l'esprit moderne. Ils veulent secouer le joug des riches et des nobles, se régir eux-mêmes, et savent dans le péril s'organiser et obéir à leurs capitaines. Ils finirent par être écrasés à Cassel, et la répression, comme toujours, fut épouvantable; mais M. Pirenne montre, avec raison semble-t-il, combien ce soulèvement, dont on ne connaît guère en France que l'histoire externe et pour ainsi dire superficielle, ressemble au grand soulèvement des comtés d'Angleterre en 1381. Ce fut la protestation violente des masses souffrantes et travailleuses contre une féodalité passablement oppressive, qui continuait à prélever une large part des revenus sociaux sans remplir les rudes devoirs qui avaient jadis rendu son existence légitime. C'est là un point de vue tout nouveau qui rend fort instructive l'introduction du savant professeur de Gand.

La *Revue historique* est un peu en retard avec la Société de l'histoire de France; les volumes publiés en 1899 sont tous des suites. C'est tout d'abord le tome XI de Froissart, édité par M. G. RAYNAUD; on y trouve la suite du livre II, de 1382 à 1385, de la bataille de Rosebeke à la paix de Tournai. C'est l'histoire entière de la campagne de Charles VI en Flandre et de la défaite des communes par l'armée féodale. L'éditeur s'attache toujours à suivre le plan tracé par son prédécesseur, Siméon Luce, sauf sur un point; il a un peu éclairci le commentaire et réduit l'annotation à de plus justes proportions, en s'en tenant à l'essentiel; il serait en effet oiseux de refaire ainsi l'histoire entière d'une époque à propos de chaque chroniqueur; tout ce que le public est en droit de demander, c'est une critique sommaire de l'ouvrage, la rectification des dates et des noms propres, et des renvois à quelques actes elucidant la question traitée par l'auteur. M. Raynaud s'est fort bien acquitté de la tâche, et son commentaire, où nous notons l'emploi fréquent de documents anglais, rendra de grands services et permettra de se reconnaître dans la chronologie, parfois assez fautive, du grand historien de Valenciennes. — Le tome II de la *Chronique* d'Antonio Morosini, publiée par MM. L. DOREZ et G. LEFÈVRE-PONTALIS, renferme les notes extraites du journal de ce Vénitien pour les années 1444-1428. Morosini, on le sait, y notait les nouvelles qui lui parvenaient de l'Europe entière, par les lettres des négociants vénitiens. On y trouve naturellement beaucoup de faits intéressant le commerce, et surtout le commerce maritime avec la Flandre, l'Angleterre et le royaume de France.

Morosini rapporte tous les bruits qui lui parviennent et sous la forme même employée par ses correspondants; ses récits contiennent donc à la fois du vrai et du faux. L'annotation de M. Lefevre-Pontalis, très soignée et très minutieuse, permet au lecteur de se retrouver au milieu de cette masse de renseignements contradictoires. Le troisième et dernier volume, dès maintenant sous presse, renfermera des notes très détaillées et déjà utilisées depuis quelques années sur les campagnes de Jeanne d'Arc. — Le tome II du *Journal* de Jean Barrillon, secrétaire du chancelier du Prat, publié par M. DE VAISSIÈRE, renferme le texte de l'ouvrage pour les années 1518-1524; il présente le même intérêt que le précédent; c'est le récit, jour par jour, avec reproduction des pièces justificatives, des négociations menées par le célèbre homme d'État; l'événement le plus important est la tentative de François I^{er} pour se faire élire empereur à la mort de Maximilien. L'éditeur a joint au texte, suffisamment annoté, une intéressante préface, renfermant une biographie sommaire de l'auteur du *Journal*, de ce Barrillon, fils d'un apothicaire d'Issoire, que ses descendants du temps de Louis XIV dotèrent, grâce à de complaisants généalogistes, d'une origine illustre. — Enfin un mot du tome II des *Mémoires du chevalier de Quincy*, publiés par M. LECESTRE; il renferme l'histoire des campagnes d'Italie et de Flandre de 1703 à 1709. Ce récit minutieux de marches, de contre-marches, d'escarmouches et de batailles est en somme assez monotone, et on ne retrouve pas dans ce nouveau volume les anecdotes piquantes et les traits de mœurs qui émaillent le début. Mais c'est tout au moins un journal précis et exact des opérations militaires de Vendôme et de La Feuillade dans la Haute-Italie, et de Villars dans le nord de la France.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — On a précédemment rendu compte de la thèse française de doctorat de M. DUFOURCE, sur les *Gesta martyrum*; la thèse latine de l'auteur traite également de l'histoire de l'Église aux v^e et vi^e siècles, et complète sur certains points l'ouvrage français¹. M. Dufource expose d'abord comment, au vi^e siècle, la littérature catholique offre une période nouvelle d'activité; à ce moment paraissent successivement deux collections de Décrétales et de canons, deux martyrologes, dont celui dit de saint Jérôme, puis, suivant M. l'abbé Duchesne, la première rédaction du *Liber pontificalis*, enfin, si l'on adopte la théorie de M. Dufource, les *Gesta martyrum* romains. Dans un second chapitre, l'auteur étudie certains ouvrages apocryphes composés en latin, au temps de saint Augus-

1. *De manichaeismo apud Latinos quinto sextoque saeculo atque de latinis apocryphis libris*. Paris, Fontemoing, 1900, in-8°.

tin, puis de saint Léon; le premier de ces pères en mentionne un grand nombre dont il attribue la fabrication à des hérétiques manichéens, et notamment à un certain Leucius; il cite entre autres certains actes fabuleux des apôtres. C'était pour les Manichéens un moyen de donner à leurs doctrines un fondement historique. M. Dufourcq fait ensuite l'histoire des Manichéens aux ^v^e et ^{vi}^e siècles, et montre aisément qu'en dépit des édits impériaux, il en existe encore un assez grand nombre en Occident; il énumère leurs églises, indique les ouvrages de polémique composés contre eux. En effet, pour leur répondre, les catholiques reprennent la plume; ils rééditent les anciens livres authentiques et on dresse le catalogue dit gélasien, *de recipiendis et non recipiendis libris*. M. D. rapporte à ce temps une nouvelle édition de la Vulgate, tout au moins du Nouveau Testament, dont le regretté Samuel Berger avait constaté l'existence dans des manuscrits d'Espagne. Puis les catholiques éditent à leur tour des livres apocryphes, dont les *Gesta martyrum*, des récits évangéliques supposés, des légendes sur les apôtres, etc. La thèse est ingénieuse et mériterait d'être exposée avec plus de détails; il appartiendra aux spécialistes d'en faire la critique de plus près; nous ne ferons pour notre part qu'une seule remarque: M. Dufourcq ne croit pas à l'origine orientale des doctrines du plein moyen âge dites manichéennes et les rattache plutôt aux églises hérétiques des ^{iv}^e et ^v^e siècles. L'opinion est intéressante, mais est-elle fondée? En effet, d'une part Ch. Schmidt nous semble avoir suffisamment prouvé les rapports étroits existant entre les Manichéens ou Bogomiles de la péninsule des Balkans et les Patarins italiens du ^{xi}^e siècle, et d'autre part ces doctrines vaudoises et albigeoises ne rappellent que de fort loin, dans leur infinie variété, la doctrine primitive des Manichéens; l'opinion contraire, très répandue, vient de ce que l'on connaît ces doctrines surtout par les traités de polémique des écrivains catholiques du moyen âge; or ceux-ci n'ont guère fait que copier les ouvrages de saint Augustin contre les Manichéens, sans tenir compte des différences entre les doctrines de ceux-ci et les croyances albigeoises. L'erreur n'a rien de surprenant de la part de théologiens du ^{xiii}^e siècle, gens mal informés et à idées préconçues¹.

Saint Prosper d'Aquitaine fut de son temps en Gaule un excellent représentant de la culture théologique et littéraire; on a de cet ami et partisan de saint Augustin une chronique universelle fort inté-

1. Profitons de l'occasion pour faire une correction à notre compte-rendu des *Gesta martyrum* de M. Dufourcq (*Rev. hist.*, LXXIV) : p. 99, dernière ligne, il faut lire de *clercs romains* et non de *deux romains*.

ressante, des poésies religieuses, enfin d'importants traités de polémique et de théologie; mais si grand qu'ait été le rôle par lui joué dans les discussions dogmatiques des iv^e et v^e siècles, on peut trouver un peu disproportionné l'immense volume que vient de lui consacrer M. l'abbé VALENTIN¹. Plus de 900 pages pour la biographie de ce disciple du grand docteur africain, c'est vraiment beaucoup. Cette réflexion faite, on doit reconnaître que l'auteur, amoureux de son sujet, n'a rien négligé pour l'approfondir. On trouvera d'abord dans le volume une longue introduction sur l'état de la Gaule au temps de saint Prosper, pleine d'enthousiasme et écrite de verve. Quelques-unes des assertions de l'auteur ne sauraient, il est vrai, être acceptées sans réserve; il paraît par exemple impossible d'affirmer encore aujourd'hui, avec Montalembert, que les moines de ce temps ont sauvé les lettres de la ruine, alors qu'on connaît le profond mépris professé par la plupart d'entre eux pour la culture intellectuelle, mépris qui persista dans les cloîtres jusqu'aux temps carolingiens; si quelques-uns échappent à ce funeste travers, ce sont des évêques, des prêtres devenus moines et qui conservent dans leur nouvel état leurs anciens goûts. Mais cette introduction renferme aussi un bon chapitre sur les origines du pélagianisme et du semi-pélagianisme et en général sur les écoles théologiques de la Gaule méridionale. Ce sont là matières délicates, sur lesquelles, à quelque opinion qu'on appartienne, on aime à avoir l'avis de spécialistes habitués à traiter ces questions passablement subtiles. M. l'abbé Valentin entre ensuite dans le sujet; il groupe les quelques renseignements que nous possédons sur la vie de Prosper, énumère et étudie les ouvrages de l'auteur et cherche à en dater exactement la composition. Passant ensuite à l'étude intrinsèque de ces mêmes ouvrages, il examine les travaux de controverse et de théologie, ceux d'exégèse et de morale, la *Chronique*, puis étudie la langue et le style; cette dernière partie, très détaillée, est une bonne contribution à l'étude de la latinité du v^e siècle; l'auteur montre une grande admiration pour la manière d'écrire de Prosper, c'est là affaire de goût qu'on ne saurait discuter. Cette seconde partie se termine par une étude sur les traductions ou imitations des œuvres de saint Prosper, dont le poème de la *Grâce* de Louis Racine; ce chapitre était-il bien nécessaire? on n'oserait l'affirmer. Les vers rocailleux du fils du grand tragique n'ont rien de commun avec la poésie; l'idée était singulière de traiter pareil sujet en vers, et on doit regretter que quelque ami de l'auteur du xviii^e siècle n'ait su préserver le grand

1. Paris, Picard; Toulouse, Privat, 1900, in-8°.

nom de Racine d'une pareille profanation. Dans une dernière partie, M. Valentin parle des ouvrages supposés, douteux ou perdus de Prosper; dans la première catégorie il range naturellement le *Chronicon imperiale*; la question sur ce point est tranchée depuis longtemps, mais M. Valentin produit quelques nouveaux arguments, tirés du texte même de l'ouvrage. Par contre, il s'évertue à restituer à son héros le fameux *Carmen de providentia divina*; il cherche à prouver que ce poème n'est pas forcément l'œuvre d'un semi-pélagien, et que le style en rappelle celui des poèmes authentiques de Prosper. Sur le premier point, il ne nous a point convaincu; quant au second argument, il a en somme bien peu de valeur, le style assez prétentieux et prosaïque de Prosper n'ayant point à proprement parler d'originalité. En somme et pour conclure, l'ouvrage de M. l'abbé Valentin est un ample exposé de tout ce qu'on sait sur le théologien gaulois du *v*^e siècle, et sur un grand nombre de points, notamment sur les questions théologiques, l'auteur a émis beaucoup d'idées personnelles et d'aperçus nouveaux, fruit d'un long commerce avec saint Prosper.

L'antisémitisme, importé chez nous d'Allemagne par une secte sans scrupules, adopté avec enthousiasme par le parti nationaliste, si hostile pourtant à tout ce qui vient du dehors, a fait en France, on ne saurait le nier, des progrès inquiétants. Toutefois, sur un point jusqu'ici, les efforts des tenants de cette cause odieuse paraissent avoir échoué; ils ont pu faire croire à un public ignorant et léger que la présence en France de 80,000 Juifs, dont les sept huitièmes misérables, constitue un danger public, et qu'il existe une sorte d'association secrète pour l'accaparement du pouvoir et de la richesse publique, mais ils n'ont encore pu faire accepter de ce public, pourtant souvent si crédule, la fable du crime rituel. La *Libre Parole* et les innombrables *Croix* qui pullulent en province ont bien lancé quelques nouvelles à sensation; un des acolytes de M. Drumont, un certain Desportes, a bien publié en 1890 tout un pamphlet sur la matière; la revue *la Quinzaine* a compromis son bon renom en publiant un article de M. de Saint-Auban qui affirmait la réalité du meurtre rituel en s'appuyant sur les *Lettres juives*, pamphlet contre les moines du marquis d'Argens; la calomnie n'a pas fait son chemin et n'a trouvé aucun écho, en dehors peut-être de quelques basses officines. En Allemagne, au contraire, et encore plus en Bohême, en Hongrie et en Russie, il n'en est pas de même; des faits tout récents prouvent que la légende a la vie dure, et qu'elle trouve encore crédit dans les masses populaires; quant aux accusateurs, pourvus de quelque culture, il paraît difficile de croire à leur parfaite sincérité. Un chanoine

de Prague, nommé Rohling, a voulu un jour donner un corps, une base scientifique à la calomnie; il a été immédiatement démasqué et traité suivant ses mérites; l'ouvrage, on l'a prouvé, est un tissu de mensonges prémédités, un recueil de textes falsifiés à plaisir. Mais un professeur de théologie de Berlin, le docteur STRACK, a jugé, non sans raison, utile de reprendre la question à nouveau, de rechercher l'origine de la légende et d'examiner les cas cités par les gazetiers catholiques et antisémites. C'est cet ouvrage que M. S. REINACH vient de traduire sous le titre de *le Sang et la fausse accusation de crime rituel*¹; l'idée est heureuse et la lecture de ce livre est à recommander à tous ceux qui ne ferment pas délibérément l'oreille aux inepties colportées par une certaine presse. L'ouvrage du docteur Strack se compose de deux parties: tout d'abord une étude minutieuse de la superstition du sang et des croyances et pratiques qui s'y rattachent, croyances aujourd'hui encore très vivantes dans les populations chrétiennes du nord de l'Allemagne, du Tyrol, de la Styrie et de l'empire russe. L'auteur a dû entrer dans des détails assez répugnants, qui montrent à quels excès peut conduire la superstition; les pratiques qu'il expose ont été jadis universelles et au XIII^e siècle, chez les catholiques, on y fait allusion dans quelques coutumes municipales de la France. Tout cela fait partie de ce vieux *substratum* de l'âme humaine, sorte de marais qu'on travaille depuis des siècles à purifier, mais qui se dessèche bien lentement. Puis M. Strack s'attaque à la question du crime rituel et étudie chacun des cas énumérés dans un journal clérical italien, *l'Osservatore cattolico*; il montre qu'aucun n'a été observé scientifiquement, que tous les aveux ont été obtenus, comme à Damas en 1840, par d'affreuses tortures, et qu'enfin cette pratique est, quoi qu'en disent Rohling et ses défenseurs, absolument contraire aux prescriptions de la loi juive et du Talmud. Il rappelle encore que dès le XIII^e siècle les papes condamnaient sévèrement la propagation de cette calomnie, d'accord sur ce point avec leur adversaire Frédéric II, que la même condamnation se retrouve dans une consultation célèbre du cardinal Ganganelli, plus tard Clément XIV, enfin que toutes les minorités religieuses, sans en excepter les premiers chrétiens, ont été en butte aux mêmes accusations. Comme le disait Renan, la malignité humaine est peu inventive et tourne toujours dans le même cercle. Enfin, dans un chapitre spécial, l'auteur traite le cas du chanoine Rohling et explique de quelles falsifications impudentes s'est rendu coupable ce triste personnage, comblé d'honneurs par le

1. Paris, May, 1900, in-8°.

ministère autrichien. La préface de M. Reinach résume élégamment la question; nous y relevons la phrase suivante¹: « N'est-il pas permis d'espérer que le plus illustre des papes modernes voudra joindre sa voix si écoutée à celle de ses prédécesseurs, et condamner une accusation plus déshonorante pour les faux chrétiens qui la propagent que pour les juifs dont elle n'atteint pas la conscience? » M. Reinach connaît aussi bien que nous la part odieuse prise à la campagne antisémite par les organes officiels du Vatican; comment peut-il supposer que la curie se privera d'une arme de guerre aussi utile contre les juifs, défenseurs naturels de la société moderne?

L'ouvrage de M. Ph. LAUER, *le Règne de Louis IV d'Outremer*², est un fragment de ces Annales de l'histoire de France à l'époque carolingienne, dont d'autres morceaux, dus à MM. Lot, Favre et Eckel, ont déjà été annoncés dans la *Revue*. Ce prince, Louis IV, a été très diversement jugé par les historiens; les uns ont vu en lui un homme faible et impuissant, un pauvre hère à la merci du duc de France, Hugues le Grand; les autres, dont Augustin Thierry, en ont fait le représentant de l'influence germanique en Gaule et ont transformé son puissant adversaire en défenseur des traditions nationales. M. Lauer montre que ce sont là jugements préconçus et inacceptables; Louis IV fut un roi actif et entreprenant, qui passa sa vie à cheval et fut plusieurs fois sur le point de triompher. S'il dut, après avoir heureusement combattu l'influence d'Otton le Grand en Lorraine, recourir à l'appui de ce prince, ce fut en égal et non en suppliant. Malheureusement ses ressources n'égalèrent point son courage, et sa captivité en Normandie lui fut funeste. D'autre part on ne saurait faire de lui un représentant en France de l'influence étrangère; à ce moment la dynastie carolingienne est encore la seule légitime aux yeux de la plupart des habitants de l'ancien royaume de Charles le Chauve, et les grands eux-mêmes, dont aucun n'est assez puissant pour s'imposer, obéissent, en appelant le fils du prisonnier de Péronne, à la pression de l'opinion publique. Plus tard, au contraire, le fils d'Hugues le Grand, Hugues Capet, ne montera sur le trône qu'avec l'appui des souverains allemands. Ainsi s'évanouissent, définitivement il faut l'espérer, ces conceptions bizarres dont Augustin Thierry a été le principal auteur, et qui ont si longtemps altéré notre histoire; on sait comment les événements de 1870 avaient valu à ces erreurs comme un regain de faveur.

A un autre point de vue, l'ouvrage de M. Lauer est encore fort

1. P. xxvii.

2. Paris, Bouillon, in-8° (*Bibl. de l'École des hautes études*, fasc. 127).

intéressant; grâce à un emploi judicieux des sources du temps, si difficiles à utiliser et d'une valeur bien inégale, l'auteur a montré de combien d'événements considérables a été rempli ce règne de dix-huit ans. Il met également en pleine lumière les variations de la politique royale; d'abord allié du duc de France, Louis IV ne tarde pas à porter ombrage à son puissant protecteur, car il veut régner; il étend chaque jour ses entreprises et fait échec à son vassal. Obligé de renoncer à la Lorraine, il se dédommage en Normandie après l'assassinat de Guillaume Longue-Épée; le malheureux accident qui le livre à ses ennemis atteint son prestige; il répare pourtant en partie cet échec et peut-être aurait-il fini par triompher, mais une mort prématurée l'emporte encore jeune, en septembre 954. Il avait tout au moins assuré à la dynastie carolingienne, condamnée, semblait-il, depuis 923, encore un demi-siècle d'existence. Il est sans doute à peu près impossible de se représenter ce prince, au travers des écrits du temps; on ne peut que constater les faits, sans en démêler les mobiles; mais l'étude attentive des sources dites légendaires, des chansons de geste, a permis à M. Lauer de marquer ce que les gens du temps ont pensé de ce prince. Louis IV est devenu de bonne heure une figure épique; on l'a confondu avec d'autres princes du même nom; dès la fin du siècle, Richer rapporte sur lui de vraies légendes, et de tous ces éléments M. Lauer a tiré d'excellentes indications sur le caractère de Louis et sur l'estime en laquelle les contemporains tenaient ce roi. Pour conclure, excellent volume qui fait honneur à l'auteur et à l'enseignement de notre regretté collaborateur et ami, Arthur Giry.

Aujourd'hui encore, pour le grand public, les expressions *byzantin*, *byzantinisme* sont synonymes de décadence et de corruption; héritiers inconscients de la haine des Latins du moyen âge contre les Grecs schismatiques, beaucoup de modernes condamnent ainsi sans plus ample examen un ordre de choses qui a duré près de mille ans et qui n'a succombé au *xv^e* siècle que grâce à la coupable indifférence de l'Europe. Cette animosité aveugle peut passer pour un bel exemple de superstition, au sens étymologique du mot. Au surplus, de cette longue et souvent glorieuse histoire, le public, même lettré, ignore à peu près tout. Quelques noms survivent: Justinien et Théodore, Alexis Comnène, et encore, ce que l'on en sait, l'a-t-on appris au théâtre ou dans des romans pseudo-historiques, sources d'informations plutôt peu sûres. De cet Alexis, empereur de Constantinople pendant trente-sept ans, on répète toujours, même dans des ouvrages prétendus sérieux, qu'il a été l'ennemi sournois des croisés, appelés par lui-même au secours de l'empire en déca-

dence, et que par sa perfidie il a exposé les pieux pèlerins à mille dangers et compromis la sainte entreprise de l'enthousiaste chevalerie occidentale. En un mot, l'histoire de ce prince, telle qu'on la lit aujourd'hui un peu partout, s'inspire encore directement des vieux chroniqueurs français et italiens contemporains de la première croisade et reproduit toutes les calomnies répandues en Occident au début du XII^e siècle par les croisés revenus de Jérusalem. Un jeune élève de l'École des chartes, M. F. CHALANDON, s'est donné pour tâche de reviser ce procès, qui paraissait à la masse du public définitivement jugé, et son *Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène*¹ est un plaidoyer convaincu en faveur du souverain byzantin. Nous ne dirons point qu'il nous a convaincu, car nous n'avions pas besoin de l'être; il suffit d'avoir lu avec quelque critique les sources du temps pour avoir entrevu la vérité; depuis longtemps d'ailleurs les érudits, ceux du moins que n'aveuglent point des préjugés religieux ou patriotiques, savaient à quoi s'en tenir sur cette absurde légende; mais il était utile d'en faire justice une fois pour toutes dans un travail d'ensemble et M. Chalandon nous paraît avoir fort bien réussi dans cette tâche. Il n'a pas la prétention d'apporter des faits nouveaux; le règne d'Alexis est connu depuis longtemps dans les grandes lignes; toutefois, sur beaucoup de questions importantes (chronologie des événements, contrôle des sources), il émet des vues personnelles, et sur des points essentiels (état de l'empire à la veille de la croisade, relations du prince grec avec l'armée chrétienne), il exprime des idées fort justes à notre sens, et qui, espérons-le, finiront par se répandre.

L'auteur est tout à fait au courant de la littérature du sujet; non seulement il connaît les historiens grecs, latins et orientaux dont il étudie sommairement les œuvres dans l'introduction, mais encore il a consulté les innombrables travaux de détail parus sur le sujet dans toutes les langues de l'Europe. Grâce à ces recherches, il a pu donner de son héros une biographie assez détaillée et à peu près sans lacunes. Alexis n'est plus ici le fantôme couronné, l'empereur larmoyant et perfide qu'on nous peint d'ordinaire; c'est un politique adroit, un excellent administrateur, qui, mis sur le trône par une de ces révolutions militaires si fréquentes à Byzance, sait s'y maintenir en dépit des intrigues du palais, reculer les frontières étroites de l'empire et résister aux entreprises des Slaves et des Turcs; en même temps il réforme l'Église et veille au maintien de l'orthodoxie. Bien mieux, plus heureux que la plupart de ses prédécesseurs, il fonde

1. Paris, Picard, 1900, in-8° (*Mém. et doc. publiés par la Soc. de l'École des chartes*, IV).

une nouvelle dynastie impériale, qui subsistera jusqu'à la catastrophe de 1204. Et pourtant combien grandes étaient les difficultés, et combien pressants les dangers ! En Asie Mineure, les hordes musulmanes atteignaient l'Archipel ; en Europe, les Petchénègues et les Polovtzes infestaient jusqu'à la banlieue de Constantinople. La restauration de l'empire, la guerre contre les Normands d'Italie occupent Alexis de 1081 à 1092 ; puis apparaît un nouveau péril : l'armée de la croisade pénètre en Grèce. C'est ici que M. Chalandon a eu à combattre le plus de préjugés. Dans presque toutes les histoires générales, les croisés apparaissent comme de petits saints, victimes de la perfidie byzantine. Au fond, les grandes histoires des croisades, y compris des compilations françaises toutes récentes, ne sont guère plus historiques que la *Jérusalem délivrée* du Tasse. La réalité est tout autre ; tous ces princes latins sont sans doute très pieux, mais avides, à commencer par Godefroy de Bouillon, et chacun d'eux entend bien se tailler une principauté en Orient. Chercheurs de butin, cruels, brutaux, ils n'ont que mépris pour les Grecs, plus civilisés qu'eux, et se montrent d'ordinaire aussi perfides que le byzantin le plus retors. Leur impéritie, leur présomptueuse ignorance, leurs scandaleuses querelles compromettent l'issue de l'expédition, et si Jérusalem finit par être prise, ce n'est pas à ces chefs pillards et querelleurs, mais à la foule anonyme qu'on le doit, plus fidèle aux vœux prêtés, et surtout plus désintéressée. Mais ce rapprochement entre Grecs et Latins devait avoir des conséquences fâcheuses pour l'avenir de l'Europe occidentale ; il fallait bien trouver un bouc émissaire pour porter le poids des fautes commises ; on donna ce rôle à l'empereur Alexis, et de là ces accusations stupides qui encombrèrent les ouvrages occidentaux, accusations d'où naîtra une haine violente entre les deux confessions, origine directe de la criminelle équipée de 1204. Pour venger des griefs, la plupart imaginaires, et punir les Grecs de leurs propres fautes, les Latins détruiront le rempart de l'Europe contre l'islamisme. Ce fut au point de vue politique le résultat le plus certain des croisades ; ces expéditions exercèrent sans doute une certaine influence sur le développement de la civilisation, mais le seul profit immédiat qu'en tira l'Europe ce fut d'être délivrée d'une foule de vagabonds inutiles et de barons pillards et turbulents, de jour en jour plus gênants pour la société. La plupart de ces aventuriers se montrèrent héroïques en Orient, mais jamais aussi la brute humaine n'y étala plus complaisamment ses pires instincts. Pour conclure, disons que dans cet ouvrage, dont le succès en librairie a été très rapide, les érudits trouveront un exposé complet et soigneux des événements de 1081

à 1448, et le grand public pourra se guérir à la lecture de ce livre de quelques préjugés. Les légendes ont leur place toute marquée en poésie, mais l'histoire n'en a que faire; elle ne doit chercher que la vérité, et dans le cas présent tous les torts furent du côté des croisés, qui, bien plutôt qu'Alexis, méritent les reproches si souvent adressés à l'empereur grec.

Créée au ^{xiii}^e siècle pour combattre l'hérésie albigeoise, l'inquisition a fonctionné en France jusque vers le milieu du ^{xiv}^e siècle et n'a disparu définitivement en Espagne qu'au début du ^{xix}^e, après avoir fait des victimes par milliers. Comment cette institution, tout au moins singulière, a-t-elle pu se développer « dans le sein d'une Église qui se réclame de l'Évangile? » Il y a là un sujet d'étude intéressant. Entre les doctrines chrétiennes primitives et les pratiques des inquisiteurs, il existe une telle antinomie, que longtemps les historiens catholiques ont préféré ne point aborder la question; il a fallu attendre ces vingt dernières années pour avoir des détails authentiques sur l'organisation du terrible tribunal dans le midi de la France, et, pour un Joseph de Maistre, qui a tenté en quelques phrases brillantes l'apologie de l'institution, combien d'autres ont gardé un prudent silence! Aujourd'hui, pour une infinité de raisons, qu'on devine sans qu'on ait besoin de les énumérer, la tactique des écrivains catholiques a complètement changé. La plupart, au lieu de nier les faits, les avouent hautement, et réclament pour l'Église le droit de livrer au bras séculier, c'est-à-dire à la mort, les hétérodoxes; certains même, loin de voiler ces horreurs, appellent de leurs vœux le jour où ils verront se tordre sur des bûchers tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Ce sont là des visions sanglantes, plus dignes d'un Néron que de chrétiens; elles prouvent quel fond de férocité héréditaire persiste chez certains soi-disant civilisés du ^{xix}^e siècle. Chacun doit combattre de toutes ses forces cette recrudescence de grossier et cruel fanatisme, et M. S. Reinach a eu une excellente idée en faisant traduire en français la grande *Histoire de l'inquisition au moyen âge* de M. H. LEA ¹. L'ouvrage est depuis longtemps apprécié à sa juste valeur par les érudits; composé en Amérique, ce n'en est pas moins le travail le plus complet, le plus judicieux et le plus critique publié jusqu'ici sur le sujet; le livre était du premier coup devenu classique; l'exposition en effet en est claire, le ton modéré, et on sent que l'auteur a étudié personnellement les documents, manuscrits et imprimés. M. Paul FREDERICQ, de Gand, qui connaît mieux que personne les

1. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1900, in-18.

exploits du sanglant tribunal dans les Pays-Bas, a bien voulu ajouter à la traduction une excellente introduction, où il énumère et apprécie les principaux travaux publiés jusqu'ici sur les différentes parties du sujet. Ce premier volume traite des origines et de la procédure. L'inquisition est créée par la papauté pour extirper l'hérésie albigeoise, vaincue, mais non détruite, après le traité de 1229. Mais comment s'est formée cette hérésie qui met en péril la suprématie de l'Église catholique? Pourquoi surtout les masses populaires l'ont-elles adoptée, au lieu de laisser aux docteurs le soin de vider leurs querelles? Ce fait singulier trouve une explication dans la situation de l'Église au ^{xii}^e siècle; à ce moment, elle a triomphé, elle a établi sa domination sur le monde entier, mais avec le triomphe sont venus les abus et la corruption; elle est à la fois puissance spirituelle et puissance temporelle, et si elle compte dans son sein des saints et de grands docteurs, la masse du clergé n'est pas à la hauteur de sa tâche, un trop grand nombre de simples prêtres sont profondément corrompus. La simonie règne du haut en bas de la hiérarchie, les ordres religieux sont déjà atteints par la décadence, et la religion se transforme de plus en plus pour le vulgaire en un grossier fétichisme; enfin, ne l'oublions pas, la domination de l'Église est tyrannique et fort lourde à porter. De là une révolte, chaque jour plus marquée, contre cette double oppression des corps et des âmes. Les vieux levains d'hérésie, venus d'Orient, se répandent peu à peu dans l'Europe occidentale et gagnent facilement les masses populaires, écœurées de l'indignité de beaucoup de clercs et que ne touchent guère les subtilités théologiques. Les classes dirigeantes, dans le midi de la France tout au moins, voient le mouvement d'un œil indifférent, et ceux qui ne s'y associent point eux-mêmes, ne jugent point utile de défendre l'Église attaquée. Telle est la cause directe et immédiate de la croisade contre les Albigeois; ailleurs le pouvoir ecclésiastique a pu éteindre aisément quelques foyers d'hérésie, frapper des docteurs trop hardis et punir leurs adeptes; mais dans le midi, les princes, que soutient la majeure partie de la population, sont opposés à la persécution, et Innocent III n'hésite pas à lancer sur ce malheureux pays tout ce que le nord de la France et les contrées voisines renferment de fanatiques ambitieux et d'aventuriers sans scrupules. On sait la suite, et comment le midi de la France, inondé de sang et couvert de ruines durant vingt ans, traité par Simon de Montfort et les croisés comme terre sarrasine, finit par succomber. Les corps étaient vaincus, il fallait asservir les âmes, et à la persuasion, jugée impuissante par ces rudes politiques, on préféra l'inquisition. Jamais tribunal ne fut mieux organisé et ne

fonctionna avec une plus rigoureuse précision ; ce fut une vraie machine de mort, qui disparut du midi après cent ans, faute de prévenus à condamner. M. Lea expose successivement l'organisation de ce tribunal d'exception, le rôle qu'y jouèrent les ordres mendiants, surtout les Dominicains, enfin la procédure, toute secrète, n'admettant point la confrontation entre les accusés et les témoins à charge, tellement rigoureuse qu'elle ôtait toute chance de salut au plus innocent ; il parle encore de la pénalité, qui va de la flagellation à l'incarcération perpétuelle et au bûcher ; il montre enfin la place donnée à la torture dans cet affreux ensemble. Bien mieux, en punissant de la confiscation des biens les hérétiques ou leurs prétendus complices, l'inquisition se ménage l'appui des puissants du siècle, qu'enrichit cette source impure. Dans un dernier chapitre, M. Lea montre comment, grâce à une odieuse subtilité, que reproduisent encore aujourd'hui les modernes apologistes de l'inquisition, l'Église, proclamant son horreur pour le sang versé, s'en remet au bras séculier du soin de mettre à mort le condamné ; c'était livrer le malheureux au bûcher. Telle fut, dès les premiers temps de son histoire, cette abominable institution ; pour en excuser le succès, on a besoin de se rappeler la dureté des mœurs d'autrefois et la férocité des politiques du moyen âge. Les défenseurs de l'Église seraient peut-être mieux inspirés en désavouant ces épouvantables excès ; il y a toujours quelque chose de pénible à entendre un prêtre, qui se réclame de Jésus, faire l'apologie de faits aussi monstrueux ; de quel front osera-t-il ensuite condamner la Terreur ?

Parmi les capitaines au service de la France sous le roi Jean, les chroniqueurs et les actes nomment souvent un certain Thomas de la Marche ; M. Marcellin BOURRER vient de raconter la vie de ce personnage, assez énigmatique, et sur l'origine duquel on a émis différentes hypothèses. La *Revue historique* avait déjà publié de l'auteur des recherches fort intéressantes sur ce chevalier d'aventures, desquelles il résultait que Thomas était un bâtard de la maison de France, un fils du futur Philippe VI. Aujourd'hui, sous ce titre : *Thomas de la Marche, bâtard de France, et ses aventures (1318-1364)*¹, il raconte toute l'existence de son héros. Thomas débute par visiter en croisé les pays d'Orient ; il séjourne à Chypre, en Arménie et en Sicile ; on le retrouve à Londres en 1350, où il défait en champ clos un Visconti qui l'a accusé de trahison. Revenu en France, il se présente à son frère, le nouveau roi Jean, qui le crée chevalier et le fait entrer au Grand Conseil. Les années suivantes se passent en

1. Paris, Champion, 1900, in-8°.

combats; Thomas sert dans les armées royales en Bretagne, à Poitiers, en Picardie, sous Paris en 1338, et le roi, puis le régent, lui donnent diverses terres, parmi lesquelles les châteaux de Nonnette et d'Auzon en Auvergne. Un peu plus tard, attaché à la personne du duc de Bourbon, il défend la province contre Robert Knolles, a de grands démêlés avec Jean de Berry et devient gouverneur de la Haute-Auvergne; il réside alors à Saint-Flour, où M. Boudet a retrouvé beaucoup de traces de son action. Dépouillé d'une partie de son apanage par son royal neveu, le duc Jean, il résiste, lève des troupes et fait la guerre, plus ou moins de connivence avec les Anglais; combattu et serré de près par les gens du pays d'Auvergne et par les troupes royales, après quelques succès, il périt obscurément en août ou septembre 1364. Combien fut romanesque la destinée de ce prince illégitime de France, ces quelques lignes le montrent. M. Boudet, grâce à des recherches étendues à Paris et à Saint-Flour, a remis en pleine lumière cette curieuse figure. L'ouvrage est copieusement annoté et accompagné de pièces justificatives fort intéressantes; c'est une excellente monographie à joindre à toutes celles que l'on possède sur les capitaines de la guerre de Cent ans. Un mot maintenant du premier chapitre. M. Boudet prouve par les témoignages du temps, étrangers et français, et par le sceau de Thomas de la Marche, que celui-ci était bâtard de France; le fait est certain; il prouve également que Philippe VI, Jean II et le duc de Normandie le traitèrent en parent. Mais de qui était-il le fils? Il semble bien que Philippe VI était son père; d'autre part, il a reçu le surnom de la Marche et il porta les armoiries de ce comté; M. Boudet en conclut que Thomas se rattachait par quelque lien aux anciens maîtres de cette province de la France centrale. De là à conclure qu'il avait pour mère Blanche de Bourgogne, comtesse de la Marche, l'une des princesses compromises dans le procès dit de la Tour de Nesle, il n'y avait qu'un pas. On sait que cette princesse, incarcérée en 1344 au Château-Gaillard, traitée assez doucement dans sa prison, y devint enceinte, sans qu'on sache le nom de son complice, au moment même où Charles IV montait sur le trône; M. Boudet suppose que le coupable fut Philippe de Valois, et que l'enfant issu de ces relations, doublement adultères, fut son héros, Thomas de la Marche. L'hypothèse est ingénieuse, mais elle ne nous paraît pas entièrement prouvée, aucun texte contemporain (et cependant certains chroniqueurs du temps ont fait preuve d'une réelle franchise) ne parlant de relations d'amour entre le futur Philippe VI et sa cousine, l'infortunée Blanche.

En 1898, on a exposé solennellement à Turin une relique célèbre, propriété de la maison royale de Savoie, et qu'on prétend être le

Saint-Suaire, le linceul dont Jésus aurait été enveloppé dans le tombeau. M. l'abbé Ul. CHEVALIER vient de faire l'histoire de cet objet¹, en partie d'après les recherches de feu l'abbé Lalore, qu'il complète d'ailleurs sur beaucoup de points. Voici les faits : la première mention de cette relique date du milieu du ^{xiv}^e siècle ; en 1353, Geoffroi I^{er} de Charny fonde la collégiale de Lirey au diocèse de Troyes et donne à la nouvelle église, entre autres reliques, une image du Saint-Suaire ; d'où lui venait-elle ? on l'ignore. Un peu plus tard, à cause des guerres anglaises, la relique est transportée en lieu sûr et il n'en est plus question avant 1389. A cette date, Geoffroi II de Charny veut en faire de nouveau l'ostension publique à Lirey ; l'évêque de Troyes s'y oppose et, l'année suivante, Clément VII, pape d'Avignon, autorise cette cérémonie, mais à la condition expresse qu'on avertira chaque fois les fidèles que ce n'est pas le Saint-Suaire original, mais une reproduction. En 1418, les chanoines de Lirey, craignant les pillards, confient leurs joyaux et reliques au gendre de Geoffroi II, Humbert, comte de la Roche. Celui-ci, puis sa veuve, Marguerite de Charny, s'approprient le Saint-Suaire et vont l'exhiber au pays de Liège, puis en Hainaut ; enfin, en 1452, Marguerite, au mépris des promesses les plus solennelles, le vend à Charlotte de Lusignan, duchesse de Savoie. Les chanoines de Lirey protestent contre ce vol scandaleux, le duc les apaise en leur promettant (1464) une rente de cinquante francs d'or, qui, du reste, semble-t-il, ne fut jamais payée. Ainsi donc, voilà une relique qu'un pape du ^{xiv}^e siècle a déclaré n'être qu'une copie du Saint-Suaire, qui bientôt va passer pour l'original, et dont l'histoire est parfaitement suivie depuis l'an 1353. On devine quelles conclusions M. l'abbé Ul. Chevalier a cru pouvoir tirer du rapprochement de tous ces faits ; ces conclusions s'imposaient à toute personne non aveuglée par le parti pris.

Ce mémoire, on le devine d'avance, n'a pas eu l'heur de plaire au clergé de Turin, et le pro-vicaire du diocèse, Mgr Colomiati, s'est attaché à ruiner, à l'aide d'objections sans portée, l'argumentation du savant français, en l'accusant par la même occasion de mépriser les décisions de l'archevêque italien. M. Chevalier répond en fort

1. Ul. Chevalier, *le Saint-Suaire de Turin est-il une reproduction ou une copie ?* Étude critique. Chambéry, veuve Ménard, 1899, in-8°. — Le même, *Réponse aux observations de Mgr Emmanuel Colomiati, pro-vicaire général de Turin*. Paris, Picard, 1900, in-8°. — A. Loth, *le Portrait de N.-S. Jésus-Christ, d'après le Saint-Suaire de Turin*, avec reproductions photographiques. Paris, Oudin, 1900, in-8°. — Ul. Chevalier, *Étude critique sur l'origine du Saint-Suaire de Lirey-Chambéry-Turin*. Paris, Picard, 1900, in-8° (*Bibl. liturgique*, V, 2).

bons termes à ce singulier adversaire qu'il s'agit ici d'un point de fait, et que l'autorité doctrinale du vénérable prélat n'est point en cause. Portée sur ce terrain, la question cessait d'intéresser les historiens, quand un écrivain français, M. A. Loth, est venu, bien involontairement, en publiant son singulier mémoire, fournir à M. Chevalier une occasion de rentrer dans la lice. Dans ce mémoire, M. Loth donne des reproductions photographiques du Saint-Suaire de Turin, d'après des photographies prises par M. le chevalier Secondo Pia. On y voit très distinctement tracée l'image d'un homme nu, la tête penchée, les mains croisées sur l'abdomen. M. Loth s'extasie naturellement sur la beauté de cette figure et y voit une empreinte du corps du Sauveur, le produit d'un miracle. Nous croyons charitable de ne point analyser ici les raisonnements de l'auteur sur ce point particulier; disons seulement qu'il faut vraiment être atteint d'une affection de la vue pour admirer cette grossière peinture; si cette image était ressemblante, il eût été difficile de qualifier le Christ du plus beau entre les fils des hommes, car il eût été contrefait.

Bien mieux, si M. Loth, au lieu de se répandre en développements lyriques sur cette laide image, s'était donné la peine de l'examiner attentivement et scientifiquement, s'il avait feuilleté quelques recueils d'archéologie du moyen âge, il aurait tout de suite reconnu que cette peinture datait certainement du *xiv^e* siècle. Tout homme du métier y reconnaîtrait le style et les défauts des peintres de ce temps. M. l'abbé Chevalier rappelle qu'on a exécuté maintes fois des reproductions analogues de la Sainte-Face ou Véronique¹; on aura de même reproduit un Saint-Suaire plus ancien, portant l'image du crucifié en peinture. M. Loth doit donc renoncer à voir dans cette figure un portrait de Jésus, miraculeusement conservé, et Clément VII, tout pape d'Avignon qu'il était, savait ce qu'il disait en niant l'authenticité de cette prétendue relique². Au surplus, M. l'abbé Chevalier vient de trancher définitivement la question dans un dernier mémoire, accompagné de toutes les pièces du procès, et la cause nous paraît définitivement jugée. Inutile de revenir sur les textes déjà cités par lui et par M. l'abbé Lalore; notons seulement que l'évêque de Troyes, Pierre d'Arcis, dans son mémoire au pape en 1389, mémoire dont

1. J'en connais une sur cuir, du *xv^e* siècle, à la bibliothèque Mazarine.

2. Je ne dis rien de la question des épreuves, négative et positive, longuement traitée par M. Loth; tous ceux qui ont pu examiner de près le Saint-Suaire de Turin ont fait preuve d'une telle absence d'esprit critique qu'il paraît superflu de discuter avec eux. Sur ce point particulier, d'ailleurs, M. l'abbé Chevalier fournit les explications du meilleur juge en la matière, M. Lippmann, dont la compétence ne saurait être mise en doute par personne.

nous avons la minute, affirme qu'on sait le nom du peintre, auteur de cette figure, tracée sur le Saint-Suaire, que M. Loth estime miraculeuse; le digne prélat remarque en outre que cette figure ne pouvait exister sur la relique originale, l'Évangile n'en disant rien. N'est-il pas singulier de voir un évêque obscur du ^{xiv}^e siècle montrer en somme plus de bon sens et de critique que des catholiques instruits de nos jours? au nombre de ces derniers, je ne compte pas les prêtres de Turin, trop intéressés en la matière pour qu'on tienne compte de leur opinion.

Un certain nombre de savants viennent de créer une *Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique* (Paris, Lecoffre, in-8°), destinée à remplacer les anciennes histoires générales de l'Église, pour la plupart extrêmement défectueuses; chaque volume est rédigé par un auteur particulier, seul moyen d'obtenir, à défaut d'une parfaite similitude de vue et de plan, du moins un ensemble satisfaisant. M. L. Salembier s'est chargé de la partie traitant du grand schisme d'Occident, c'est-à-dire de la période qui s'étend de 1378 (élection d'Urbain VI) à 1417 (élection de Martin V). L'auteur dès le début reconnaît très explicitement tout ce qu'il doit au remarquable ouvrage de M. Noël Valois; pour la suite, il est suffisamment informé, et connaît les principaux des innombrables travaux sur le sujet parus en France et en Allemagne; le récit est clair, bien composé et de justes proportions. Mais si M. Salembier est suffisamment bien informé, il n'a pu toujours triompher des difficultés du sujet. Il est urbaniste convaincu, et cette conviction l'a conduit à des conclusions exagérées; bien mieux, il n'a pas toujours séparé assez nettement la question de foi de la question historique, et trop souvent il parle des hommes et des choses du ^{xiv}^e siècle, comme si un concile avait dès lors proclamé le dogme de l'infaillibilité pontificale. La première question, celle de la légitimité de l'élection de 1378, n'est peut-être pas aussi simple que l'estime l'auteur; l'élection d'Urbain VI était viciée par les circonstances mêmes qui l'avaient accompagnée. On aura beau croire à l'action secrète de l'Esprit-Saint, aucun homme de bon sens n'admettra que les cardinaux, entourés d'une foule hurlante et exaspérée, menacés de mort, aient été réellement libres. Dès le ^{xii}^e siècle, les meilleurs catholiques avouent que les élections pontificales faites à Rome sont souvent peu sincères, et pour celle d'Urbain VI en particulier, M. Noël Valois, dont nul ne saurait suspecter les sentiments religieux, a cru devoir ne point se prononcer expressément. Bien mieux, il semble bien que telle ait été l'opinion du concile de Constance; cette assemblée, chargée de mettre fin au conflit, crut plus sage, d'une part, de reconnaître pour légitimes les nominations et

institutions canoniques faites par les papes rivaux, et, d'autre part, d'évincer tous les prétendants, ceux de Rome comme ceux d'Avignon. Benoît XIII et Jean XXIII furent déposés, Grégoire XII abdiqua, et ces exécutions une fois faites, le conclave procéda à l'élection de Martin V. Sur d'autres points, il y aurait encore quelques réserves à faire. M. Salembier fait preuve, dans des termes il est vrai assez modérés, d'une hostilité évidente pour les doctrines gallicanes que professait tout ce que l'Église universelle réunie à Constance comptait de prélats instruits et d'illustres docteurs; c'est employer dans l'appréciation des événements du xiv^e siècle un criterium tout particulier. Jusqu'en 1869, un catholique sincère a pu être gallican, croire à la suprématie du concile sur le pape sans errer, et c'est condamner, au nom d'une doctrine en somme assez nouvelle dans l'Église et combattue longtemps par une foule de savants théologiens, les pensées et les actes de milliers d'excellents chrétiens. C'est là raisonnement de théologien et non d'historien. Ailleurs, M. Salembier nous parle de ces pontifes, qui se succèdent alors sur la chaire de Saint-Pierre, comme il parlerait des papes modernes; n'y a-t-il pas là un singulier mirage? Tous ces vicaires du Christ sont avant tout des grands du siècle, ayant les allures et menant la vie des princes de leur temps; chez la plupart, on aurait peine à trouver trace du caractère sacré dont ils se disent revêtus. A ce moment, la véritable Église n'est plus à la cour de Rome ou d'Avignon, envahie par le népotisme, centre de basses intrigues; elle est plutôt à Constance, où s'est donné rendez-vous tout ce que le monde chrétien compte de grands esprits et de beaux caractères. N'est-il pas singulier de juger des gens tels que Gerson et Pierre d'Ailly, non point d'après les idées théologiques du xv^e siècle, mais d'après une opinion dès lors en germe, mais répudiée par la majeure partie des docteurs, et qui n'a été érigée en dogme que quatre siècles plus tard? M. Salembier est d'ailleurs logique, et frappe de la même réprobation les gallicans des xvii^e et xviii^e siècles, c'est-à-dire presque tout ce que l'Église de France a compté de plus illustre depuis la Réforme.

Le deuxième volume de l'*Histoire de la marine française*, par M. BOUREL DE LA RONCIÈRE (Paris, Plon, 1900, in-8°), présente le même intérêt que le précédent, déjà annoncé ici, et sur celui-ci il a un grand avantage; l'auteur est dès lors en plein dans son sujet et traite non plus seulement des guerres maritimes soutenues par la France, mais de la marine militaire française, car dès lors notre pays en possède une. Charles V est encore parfois obligé de soudoyer des escadres génoises ou castillanes, mais il fait lui-même construire des

galées et des vaisseaux de haut bord, et l'amiral Jean de Vienne a sous ses ordres une véritable flotte. Elle prend une part brillante aux opérations militaires de 1370 à 1380, tient tête aux Anglais, et cause plus d'une fois de graves dommages à l'ennemi, en insultant les côtes et en faisant des débarquements inopinés. Sous Charles VI, la situation change, la flotte est négligée, ou plutôt, au lieu de continuer les sages errements du précédent règne, le nouveau gouvernement conçoit des projets grandioses, il rêve une invasion de l'Angleterre, et, comme tous les projets de ce genre jusqu'à nos jours, l'entreprise coûteuse et mal conduite échoue piteusement. La marine de guerre et de commerce de la France est dès lors en décadence; les Dieppois tentent cependant quelques voyages de découverte vers la côte d'Afrique, et Béthencourt s'installe un instant aux Canaries; d'un autre côté, les galées génoises, aux ordres de Boucicaut, écumant la Méditerranée et l'Archipel et livrent de rudes combats aux Vénitiens, aux Chyprois et aux Turcs, mais sur l'Océan ce ne sont plus que des courses de pirates; on ne fait plus la grande guerre et, comme avant Charles V, la France est obligée de soudoyer les flottes de la Castille. La perte de la Normandie, conquise par Henri V, rend cette décadence définitive; elle ne prendra fin que vers le milieu du règne de Charles le Bien-Servi. Jacques Cœur rétablit un instant le négoce avec le Levant, puis Louis XI à son tour cherche à se créer une flotte de guerre; il y réussit en partie, et les vaisseaux construits par ses ordres ou nolisés par lui jouent un rôle décisif dans les guerres civiles de l'Angleterre et au cours des luttes de ce prince avec l'Aragon et la Bourgogne. Mais peu après, la découverte de l'Amérique entraîne des changements profonds dans l'art naval. Dès lors les usages changent, on construit des vaisseaux plus grands et plus forts; les marins doivent s'accoutumer aux navigations longues et périlleuses; l'organisation des services à terre se développe et se complique, les rouages se multiplient, l'usage des instruments de précision se répand, et la Renaissance qui commence fournit maintes ressources et maintes notions nouvelles aux navigateurs. L'organisation de la marine française est dès lors fixée pour un siècle, et restera jusqu'à Richelieu telle qu'elle a été établie sous Louis XII et François I^{er}.

M. Édouard Rorr, auquel on doit un fort utile catalogue des documents relatifs aux négociations diplomatiques entre la France et la Suisse, vient de faire paraître le premier volume d'une grande *Histoire de la représentation de la France en Suisse*¹, qui doit compter

1. Paris, Alcan, 1900, gr. in-8°.

en tout, suivant les prévisions de l'auteur, neuf volumes. L'ouvrage s'arrête pour le moment à 1559, c'est-à-dire à la mort d'Henri II. En voici l'économie : M. Rott suit l'ordre chronologique exact, chaque règne ou période s'ouvre par un bref résumé des principales négociations, puis vient la liste des agents français, soit auprès des confédérés, soit auprès de la Ligue des Grisons, à Genève ou en Valais; l'auteur distingue par un signe particulier les missions venues de Milan, au temps où la France possédait la Haute-Italie, et celles des princes français, avouées ou non avouées du souverain. Chaque nom est suivi de l'indication des documents manuscrits et imprimés établissant la réalité de l'ambassade et fournissant sur celle-ci les détails essentiels. Puis M. Rott reprend chacune de ces ambassades en donnant sur les affaires traitées par le ministre tous les détails désirables, et en analysant les documents suisses et français qui traitent des négociations; les passages les plus importants des dépêches et des actes sont rapportés textuellement dans le texte ou dans les notes. On voit tout l'intérêt de l'ouvrage; c'est en somme sous une forme simple une histoire détaillée, jour par jour, des relations politiques entre les deux pays et on sait combien importantes furent ces relations aux *xv^e* et au *xvi^e* siècle. Ébauchée sous Charles VII, consolidée sous Louis XI, l'alliance franco-suisse est un instant rompue sous Louis XII, et M. Rott fait à ce propos de très judicieuses remarques sur la politique de ce prince, auquel certains historiens ont fait une réputation vraiment usurpée de sage administrateur et de bon diplomate. Mais une fois Louis mort, François I^{er}, qui vient de vaincre à Marignan, se hâte de renouer cette utile alliance, et dès 1524 est signé le fameux traité de paix perpétuelle, qui devait régler les rapports entre les deux états jusqu'en 1789. Les deux pays contractants y trouvaient de sérieux avantages; les Suisses étaient garantis vers l'ouest, et mettaient à l'abri d'une invasion une partie de la France; de leur côté les Valois pouvaient recruter chez leurs voisins des troupes excellentes, et il faut bien le dire, les montagnards, d'esprit aventureux et alors fort pauvres, ne demandaient pas mieux que d'aller louer leurs bras au roi très chrétien. Ce fut certainement un des meilleurs actes politiques de François I^{er}, et un des cas où les rois de France montrèrent le plus de sens politique et de respect des traditions. L'ouvrage de M. Rott, tel que l'auteur l'annonce, comprendra en six volumes l'histoire chronologique des négociations jusqu'à nos jours; dans deux autres il racontera la biographie de tous les agents français; enfin, dans un dernier volume, il retracera la vie menée par ces mêmes agents dans leurs différentes résidences. On voit combien étendu est le plan que

M. Rott s'est imposé. On ne peut que lui souhaiter le courage et le temps de le remplir.

HISTOIRE LOCALE. — *L'Histoire de l'abbaye de la Sainte-Trinité de Mauléon*, par D. BONNARD (Ligugé, 1900, in-8°), renferme quelques détails d'un certain intérêt pour l'histoire locale; Mauléon s'appelle aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre. Cette maison de chanoines réguliers ne fut jamais bien prospère; fondée sans doute au cours du XI^e siècle, elle reçut un certain nombre d'églises et de dîmes indûment possédées par des laïques et finit par se constituer, aux beaux temps de son existence, un domaine d'une certaine étendue. Les abbés eurent à lutter contre les seigneurs du voisinage, peu respectueux des serments prêtés, et aussi contre les autres abbayes qui leur disputaient la possession de quelques paroisses. Mais les pièces réunies à grand'peine par D. Bonnard ne nous disent rien de l'état matériel et spirituel de la communauté elle-même au cours du moyen âge; plus tard l'abbaye de Mauléon, comme les autres communautés françaises, tombe dans une complète décadence. La commendé s'y établit; c'est inutilement qu'en 1660 on la rattache à la congrégation de France, elle traîne jusqu'en 1790 une existence passablement languissante. Au moment de la suppression on y comptait six chanoines. L'ouvrage du révérend D. Bonnard (est-il utile de le noter?) renferme les injures habituelles contre l'infamale Révolution; si tous ces pieux écrivains étaient logiques, ils devraient réserver une partie de leurs invectives aux rois et aux évêques de France, qui, durant deux siècles et sans le moindre scrupule, supprimèrent ou unirent des abbayes et des prieurés et disposèrent suivant leurs fantaisies du bien de l'Eglise.

M. G. SAIGE travaille toujours à la publication des principaux documents conservés dans les archives princières de Monaco. La famille des Grimaldi possédait au XVIII^e siècle la vicomté de Carlat en Auvergne, et M. le comte de Dienne avait recueilli un grand nombre de documents sur ce territoire; M. Saige y a joint tous ceux qu'il a pu trouver à Monaco même ou à Paris, et le tout remplit deux beaux volumes in-4° sous ce titre : *Documents historiques relatifs à la vicomté de Carlat* (1900). On y trouvera une foule de chartes intéressantes une partie du Cantal dont l'histoire est encore mal connue, et les deux éditeurs y ont joint une copieuse introduction, qui mérite d'être signalée. Elle s'ouvre par une note de M. Marcellin Boule sur la géographie physique et économique de l'ancien Carladès; vient ensuite une histoire complète et détaillée de la seigneurie et des marches de la Haute-Auvergne depuis l'époque carolingienne. On sait qu'à dater du XII^e siècle la vicomté de Carladès appartenait à la

maison de Barcelone, une partie toutefois restant aux mains des comtes de Rodez; cette dernière portion passe ensuite à la famille de Pons, puis en 1349 la maison d'Aragon perd la suzeraineté du pays; celui-ci est alors possédé par les Pardiac-Armagnac, est confisqué sur Jacques de Nemours, puis, après diverses péripéties, fait partie du domaine royal de 1532 à 1643. A cette dernière date, le comté de Carladès est donné à Honoré II Grimaldi, prince de Monaco, et appartient à la famille jusqu'en 1790. De cette vaste introduction, qui est en somme un gros ouvrage, il faut mentionner surtout comme particulièrement intéressante l'histoire des origines de la seigneurie, l'étude de M. Saige sur le régime féodal en Carladès au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle, et de M. de Dienne un excellent exposé des guerres anglaises et des luttes contre les routiers à la fin du ^{xiv}^e. Pour conclure, travail très détaillé d'histoire locale, où sur bien des points celle-ci se confond avec l'histoire générale.

Le troisième volume des *Mélanges de littérature et d'histoire religieuse publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier* (Paris, Picard, 1899, in-8°), est occupé presque entièrement par des mémoires et documents sur l'histoire moderne du département de l'Hérault. On ne saurait énumérer ici tous ces morceaux, de valeur et d'intérêt assez divers, on se contentera de noter les principaux; de M. Rigaudie, des notes biographiques sur François de Sarriet de Gaujac, évêque d'Aire (1736-1752); diverses lettres inédites de et à Lamennais (1806-1815); d'autres adressées par divers correspondants au baron Guiraud (1820-1854), quelques épîtres inédites de Lacordaire, etc. D'autres mémoires méritent mieux qu'une simple mention; c'est d'abord de M. l'abbé Ul. Chevalier un long travail sur la renaissance des études liturgiques, déjà annoncé ici, et où le savant bibliographe parle avec une particulière compétence d'un sujet fort intéressant; puis une copieuse bibliographie du diocèse de Montpellier, par M. Émile Bonnet; l'auteur indique principalement des ouvrages imprimés, mais à cet égard il est à peu près complet et il entre dans des détails infinis sur les anciennes impressions des principales villes du département actuel de l'Hérault. Nous citerons encore trente-six pièces, du ^{xii}^e siècle à 1456, publiées d'après des archives privées, les statuts de la confrérie de Saint-Jacques le Majeur, à l'usage des pèlerins du diocèse de Maguelonne, rédigés en 1272, enfin, une curieuse enquête de 1576 sur les dégâts commis par les Huguenots au château de Lasserre, près de Toulouse; ce château appartenait à Michel du Faur et à sa femme Léona de Bernuy.

M. BRUN-DURAND vient de faire paraître le tome I^{er} d'un *Dictionnaire*

biographique et biblio-iconographique de la Drôme (Grenoble, librairie delphinale, 1900, in-8°). L'ouvrage nous a paru intéressant; il est le fruit de longues recherches dans les archives et dans les bibliothèques. L'auteur a laissé systématiquement de côté les personnes vivantes, suivant ce sage principe qu'on ne doit la vérité qu'aux morts; du coup son ouvrage se distingue fort honorablement d'une foule de compilations consacrées aux illustrations actuelles de chaque département français, politiciens ou fonctionnaires, dont le temps n'a point consacré le mérite. A la suite de chaque article, rédigé généralement sous une forme très brève, on trouve la liste des sources consultées, celle des ouvrages publiés par l'écrivain ou le littérateur objet de la notice, et l'indication des portraits existants. Le tout est intéressant; nous y avons entre autres relevé de courtes notices, pleines de renseignements en partie nouveaux, sur les acteurs des guerres de religion du xvi^e siècle, protestants et catholiques. Ce dictionnaire formera vraisemblablement trois volumes; le tome I^{er} renferme les lettres A-G.

A. MOLINIER.

XVI^e SIÈCLE.

A une époque où les questions sociales prennent aux yeux du public une importance toujours croissante par l'actualité des problèmes qu'elles agitent, il faut accueillir avec plaisir les œuvres qui, éclairant d'un jour nouveau le développement de ces problèmes, font comprendre de quelle façon ils se posaient et comment on a essayé de les résoudre dans le passé. Pour se rendre compte aujourd'hui de la valeur des théories en cours sur le capital et le travail, il faut avoir une vue nette et précise de l'évolution du travail passant par étapes successives de l'esclavage primitif au salariat actuel. M. Germain Martin nous a exposé dans un ouvrage récent le problème économique soulevé par le développement de la grande industrie au xvm^e siècle; une de ces étapes les moins bien connues, parce que c'était une étape de transition, mais non des moins curieuses, a arrêté M. HAUSER dans son dernier livre sur les *Ouvriers du temps passé, XV^e-XVI^e siècle* (Alcan).

M. Hauser s'est attaché à cette période de l'histoire du travail qui précède immédiatement l'application rigoureuse de la réglementation du travail au xvii^e siècle par l'organisation fixe et généralisée des corporations et maîtrises, et qui suit l'époque où, avant Louis XI, « l'organisation des communautés n'était que l'expression spontanée des besoins et des désirs des travailleurs eux-mêmes. » M. Hauser insiste dans sa préface, et c'est ce qui fait la valeur de son livre, sur ce qu'il a étudié ces questions « sans aucun parti pris, sans se soucier de savoir si ses constatations serviraient d'argument à telle ou

telle secte conservatrice ou révolutionnaire, uniquement à l'aide de textes contemporains. »

Avant Louis XI, nous voyons que la royauté ne considérait pas que l'organisation du travail fût une part de l'administration publique; elle laissait les communautés libres et ne s'inquiétait pas, ou presque pas, de restreindre dans les villes jurées le nombre de métiers restés libres ou de diminuer le nombre des villes où il n'y avait pas de métiers jurés. Avec Louis XI nous voyons apparaître cette tendance nouvelle non seulement d'intervention perpétuelle de l'autorité royale dans les rapports entre le capital et le travail, mais de réglementation par le roi de toute l'organisation ouvrière, — l'accès de la maîtrise rendu plus difficile et la « constitution du patronat en une caste de plus en plus fermée, » — réglementation des conditions du travail et du taux des salaires, et enfin extension de cette réglementation à tous les métiers des villes jurées et à un nombre toujours plus grand de villes non jurées. Cette intervention que Louis XI érige en système, M. Hauser nous la montre dans les ordonnances de 1467 sur les cordonniers, tailleurs et gantiers, de 1474 sur les chaussetiers, de 1476 sur les tanneurs, de 1479 sur les drapiers; elle aboutit un siècle plus tard à la grande ordonnance de 1581, qui établit par tout le royaume le régime corporatif. Ce grand siècle de législation industrielle verra, naturellement, de nombreux conflits suscités par les anciennes libertés qu'on voulait entraver, et l'on pourra observer, par l'histoire économique de cette période, quelles résistances il a fallu vaincre, quelle évolution se produisit dans les conditions du travail, quelle était la situation respective des patrons et des ouvriers jusqu'à l'organisation définitive et absolue, qui se maintint jusqu'au XVIII^e siècle.

Un fait important que fait ressortir M. Hauser et qui montre à quel point de vue se place le roi légiférant, c'est l'exposé des considérations qu'invoque Louis XI quand il transforme en communauté jurée un métier libre jusque-là : 1^o l'intérêt des gens du métier, c'est-à-dire des patrons, au profit desquels on créait ces monopoles (car l'histoire du XV^e siècle nous montre les ouvriers toujours en révolte contre les règlements des jurandes et essayant de combattre le régime corporatif par le travail libre); 2^o l'intérêt du public; 3^o l'intérêt de la royauté. Pourvu que la machine ouvrière marche à souhait « pour notre plus grand profit, » disait-il, la condition matérielle de l'ouvrier l'intéressait peu. Aussi le voyons-nous ratifier, à propos d'une grève, l'ordonnance d'un sénéchal manifestement partielle en faveur des maîtres contre les ouvriers. Le principe même d'autorité n'était-il pas en jeu alors ?

Il était, d'ailleurs, difficile d'apprécier exactement la valeur des revendications de ceux-ci et des exigences de ceux-là. Le salaire étant payé à la fois en nourriture et en argent, les uns se plaignaient de mourir de faim et les autres « d'avoir dans leurs ateliers des individus qu'on ne peut absolument pas contenter de nourriture. » — Or, le prix des denrées étant, malgré les travaux de M. d'Avenel, impossible à déterminer et à estimer en valeur courante, nous pouvons difficilement nous rendre compte de l'évaluation exacte des salaires (cf., ch. VI, § 3, la critique importante que M. Hauser fait de l'ouvrage de M. d'Avenel).

A propos des conflits qui agitérent l'imprimerie lyonnaise et parisienne de 1549 à 1572 et des deux grèves dont M. Hauser nous fait un récit très attachant, il faut remarquer qu'en cette période de réglementation sévère qui succéda au travail libre, les ouvriers avaient encore gardé de leur ancienne indépendance assez d'initiative pour se grouper en associations réglées, en « confréries, » sorte de syndicats pour grèves, avec leur discipline, leurs chefs et leur caisse. A peine le mot *tric*, sorte de « vive la grève ! » est-il prononcé, ils s'« organisent militairement en grosses compagnies bien formées et bien conduites. » Ce groupement d'ouvriers en vue de la résistance contre le patron et contre la loi, naturellement interdit et combattu par les autorités, se produisit un assez grand nombre de fois pour qu'il soit permis de l'assimiler à un prototype embryonnaire des groupements actuels, et, en tout cas, d'affirmer que si le roi, dans sa législation, ne s'inquiète pas des intérêts des ouvriers, ceux-ci, du moins, commencent à prendre conscience de leurs droits.

Mais, pour Louis XI en particulier, il ne faut pas croire que toutes les fois qu'il juge un différend ou qu'il règle une ordonnance accordant un avantage manifestement partial en faveur du maître contre ses ouvriers, ce soit uniquement par opposition aux tendances émancipatrices du prolétariat d'alors. A la question simplement économique se mêle, comme l'a montré M. Hauser, une question politique. En effet, les corporations qu'il mettait sous l'influence directe de son gouvernement, ces bonnes villes qu'il favorisait par des ordonnances ruineuses pour les voisines, ces maîtres-patrons qu'il protégeait, étaient ses meilleurs alliés et l'appui sur lequel il comptait dans ses luttes contre les seigneurs. De quelle utilité lui auraient été les sympathies de la classe ouvrière, alors que le pouvoir et la richesse appartenaient précisément à ceux-là qui l'opprimaient et dont le roi cherchait à s'attacher le dévouement ? Ce système de protectionnisme appliqué à l'organisation du travail lui parut donc doublement nécessaire, économiquement d'abord, comme le conçut et le réalisa plus tard Col-

bert, pour la plus grande perfection des œuvres et pour le plus grand bien de l'ordre et de la règle, politiquement ensuite, pour se concilier des alliés contre ses ennemis.

Cette protection, cette organisation du travail, l'accès à la maîtrise, les conditions de vie de l'ouvrier et du compagnon, le travail des femmes, le salaire, sont autant de questions que M. Hauser a étudiées de près, recherchant dans les documents historiques tout ce qui pouvait donner une idée exacte, un tableau vrai de la vie sociale de cette époque. La dureté de la jurisprudence en cas de rébellion, l'absence de toute préoccupation d'hygiène ou de philanthropie, l'esclavage véritable de l'apprenti « à la correction des maîtres, » sont autant d'arguments qui servent à M. Hauser pour détruire les illusions de ceux qui se font « une image idyllique des relations qui existaient alors entre le capital et le travail. » Mais, d'autre part, s'il nous est permis de tirer de ce livre des conclusions optimistes en comparant la servitude du compagnonnage corporatif du xvi^e siècle au salariat actuel, on peut y voir aussi une des étapes, une des manifestations de cette grande évolution du problème ouvrier qui, passé du régime corporatif au régime salarié, est sur le point de faire un pas nouveau vers un état de choses encore meilleur.

Bernard Monod.

XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES.

Au commencement de 1707, Louis XIV et ses ministres imaginèrent de diminuer les gros dangers que la coalition de l'Europe presque tout entière faisait peser sur nos frontières en suscitant vers le centre du continent une diversion qui romprait l'accord des ennemis ou, du moins, en occuperait quelques-uns ailleurs. Ils envoyèrent en secret auprès de Charles XII, alors au camp d'Altranstaedt, un personnage assez obscur encore, le brigadier d'infanterie Jean-Victor de Besenval, afin de pousser le roi de Suède à interposer sa médiation entre la France et les alliés¹. Le cabinet de Versailles nourrissait l'espoir qu'une fois engagé dans cette négociation, Charles se verrait obligé d'aller plus loin et de faire campagne, avec son armée victorieuse des Danois, des Russes et des Saxons, en faveur des derniers partisans qu'eût Louis XIV dans le Saint-Empire, les électeurs de Bavière et de Cologne. C'est cette mission de M. de Besenval² que M. Gabriel SYVETON nous raconte avec beaucoup d'en-

1. *Louis XIV et Charles XII. Au camp d'Altranstaedt, 1707. La mission du baron de Besenval*, d'après des documents inédits, par M. Gabriel Syveton. Paris, Ernest Leroux, 1900, xviii-280 p. in-8°.

2. Remarquons qu'il n'était pas encore baron. C'est en août 1726 seulement que Louis XV érigea sa terre de *Brunnstatt* (et non *Bronnstatt*) en baronnie.

train, d'après les papiers mêmes de notre apprenti diplomate, papiers qui se trouvent actuellement entre les mains de M. le prince François de Broglie. Si les titres de certains chapitres rappellent un peu trop, peut-être, les romans historiques de Dumas¹ et si certaines métaphores provoquent le sourire², on aurait grand tort de méconnaître le sérieux intérêt que présente l'étude de M. Syveton. Encore que l'entreprise de Besenval fût condamnée d'avance pour des raisons de politique générale comme pour des causes très personnelles, on suit, grâce au talent du narrateur, avec une curiosité toujours en éveil, tous les efforts qu'il tente pour la faire aboutir; les croquis de la vie diplomatique au camp suédois sont amusants autant qu'instructifs, alors même qu'on rit un peu aux dépens du héros, plus habile à marivauder avec Aurore de Kœnigsmark qu'à convaincre le chancelier Piper. On a peine seulement à comprendre que le vieux roi et ses conseillers aient pu croire à la réussite d'une négociation pareille où tout le profit était pour eux, tout le danger pour la Suède, et cela surtout au moment où la balance générale des forces penchait décidément du côté de leurs ennemis. Il aurait fallu que le « héros du catholicisme européen, » comme l'appelle M. Syveton, disposât de bien plus nombreux bataillons et d'un trésor moins épuisé pour obtenir l'intervention de Charles XII en faveur des électeurs catholiques restés fidèles à la fortune de la France, alors que la Suède, si tant est qu'elle représentât encore quelque chose dans le monde, y représentait la tradition de l'alliance avec l'Allemagne protestante. L'auteur a beau dire que le jeune roi perdait « l'occasion unique et merveilleuse » d'intervenir dans la grande guerre européenne; ce monarque, qui se jugeait apparemment avec plus de modestie et qui, d'ailleurs, ne voyait point quel profit lui reviendrait de l'aventure, ne crut pas, — et il eut certainement raison, — que ses troupes, capables de renverser les formations primitives de Pierre I^{er} et les médiocres soldats d'Auguste de Saxe, fussent assez nombreuses pour lutter contre les armées de Marlborough et d'Eugène de Savoie. Elles auraient plus rapidement encore échoué sur le Rhin qu'en Ukraine, et le reproche qu'on fait à Charles d'être « allé finir en héros de roman au lieu d'être devenu ou de rester un grand homme » n'est donc pas mérité. On ne peut lui en vouloir d'avoir préféré poursuivre ses propres aventures que d'en courir au bénéfice de la France,

1. Par exemple : « Ce que M. de Besenval lut dans les gazettes durant qu'il avait la goutte. »

2. On a quelque peine à se figurer Besenval secouant en vain l'apathique Charles XII, « comme le paysan qui, sur la lande bretonne, peut bien communiquer une légère oscillation à la pierre branlante, mais ne la déplacera pas. »

quelque insistance que Besenval, ce Suisse mâtiné de Savoyard, un peu pompeusement appelé par l'auteur « l'ouvrier conscient d'une œuvre nationale, » ait mise à l'y pousser. M. Syveton lui-même semble renoncer d'ailleurs, vers la fin, à son admiration première pour un aussi beau projet, car il déclare « qu'il aurait fini par nous être à nous-mêmes funeste » et que le meilleur service que rendit l'ambassadeur fut d'échouer dans son ambassade¹.

M. K. WALISZEWSKI poursuit, avec un succès qui doit le rendre assez indifférent aux observations de la critique, le voyage en zig-zag entrepris par lui à travers l'histoire moderne de l'empire russe. Après avoir parlé de Catherine II, puis de Pierre I^{er}, il nous dépeint aujourd'hui les gouvernants des deux sexes qui ont détenu, pendant la fin de la première moitié du XVIII^e siècle, *l'Héritage de Pierre le Grand*². Il sait fort bien que les plus sincères admirateurs de son talent narratif n'ont pu s'empêcher de lui faire le reproche d'un goût trop exclusif pour le côté pittoresque des événements qu'il raconte et une tendance prononcée à *romancer* l'histoire ainsi que les personnages qu'il nous présente. Mais il déclare allègrement dans la préface de son nouveau volume qu'il veut risquer de l'encourir encore cette fois, et il a tenu parole. Dans un sujet « où la simple réalité est pour défier l'imagination de tous les Dumas, » il a multiplié les titres alléchants à ses chapitres, et l'on peut dire qu'il satisfait largement les curiosités ainsi mises en éveil en prodiguant au lecteur les anecdotes piquantes et les révélations indiscretes empruntées aux sources les plus diverses, authentiques souvent, parfois aussi légendaires, et qu'il ne nous garantit pas, d'ailleurs, d'une façon absolue. Ce nouveau tableau de seize années seulement de l'histoire russe au XVIII^e siècle est très intéressant, à coup sûr, mais, — qu'on me pardonne le mot, — à moins que le lecteur n'ait l'estomac très robuste, il est de nature à lui donner des nausées. La corruption éhontée de la Rome impériale, la froide cruauté de Byzance et la barbarie native d'une race encore sauvage semblent s'être rencontrées sur les bords de la Néva durant ces trois règnes de Catherine I^{re}, de Pierre II et d'Anne, ou plutôt durant

1. Ça et là quelques fautes d'impression; lire *Bühl* pour *Bihel* (p. 152), *Soel-lingen* pour *Selinghen* (p. 154), etc. M. S. aurait aussi mieux fait de ne pas parler d'un ton si peu scientifique de la sollicitude fébrile du roi de Prusse pour le « cher État prussien » et de lui reprocher si amèrement ses « convoitises » territoriales. Assurément, sur ce chapitre, Frédéric I^{er} et Louis XIV ne sont pas comparables; l'appétit des agrandissements chez le maître de Versailles dépassait notablement celui du maître de Berlin.

2. K. Waliszewski, *l'Héritage de Pierre le Grand*. Règne des femmes, gouvernement des favoris (1725-1741). Paris, Plon-Nourrit, 1900, xii-388 p. in-8°.

celui de leurs nombreux et tristes favoris, pour leur imprimer un caractère de violence brutale et d'immoralité grossière tout particulièrement repoussant. Pierre le Grand est trop souvent un horrible et cynique barbare, mais, du moins, c'est un barbare qui a de la grandeur; si la dépravation de Catherine II égale ou dépasse celle des impératrices dont elle fut l'héritière, elle a su se parer, aux yeux de la postérité, d'une auréole philosophique et philanthropique plus ou moins méritée, et elle a largement assouvi la soif de gloire et de conquêtes de ses sujets. Mais, de Catherine I^{re} à Élisabeth, rien de semblable; actions et sentiments, tout est bas et vil dans les sphères où nous introduit aujourd'hui le narrateur, et le talent très réel avec lequel il dépeint ce milieu n'empêche pas que nous en sortions écœurés. Si la Russie a survécu à ce régime ignominieux, ce n'est pas tant, comme le veut M. Waliszewski, parce que les plus mauvais de ses maîtres auraient songé, par instants, à leur métier de souverain, c'est plutôt qu'alors l'empire était trop incohérent, trop peu formé comme organisme, trop indépendant de la centralisation administrative moderne pour que la pourriture de la cour et de la capitale pût empoisonner sans retour le sang des provinces.

Le livre de M. Pocquet sur le *Duc d'Aiguillon et La Chalotais*¹ nous ramène, une fois de plus, à la question si controversée des causes de la lutte entre le gouvernement de Louis XV et les États de Bretagne. On aurait pu croire qu'après le livre si récent de M. Marion le sujet ne serait pas repris de sitôt; mais c'est précisément lui, paraît-il, qui a fait naître ou, du moins, a hâté la mise au jour du volumineux travail, non encore achevé, dans lequel M. Pocquet entreprend d'en réfuter la thèse principale. Dans son ouvrage, M. Marion avait plaidé, si je puis dire, pour le duc d'Aiguillon, si malmené par la tradition vulgaire, et demandé tout au moins les circonstances atténuantes pour ce peu sympathique personnage. Il n'était guère tendre, en revanche, pour ses adversaires acharnés, les privilégiés de Bretagne et les grévistes du parlement de Rennes. On comprend qu'à la lecture de son livre, un érudit breton, qui étudiait la matière depuis fort longtemps sans doute, se soit senti poussé à s'inscrire en faux contre des jugements aussi sévères. M. Pocquet a donc traité à son tour la question, et cela avec une surabondance de détails légèrement effrayante pour le commun des lecteurs, car il nous a donné déjà près de onze cents pages et nous attendons encore son troisième volume. Nous avons dit ici² que le duc d'Aiguillon ne nous semblait

1. *Le Duc d'Aiguillon et La Chalotais*, par Barthélemy Pocquet. Paris, Perrin, t. I-II, 1900, xxxix-556-472 p. in-18.

2. *Voy. Rev. hist.*, LXIX, p. 107.

nullement réhabilité par l'habile effort de M. Marion, et que le personnage, tel qu'il nous le présentait, ne répondait pas assez à la réalité historique. M. Pocquet s'est chargé de nous démontrer cette vérité encore plus à fond et, après l'avoir lu, il serait difficile de nier qu'il y a réussi. Mais est-il prouvé, par cela même, que les ennemis du duc ont droit à toutes nos sympathies et à tous nos respects ? L'auteur déclare avoir écrit « sans passion, pour la justice et la vérité, » et nul ne songera sans doute à révoquer en doute cette affirmation très évidemment sincère. Mais il nous semble pourtant que son travail est, à son tour, et sans qu'il en ait peut-être entièrement conscience, plutôt un plaidoyer véhément pour le parlement et pour l'aristocratie bretonne, une apologie de La Chalotais, l'adversaire des Jésuites, et, — ce qui peut paraître étrange au premier abord, — quelque peu aussi l'apologie de la Compagnie de Jésus elle-même. Non seulement l'auteur est convaincu, mais il connaît son sujet dans tous ses recoins ; il est donc un adversaire redoutable pour le professeur de Bordeaux ; mais je ne crois pas qu'il parvienne à détruire les impressions données sur la Bretagne par son antagoniste. En étudiant et en confrontant les travaux de ces habiles défenseurs d'office de points de vue si contraires, il faut bien conclure, à moins de tomber dans le scepticisme historique le plus absolu, que la vérité est, là aussi, comme presque toujours, entre les deux opinions en conflit ; que les adversaires, dont les pamphlets injurieux, les déclamations enflammées, les calomnies évidentes passionnent encore à ce point les esprits, à plus d'un siècle de distance, avaient également et tort et raison, et qu'il est aussi difficile de voir dans les États de Bretagne de véritables protagonistes de la liberté moderne que dans Aiguillon le protecteur vigilant et consciencieux de l'ordre public. En tout cas, grâce au labeur de M. Pocquet, les dossiers d'archives semblent avoir été bien vidés cette fois, et il n'est guère vraisemblable qu'un autre historien recommence ce travail quand il aura terminé le sien.

Le travail de M. WINDENBERGER sur le *Système de politique étrangère de Jean-Jacques Rousseau*¹ nous transporte du domaine des faits dans celui des idées, ou même, pour être absolument exact, dans celui des hypothèses. L'auteur de cette thèse de doctorat, professeur au lycée de Chaumont, part du fait que les doctrines politiques du philosophe genevois, éparses dans tous ses écrits, mais groupées surtout dans le *Contrat social*, ne forment pas un système

1. *Essai sur le système de politique étrangère de J.-J. Rousseau. La République confédérative des petits États*, par J.-L. Windenberger. Paris, A. Picard, 1900, 308 p. in-8°.

complet; si les chapitres de la *politique intérieure* sont traités d'une façon satisfaisante, le système de la *politique extérieure* y est entièrement négligé, ou plutôt Rousseau n'a plus trouvé le temps de s'en occuper¹. Il s'agit donc de deviner et de reconstruire cette partie de l'œuvre de l'écrivain, et c'est à cette tâche difficile que l'auteur s'applique avec un zèle et une patience des plus méritoires, en colligeant les moindres passages des écrits didactiques et polémiques ou de la correspondance de Rousseau, qu'il pense pouvoir utiliser pour la construction de son édifice, en même temps qu'il y développe une singulière virtuosité d'argumentation². M. Windenberger nous expose ainsi dans une série de chapitres les doctrines du philosophe sur les principes qui doivent diriger les relations des différentes nations entre elles, sur l'état de guerre et de paix, sur les moyens de parer à l'une et de conserver l'autre, et finit par établir que la conception maîtresse de cette seconde moitié du *Contrat social* est l'association volontaire des petits États, les seuls qui puissent et doivent rester libres, afin de garantir la « république confédérative » par des milices nationales. On ne saurait nier que l'auteur ait déployé dans le cours de son exposition des qualités rares de dialectique et que son livre soit un effort ingénieux pour pénétrer dans la manière de raisonner de Rousseau et le forcer ainsi à nous révéler sa pensée; mais, enfin, nous ne sortons pas, par ce procédé, du domaine des probabilités, et l'on ne pourra jamais affirmer avec *certitude* tout ce que Rousseau aurait mis dans son second volume s'il l'avait écrit. On aurait voulu, de plus, que l'auteur se fût astreint davantage à marquer par des signes extérieurs, et ne fût-ce que par des renvois plus multipliés, ce qui, dans son exposé, est hypothèse ou propriété personnelle et ce qui appartient incontestablement au philosophe; on risquerait moins d'être involontairement injuste à son égard³.

1. D'une façon plus suivie, s'entend. Car nous admettons parfaitement que le canevas d'un travail postérieur, dont parle d'Antraigues et qu'il prétend avoir reçu du philosophe, existait et fut détruit vers 1790. Seulement, ce manuscrit, d'une trentaine de pages, ne pouvait être bien complet sur la matière.

2. Aussi, se plait-il parfois, d'une façon assez inutile, à allonger sa tâche; à quoi bon développer longuement trois arguments *a priori* pour établir que « le *Contrat social* postule un *Contrat international* » quand il en tient en réserve un quatrième, suffisamment probant à lui seul, la déclaration de Rousseau « qu'il parlera plus tard des relations externes? »

3. Ainsi, pour citer un exemple, quand il est question (p. 167) du « projet, si bien mûri par Sully, » on voudrait savoir qui parle; si c'est Rousseau, il n'y a rien à dire, car on n'était guère fort en critique historique de son temps. Si c'est M. Windenberger, il y aurait lieu de faire remarquer que personne, aujourd'hui, ne prend plus au sérieux, comme projets politiques du roi, les fantaisies séniles de l'ancien ministre de Henri IV.

Le nombre des ouvrages relatifs à l'histoire de la Révolution et à celle de l'Empire devient de plus en plus considérable ; les mémoires sortent de dessous terre, les biographies s'amoncellent et, pour satisfaire le goût du jour, les articles de revues et de journaux eux-mêmes sur cette période sont réunis en volumes et viennent grossir cette littérature d'histoire contemporaine que nous appelions de tous nos vœux il y a quelque trente ans et qui, maintenant, menace de submerger la critique. La biographie de *Sieyès*, par M. Albéric Neron¹, est une monographie consciencieusement établie sur un solide dossier de pièces en partie inédites ; on y trouvera à peu près tout ce qu'il importe de savoir de l'existence et des écrits du célèbre abbé, mais il y manque absolument cette chaleur communicative que nous cherchons volontiers, avant tout le reste, dans le récit qu'on nous fait de l'existence d'un homme, qu'il soit obscur ou marquant dans l'histoire. Ce n'est pas que l'auteur éprouve quelque antipathie secrète contre le héros de son ouvrage, au contraire. Son récit est plutôt un panégyrique en règle de *Sieyès* à l'encontre de tous ses détracteurs, anciens ou récents, et même il ne laisse pas d'impressionner par là désagréablement le lecteur, parce qu'il essaie trop de peser sur son opinion personnelle en maint endroit du récit. Si M. Neton n'a pas réussi à mettre plus d'animation sympathique dans le tableau de la vie du théoricien de la Constituante, du participant au 48 Brumaire, du sénateur et comte de l'Empire, c'est sans doute que la personnalité même de *Sieyès* excluait tout sentiment de ce genre. Au fond, ce vrai type du rhéteur du XVIII^e siècle, tout bouffi de théories abstruses et du sentiment de sa propre importance, cet homme dont un mot heureux fit la fortune politique et qui sut l'assurer par un long silence, pris pour les méditations du génie, n'eut pas de cœur ; il se singularise même au milieu de la plupart des révolutionnaires, ses contemporains, par l'absence totale de tempérament. Toujours égoïste et froid comme fils, comme jeune abbé, — nous le savions déjà, grâce aux lettres publiées par M. Tessier, — toujours circonspect, mais avide d'influence et très désireux de la faire sentir, le petit bourgeois de Fréjus se montra semblable à lui-même quand il fut homme politique. Aimant à pontifier « comme un oracle » au milieu de collègues émerveillés, mais absolument impropre à l'action, sa prudence l'emporte sur sa vanité dès que la Révolution s'accroît ; il disparaît à peu près durant la crise de la Terreur dans sa retraite d'Auteuil, où, selon son biographe, il attendait, « indifférent et calme,

1. Albéric Neton, *Sieyès* (1748-1836), d'après des documents inédits. Paris, Perrin, 1900, 457 p. in-8°.

l'heure de mourir, qui ne vint pas. » Il reparait encore une fois, oracle législatif, aux derniers jours de la Convention, pour lui exposer son plan constitutionnel « qui eût honoré le génie de Platon, » mais qui nous paraît aujourd'hui bien obscur et bizarre avec son « jury constitutionnaire » et son « atelier de propositions. » Son rôle au Directoire, sa situation presque ridicule comme ambassadeur à Berlin ne sont pas pour le relever aux yeux de la postérité, pas plus que sa triste attitude au moment du 18 Brumaire. Elle fut si peu digne qu'elle arrache, même à son admirateur, une parole de blâme et de regret : « On aurait aimé, dit-il, à le voir refuser dédaigneusement les dotations, les titres et les cordons du premier consul et de l'empereur ; la postérité y aurait vu la preuve, irrefragable aujourd'hui, qu'il n'a agi que par amour pour son pays ! » S'il avait agi de la sorte, il n'aurait plus été Sieyès. Il a vécu longtemps encore ; banni, rappelé en France, il y est mort à peu près oublié en 1836 ; sa célèbre brochure sur le tiers état conservera, plus que tout le reste, son souvenir dans les histoires de la Révolution, mais je doute qu'il s'en écrive jamais beaucoup où l'on en parle avec l'admiration du présent biographe, admiration dont nous respectons volontiers la sincérité, mais que nous ne saurions partager pour notre part ¹.

C'était un théoricien lui aussi, un constructeur naïf de constitutions politiques que ce Thomas Paine ², dont M. Moncure Daniel Conway vient d'écrire l'histoire, traduite de l'anglais par M. Félix Rabbe. Il fut le collègue de Sieyès à la Convention nationale et je suis volontiers porté à croire que ses capacités intellectuelles étaient plutôt inférieures à celles du politicien français ; mais il avait, — ce qui manquait absolument à ce dernier, — un cœur généreux, facilement ému au spectacle des injustices sociales ; il croyait à un idéal politique et religieux et il fut toujours prêt non seulement à combattre, mais à souffrir pour sa foi. L'existence humble et souvent pénible qu'il mena pendant toute la première moitié de sa vie, le manque de culture générale, auquel il ne put suppléer qu'en partie par le travail énergique de son âge mûr, le milieu presque rural dans lequel il vécut, en Angleterre d'abord et puis en Amérique, devaient forcément faire de Paine une individualité incomplète et

1. Il y a de nombreuses fautes d'impression dans ce volume : il faut lire, par exemple, *Choderlos* pour *Coderlos*, *Diesbach* pour *Deissbach*, *Cazalès* pour *Cazalis*, *Fauchet* pour *Fouchet*, *Grangeneuve* pour *Gangeneuve*, *Sandoz-Rollin* pour *Sandaz-Rollin*, etc.

2. Moncure Daniel Conway, *Thomas Paine (1737-1809) et la Révolution dans les deux mondes*, trad. par Félix Rabbe, Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1900, XL-460 p. in-8°.

quelque peu originale. Il fut mêlé d'abord à des luttes nationales ardentes, puis à des luttes religieuses plus âpres encore; ce libre penseur, qui pourtant ne dépassa pas les limites d'un déisme un peu vague mais toujours respectueux, eut la singulière fortune d'être maudit, de son vivant même et longtemps après sa mort, comme un des plus dangereux suppôts de Satan, par toutes les âmes croyantes d'Angleterre et d'Amérique. C'est surtout pour le laver de cet opprobre que M. Conway, jadis théologien lui-même, a entrepris ses travaux sur Paine et a réuni ses écrits oubliés et dispersés, ses pamphlets politiques, célèbres autrefois, qui en firent un auxiliaire précieux de Washington, son traité des *Droits de l'homme*, écrit en réponse aux diatribes d'Edmond Burke, son *Siècle de la raison*, qu'il composa dans les cachots de la Terreur. Mais l'historien de la Révolution trouvera dans ce livre mainte page intéressante pour cette période de notre histoire. Si Paine eut tort assurément, dans son ardeur cosmopolite, d'accepter un mandat de législateur dans un pays dont il ne pouvait parler la langue et où, par suite, il ne pourrait exercer aucune influence immédiate, il essaya du moins, avec un rare courage, d'enrayer la crise terroriste et passa dix mois dans les prisons du Luxembourg, en y attendant la mort en philosophe. M. Conway s'exagère un peu, dans sa biographie, écrite avec un enthousiasme qui se comprend de la part d'un Américain, l'importance de son héros dans l'histoire de notre pays à cette époque; son rôle n'y fut certes pas aussi marqué que celui qu'il avait joué une quinzaine d'années auparavant, durant la crise qui vit naître les États-Unis; mais il fut un ami sincère et loyal de la France et de ses libertés; à ce titre il mérite qu'on s'y souvienne de lui.

Les trois études réunies par M. Paul LACOUR sous un titre commun, *les Origines du féminisme contemporain*¹, pour être des biographies de l'époque révolutionnaire comme celles de Sieyès et de Paine, ne présentent pas le même intérêt historique, bien que leurs héroïnes puissent prétendre, si l'on en croit l'auteur, au rôle d'initiatrices dans le domaine de la philosophie sociale. Avouerai-je que tout le talent de l'auteur n'a point réussi à me rendre sympathiques ni cette Marie Gonze, dite Olympe de Gouges, qui, légitime épouse d'un cuisinier, sut se lancer dans la haute galanterie parisienne, pour se métamorphoser, sur le retour, en femme de lettres, ni cette fille Terwagne, la grisette wallonne, qui, sous le vocable plus ronflant de Théroigne de Méricourt, se mêla bruyamment au vacarme des

1. *Les Origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution*, par Léopold Lacour. Paris, Plon-Nourrit, 1900, vii-432 p. in-8°, portraits.

clubs et aux clameurs de l'émeute? L'une écrivit des tragédies ridicules et des pamphlets passionnés, et l'autre eut les honneurs d'une prison d'État; la première périt sur l'échafaud de la Terreur, la seconde, plus malheureuse, a languì de longues années dans une maison de fous. On peut dire, à l'excuse de toutes deux, qu'elles étaient des déséquilibrées presque irresponsables dont le système nerveux, usé par les fatigues d'une vie aventureuse, sombra, comme celui de tant d'autres, dans l'effroyable tourmente de 1793. J'hésite presque à dire, après ce premier aveu, que la troisième émancipée dont M. Lacour nous retrace le portrait, l'actrice Claire, dite Rose Lacombe, m'intéresse moins encore que ses devancières, d'autant qu'on ne possède, au dire de son biographe, aucun document où son féminisme et celui de ses adeptes soit nettement formulé. Je constate volontiers que l'auteur a consacré de longues et fructueuses recherches à la reconstitution de ces trois vies de femmes qui méritent assurément une petite place dans la galerie des « curiosités » révolutionnaires, et que son livre se lit avec tout l'intérêt qui s'attache à un roman d'aventures; mais je regretterais, je l'avoue, qu'on songeât sérieusement à faire d'Olympe de Gouges ou de Théroigne de Méricourt « les grands ayeux du féminisme intégral » et les représentants attitrés de ce qu'on entend aujourd'hui par « l'émancipation de la femme. » Une cause fort juste, dans de certaines limites, et digne de triompher de préjugés séculaires, n'a rien à gagner, ce me semble, à se voir associée au souvenir de personnalités si décriées, et que tous les efforts d'un apologiste habile et convaincu n'ont pu rendre, je ne dis pas respectables, mais même présentables dans la bonne compagnie. S'il désire gagner l'estime des contemporains, le féminisme actuel fera bien de se chercher d'autres ancêtres et de renier ceux-là. Tout le talent de M. Lacour ne réussira pas à les imposer à l'admiration publique.

C'est dans un monde bien différent au premier abord et qui ne laisse pas cependant de présenter certaines affinités et certains points de contact avec la Bohème révolutionnaire que nous introduisent les volumes suivants, souvenirs ou mémoires, que nous groupons ensemble, comme étant tous relatifs à la contre-révolution du dedans ou du dehors, à l'émigration militante ou repentie, récits plus ou moins intéressants d'abord, mais surtout d'une valeur historique fort inégale. Nous plaçons volontiers en tête de ce groupe, et hors pair, les *Souvenirs du comte de la Ferronnays*¹, tirés de ses propres papiers

1. *En émigration. Souvenirs tirés des papiers du comte Auguste de la Ferronnays* (1777-1814), par le marquis Costa de Beauregard. Paris, Plon-Nourrit, 1900, 428 p. in-8°, portrait.

et des charmants croquis autobiographiques de la comtesse, par M. le marquis COSTA DE BEAUREGARD, dont la plume élégante a rehaussé l'attrait du livre en mettant habilement en valeur ces papiers de famille et en entremêlant l'émotion discrète de scènes plus intimes aux tableaux historiques qui se déroulent devant nos yeux. Son volume est une œuvre d'art plus encore qu'un document historique, mais on éprouve un plaisir littéraire si vif à le parcourir qu'on ne se demande guère s'il n'y a pas çà et là des oublis et des retouches. Le jeune Auguste de la Ferronnays et M^{lle} de Montsoreau, sa future épouse, étaient presque des enfants quand on les fit partir pour l'étranger; aussi pardonne-t-on à cette dernière « l'envie folle » qu'elle éprouva d'embrasser le premier soldat autrichien qu'elle rencontra de l'autre côté de la frontière. On les suit tous deux d'un regard sympathique, soit dans les villes d'Allemagne où la misère apprend enfin aux émigrés le travail, soit au camp de Condé, où cette turbulente jeunesse supporte plus gaiement cette même misère, se battant bravement le jour et s'amusant follement à jouer son dernier écu la nuit, « à la lueur des vers luisants. » Cela forme une série de croquis pittoresques et d'autant plus attrayants qu'on n'y sent pas la réclame d'un royalisme agressif et bruyant et qu'ils forment comme un cadre à l'existence de ces deux individualités également distinguées et d'une haute valeur morale. Plus tard ce sont les années d'exil en Pologne, où le sort transporte ces Français, devenant « Russes hier, Autrichiens avant-hier, Anglais aujourd'hui » plutôt que de revenir à leur pays; c'est la liaison plus intime avec le duc de Berry, dont Auguste de la Ferronnays devient le compagnon de chaque jour, ce sont les fiançailles et le mariage dans ce vieux castel d'Autriche, ce sont enfin les missions diplomatiques et les séjours à l'étranger que le comte entreprend sans cesse, un peu malgré lui, et dont il entretient en détail la jeune épouse presque constamment séparée de lui. Il voit en Suède l'infortuné maniaque qu'une révolution prochaine va détrôner; à Hartwell, le sceptique Louis XVIII fait le signe de la croix sur son front et lui dit : « Excellent jeune homme, votre roi vous bénit ! » A Saint-Petersbourg, où il devait revenir plus tard comme ambassadeur, il apprend à connaître et à se faire apprécier par Alexandre I^{er}. En voyageant ainsi à travers l'Europe, La Ferronnays arrive à mieux connaître les hommes et les choses; il apprend surtout à comprendre l'énergie merveilleuse et la force d'expansion des idées nouvelles. C'est la page la plus curieuse peut-être, et en tout cas la plus sévère pour tout ce qu'il avait aimé, que celle où le jeune diplomate a noté sa conversation avec cet « ancien marchand de parapluies, » Camps, devenu le confident du

prince royal de Suède, Bernadotte. Avec quelle netteté presque brutale ce représentant des couches nouvelles retrace à ce gentilhomme de vieille souche le seul programme possible d'une restauration future et lui fait sentir l'irréremédiable faiblesse intellectuelle et morale de son parti ! Sans doute le comte reste par bien des côtés un « émigré ; » il se réjouit du « superbe réveil » qui oblige l'empereur à « envoyer ses meilleurs soldats se faire égorger en Espagne ; » il se croira tenu d'honneur de trainer, inutile, dans les antichambres de ce duc de Berry, à l'intelligence courte, aux instincts vulgaires, dont « l'âme, comme il le déclare lui-même, est absolument stérile, » et qui le caresse, le boude et l'insulte tour à tour, sauf à lui présenter ensuite ses excuses. Mais il ne conserve plus guère d'illusions ni sur ses princes, ni sur son parti, « sottement fier de son sang et de son éducation, pourtant détestable sous tous les rapports ; » il a compris, ou du moins entrevu, l'irrésistible impulsion que la Révolution a donnée au monde ; il a compris aussi quelles concessions il faut faire à l'esprit nouveau et par bien des côtés il est devenu sur la fin de sa carrière un homme moderne. Tout cela nous est raconté d'une façon agréable et digne à la fois. Aussi, grâce au talent de l'éditeur, ce volume captivera les lecteurs les plus sérieux tout en charmant également ceux qui le sont le moins.

Je doute fort que pareille bonne fortune échoie aux *Mémoires du général d'Andigné*, dont M. Edmond Biré, l'auteur du volumineux *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*, vient de mettre au jour le premier volume¹. On a fait grand accueil à ces souvenirs dans une certaine presse, comme s'ils renfermaient des révélations historiques hors ligne ; l'éditeur a joint au texte, en guise de préface, un panégyrique enthousiaste de la Chouannerie², une esquisse de la carrière complète de son héros³, et, de plus, l'attestation catégorique que le récit de d'Andigné est scrupuleusement exact dans ses moindres détails et que l'historien de l'avenir y peut faire fond comme sur un document de toute première valeur. Il ressort cependant de ses propres communications que la narration des négociations

1. *Mémoires du général d'Andigné*, publiés avec introduction et notes par Ed. Biré, I (1765-1800). Paris. E. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1900, 461 p. in-8°, portrait.

2. « Rien de si beau, de si noble, de si populaire ne s'était vu depuis les croisades... »

3. Nous y relevons, sur la fin, un trait qui nous a vraiment touché ; quand le vieillard, presque nonagénaire, se promenait dans ses domaines, il y faisait lui-même des tas de bois mort afin que les pauvres femmes eussent moins de peine à l'enlever. Le chouan d'autrefois s'était singulièrement adouci.

de d'Andigné avec le premier consul (décembre 1799) ne fut écrite qu'à Grenoble en 1803 ; le récit des guerres de l'Ouest ne fut rédigé qu'après 1815, vingt ans après les événements, et les premiers chapitres du livre, les souvenirs de jeunesse, ont même été dictés par le vieillard à ses enfants, à plus de soixante années de distance des faits accomplis. On a beau nous dire « que si les souvenirs ne sont pas d'hier, ils lui sont toujours aussi présents que s'ils étaient de la veille ; » il est fort présumable que, dans pareilles circonstances et dans mainte page, « l'auteur, de la meilleure foi du monde, *romancera* ses souvenirs » et qu'il y aurait quelque danger à l'en croire partout sur parole. J'ajouterai que l'impression faite par le personnage, d'après son propre récit, n'est pas précisément favorable. C'est un esprit très volontaire, un caractère énergique, mais qui ne se gêne nullement pour montrer qu'il se tient lui-même en très haute estime ; dès sa jeunesse, royaliste intransigeant, il blâme Louis XVI d'avoir fait « une guerre de mauvais exemple » en soutenant les « révoltés » d'Amérique ; il déclare plus tard que les opinions royalistes « sont les seules auxquelles un homme sensé puisse encore attacher des idées de bonheur. » Qu'il se soit jeté bravement dans la chouannerie pour réaliser ce bonheur, cela n'a rien d'étonnant à coup sûr, mais assurément il n'y a joué un rôle de quelque importance que fort tard et dans un rayon d'action limité, n'ayant débarqué en France qu'après la défaite de Quiberon et les jalousies de Charette et de Stofflet ne lui ayant guère permis de se signaler avant la disparition de ces deux rivaux. Chef de partisans dans les cantons où se trouvaient les biens de sa famille, il y fit longtemps la petite guerre et les détails qu'il nous donne sur cette campagne de ruses et de surprises réciproques ne manquent pas d'intérêt, encore qu'il n'en faille pas exagérer l'importance¹. Nous signalerons le calme flegmatique, — un de ses traits distinctifs, selon M. Biré, — avec lequel il déclare que c'est une « saine politique d'employer la terreur pour réprimer ceux qui se montrent ennemis de la cause royale ; » cela n'empêche pas, bien entendu, de belles tirades contre la terreur jacobine. D'Andigné n'entre vraiment dans l'histoire que lors de la réunion des chefs royalistes à la Jonchère, en 1799, et lorsqu'il est délégué par ses collègues pour sonder le premier consul au sujet d'une pacification des départements rebelles. C'est le 27 décembre 1799 qu'a lieu cette

1. On y trouvera aussi des aveux bien curieux sur « l'administration monstrueuse » des cantons insurgés, sur les vols effrontés commis par les chouans, même à l'égard des émigrés catholiques et royalistes, leurs frères d'armes (p. 167).

entrevue avec Bonaparte, « petit homme de mauvaise mine, d'une négligence extrême » et même au « regard de cannibale. » M. Biré, dans son introduction, nous en a donné une paraphrase grandiloquente : « Obscur alors, inconnu, lui qui n'est qu'un chouan..., peut sans baisser les yeux regarder en face le vainqueur des Pyramides et traiter avec lui d'égal à égal, car il est la Vendée, et si grand que soit Napoléon, la Vendée est plus grande encore. » L'illustre Vendéen, moins poli que M. Biré, n'a pas trouvé Bonaparte aussi grand que cela. « Je n'ai pas été très content de cet homme, dans lequel je n'ai vu qu'un extravagant, » écrivait-il au sortir de l'audience, et quelques jours plus tard, prophète malencontreux, il ajoutait : « Cet homme, qui paraît travailler uniquement pour lui, ne peut tarder à succomber sous les factions qui l'entourent. » Il est d'ailleurs si rarement aimable¹ qu'on ne s'étonne pas de le voir réfractaire aux avances du premier consul ; seulement cela ne prouve pas du tout qu'il lui ait parlé le langage altier qu'il prétend lui avoir tenu, et qu'il ait, par sa froideur hautaine, contenu et « ramené sur le champ » son irascible interlocuteur. Bonaparte n'aurait pas souffert une attitude pareille, quelque désireux qu'il pût être de connaître les pensées de derrière la tête des chouans. Il en est de même pour certains autres renseignements tout aussi suspects, quand il affirme par exemple que Hoche était tout prêt à servir les Bourbons² ou quand il prétend que les généraux républicains lui auraient dit : « Nul de nous ne sait pourquoi il se bat, » ou bien encore quand, obligé d'avouer qu'après la pacification de 1799 il y eut bien encore quelques *chauffeurs* dans les départements de l'ouest, il ajoute que ces misérables n'étaient pas, bien entendu, des royalistes, mais des *patriotes*.

On ne peut vraiment en vouloir beaucoup à la police consulaire d'avoir mis en lieu sûr un personnage qui, candidement, nous avoue l'intention des chefs de la Chouannerie de garder leur bandes réunies jusqu'au moment où le gouvernement serait obligé d'envoyer toutes ses troupes aux frontières contre l'ennemi du dehors, pour recommencer la guerre civile. Ce n'est pas à cette attitude, je pense, qu'il faut rapporter la phrase du livre que je retrouve dans mes notes : « S'ils ont conservé un cœur français, ils diront : « Nous aurions fait ce que « les chefs de l'Ouest firent alors ! »

Un troisième type d'émigré, le plus curieux peut-être, est celui

1. Voy. son attitude vis-à-vis du général Gratien (p. 346), de Talleyrand (p. 433), etc.

2. Cela fournit à M. B. l'occasion de renchérir encore en traitant Hoche de vaniteux, d'homme sanguinaire et cruel, de lâche dénonciateur, etc.

dont nous faisons la connaissance dans les *Souvenirs des guerres d'Allemagne* du baron DE COMEAU¹. Issu de petite noblesse bourguignonne, Sébastien-Joseph de Comeau de Charry, né en 1774, était lieutenant d'artillerie au moment de la Révolution. Il avait été quelque temps camarade de Bonaparte, auquel « il pouvait bien se comparer sans vanité, étant aussi joli garçon que l'autre était laid ; » comme tant d'autres, il émigra pour ne point prêter le serment civique, s'en fut à l'armée de Condé et guerroya pendant plusieurs années sur les bords du Rhin, dans la Forêt-Noire et en Souabe. Il finit par entrer en 1800 au service de Maximilien-Joseph, l'ancien colonel de Royal-Alsace, pour lors électeur et bientôt roi de Bavière. D'abord capitaine d'artillerie, il devint successivement officier supérieur dans l'état-major bavarois, chambellan du nouveau monarque, et le confident intime, à l'en croire, de ce maître débonnaire, auquel il aide « à former une nation » et qui l'utilise à d'assez fréquentes missions diplomatiques auprès de son ancien *copain*, passé premier consul. Il n'est pas mal reçu d'ailleurs aux Tuileries ; après avoir préalablement écouté derrière une porte les épanchements de Talleyrand et de Comeau, Bonaparte fait à ce dernier des avances flatteuses que ses sentiments royalistes ne lui permettent pas d'accepter. Ils se retrouvent néanmoins, quelques années plus tard, durant la campagne de Prusse, à laquelle le narrateur participe comme attaché bavarois à l'état-major de l'empereur, qui recourt fréquemment à ses bons services, « ayant de lui, — c'est Comeau qui l'affirme, — un besoin moral. » Il se distingue encore dans la campagne de 1807 et surtout dans celle de 1809, où « deux lieutenants de même âge, de même arme, de même école, vont s'entendre et combiner ensemble » et où Comeau organise si bien la victoire d'Eckmühl que l'empereur lui dit avec une touchante franchise : « Savez-vous que, sans vous, ils (les Autrichiens) auraient pu réussir ! » Malheureusement sa chance l'abandonne pendant la campagne de Russie. Grièvement blessé dès les premières affaires, soigné par des moines charitables, fait prisonnier par les cosaques, mais choyé à Saint-Petersbourg par les plus hautes dames de l'empire, Comeau ne revient à Munich en 1814 que pour donner sa démission de tous ses emplois et retourner en France auprès de ses souverains légitimes. Il y vit encore de longues années et charme ses loisirs de gentilhomme campagnard en

1. *Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire*, par le baron de Comeau, ancien officier de l'armée de Condé, chef d'état-major de la Bavière au grand quartier général de Napoléon, chambellan bavarois. Paris, Plon-Nourrit, 1900, 597 p. in-8°.

écrivain, vers 1843, ses mémoires politiques et militaires, très peu de mois avant de mourir.

Cette vie d'homme écoulée entre le moment où ses souvenirs furent vécus et celui de leur mise au net sur le papier est assurément une circonstance fort atténuante pour une mémoire trop souvent en défaut et cela permet de croire, — ce dont je suis personnellement fort aise, — que le narrateur s'est réellement imaginé dans sa vieillesse avoir joué le rôle brillant qu'il s'attribue partout dans son livre, soit qu'il ait tourné, tout jeune, la tête aux belles chanoinesses de Lyon, soit qu'il essaie en vain d'éclairer le présomptueux Korsakoff sur les fautes qui lui feront perdre la bataille de Zurich, soit qu'il s'écrie fièrement, à la fin de la seconde campagne d'Autriche : « Seul, j'ai vu, deviné, annoncé !... » Parmi les récits les plus réussis et les plus verveux sortis de la plume de ce gascon de Bourgogne, on peut citer celui de la défense du pont de Constance où presque seul, nouvel Horatius Cocles, il arrête toute une armée, et celui de l'attaque et de la prise de Plassembourg, où il combine les talents supérieurs de l'intrigue avec le coup d'œil et l'énergie de l'homme de guerre éminent. Il est regrettable seulement que les annales militaires ne parlent guère de ses hauts faits ou les racontent tout autrement ¹. Ajoutons que, malgré qu'il en ait, Comeau nous paraît d'une intelligence assez ordinaire pour un homme qui prétend avoir conseillé tant d'illustres personnages. Pour lui, l'assassinat de Rastatt est « un acte de franc-maçonnerie » et ce sont aussi « les loges de la franc-maçonnerie qui ont eu part à l'assassinat du duc d'Enghien ². » Les âmes sensibles le trouveront sans doute bien dur pour Napoléon vaincu qui « va gémir comme un pleutre à Sainte-Hélène. » Assurément, à force de *pose* naïve et convaincue, ces *Souvenirs* se lisent sans fatigue et sont même amusants parfois, mais ils constituent un guide bien dangereux à suivre et il faut espérer que, dans quelques siècles d'ici, un historien mal avisé ne s'en servira point pour l'histoire des guerres de l'Empire, comme on le faisait assez récemment encore des Mémoires de Pontis ou de d'Artagnan pour celles du siècle de Louis XIV.

1. Nous ne pouvons que renvoyer ici, pour les critiques de détail, aux observations faites par le plus compétent des juges, M. A. Chuquet, dans la *Revue critique* du 15 octobre 1900 (p. 291-301).

2. Ailleurs, il raconte qu'on nomme en Bavière « la classe moyenne *dicas-ters*. » Sa connaissance de l'allemand elle-même, dont le chambellan bavarois est si fier, semble bien superficielle, sans quoi il ne traduirait pas le mot injurieux de *Reichstroepfe* (jeans-f... d'Impériaux) par « gouttières d'Empire, » et il n'affirmerait pas à Napoléon que *Marchfluß* veut dire un *bourg*, en confondant avec *Marktflecken*.

Il faut placer enfin dans ce même groupe un quatrième personnage, celui qui s'appelait à l'armée de Condé M. le comte de Bissy, le chambellan de Thiard sous l'empire, et qui, député de l'opposition sous Charles X et Louis-Philippe, ne voulut plus être que le général THIARD¹. Né en 1772, d'une famille bourguignonne, lui aussi, qui donna des cardinaux et des lieutenants généraux à l'ancien régime, le jeune Bissy émigra en 1794, rentra en France en 1800 pour faire sa paix avec le gouvernement du premier consul et la fit si bien qu'il était chambellan de Napoléon en 1804. Pendant quelques années, il fut assez avant dans les bonnes grâces impériales, si bien qu'on l'employait à l'occasion à faire des remontrances discrètes à l'impératrice Joséphine. C'est en sa qualité de chambellan de l'empereur qu'il fut chargé de négocier officieusement, avec les cours de Munich, de Carlsruhe et de Stuttgart, les mariages entre Eugène de Beauharnais et la princesse Augusta de Bavière, entre Stéphanie de Beauharnais et le prince héritier Charles de Bade, et celui de Jérôme Bonaparte avec la princesse Catherine de Wurtemberg. Cette mission, si difficile, à l'en croire, au point que Talleyrand lui-même ne croyait point au succès, M. de Thiard sut la mener à bonne fin à la satisfaction des familles intéressées; il ne nous semble pas, à vrai dire, qu'appuyé au su de tout le monde par un entremetteur aussi formidable que Napoléon I^{er}, la tâche ait été bien redoutable; mais, tant pour ses services diplomatiques que pour ses services militaires, le narrateur tient évidemment beaucoup à ce qu'on l'apprecie à sa juste valeur, et, pour simple chef d'escadron qu'il fût, il n'est pas sans avoir donné, — à l'entendre, — d'excellents conseils à son maître. C'est peut-être cette disposition gênante de son esprit, — d'après d'autres ce furent la brusquerie de ses réparties et l'indépendance de son caractère, — qui le fit tomber subitement en disgrâce en 1807 et l'obligea de vivre en exil jusqu'à la chute de l'empire. Créé général par les Bourbons, sans doute comme ancien officier de Condé, puis assez subitement considéré par eux comme suspect, il se range désormais parmi leurs adversaires et, durant le règne de Charles X et celui de son successeur, il siège à la Chambre des députés sur les bancs de l'opposition avancée; nommé ambassadeur de la République française à Berne, en 1848, il quitte, l'année d'après, la vie politique et meurt octogénaire en juin 1852.

Le général Thiard avait écrit, lui aussi, des mémoires, mais il les

1. Léonce Lex, *Souvenirs diplomatiques et militaires du général Thiard, chambellan de Napoléon I^{er}*. Paris, E. Flammarion, sans date (1900), xxvii-338 p. in-8°.

a détruits vers la fin de sa vie, et deux fragments seuls en subsistent, le récit de ses négociations diplomatiques en Allemagne, de 1804 à 1806, — c'est le volume qu'on nous offre aujourd'hui, — et des souvenirs sur l'armée de Condé, que M. Léonce Lex nous promet pour plus tard. Le morceau dont nous rendons compte ici avait été prêté jadis par l'auteur à M. Thiers, qui l'a utilisé dans le chapitre afférent de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*; il ne pouvait donc, en aucun cas, nous apporter des révélations bien nouvelles. Il faut relever de plus, en regrettant cette façon d'éditer les textes qui devient trop fréquente, que M. Lex déclare nous donner un texte « *expurgé, émondé, allégé de nombreux hors-d'œuvre* » qui entravaient, qui embarrassaient la marche du récit¹. » Il faut surtout appeler l'attention du lecteur sur le fait que notre manuscrit n'a été rédigé que près de quarante ans après les événements et qu'il n'a donc pas, à vrai dire, l'autorité d'un témoignage contemporain, puisque la manière de penser et le rayon visuel du « soldat-laboureur » de 1843, du compagnon d'armes d'Odilon-Barrot étaient, certes, bien différentes de la manière de penser et d'agir du Condéen de 1795 ou du chambellan de 1805, profondément admirateur de « l'homme providentiel. » La légende napoléonienne est déjà partout, soit que Thiard nous affirme que tout ce que Bonaparte a fait pour le culte catholique « lui était suggéré plus par la foi que par la politique, » soit qu'il déclare que l'empereur « n'a pas privé plus de cinq cents personnes de leur liberté pendant les quinze ans de son règne. » Et c'est le député de la gauche avancée, ce n'est pas le chambellan impérial, qui nous raconte que Napoléon « aimait à faire le plus grand éloge de l'Assemblée constituante et des principes qui avaient amené la Révolution. »

Il nous reste à mentionner deux volumes de récits militaires qui nous conduisent au delà des mers et nous ramènent en partie en arrière jusqu'à la période du Consulat. Nommons d'abord l'*Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue*² de M. le colonel H. DE POYEN. C'est un travail rédigé par un spécialiste, pour un

1. Parmi les chapitres « émondés » placés par lui en appendice, il en est un que M. Lex a été presque cruel de reproduire; c'est celui dans lequel le brave général développe longuement ses idées sur les chemins de fer et les dangereuses facilités qu'ils offriraient aux jeunes gens et aux jeunes femmes tentés de fuir la maison paternelle ou conjugale. Il le termine par cette déclaration solennelle : « J'ai toujours voté contre tout chemin de fer quelconque. »

2. *Histoire militaire de la révolution de Saint-Domingue*, par le colonel H. de Poyen. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1899, 555 p. in-8°, avec nombreuses cartes.

public avant tout militaire et qui a paru d'abord dans le *Mémorial de l'artillerie de la marine*. Il se partage en trois parties de longueur très inégale; nous y trouvons d'abord un résumé sommaire d'environ quatre-vingts pages, embrassant l'histoire de Saint-Domingue depuis les commencements de la Révolution jusqu'au moment de l'expédition du général Leclerc (1789-1804); puis une narration détaillée de la campagne du général jusqu'à sa mort (1802); enfin, le récit des efforts faits par son successeur, Rochambeau, pour se maintenir dans l'île et celui de la résistance dernière du général Bauquier, jusqu'au moment où il dut capituler, le 7 juillet 1809, devant les forces anglaises supérieures. Les lecteurs auraient désiré sans doute, çà et là, un peu plus de détails sur le côté politique et social de cette lutte acharnée, mais on ne saurait adresser aucun reproche à ce sujet à l'auteur, puisqu'il nous annonce une histoire purement militaire de cet épisode douloureux de notre histoire coloniale et qu'il nous en fournit le tableau minutieux d'après les archives de la Marine et des Colonies. On y verra combien les richesses et les forces vives de la nation furent prodiguées par le gouvernement consulaire pour reconquérir les territoires perdus et les anciens sujets en révolte, comment elles furent gaspillées et anéanties dans la triple lutte contre les nègres, les Anglais et le climat, et combien de faits d'armes dignes de mémoire furent accomplis alors là-bas, par des combattants obscurs, à peu près oubliés de la mère-patrie. M. de Poyen a retracé leur dévouement inutile dans un récit sobre et d'autant plus capable d'impressionner le lecteur, avec l'intention évidente de serrer de près la réalité des faits et de juger impartialement les hommes, amis ou adversaires, qu'il rencontrait sur son chemin, tels surtout Leclerc et Toussaint-Louverture.

C'est dans la mer des Indes également, mais dans celle des Indes orientales que nous appellent, au moins pour un temps, les *Mémoires du baron de Bonnefoux* que vient de mettre au jour M. JOBBÉ-DUVAL¹. Né à Béziers, en 1782, d'une famille toute militaire, le jeune Pierre-Marie-Joseph de Bonnefoux entra dans la marine à seize ans; enseigne de vaisseau en 1802, il naviguait trois ans dans l'Océan Indien, pour y lutter contre la « perfide Albion; » puis sa carrière active se terminait brusquement par la capture de la *Belle-Poule* en mars 1806. Transporté dans les « cautionnements » d'Odsham et de Lichfield, puis sur le *Bahama*, l'un de ces terribles pontons anglais

1. *Mémoires du baron de Bonnefoux, capitaine de vaisseau (1782-1855)*, publiés avec une préface et des notes par Émile Jobbé-Duval. Paris, Plon-Nourrit, 1900, xxxv-483 p. in-8°.

que la réalité nous montre atroces autant que la légende, il y souffre et y comploté jusqu'en novembre 1811, où il réussit à regagner la terre de France. Pendant cette absence, d'autres l'ont devancé; longtemps il reste lieutenant de vaisseau à Rochefort, et c'est en 1824 seulement qu'il obtient le grade de capitaine de frégate et qu'il débute dans la carrière, utile mais un peu monotone, de l'enseignement naval à Angoulême, puis à Brest, carrière qu'il continue, comme capitaine de vaisseau, jusqu'à sa mise à la retraite en 1845. M. de Bonnefoux est mort dix ans plus tard et son nom reste honorablement connu par ses *Séances nautiques* et, surtout, par le *Dictionnaire de marine* qu'il publia, en collaboration avec son gendre, l'amiral Paris. Dans son récit, comme dans l'avant-propos de M. Jobbé-Duval, il nous apparaît comme un marin courageux, comme un bon patriote, un parfait honnête homme; méritait-il pourtant de voir l'ensemble de ses notes autobiographiques publiées à titre de document historique? Celles-ci ont été rédigées, sous forme de lettres à son fils, dans les années 1833-36, et leur but, essentiellement pédagogique, si je puis dire, a pu contribuer, autant que l'éloignement déjà considérable des faits racontés, à déformer un peu les souvenirs de l'écrivain. Le grave commandant du vaisseau-école *l'Orion* a dû se replacer assez difficilement dans la peau du jeune enseigne qui admirait les belles créoles de l'île de France. Mais surtout il faut avouer que beaucoup d'entre les événements racontés par lui n'ont qu'une importance minime pour l'histoire de l'époque, et, pour ma part, je me serais contenté de lire, dans un volume beaucoup plus mince, le récit très curieux, en effet, de la captivité d'Angleterre, et, dans la longue notice consacrée à un cousin germain de Bonnefoux, qui fut préfet maritime à Boulogne et à Rochefort, j'aurais choisi le seul chapitre v, relatif au séjour de Napoléon dans cette dernière ville, après le désastre de Waterloo; cela aurait fait deux ou trois articles de revue fort attrayants, au lieu d'un gros volume un peu terne et parfois monotone.

M. le comte FLEURY a réuni, dans ses *Grandes Dames pendant la Révolution et sous l'Empire*¹, une demi-douzaine d'études, articles de revues, sans doute, composées en partie à l'occasion d'ouvrages publiés dans ces dernières années, mais en y ajoutant le fruit de ses recherches personnelles dans nos dépôts d'archives. Par ses précédents ouvrages, l'auteur nous a habitués à des récits animés, présentés dans un style pittoresque; le style est resté le même, mais

1. *Les Grandes Dames pendant la Révolution et l'Empire*, par le comte de Fleury. Paris, H. Vivien, 1900, 358 p. in-8°.

l'intérêt du sujet ne le soutient pas toujours d'une façon égale. Ainsi les figures effacées de *Mesdames de France*, tantes de Louis XVI, ces vieilles filles si dévotes et pourtant si méchamment cancanières, ont bien peu de titres à exciter, je ne dis pas nos sympathies, mais même notre attention, qu'on considère en elles les femmes ou les princesses. Il en est autrement des biographies de *M^{me} de Custine* et de *M^{me} de Lavalette*, parce qu'elles bénéficient de l'entraînement naturel qu'on éprouve pour deux femmes courageuses qui furent, au temps de la Terreur jacobine, comme au temps de la Terreur royaliste, des héroïnes de dévouement conjugal. On lit avec intérêt le récit de leurs malheurs, encore que l'auteur ne semble pas avoir ajouté beaucoup à ce que ses devanciers nous avaient appris sur elles. Quant à l'étude sur les *Effets du divorce*, malgré ses conclusions moralisantes, on y verra plutôt une amusante satire qu'une page impartiale d'histoire, et, c'est à peine s'il me semble nécessaire de rappeler à l'auteur des *Maitresses de Louis XV*, que, sous l'ancien régime, comme après 1816, la moralité publique, et surtout celle des hautes classes, ne fut aucunement plus grande; la « polygamie successive » y régna de tout temps; il y eut, à certains moments de certains règnes, une recrudescence d'hypocrisie; voilà tout. L'essai sur les *Vierges de Verdun* remet impartialement au point les détails de cette scène de l'invasion et de la répression révolutionnaire, si fortement exagérée par les légendes royalistes. Mentionnons enfin la causerie sur les *Femmes à l'armée*, remplie de faits et d'anecdotes, mais qu'on augmenterait facilement dans des proportions considérables; il en reste l'impression générale qu'à côté de quelques véritables *soldats* de profession, et à côté d'un certain nombre d'épouses légitimes et fidèles, il y eut aux armées de la République, comme à celles de l'Empire, un nombre trop grand d'amazones fantaisistes, de maitresses affichées aux camps et dans les garnisons, et que ces acolytes d'un nouveau genre n'ont certainement contribué ni à rehausser le prestige des chefs, ni à les rendre plus dangereux à l'ennemi¹.

Une personnalité à laquelle on est revenu déjà bien des fois de nos jours, et qui appartient à l'histoire de la Révolution et de l'Empire aussi bien qu'à la Restauration, c'est celle du comte Joseph de Maistre; il exerce sur les esprits curieux et flottants de notre époque

1. Il y a quelques fautes d'inattention : *Nithisdale* pour *Nithisdale*; comte Hatzfeld pour prince Hatzfeld; M. le comte Fleury sait aussi fort bien que Bonaparte ne s'embarqua pas en 1799 pour l'Égypte; Luckner n'était pas un « maréchal saxon » puisqu'il était maréchal de France et né en Bavière; lire *Berstecher* au lieu de *Berstoecher*, etc.

cette fascination particulière que les natures violentes et dominatrices exerceront toujours autour d'elles. Ce n'est pas tant le philosophe, le théoricien au style martelé, aux dogmes tranchants, c'est *Joseph de Maistre, homme d'État italien*, que M. MANDOUL a choisi pour sujet de sa thèse de docteur¹, en même temps qu'il étudiait, dans ce cadre personnel, la politique de la maison de Savoie au début de ce siècle. Son livre est un travail consciencieux et fouillé qui, s'appuyant sur la correspondance officielle et privée du comte, ainsi que sur une série de dossiers inédits des archives royales de Turin, nous initie à l'existence douloureuse du diplomate qui, pendant de longues années, fut condamné à représenter à la cour de Saint-Petersbourg la plus misérable des royautés de l'Europe. Il nous le montre, sans instructions, sans argent, desservi trop souvent auprès du triste monarque qui végétait dans l'île de Sardaigne par ses piètres ministres, qui voyaient en lui un rival dangereux, sans autre réconfort que l'appui bienveillant de l'empereur Alexandre, souffrant en un mot, comme il devait l'écrire plus tard lui-même au roi Victor-Emmanuel, pendant douze ans « tout ce qu'un homme peut souffrir. » Et cependant, ce loyal serviteur ne cesse de rêver et de travailler au relèvement de sa dynastie exilée, de penser aux moyens de délivrer l'Italie du joug napoléonien comme de celui des Habsbourg, et il advient que, par la force même des choses, ce représentant si farouche en théorie de tout l'ancien régime, depuis l'Inquisition jusqu'au bourreau politique, devient, aux yeux de la cour imbécile de Cagliari, un « libéral » maudit, voire même un infâme « jacobin. » Comment un prince qui, plus tard, résumait lui-même son règne en disant qu'il avait dormi pendant quinze ans, aurait-il compris le diplomate indiscipliné qui voulait « asseoir la monarchie sur des lois » et rendre quelque dignité à son attitude au dehors ? On se sent pris d'une profonde pitié pour le pauvre homme, se débattant jusqu'à la fin contre l'inintelligence et les rancunes mesquines de ceux même qu'il voulait conduire à de plus hautes destinées et qui le traitaient encore de « radoteur enthousiaste » au moment de sa mort (1821). Princes et ministres, tout cela devait périr à son tour et disparaître pour que le rôle d'un Cavour devint enfin possible. Il me semble bien douteux que Joseph de Maistre eût applaudi la série des crises radicales successives qui ont constitué l'Italie contemporaine; mais quand on voit le rôle qu'il destinait à la maison de Savoie, et l'ardeur avec laquelle il combattait la domination de l'Au-

1. *Un homme d'État italien. Joseph de Maistre et la politique de la maison de Savoie*, par J. Mandoul. Paris, Félix Alcan, 1900, 363 p. in-8°.

triche par toute la péninsule, on ne peut s'empêcher de regarder ce grand adversaire de la Révolution comme un des précurseurs principaux de ce mouvement, révolutionnaire entre tous¹.

Rod. REUSS.

M. G. BONET-MAURY vient d'écrire un livre dont on pouvait s'étonner qu'il n'eût pas encore été écrit, l'*Histoire de la liberté de conscience en France depuis l'Édit de Nantes jusqu'à juillet 1870* (Alcan). M. Bonet-Maury a su être complet et précis, sans tomber dans la sécheresse, sans être accablé par la masse de faits qu'il devait exposer et juger. Son livre est attachant autant qu'il est instructif et il est animé par le souffle le plus libéral; il est libéral même envers les ennemis de toute liberté. La lecture attentive du livre de M. Bonet-Maury met hors de doute le fait souvent démontré, mais souvent aussi remis en question, que la politique n'a joué aucun rôle dans les persécutions religieuses dont la France a été le théâtre de 1660 à 1787, qu'elles ont été dues exclusivement à l'intolérance et au fanatisme du clergé et à l'aveuglement du pouvoir royal. Il se mêla, il est vrai, des éléments purement politiques dans les révoltes des protestants pendant les premières années du règne de Louis XIII; si elles eurent directement pour cause les atteintes portées aux libertés consacrées par l'Édit de Nantes, il est certain, néanmoins, qu'une partie de la noblesse protestante avait gardé des velléités d'indépendance féodale. Mais cet esprit d'insubordination n'existait que chez un petit nombre de protestants et il n'en subsista rien quand Richelieu eut supprimé leurs privilèges politiques. On le voit bien pendant la Fronde où les protestants montrèrent leur dévouement à la cause royale, si bien qu'en 1652 Mazarin fit confirmer solennellement l'Édit de Nantes, « à cause des preuves certaines données par les sujets de la R. P. R. de leur affection et fidélité. » Aussi les persécutions qui commencèrent aussitôt après la mort de Mazarin ne sauraient-elles être excusées par les dangers que les protestants auraient pu faire courir à l'unité nationale. Elles n'eurent que deux causes : d'une part, les incessantes réclamations du clergé contre l'exercice pacifique du culte réformé et contre l'accession des protestants aux fonctions publiques et aux carrières libérales; d'autre part, la jalousie que certains commerçants et industriels nourrissaient contre les protestants, dont l'activité, l'intelligence et la probité accroissaient tous les jours la richesse. Malheureusement, comme le fait remarquer

1. Une erreur de plume a fait appeler (p. 93) Xavier de Maistre le père de Joseph. Il faut lire *Blankensfelt* au lieu de *Blakenfeld*; *Nowosiltzoff* au lieu de *Nowosiltzkoff*; *averlat* au lieu de *acestat*, etc.

M. Bonet-Maury, malgré les avantages qu'avait procurés au royaume, pendant les ministères de Richelieu et de Mazarin, la bonne harmonie entre les protestants et les catholiques, malgré le rôle considérable joué par les protestants dans la vie scientifique et littéraire, la présence de nombreux protestants dans les académies (le protestant Conrart réunissait chez lui l'Académie française à ses débuts) et les relations affectueuses qu'ils entretenaient avec les savants et écrivains catholiques, la France catholique presque entière applaudit à la révocation de l'Édit de Nantes. M. Bonet a relevé, avec un soin pieux, les protestations trop peu nombreuses qui s'élevèrent en faveur de la tolérance, celles de Richard Simon et de Vauban, d'un docteur en Sorbonne, dont on ignore le nom, et de quelques membres du bas clergé. — On trouvera peut-être un peu rapide l'histoire du réveil des idées de liberté de conscience au XVIII^e s.; mais nous possédons un bon livre de M. Hugues sur Antoine Court et le rétablissement du culte protestant en France au XVIII^e s., et l'histoire de la liberté de conscience se confond avec l'histoire même de la philosophie et des idées. L'auteur a insisté, au contraire, sur la manière dont les protestants ont recouvré leurs droits de citoyens, et bien défini le caractère de l'acte libérateur de 1787, qui n'avait d'autre but que de faire cesser le désordre social causé par l'impossibilité de régulariser l'état civil des protestants. Malgré la bonne volonté de Louis XVI et de ses ministres, c'est la Révolution seule qui donna vraiment aux protestants et aux juifs l'égalité civile et la liberté religieuse. Pourquoi faut-il qu'aussitôt la Révolution ait entrepris une persécution religieuse contre le catholicisme? M. Bonet-Maury a tenu compte du rôle ardemment hostile à la Révolution joué par les prêtres réfractaires, non seulement en 1793 et 1794, mais aussi sous le Directoire. Toutefois, il a considéré avec raison que la responsabilité principale de cette situation violente remonte aux mesures imprudentes et injustes qui accompagnèrent la réorganisation ecclésiastique de 1791. C'est peut-être la dernière partie du livre, celle qui traite de l'histoire de la liberté de conscience au XIX^e siècle, qui paraîtra la plus neuve, parce que, bien que la plus rapprochée de nous, elle est mal connue. Le livre de M. Debidour sur les *Rapports de l'Église et de l'État en France* l'a, il est vrai, traitée récemment avec une grande ampleur. Son ouvrage et celui de M. Bonet-Maury se rencontrent souvent sans se répéter, M. Debidour ayant traité surtout le côté politique de la question, et M. Bonet-Maury insistant davantage sur le côté philosophique, sur l'histoire des idées. — M. Bonet-Maury considère avec raison le Concordat, où l'on a vu longtemps un gage de paix religieuse, comme le principal obstacle à l'établissement d'une vraie

liberté religieuse. Napoléon le conclut surtout pour mettre la religion au service de l'État, et, depuis lors, on a vu l'État, tout en persécutant de temps à autre les protestants, lutter constamment pour refuser aux catholiques les libertés qu'ils réclament. Il est vrai que ces libertés ne sont rien moins que l'accroissement indéfini et sans contrôle des congrégations religieuses et l'organisation d'un enseignement primaire, secondaire et supérieur séparé, hostile, à bien des égards, à celui de l'État. Au point de vue des principes libéraux, les exigences des catholiques sont légitimes; au point de vue des faits, il est certain que la création de deux Frances, dont l'une aspire à dominer l'autre, doit amener des conflits où la liberté aura fatalement à souffrir, d'autant plus que les souvenirs du 16 Mai et la récente campagne anti-sémitique prouvent que les catholiques n'admettent point pour autrui ce qu'ils réclament pour eux. — M. Bonet-Maury a sagement arrêté son histoire à 1870. Les événements ultérieurs appartiennent plus à la politique qu'à l'histoire.

Si M. Bonet-Maury avait connu, quand il a écrit son livre, les deux volumes de *Correspondance de Pasquier Quesnel* (Perrin), publiés par M^{me} Albert Le Ror, il y aurait trouvé une preuve de plus que les jansénistes, victimes comme les protestants de l'intolérance de Louis XIV, approuvaient la révocation de l'Édit de Nantes. « C'est un coup digne du plus grand roi du monde, » écrit le fameux quétiste à M^{me} de Fontpertuis, le 27 octobre 1685, « et il n'a encore rien fait qui approche de cette grande action. » L'auteur des *Réflexions morales sur le Nouveau Testament* était alors, depuis un an, fugitif à Bruxelles comme Arnauld, et, pendant trente-quatre ans, à Bruxelles et Amsterdam, il mènera la vie d'un pieux oratorien, traité en hérétique par son ordre et ses chefs religieux. En 1703, il dut fuir de Bruxelles pour éviter les persécutions de l'Espagne, et c'est grâce à la protestante Hollande qu'il eut la paix de ses seize dernières années. C'est dans le séminaire vieux-catholique d'Amersfoort que M^{me} Le Roy a trouvé cette précieuse correspondance de Quesnel avec ses amis de France, d'Italie, de Belgique, correspondance d'un intérêt de premier ordre pour l'histoire des idées et des croyances comme pour l'histoire politique de la fin du règne de Louis XIV.

M. Émile Bourgeois vient de faire paraître, dans le recueil déjà si riche en travaux importants des *Annales de l'Université de Lyon*, une nouvelle et excellente édition de la *Relation de la cour de France en 1690 par Ézéchiél Spanheim* (Paris, Picard; Lyon, Rey). La relation qu'écrivit l'envoyé extraordinaire de l'électeur de Brandebourg à Paris, de 1680 à 1688, est un document capital par les renseigne-

ments comme par les jugements qu'il renferme. Quoiqu'il ait été écrit, au moment des dragonnades et de la guerre de la ligue d'Augsbourg, par un diplomate allemand d'origine genevoise et fervent calviniste, il est aussi remarquable par l'impartialité que par la clairvoyance et la compétence; ce qui prouve que les qualités critiques et scientifiques d'un érudit comme Spanheim peuvent trouver leur emploi dans l'appréciation des réalités contemporaines comme dans l'action politique. Dohm avait, en 1784 et 1785, donné des éditions imparfaites de la relation d'après des copies faites par Schott, le secrétaire de Spanheim. En 1872, M. Schefer publia pour la Société de l'Histoire de France un texte établi sur une copie fautive de la minute de la relation faite, après la mort de Spanheim, par son neveu Bonet. M. Schefer croyait à tort que ce manuscrit était sinon le manuscrit même de Spanheim, du moins un texte définitif dressé sous ses yeux. Il ne l'accompagna, du reste, d'aucune annotation, mais le fit suivre de *Remarques sur la cour* et de *Notes sur divers personnages*, qu'il attribua également à tort à Spanheim. M. Bourgeois a établi son texte sur les manuscrits authentiques conservés à Berlin, et dont l'un est la minute complète de la relation, l'autre la mise au net qui fut envoyée à l'électeur et dont un cahier a été perdu. Il a pu ainsi corriger toutes les fausses leçons de Dohm et de Schefer. Il a fait précéder le texte d'une introduction où il retrace la vie de Spanheim et détermine la filiation des manuscrits. En appendice, il reproduit une *Relation de la cour d'Angleterre* écrite par Spanheim en 1704 et qui offre de curieux points de comparaison avec la Relation de la cour de France. Ce qui donne enfin à l'édition de M. Bourgeois tout son prix, c'est les notes nombreuses, précises, instructives, dont il a accompagné son texte, notes qui éclairent aussi bien les points de fait ou d'institutions que les détails biographiques. Grâce à ces notes et à un index très détaillé, ce volume devient un compendium critique des plus précieux pour l'étude du règne, de la personne et de la cour de Louis XIV. Il mérite de prendre place à côté de l'édition Boislisle des *Mémoires de Saint-Simon*, à laquelle M. Bourgeois paye un tribut légitime d'admiration et de reconnaissance. Cette admirable édition arrive aujourd'hui, avec le t. XIV, jusqu'à 1707.

Les tomes IV et V du *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française* (Champion), publiés par M. TUETÉY pour la ville de Paris, se rapportent à la période de l'Assemblée législative jusqu'aux journées de Septembre et aux massacres des prisonniers d'Orléans. On y trouvera, en outre, les documents relatifs au vol des diamants du garde-meuble. La série des pièces sur la journée du 10 Août est incroyablement riche et il

suffit de la parcourir pour constater qu'une histoire critique du 10 Août reste encore à écrire. On ne trouve pas au tome V une aussi riche moisson pour les journées de Septembre, et beaucoup des documents cités ont été déjà publiés ou inventoriés. Cependant, il y a encore bien des détails inédits à en tirer, et M. Tuetey, dans son Introduction, a mis en lumière les figures de quelques-uns des membres du comité de police et de surveillance de la Commune de Paris, sur lequel retombe la plus lourde responsabilité des massacres. Naturellement, en l'an III, Duplain, Cally, Duffort, Leclerc, Lenfant, Déforgues se défendirent tous d'y avoir pris part. Il en fut de même pour d'autres septembriseurs ou prétendus tels, Monneuse, Duchesne, Cochin, Hu, sur lesquels le recueil de M. Tuetey fournit quelques renseignements. Sur Danton, Pétion, Robespierre, Manuel, même Santerre, les documents ne permettent pas de dire quel fut leur rôle; pas plus qu'on n'arrive à savoir qui a signé et envoyé l'apologie des massacres adressée le 3 septembre, au nom de la Commune, à toutes les municipalités de France. La plus grande partie du tome V est composée des actes et délibérations des sections. C'est une collection de pièces d'un intérêt capital pour la connaissance de l'état matériel et moral de Paris en 1791 et 1792. M. Tuetey en a tiré tout un tableau des quartiers de Paris qui permet de se faire une idée de l'état déplorable de l'édilité comme des mœurs dans cette première période de la Révolution.

La librairie Larousse a entrepris une œuvre très utile en entreprenant des monographies des divers pays de l'Europe étudiés à tous les points de vue, géographique, ethnographique, historique, politique, économique, littéraire, artistique. Chaque partie du travail a été confiée à un spécialiste compétent. La *Russie*, la *Hollande*, l'*Italie* et le *Portugal* ont déjà paru. Il suffira de citer les noms de MM. Rambaud, Vandal, A. Leroy-Beaulieu, Leger, Tourneux, de Vogüé, A. Lefèvre-Pontalis, L. Legrand, Jan Ten Brink, Bazin, Dejob, Farges, Müntz, Gebhart, Orsi, Vasconcellos, etc., etc., pour donner une idée de la valeur à la fois scientifique et littéraire de ces volumes, ornés de plus d'excellentes gravures. Ils formeront une précieuse encyclopédie.

Nous devons encore signaler l'apparition, depuis si longtemps désirée, du premier volume de l'*Histoire de France*, publiée, sous la direction de M. LAVISSE, par la maison Hachette. Ce premier volume, consacré à la *Gaule indépendante* et à la *Gaule romaine*, est dû à M. Bloch. C'est une œuvre de premier ordre par la solidité du fond, la clarté lumineuse de la forme.

Gabriel Monod.

ALLEMAGNE.

ÉPOQUE MODERNE.

L'année 1899 a été féconde, sur le terrain qui nous occupe ici, en travaux nombreux et intéressants, dont quelques-uns excellent même par leurs qualités et par leur importance scientifique.

M. Siegmund RIEZLER a continué son histoire de la Bavière jusqu'au premier siècle de l'époque moderne, dans un quatrième volume¹, qui mérite les mêmes éloges que ses prédécesseurs. Sans négliger les recherches consciencieuses et fort étendues, l'auteur y fait preuve d'un jugement sûr et élevé, du don de caractériser les hommes et les choses avec autant d'originalité que de justesse et de pénétration. M. Riezler démontre que, si le caractère des Bavaois, ayant quelques affinités avec celui des populations romanes d'Italie, n'inclinait que faiblement vers la réforme religieuse, l'hostilité active contre elle et le maintien effectif du duché dans le giron de l'Église a été l'œuvre exclusive d'étrangers, à l'exception des ducs eux-mêmes et du fameux chancelier Léonard von Eck. Si le catholicisme n'avait pas eu de nombreux champions venus du dehors, la Bavière aurait certainement été entraînée vers le protestantisme par l'immense courant novateur qui dominait l'Allemagne dans la première moitié du xvi^e siècle.

En réalité, la Bavière devint une des puissances dirigeantes de la contre-réforme dont M. Aloys MEISTER raconte le succès dans l'évêché de Strasbourg². Son travail aurait une importance plutôt locale, si l'auteur ne savait l'animer par une exposition limpide et judicieuse et par une connexion constante avec les grands événements historiques de la fin du xvi^e siècle. Connaissant profondément toute cette époque, M. Meister a préparé son livre par des études aux archives et aux bibliothèques de Dusseldorf, de Coblenze, de Munich, de Vienne, de Berne et surtout de Strasbourg même. Il est curieux à voir que l'évêque Jean de Manderscheid, qui provoqua la lutte en faveur du catholicisme exclusif dans l'évêché de Strasbourg, inclinait personnellement plutôt vers la doctrine protestante et n'entreprit le combat que pour des raisons politiques (p. 5 et suiv.) : vrai

1. *Geschichte Bayerns*, t. IV. Gotha, Perthes. (Collection Heeren, Ukert, Lamprecht.)

2. *Der Strassburger Kapitelstreit*, 1583-92. Strasbourg, Heitz.

type d'un grand nombre des promoteurs de la contre-réforme en Allemagne!

M. Gust. TURBA décrit les dernières années de Philippe II d'Espagne¹ sur la foi d'indications inédites, tirées des archives de Simancas, de Rome, de Vienne et de Nuremberg. Jugeant, comme son maître, M. Büdinger, les personnages historiques surtout au point de vue pathologique, M. Turba s'est servi de la collaboration de plusieurs médecins. Il nous fait connaître bien des faits intéressants appartenant, il est vrai, plutôt au côté personnel. Mais sa découverte principale, l'instruction de Philippe II à son fils, de juin ou juillet 1598, me paraît l'œuvre d'un faussaire. En effet, ce prétendu document n'existe que dans une version italienne, tandis que l'original espagnol est introuvable; il n'est composé que de lieux communs et de citations pédantesques tirées de l'histoire ancienne; enfin, le style en diffère entièrement de celui des documents authentiques sortis de la plume de Philippe II. D'ailleurs, on n'y trouve pas une seule indication qui révèle une connaissance profonde des choses, telle que le chef d'un grand État doit la posséder nécessairement.

L'histoire de la rivale de Philippe II, Élisabeth d'Angleterre, fait le sujet d'un travail de M. Ernest BEKKER², connu par de nombreuses monographies sur cette reine et sur Marie Stuart. Il nous présente cette fois des études importantes sur les mineurs, les monnayeurs et les lansquenets allemands dans l'Angleterre du XVI^e siècle, sur le voyage d'un fils de lord Burleigh sur le continent, et enfin sur la politique commerciale suivie par la reine-vierge envers le Portugal. Au point de vue général, ce dernier chapitre est le plus intéressant.

Une collection des sources de l'histoire de la Hanse allemande avait été publiée autrefois en sept volumes par la Waisenhaus-Buchhandlung de Halle. Cette collection est reprise par Pass et Garleb, de Berlin. Le premier volume de la nouvelle série contient une histoire et les documents de la compagnie Lubeckoise des commerçants avec Riga, par M. Franz SIEWERT³. A Lubeck, il y eut, dès le XVI^e siècle, des compagnies marchandes exerçant une influence

1. *Aus den letzten Jahren des spanischen Königs Philipp II.* Arch. für österr. Gesch., t. LXXXVI (Vienne).

2. *Giessener Studien auf dem Gebiete der Geschichte*, herausg. v. W. Oncken, t. X : *Beiträge zur englischen Gesch. im Zeitalter Elisabeths*, v. Ernst Bekker. Giessen, Ricker.

3. *Hansische Geschichtsquellen*, nouv. série, t. I : *Geschichte und Urkunden der Rigafahrer in Lübeck im XVI u. XVII Jahrhundert*. Berlin, Pass und Garleb, 1897.

considérable sur l'État même, comme en Angleterre et en Hollande. L'auteur donne un aperçu général sur ces compagnies de Lubeck, comme sur celles qui trafiquaient en Scanie, en Espagne, en Islande, à Novgorod, à Narva et Reval, à Stockholm, à Aalborg. La société-mère était celle de Scanie, datant de l'an 1378; la plus importante, celle de Riga, créée vers l'an 1430, dont l'éditeur expose largement l'organisation et l'action, non sans jeter, à l'occasion, un coup d'œil sur la marche de la politique générale pendant les ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles.

Nous arrivons à la guerre de Trente ans avec le volume de M. Paul SCHWEIZER sur la question de Wallenstein dans l'histoire et dans le drame¹. Cet ouvrage, moitié littéraire, moitié historique, cherche à établir la non-culpabilité absolue de Wallenstein. Écrit en connaissance de cause, mais avec l'art plutôt de l'avocat que de l'historien, il ne convaincra personne.

Le margrave Jean-George de Brandebourg-Jägerndorf, héros célébré par M. Wildenbruch dans un de ses drames dynastiques, est dépouillé de sa gloire et présenté comme homme ordinaire (*Durchschnittsmensch*) par le travail de M. Hans SCHULZ², livre définitif et concluant par ses recherches très étendues et par son jugement clair et sûr. Le « General-Feldoberst, » tel était son titre pompeux, faisait facilement de grandes entreprises, mais sans calculer les chances de réussir, et il manquait de talent, de force et de grandeur. Cependant, il est sympathique par sa fidélité envers la cause et le prince dont il s'était fait le défenseur, et se distingue ainsi avantageusement des autres princes allemands et magnats silésiens de la triste époque de la guerre de Trente ans. Jean-George avait été auparavant le rival malheureux du cardinal Charles de Lorraine dans la lutte pour la dignité épiscopale de Strasbourg.

La résistance opposée par le Brandebourg électoral à l'édit impérial de restitution de l'an 1629 est décrite par M. J.-E. GEBAUER³ avec beaucoup de science et d'une manière vivante et attrayante. M. Gebauer, dont nous avons déjà pu mentionner les travaux ici même, t. LXVIII, p. 326, prouve qu'il y avait à la cour du faible George-Guillaume deux tendances opposées : l'une, forte, énergique, patriotique, représentée par le conseiller intime Levin von dem Knesbeck; l'autre, celle de la soumission, de l'égoïsme, sinon de la

1. *Die Wallensteinfrage in der Geschichte und im Drama*. Zurich, Faesi und Beer.

2. *Hallesche Abhandlungen zur neueren Geschichte*, fasc. 37 : *Markgraf Joh. Georg von Brandenburg-Jägerndorf, Generalfeldoberst*. Halle, Niemeyer.

3. Même collection, fasc. 38 : *Kurbrandenburg und das Restitutionsedikt*. Halle, Niemeyer.

trahison, défendue par le ministre comte Schwarzenberg. La tentative de « sauver » Schwarzenberg, entreprise depuis longtemps par M. Meinardus avec un courage malheureux, échoue devant les témoignages de M. Gebauer comme devant toute autre recherche poursuivie dans un esprit non prévenu sur l'histoire brandebourgeoise de cette époque. Les idées de Knesbeck prévalurent jusqu'à la mort de Gustave-Adolphe; alors elles succombèrent devant la pusillanimité de l'électeur George-Guillaume et devant l'influence néfaste de son collègue de Saxe.

Il y a plus de trente ans, M. Rod. REUSS avait publié dans l'*Alsatia* de 1867 un travail concernant Strasbourg et l'Union évangélique pendant les années de 1618 à 1621. Il vient de trouver un continuateur en la personne de M. Charles JACOB, qui expose la politique de la ville impériale durant la période de 1621 à 1632, d'après les archives de la cité, assez complètes sur ce sujet¹. Il est vrai que Strasbourg avait perdu alors depuis longtemps son ancienne importance politique, sous la domination de l'orthodoxie luthérienne, bigote, bornée et incapable. Effrayée par l'*édit de restitution* et par l'essai de la catholiciser, ne trouvant chez Richelieu que le désir de la soumettre, la ville finit par conclure une alliance étroite avec Gustave-Adolphe. Tout cela est bien décrit dans le travail méritoire de M. Jacob.

Dans les années qui suivirent la paix de Westphalie, l'électeur de Mayence Jean-Philippe de Schönborn joua un rôle important. Son biographe, M. George MENTZ, avait étudié, dans un premier volume, les relations extérieures de ce petit souverain ambitieux; le second volume² s'occupe de son action comme prince de l'empire, comme régent et comme prince ecclésiastique, et finit par un portrait de Jean-Philippe et un tableau de sa cour. Sans apporter rien de bien nouveau pour l'histoire générale, le livre de M. Mentz nous procure une idée plus nette des projets et des agissements d'un prince, connu alors dans le monde entier par son ingérence continuelle dans la grande politique, ingérence qui servait, il faut bien le dire, surtout la cause de la conciliation et de la paix. Impuissant quant aux forces matérielles, puisqu'il ne gouvernait qu'un pays de 600,000 habitants, il y suppléait par son habileté, par sa persévérance et par l'autorité personnelle dont il jouissait. Il fut le précurseur des prêtres tolérants du XVIII^e siècle et montrait une grande indulgence envers les protes-

1. *Strassburgische Politik vom Austritt aus der Union bis zum Bündnis mit Schweden*, 1621-32. Strasbourg, Schmidt.

2. *Johann Philipp von Schoenborn, Kurfürst von Mainz*, t. II. Iéna, Fichte.

tants. Bref, c'était un personnage distingué et intéressant, et M. Mentz a bien fait de le mettre en évidence.

MM. Kurt BREYSE et Martin SPAHN continuent l'énorme collection des documents relatifs à l'histoire du Grand Électeur de Brandebourg par la publication de ses relations avec les États du duché de Prusse, depuis mars 1662 jusqu'en 1688. Ces deux volumes¹ contiennent la suite des matériaux relatifs à l'histoire de la lutte entre l'Électeur, représentant l'intérêt de l'État, l'équité et la tolérance, et les *Staende* prussiens qui ont le droit formel de leur côté, mais qui défendent les traditions particularistes et médiévales. Malheureusement, ces deux volumes souffrent, comme leurs prédécesseurs, de l'immense surabondance des matériaux. On donne trop *in extenso*, même les redites continuelles et insupportables dans les plaintes et dans les requêtes des États. En abrégeant, ici comme ailleurs, on aurait hâté la fin d'une publication qui menace de ne se terminer jamais, et on l'aurait rendue plus utile et plus maniable aux chercheurs.

Jusqu'à présent, on n'avait publié que des fragments des écrits laissés par le fameux maréchal autrichien Montecuccoli, quoiqu'ils fussent importants non seulement pour le militaire, mais encore pour l'historien, le maréchal ayant été homme politique aussi bien qu'homme de guerre. Le capitaine Alois VELTZE² mérite donc nos éloges pour nous avoir fait connaître tous les écrits si considérables de Montecuccoli; il les a traduits en allemand de l'italien, qui était la langue maternelle du prince. Il y aura cinq parties : œuvres militaires, histoire, mémoires, voyages divers, correspondance, extraits des ouvrages non publiés. Les deux premiers volumes, qui seuls ont paru jusqu'à présent, ne contiennent que des œuvres militaires; très mémorable est le projet formé par le prince Montecuccoli, en 1664, d'organiser en Autriche une espèce de *landwehr*. L'éditeur a enrichi l'ouvrage d'une introduction savante et intéressante et de nombreuses notes biographiques et bibliographiques.

Montecuccoli s'occupa surtout de la lutte contre les Turcs. En recherchant, aux archives du Vatican, des documents concernant les guerres de Frédéric le Grand, le colonel BIGGE y trouva les volumes manuscrits de la correspondance de Vincent Rospigliosi, neveu du pape Clément IX et amiral de la flotte pontificale qui fut envoyée en 1667 au secours de la ville de Candie assiégée par les

1. *Urkunden und Aktenstücke zur Gesch. des Kurf. Friedrich Wilhelm von Brandenburg*, t. XVI, vol. 1 et 2. Berlin, Reimer.

2. *Ausgewählte Schriften des Feldmarschalls Raimund Fürsten Montecuccoli*, vol. I et II. Vienne et Leipzig, Braumüller.

Tures. Le grand état-major prussien a fait publier ces lettres¹, qui nous permettent de trancher la question, souvent débattue, de savoir qui doit être rendu responsable de la perte d'une forteresse défendue héroïquement par les Vénitiens pendant vingt-quatre ans. Il faut bien le dire, le coupable fut le duc de Noailles, commandant les secours français, et qui, après les premiers revers qu'il venait de subir, en se sauvant avec toutes ses troupes et avec sa flotte, contrairement aux ordres exprès de Louis XIV et malgré les supplications des Vénitiens, donna l'exemple contagieux de la panique et força ainsi le Vénitien François Morosini à capituler. A côté du récit proprement dit, le colonel Bigge trace, d'après ces sources manuscrites, une fidèle image de la marine et de la guerre de forteresses à l'époque du grand roi.

Une foule de notes sur la vie des trois grands vizirs les plus remarquables de l'empire ottoman, Mahomet Sokolli, Mahomet et Ahmed Köprili, nous sont données par M. Maurice Brosch², puisées aux trésors incomparables des archives vénitiennes, dont cet auteur s'est fait une spécialité. Il est vrai que ces notes biographiques n'offrent guère rien de nouveau, sauf pour les mœurs des Tures d'alors.

Le ministre anglais John Thurloe était un homme d'État zélé, honnête, prudent, modéré, sans initiative personnelle, un excellent serviteur, mais point un maître. Conséquemment, le baron Sigismund von Bischoffshausen, en écrivant un livre d'après les papiers, tant inédits que déjà publiés, de Thurloe³, ne peut que rarement saisir sur le vif le personnage même, ombre du puissant génie qui, de 1653 à 1658, a régi la Grande-Bretagne. Après la mort d'Olivier Cromwell, Thurloe, quoique restant premier ministre, fut incapable de soutenir le gouvernement de Richard. D'après de nombreux matériaux inédits, M. de Bischoffshausen compose un tableau complet de l'administration et surtout de la politique extérieure du grand protecteur. Il démontre de nouveau que même l'énergie et l'esprit, fertile en ressources, d'Olivier Cromwell ne suffisaient pas pour résister à l'hostilité du pays tout entier, et que la mort seule préserva le protecteur d'une catastrophe violente, à laquelle son fils aîné n'échappa que par sa propre faiblesse, qui le fit tomber doucement.

Pour le règne de Louis XIV, nous ne saurions citer cette fois-ci

1. *Kriegsgeschichtliche Einzelschriften*, herausg. v. Grossen Generalstab, fasc. 26 : *Der Kampf um Candia in den Jahren 1667-69*. Berlin, Mittler.

2. *Geschichten aus dem Leben dreier Grosswesiere*. Gotha. Perthes.

3. *Die Politik des Protector Oliver Cromwell in der Auffassung und Thätigkeit seines Staatssekretärs John Thurloe*. Innsbruck, Wagner.

que le journal du général de Harrsch, commandant la forteresse de Fribourg-en-Brigau pendant le siège mémorable soutenu héroïquement pendant deux mois contre la grande armée du maréchal de Villars, en 1713. Cette publication est due à M. Fried. von der Wengen¹, écrivain bien connu, qui l'a fait paraître au nom et aux frais de la Société d'histoire du Brigau. L'éditeur a ajouté une introduction et des notes extrêmement instructives, tirées de nombreux manuscrits et imprimés authentiques, avec une science peu commune, doublée de connaissances techniques au point de vue militaire.

Nous voilà à l'époque de Frédéric le Grand. M. Rod. Keibel² consacre à la bataille de Hohenfriedberg des recherches minutieuses qui complètent les travaux du grand état-major prussien dans son Histoire de la deuxième guerre de Silésie. M. Keibel cherche à prouver que cette victoire n'a pas été le chef-d'œuvre que l'on a tant admiré, qu'elle a été due bien plus au hasard et à la valeur des troupes qu'aux inspirations du roi. Si Frédéric renonça à détruire entièrement l'ennemi par une poursuite énergique, c'est qu'il espérait amener la paix en montrant de la modération, erreur qui l'empêcha de tirer de cette bataille le fruit que ce grand succès lui promettait.

Les documents réunis, il y a quelques années, par feu M. Albert Naudé, sur la question passionnante du véritable auteur de la guerre de Sept ans, ont été complétés, à Berlin et à Breslau, par M. J.-B. Volz et, à Vienne, par M. G. Kuentzel. Ces deux érudits publient tous ces matériaux dans la collection des archives prussiennes³. M. Volz fait précéder les documents d'une introduction concernant les armements prussiens; il y prouve de nouveau que l'armée de Frédéric était d'un effectif très faible jusqu'à la fin de juin 1756, et que ses armements n'ont commencé qu'au moment où la nouvelle des préparatifs de l'Autriche et de la Russie lui parvint avec l'annonce de la marche des Russes contre la Prusse orientale. Et, même alors, il augmenta le nombre de ses troupes lentement et en hésitant, parce qu'il espérait toujours que la situation s'améliorerait, comme en 1749. Tout cela démontre qu'il n'avait aucune idée de prendre l'initiative de guerres ni de conquêtes nouvelles. La mobilisation définitive ne fut ordonnée que le 2 août, après que Marie-Thérèse eut confirmé la continuation de ses préparatifs militaires.

1. *Die Belagerung von Freiburg im Breisgau*, 1713. Fribourg, Stoll, 1898.

2. *Die Schlacht von Hohenfriedberg*. Berlin, Bath.

3. *Publicationen aus den Königl. Preussischen Staatsarchiven*, t. LXXIV : *Preussische und österreichische Akten zur Vorgeschichte des Siebenjährigen Krieges*. Leipzig, Hirzel.

Et, même après que la guerre eut éclaté, Frédéric entama plusieurs fois des négociations pour la paix, par l'intermédiaire, d'abord de la France, ensuite de la Hollande, et ce n'est pas de sa faute si ces tentatives avortèrent, car il reconnut clairement que sa situation militaire et politique était défavorable et ne répondait nullement aux conditions qu'il avait formulées lui-même pour le cas où la Prusse voudrait et pourrait commencer une guerre. — En guise de seconde introduction, M. Kuentzel expose l'origine de la coalition dirigée contre la Prusse, en 1755 et 1756. Le point de départ était, comme on le sait, le différend franco-anglais. Mais, tandis que Frédéric désirait conserver la neutralité et qu'il n'excitait la France à une guerre *offensive* que parce qu'alors les traités ne l'obligeaient pas à participer à la lutte, l'Autriche et la Russie ne songeaient qu'à profiter des circonstances pour démembrer la Prusse. Afin d'obtenir l'assentiment de la France à une telle concession, contraire aux véritables intérêts de cet État, et de lui arracher, en outre, un corps auxiliaire, l'Autriche hésita d'abord à donner le signal de la lutte, jusqu'à ce que, en août 1756, elle fût arrivée à ses fins à Versailles, comme M. Waddington l'a prouvé (*Louis XV et le renversement des alliances*, p. 470 et suiv.). Si Kaunitz fit naître parfois dans l'esprit des ministres français des doutes sur la fermeté de la tsarine, ce fut exclusivement pour les rendre plus accessibles aux exigences de l'Autriche. Les armements de cette puissance commencèrent dès le mois de juin 1755, donc un an avant les préparatifs militaires de Frédéric, et ne furent point discontinués jusqu'au moment où la guerre éclata. La mobilisation définitive commença en Autriche le 7 juillet 1756, un mois avant celle de la Prusse. — Ainsi, à quelques exceptions près (voy. p. CLXX et suiv. de l'introduction), les opinions de feu M. Naudé, sur l'origine de la guerre de Sept ans, sont pleinement confirmées par la publication officielle.

La tolérance religieuse de Frédéric II est le sujet d'un bon travail de M. Henri PICCÉ¹. L'auteur, quoique évidemment un catholique zélé, cherche à être impartial. Il épuise à peu près son sujet, autant que c'est possible en se servant exclusivement des sources imprimées.

Le vingt-cinquième volume de la Correspondance politique de Frédéric le Grand est rédigé par M. Gust.-B. VOLZ², de qui nous avons déjà parlé plus haut. Les dépêches des envoyés prussiens à l'extérieur occupent, dans ce volume, une plus grande place que dans les

1. *Die religiöse Toleranz Friedrichs des Grossen*. Mayence, Kirchheim.

2. *Politische Correspondenz Friedrichs des Grossen*, Bd. XXV. Berlin, Alex. Duncker.

tomes précédents; il se rapporte à l'année 1766. Nous y voyons le roi tenir à l'alliance avec la Russie, mais exclusivement pour maintenir la paix qu'il croyait indispensable à ses États cruellement éprouvés par la guerre de Sept ans. Par conséquent, il s'oppose de toutes ses forces, et avec succès, à l'idée de Catherine II d'adjoindre à leur alliance l'Angleterre, le Danemark et plusieurs grandes principautés allemandes; car il craint qu'une telle ligue n'entraîne nécessairement une lutte avec la France, l'Espagne et l'Autriche. Il a encore d'autres raisons pour éviter cette alliance. En premier lieu, il hait l'Angleterre qui l'a trahi à la fin de la guerre; il préfère aux changements du régime parlementaire la constitution de la Prusse, « où tout le monde jouit d'une liberté honnête » (p. 43). Deuxièmement, il craint la prépondérance de la Russie; c'est la seule nécessité qui le force à se joindre à cette puissance, dont il combat la conduite impérieuse et dont il refuse de devenir l'esclave. Ces trois points de vue : maintien de la paix, exclusion de toute extension de l'alliance prusso-russe et conservation de l'indépendance politique de la Prusse, dominent la politique du roi pendant toute cette partie de son règne.

Le militaire le plus estimé par Frédéric, le général Winterfeldt, a trouvé un excellent biographe en M. Ludw. Mollwo¹. Se basant sur des études approfondies dans les archives, M. Mollwo prouve que Winterfeldt ne fut pas l'auteur des projets politiques de Frédéric, qu'il a été son conseiller et son confident pour les plans stratégiques au commencement de la guerre de Sept ans, mais sans exercer, même sur ce terrain, une influence décisive. Il démontre, en outre, que son héros n'a pas été le vil intrigant que les envieux ont voulu faire de lui, mais un soldat honnête, dévoué, aussi intelligent que brave, d'ailleurs peu lettré. Le jeune écrivain fait preuve, dans cette biographie, de beaucoup de talent et de sens historique. S'il cède parfois trop aux idées de son maître, Max Lehmann, et de Delbrück, il se réfute ingénument lui-même par les faits qu'il cite (cf. p. 443, note; 493, 242, 232).

Ce n'est pas un officier, c'est un fonctionnaire supérieur du grand roi, dont M. Eric Joachim présente la biographie, le président von Domhardt². D'origine plébéienne, fils de ses œuvres, Domhardt fit ses preuves de courage et de fermeté dans deux occasions particulièrement difficiles : l'occupation russe de la Prusse orientale, de

1. *Historische Bibliothek, herausg. von der Redaction der Historischen Zeitschrift*, vol. IX : *Hans Carl von Winterfeldt, ein General Friedrichs des Grossen*. Munich et Leipzig, Oldenbourg.

2. *Joh. Friedr. von Domhardt*. Berlin, Asher.

1758 à 1762, et l'assimilation de la Prusse polonaise à l'État prussien, après l'an 1772. Mais, quoique dans les deux cas il eût bien mérité de son pays et de son roi, comme tant d'autres, il eut à supporter la dureté et l'injustice soupçonneuse de Frédéric II vieillard, dont le président supérieur désirait aussi ardemment la mort que le dernier des bourgeois gémissant des tracasseries de la *régie*. Domhardt, d'ailleurs, ce haut fonctionnaire modèle, désapprouvait constamment la *régie*, que M. Schmoller et ses partisans voudraient glorifier encore aujourd'hui, contrairement à l'opinion de tous les contemporains.

La politique commerciale autrichienne sous Marie-Thérèse et Joseph II est exposée savamment et clairement, quoique sans vues générales et en se perdant un peu dans les détails, par M. Ad. BEER, cet excellent connaisseur du XVIII^e siècle¹.

M. Hanns SCHLITZER nous ramène sur le terrain politique par la correspondance des ministres autrichiens Kaunitz, Philippe Cobenzl et Spielmann². L'éditeur de ces lettres, qui comprennent les années de 1779 à 1792, a, dans son introduction et en s'appuyant sur des matériaux tirés des archives de Vienne, exposé particulièrement les efforts tentés par le gouvernement français pour fonder, en automne 1787, une triple alliance avec l'Autriche et la Russie, contre l'Angleterre et la Prusse : tentative que fit avorter la confusion, plus grande de jour en jour, des affaires intérieures de la France.

M. H. GLAGAU, qui avait déjà exposé la politique de Marie-Antoinette jusqu'en mars 1792, ainsi que les origines des guerres de la Révolution (en 1896), publie, dans la *Historische Zeitschrift*³, un article fort intéressant sur le général Lafayette et la chute de la monarchie en France. Les matériaux fournis par les archives de Paris et de Vienne, ainsi que les sources déjà connues, lui permettent d'établir que Marie-Antoinette était fanatiquement dévouée à l'extrême réaction, qu'elle était hostile à tous les partis constitutionnels, même le plus modéré, et que c'est elle et la cour qui ont fait échouer les projets sincères de Lafayette d'affermir la royauté, même avec l'aide de l'étranger.

Les mêmes conclusions sont développées dans le tome I^{er} d'une Histoire d'Allemagne de 1786 à 1806, par M. K.-Th. HEIGEL⁴. Même

1. *Archiv für österreichische Geschichte*, t. LXXXVI (Vienne, 1899) : *Die österr. Handelspolitik unter Maria Theresia und Joseph II.*

2. Kaunitz, Phil. Cobenzl und Spielmann. *Ihr Briefwechsel*, 1779-92. Vienne, Holzhausen.

3. Nouvelle série, vol. XLVI, p. 240-281.

4. *Bibliothek deutscher Geschichte*, herausg. v. Zwiedinek-Südenhorst ;

après les ouvrages célèbres de Hæusser et de Sybel, il y a dans l'histoire de cette période des lacunes que l'auteur cherche à combler par ses études approfondies; surtout les archives de Munich lui ont été très utiles. Il a particulièrement appuyé sur l'histoire des vingt dernières années de l'ancien empire germanique, fort négligée jusqu'à présent. A côté d'une science sûre, vraiment étonnante, l'auteur fait preuve partout de la plus louable impartialité, d'un véritable *objectivisme* scientifique. Ce qui lui manque, c'est le trait caractéristique, le relief artistique, le don de condensation; le tout est long, mou, se dissolvant en innombrables citations et dissertations; l'auteur laisse trop parler les autres, — système actuellement en vogue, qui devient très fatigant lorsqu'il est pratiqué dans des centaines de pages. — Il y a, dans ce volume, deux parties exceptionnellement importantes : la première expose l'effet que la Révolution française a produit sur toutes les classes de la population germanique; la seconde décrit les origines des guerres de révolution. Après les livres de MM. Glagau et Heigel, dont surtout le dernier est absolument complet et concluant sur ce point, on ne saurait plus soutenir l'opinion de Sybel attribuant toute la responsabilité de ces guerres aux Girondins. Heigel montre que la trahison de Louis XVI et de Marie-Antoinette, qu'il cherche pourtant à excuser moralement, rendait inévitables la catastrophe de la royauté et la domination du parti extrême en France, seul capable de sauver la patrie et la Révolution; que Frédéric-Guillaume II de Prusse voulait la guerre, au moins depuis le printemps 1794; que l'Autriche, plus prudente, plus hésitante, aurait nécessairement fini par être également amenée, par son propre système politique, à rompre avec la France; que la lutte était inévitable entre les principes de 1789 et les puissances de l'ancienne Europe; que la manière aussi illégale qu'immorale dont les champions de la *légitimité* disposaient de la Bavière et de la Pologne pour se payer de leur campagne contre la Révolution, les prive de tout droit à notre sympathie. Bref, c'est la manière de voir de l'immortel Ranke qui est reprise ici, avec des arguments nouveaux et décisifs, tels que les recherches récentes et surtout celles de l'auteur les lui ont fournis. — M. Heigel n'a peut-être pas appuyé suffisamment sur le rôle peu louable que la politique de Frédéric-Guillaume II a joué en Pologne; Kalinka, que pourtant il a lu, aurait pu l'édifier sur ce point. Pourquoi l'auteur me blâme-t-il d'avoir dit que Bischoffwerder, favori de Frédéric-Guillaume II, avait travaillé à fonder l'alliance austro-prussienne,

Deutsche Gesch. vom Tode Friedrichs d. Gr. bis zur Auflösung des alten Reiches, par K.-Th. Heigel, t. 1. Stuttgart, Cotta.

en premier lieu en vue de principes contre-révolutionnaires (p. 397)? Ne cite-t-il pas lui-même les faits? Ne dit-il pas 1° que Bischoffwerder, de sa propre initiative et en dehors de ses instructions, a fait insérer dans le texte de cette alliance, un article concernant la lutte contre toute innovation interne (p. 426), et 2° que le général menait une violente propagande contre-révolutionnaire (p. 535)? C'est exactement ce que j'avais dit. — On ne saurait assez louer M. Heigel de reconnaître hautement les conséquences immenses et durables que la Révolution a eues pour le progrès de la civilisation européenne; il y a un grand mérite d'oser dire ces choses à l'heure présente!

M. Adalbert SCHULTZE est, lui aussi, d'accord avec Glagau et Heigel sur l'origine des guerres de révolution¹. L'empereur Léopold II méprisait la lâche apathie de son beau-frère Louis XVI, et il désapprouvait systématiquement les menées ultra-réactionnaires de sa sœur Marie-Thérèse, qu'il cherchait en vain à rapprocher du parti constitutionnel modéré, dont il partageait les idées. Même les déclarations de Padoue et de Pillnitz n'étaient que de pure forme de la part de Léopold, qui espérait toujours que les constitutionnels finiraient par l'emporter en France. Heureusement pour lui, la mort lui épargna une complète désillusion et la nécessité de combattre.

La politique polonaise de la Prusse, de 1788 à 1792, fait le sujet de l'étude d'un jeune historien, M. P. WITTICHEN². Le résultat des recherches minutieuses de l'auteur est favorable aux qualités politiques de Hertzberg, mais écrasant pour Frédéric-Guillaume II et pour les favoris de ce monarque incapable et paresseux. Donc, plus on étudie la politique extérieure de ce roi, plus on arrive aux mêmes conclusions que j'ai dû établir pour son administration intérieure, à la fureur indicible des *Borusses* officiels. Les reproches que l'historien polonais Kalinka, dans sa célèbre *Diète de quatre ans*, a élevés contre Hertzberg, doivent être reportés sur son souverain.

M. Gust. ROLOFF s'occupe de l'héritier de la Révolution, Napoléon I^{er}, dont il expose la politique coloniale³. Il est de mode maintenant, de ce côté-ci des Vosges, de reprendre la thèse de Thiers, quant à Napoléon I^{er}, et de le peindre en bonhomme, que les affreux Anglais ont forcé à conquérir l'Europe. Et mieux encore : tandis que l'auteur du

1. *Kaiser Leopold II und die französische Revolution*. Hanovre et Leipzig, Hahn.

2. *Die polnische Politik Preussens, 1788-90*. Göttingue, Vandenhoeck et Ruprecht.

3. *Die Kolonialpolitik Napoleons I (Histor. Bibl., herausg. von der Redaktion der Histor. Zeitschrift, vol. XI)*. Munich et Leipzig, Oldenbourg.

Consulat et de l'Empire blâme au moins les guerres d'Espagne et de Russie, — parce qu'elles ont fini mal, — les champions germaniques du héros corse veulent nous faire croire qu'il fut entraîné, malgré lui, à faire encore ces deux guerres. C'est aussi l'opinion de M. Roloff. Napoléon avait le *devoir* de maintenir la prépondérance française en Europe; l'Angleterre, et, plus tard, les autres États, ne voulaient pas se soumettre à cette prépondérance; donc, il fallait les combattre. L'empereur, dit naïvement M. Roloff (p. 488 et suiv.), ne désirait pas, en 1806, une nouvelle guerre continentale, mais il voulait avoir la Sicile; la Russie ne voulant pas la lui laisser, il dut combattre le tsar; pour cela, il avait à dominer l'Allemagne, et, puisque la Prusse ne se jetait pas à ses genoux, il dut combattre la Prusse. Il avait parfaitement raison de mettre en poche tout ce qui lui plaisait, sous prétexte que, sans cela, ces pays pourraient lui devenir dangereux! — C'est bien dommage que M. Roloff ait insisté tellement sur cette thèse inadmissible. Car il nous donne, pour la première fois, l'histoire de la politique coloniale de Napoléon I^{er}, livre qui nous faisait encore défaut. Il est vrai qu'ici encore, l'auteur se montre bien optimiste pour son héros. Le fait est que, comme partout, l'empereur ne voyait l'avenir des colonies que dans le règne de la force, des soldats, des fonctionnaires et de l'Église. Il voulait y rétablir l'esclavage et tous les abus de l'ancien régime. Tout cela, M. Roloff nous l'expose en détail. La conséquence finale de cette politique fut, comme l'auteur se voit obligé de l'avouer, la perte totale de l'empire colonial de la France.

On connaît, jusque dans les moindres détails, les rapports de la Prusse avec la France napoléonienne, avant Iéna; mais ses relations avec la Russie, qui pourtant étaient d'une importance presque égale, n'étaient pas encore suffisamment éclairées. La neutralité absolue, cette chimère poursuivie par Frédéric-Guillaume III, n'était possible, même pour ce prince timoré et irrésolu, que par la supposition d'être toujours sûr de l'appui du tsar. Cette lacune est comblée, de la manière la plus heureuse, par le livre de M. H. ULMANN, sur la politique russe et prussienne sous Alexandre I^{er} et Frédéric-Guillaume III¹. Dans cet ouvrage, très important, l'étude des archives de Berlin, de Vienne, du Mecklembourg sert de complément à une connaissance étendue de toutes les sources imprimées. Joignez à cela une narration spirituelle qui donne de l'intérêt même aux détails diplomatiques, parce qu'ils servent à mettre en relief les caractères

1. *Russisch-preussische Politik unter Alexander I und Friedrich Wilhelm III*. Leipzig, Duncker et Humblot.

des personnages dirigeants, — non pas d'après une intuition pseudo-géniale et anti-scientifique, que l'on aime maintenant beaucoup en Allemagne, mais selon leurs actions et leurs paroles authentiques, — et parce que les faits spéciaux se rattachent toujours aux considérations générales. Je regrette de ne pouvoir insister davantage ici sur les résultats très considérables de cette excellente publication.

K. HANSING aurait pu la compléter par son livre sur Hardenberg et la troisième coalition¹. Malheureusement, c'est un livre manqué, aussi superficiel dans les recherches que médiocre dans le jugement. La connaissance imparfaite des sources fausse les opinions de l'auteur, dont l'ouvrage a constamment besoin d'être contrôlé et corrigé par celui d'Ulmann, qu'il n'a pas connu.

Nous avons parlé ici même (t. LXXII, p. 394 et suiv.) de la biographie de Metternich, commencée d'une manière très méritoire par M. FÉDOR VON DEMELITSCH. En continuant ses études, cet auteur a trouvé, aux archives de l'empire à Vienne, de nombreux documents inédits sur l'histoire du congrès de Châtillon (janv. à mars 1814). Il les publie maintenant, en les faisant précéder d'une excellente introduction historique². Les lettres et journaux édités par M. von Demelitsch démontrent de nouveau qu'Alexandre I^{er} a sérieusement songé à faire de Bernadotte le successeur de Napoléon. L'Autriche repoussait cette candidature, et, pour l'évincer, elle s'allia au prince régent d'Angleterre qui favorisait les Bourbons, quoique, au fond, Metternich et son maître eussent préféré la continuation du règne de Napoléon ou l'avènement du roi de Rome. Le maréchal de Schwarzenberg témoigne encore de son pessimisme, craignant, jusqu'à la lâcheté, le génie supérieur du grand Corse; il fut, comme le dit M. von Demelitsch, « le général le plus pacifique qui ait jamais commandé une grande armée. »

La Prusse, vaincue par Napoléon, fut relevée par une pléiade d'hommes d'État et de fonctionnaires patriotes, enthousiastes, éclairés, dont un des plus distingués fut le poète Staegemann. M. Franz RUEHL, qui connaît admirablement cette époque et surtout les hommes et les choses de la vieille Prusse, publie le premier volume de la correspondance de cet éminent personnage³; dans l'introduction, il

1. *Hardenberg und die dritte Koalition* (Historische Studien, veröffentl. von E. Ebering, fasc. 12). Berlin, Ebering.

2. *Fontes rerum austriacarum*, série II, vol. XLIX : *Actenstücke zur Geschichte der Coalition vom Jahre 1814*.

3. *Publication des Vereins für die Gesch. Ost- und Westpreussens* : *Briefe und Aktenstücke zur Geschichte Preussens unter Friedrich Wilhelm III, vor-*

donne la biographie des hommes les plus marquants qui sont mentionnés dans la correspondance, et il y ajoute des notes fort instructives. Nous regrettons seulement que l'éditeur, en omettant les lettres déjà imprimées ailleurs, ne les ait pas au moins mentionnées brièvement à leur place chronologique. Nous relevons, comme les parties les plus intéressantes, les lettres de Brinkmann, pour l'histoire de la Suède et de ses rapports avec la France et la Prusse, en 1808, et les pièces concernant l'année terrible de 1812. Nous vivons là au milieu des souffrances que la *grande armée* infligeait à la malheureuse province de Prusse et qu'elle eut à subir elle-même dans sa marche sur Moscou, marche insensée qui la détruisit pour les deux tiers avant qu'elle eût touché à la capitale de la vieille Russie. Les hauts fonctionnaires prussiens d'alors avaient de leur roi une très mauvaise opinion et ne voyaient en lui qu'un obstacle, qu'un homme maladroit et malchanceux. Non moins intéressants sont les documents concernant le démembrement de la Saxe, en 1815. Ici, comme sous tant d'autres rapports, l'œuvre du congrès de Vienne fut mal interprétée et pernicieuse. Au morcellement de leur patrie, l'immense majorité des Saxons aurait préféré son union entière avec la Prusse. Charles-Auguste, le célèbre grand-duc de Weimar, spéculait sur la disgrâce de la branche Albertine de la maison de Saxe, pour la remplacer par sa propre branche Ernestine (p. 351 et suiv.).

Nous avons rendu compte ici même (t. LXVI, p. 462) du premier volume de *Guillaume de Humboldt comme homme d'État*, par M. Bruno GEBHARDT; cet ouvrage très méritoire est terminé par un second volume¹. En se fondant sur les matériaux les plus authentiques, M. Gebhardt réfute bien des reproches que l'on a faits à Guillaume de Humboldt comme politique, mais il est assez impartial pour reconnaître ses défauts sous ce rapport et pour avouer qu'il était trop *idéaliste* pour être habile *diplomate*. Avant tout penseur et savant, il ne devint homme d'État que par accident. Dans cette carrière, il montra toute la hauteur des vues, toute la clarté logique, tout le soin du détail qui le distinguaient comme érudit et comme philosophe; éclairé et libéral, il était encore un patriote zélé, malgré l'origine cosmopolite de sa manière de penser. Mais il manquait de passion, d'énergie, du pouvoir de s'enfermer dans la tâche de chaque jour. Il voyait les choses de trop haut pour prendre les mesures efficaces au juste moment où elles étaient utiles.

zugsweise aus dem Nachlasse von F.-A. von Staegemann. Bd. I. Leipzig, Duncker et Humblot.

1. *Wilhelm von Humboldt als Staatsmann.* Bd. II. Stuttgart, Cotta.

Encore un second volume : celui de la vie du maréchal von Boyen, par M. Fréd. MEINECKE¹ (cf. la *Revue*, t. LXII, p. 347 et suiv.). Il comprend la dernière moitié de l'existence de Boyen, dont la partie la plus importante est son administration du ministère de la guerre, de 1814 à 1819. Boyen, disciple de Kant, passionné pour les idées de patrie, de progrès, d'égalité et de sage liberté, doué d'un esprit vaste et clairvoyant, quoique un peu pédant et parfois trop systématique, appartenait au cercle de réformateurs administratifs et militaires qui ont régénéré la Prusse après 1807. C'est lui qui créa le service militaire universel et qui organisa définitivement la *landwehr*. Mais il n'était pas que soldat. D'après ses idées, l'organisation militaire devait être en harmonie avec la métamorphose de l'ancien régime prussien, absolutiste et féodal, en un État constitutionnel, basé sur la participation de la nation entière aux affaires publiques. Toutes les forces vives du peuple prussien devaient s'unir pour donner à la plus petite et la plus pauvre des grandes puissances la prépondérance intellectuelle, politique et militaire en Allemagne, — bref, à peu près le programme adopté plus tard par le parti libéral de l'Allemagne du Nord. Mais il échoua contre l'esprit borné et méfiant du roi, contre la faiblesse honteuse du chancelier Hardenberg et surtout contre les intrigues du parti réactionnaire et féodal, qui aimait mieux sacrifier la grandeur de la patrie à ses pires adversaires que subir l'évolution des idées libérales et égalitaires. M. Meinecke expose ces luttes d'après les sources les plus variées et les plus authentiques, avec une sympathie émue, en partant de points de vue aussi élevés que justes et se servant d'un style facile, élégant et plein d'attraits. Tout en jugeant Boyen avec une entière impartialité, il fait voir les graves conséquences que la réaction contre l'œuvre inachevée des réformateurs a eues pour la Prusse pendant un demi-siècle.

Ce fut aussi un réveil du passé que la résurrection des régiments suisses au service de la France pendant la Restauration, de 1816 à 1830. M. Albert MAAG en raconte l'histoire² d'après les archives fédérales et cantonales ainsi que d'après les mémoires de témoins oculaires. La partie la plus intéressante du volume se rapporte à la part prise par les deux régiments aux événements de Juillet 1830. M. Maag lave ses compatriotes des calomnies dont la plume malveillante du maréchal Marmont et la haine générale contre les troupes étrangères les avaient souillés. Il prouve, par les récits et les jour-

1. *Das Leben des Generalfeldmarschalls Hermann von Boyen*, Bd. II, Stuttgart, Cotta.

2. *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten während der Restauration und Julirevolution*. Bienne, Kuhn.

naux des officiers suisses, qu'on les avait abandonnés et sacrifiés et qu'ils n'ont évacué le Louvre que sur l'ordre formel et réitéré du duc de Raguse. Ayant perdu plus de trois cents tués et blessés, ils avaient montré là le même courage malheureux pour la cause des Bourbons que leurs pères, le 40 août 1792.

D'autres événements révolutionnaires sont racontés par un écrivain militaire bien connu, le commandant von Kunz¹. Il décrit la lutte des troupes prussiennes contre les insurgés polonais de la province de Prusse, en 1848, épisode qui n'avait pas encore été mis suffisamment en lumière et où la médiocrité même des combats a rendu possible un récit plus clair et plus complet que pour de grandes batailles. Dans ce petit livre, le commandant Kunz montre son impartialité ou plutôt son équité habituelles. Il reconnaît pleinement la bravoure et le patriotisme des insurgés polonais et les défend contre les reproches que l'on a souvent élevés contre eux. On comprend d'autant moins qu'un écrivain aussi distingué puisse encore répéter cette fable ridicule que la révolution de Berlin du 48 mars 1848 ait été l'œuvre « de Français, de Polonais et de toutes sortes de révolutionnaires internationaux. »

Un vrai insurgé est aussi M. W. von HASSELL. Contrairement aux sentiments de l'immense majorité des Allemands, surtout de la classe instruite et lettrée, il condamne l'union de l'Allemagne sous la direction de la Prusse. C'est là une affaire de conviction personnelle; mais, ce qui est inadmissible, c'est la passion avec laquelle il écrit en ce sens antihistorique son histoire du royaume de Hanovre, dont la première partie du second volume vient de paraître². Elle va des commencements de la réaction, en 1849, jusqu'à la chute du ministère ultra-réactionnaire Borries, en 1862. Abstraction faite de la partialité de l'auteur pour le particularisme hanovrien et pour l'aristocratie, son travail est très instructif; il est basé sur des matériaux nombreux et authentiques, mais provenant tous de la faction à qui appartient M. von Hassell. Il apporte beaucoup de notions nouvelles sur la marche de la question unitaire en Allemagne. D'ailleurs, tant qu'il n'est pas influencé par ses sympathies et antipathies personnelles, son jugement est sain : on ne saurait admettre cependant qu'il glorifie comme un souverain modèle l'insolent autocrate Ernest-Auguste ou qu'il loue constamment les sentiments « vraiment allemands » du roi George V, un des adversaires les plus égoïstes qu'aient

1. *Die kriegerischen Ereignisse im Grossherzogtum Posen, im April und Mai 1898*. Berlin, Mittler.

2. *Geschichte des Königreichs Hannover*, Bd. II, teil 1. Leipzig, Heinsius.

rencontrés les tendances nationales. L'auteur est pourtant sincère, et, malgré lui, la description qu'il donne des hauts fonctionnaires civils et militaires du Hanovre sous son dernier roi démontre clairement la nécessité de la catastrophe finale de 1866.

M. Horst Kohl a publié la sixième année de son *Annuaire de Bismarck*¹. La partie la plus intéressante de ce volume est la correspondance de Bismarck avec le comte Bernsdorff, son prédécesseur comme ministre des Affaires étrangères, plus tard ambassadeur à Londres; cependant, un certain nombre de ses lettres étaient déjà publiées, et il serait à désirer que l'éditeur indiquât chaque fois quand et où un document est déjà imprimé. Très important est l'aveu de Bismarck, du 21 novembre 1862 (p. 163), que lui, comme le ministre de la Guerre et la plupart des généraux, se contenterait du service militaire de deux ans, mais qu'il se soumettait à la volonté du roi, qui demandait trois ans, afin de réaliser, avec l'aide du monarque, des tâches plus importantes. On voit là de nouveau que, pour Bismarck, le conflit parlementaire était un excellent moyen de forcer le roi à accepter le caractère révolutionnaire de la politique extérieure de son ministre. Comme la reine Augusta, le prince royal et son épouse s'opposaient à cette marche des événements; Bismarck eut le courage de les accuser, devant le souverain même, de trahir les secrets de l'État à l'Angleterre (1^{er} août 1865, p. 202).

L'on sait que le fougueux chancelier a, dans ses *Gedanken und Erinnerungen*, continué sa guerre contre la reine Augusta, bien après la mort de cette princesse. M. Kohl a publié un *Guide* de ces souvenirs²; ce nouvel ouvrage témoigne malheureusement que l'auteur, très méritoire d'ailleurs, perd tout sens de critique lorsqu'il s'agit de son héros. Le livre n'a d'autre importance que celle de publier, pour la première fois, quelques documents d'un grand intérêt, comme le mémoire adressé à Bismarck par le prince royal de Prusse le 14 août 1870, jour de la bataille de Colomby-Nouilly, et la correspondance du tsar Alexandre II et de l'empereur Guillaume I^{er} en 1879.

Parmi les nombreuses critiques des *Souvenirs* de Bismarck, nous ne relèverons que celles de M. Erich MARCKS³ et de M. Max LENZ⁴. Le premier de ces auteurs a donné une nouvelle preuve de la finesse psy-

1. *Bismarck-Jahrbuch*, VI. Leipzig, Goeschel.

2. *Wegweiser durch Bismarcks Gedanken und Erinnerungen*. Leipzig, Goeschel.

3. *Fürst Bismarcks Gedanken und Erinnerungen; Versuch einer kritischen Würdigung*. Berlin, Paetel.

4. *Zur Kritik der Ged. u. Erinn. des Fürsten Bismarck; Deutsche Rundschau*, juin et juillet 1899.

chologique, de la science complète et profonde, de l'équité absolue qui le caractérisent. M. Marcks est un admirateur passionné du grand homme d'État et son essai critique s'en ressent peut-être un peu trop; mais cela ne l'empêche point de rendre un hommage sincère et courageux à la vérité historique. Si M. Marcks considère les Mémoires du prince de Bismarck, pour ainsi dire, de haut, en jugeant leur ensemble, ainsi que celui des travaux les plus importants qui s'y rattachent, M. Lenz critique en détail quelques chapitres saillants de ces mêmes *Souvenirs*. Il prouve, par des documents incontestables réunis avec une parfaite connaissance de la matière, que toute la partie consacrée par Bismarck à la guerre de Crimée ne contient rien de vrai et, ce qui est encore pis, contredit absolument la marche réelle des événements et les tendances des personnages dirigeants. Notons bien que M. Lenz n'est pas moins partisan politique du grand chancelier que son collègue de Leipzig. En traitant des chapitres des mémoires qui parlent de la paix de Nikolsburg, il n'arrive pas à des résultats aussi concluants que quant à la guerre de Crimée, mais il montre aussi que les choses ont dû se passer autrement que dans la narration du vieux chancelier. La polémique que M. Théod. SCHMANN a soulevée, sur ces points, contre M. Lenz dans la *Historische Zeitschrift* s'est terminée, pour tout juge non prévenu, en l'honneur du professeur de Berlin. Le travail consacré au même sujet par M. O. KAEMMEL¹ n'est qu'un compte-rendu critique destiné surtout à faire valoir le *Journal* de Maurice Busch, publié chez M. Grunow.

L'édition allemande de ce *Journal* de Maurice Busch² peut être considérée comme l'original de l'ouvrage, déjà publié en anglais, comme on le sait. Le livre allemand contient plusieurs parties que l'on avait omises dans le texte anglais comme peu intéressantes pour le public britannique. D'autre part, on a biffé quelques passages de l'édition anglaise impossibles à imprimer dans l'empire d'Allemagne. Le personnage de Busch est trop connu pour être encore dépeint ici. Quant à son livre, il cache naturellement tout ce qui pourrait être défavorable à l'auteur, comme, entre autres, l'histoire du chantage qu'il a mis en œuvre contre Bismarck en 1873 et en 1883, et la manière dont il a dû quitter, en 1864, le service du prince d'Augustenbourg, prétendant au trône ducal de Schleswig-Holstein. Mais, dans tout ce qu'il raconte sur les communications que le prince de Bismarck lui a faites, il est, évidemment, de bonne foi. D'ailleurs, c'est entièrement le style du chancelier et sa manière de parler; pour

1. *Kritische Studien zu Fürst Bismarcks Ged. u. Erinn.* Leipzig, Grunow.

2. *Tagebuchblätter*, 3 vol. Leipzig, Grunow.

s'en convaincre, on n'a qu'à comparer le livre de Busch avec les *Souvenirs* de Bismarck. Il est vrai qu'il y a quelques erreurs dues à la circonstance qu'il avait l'oreille un peu dure (t. III, p. 69) et au fait qu'il prenait ses notes le plus souvent de mémoire, quoique immédiatement après avoir quitté le chancelier. C'est une photographie généralement fidèle, mais trop accentuée; Bismarck blâmait Busch de prendre au sérieux tout ce qu'il venait de dire par plaisanterie ou dans un moment de mauvaise humeur. Cependant, nous n'oublions pas que Busch, aussi bien que Lothaire Bucher, le véritable homme de confiance du ministre, sont unanimes à reconnaître que le grand homme d'État est incapable de dire la vérité, soit que son imagination impulsive lui représente les hommes et les choses, non pas tels qu'ils étaient ou qu'ils sont, mais comme cela lui plaît qu'ils soient, soit qu'il les défigure avec intention pour avoir lui-même seul et toujours raison (exemples frappants : t. II, p. 485; t. III, p. 2, 330). A l'occasion, Bismarck en convient lui-même (cf. t. III, p. 243). Ajoutons que la plupart de ses communications à Busch sont destinées à servir de thèses pour les articles du journaliste, afin d'influer sur l'opinion publique. Tout le monde, même les personnages les plus haut placés, même le vieil empereur, est traité avec le plus profond mépris; chacun, sauf Bismarck, n'agit que pour des motifs mesquins et personnels. Le chancelier lance contre tous ceux qui ne le servent pas en esclaves les accusations les plus fausses, les plus saugrenues (voir t. III, p. 33, 60, 70, ce qu'il dit du ministre Eulenburg, de Forckenbeck et de Lasker). Enfin, le livre est précieux pour nous montrer le vrai Bismarck et son entourage intime.

Un des fervents admirateurs du chancelier avait été Ludwig BAMBERGER, devenu plus tard son adversaire au point de vue des événements intérieurs. Les mémoires de cet homme aussi distingué en politique qu'en finances, publiés par son ami Paul NATHAN¹, ne vont, malheureusement, que jusqu'en 1864, point du récit où la mort a arraché la plume des mains de l'auteur; ainsi, toute la partie réellement importante de l'action politique de Bamberger en reste exclue. C'est d'autant plus regrettable que ces mémoires, quoique l'auteur n'ait plus pu les ciseler définitivement, sont rédigés avec tout l'esprit et toute la finesse, un peu verbeuse, du si regretté écrivain. Ils peignent très bien ce personnage éclairé, hautement intelligent, universellement instruit, réfléchi, *gentleman* dans toute la force du terme, un peu froid et moqueur et pourtant enthousiaste de la liberté et de la patrie, profon-

1. *Erinnerungen von Ludwig Bamberger*, herausg. v. P. Nathan. Berlin, Reimer.

dément dévoué à ses amis, l'écrivain le plus élégant de l'Allemagne, économiste de premier ordre. Comme il a habité Paris pendant la plus grande partie du second Empire, de 1853 à 1866, et qu'il y a connu presque tout le monde littéraire et artistique, ses mémoires retracent l'image de cette époque qui, aujourd'hui, est déjà un passé fort éloigné, mais qui a eu pour la France bien des côtés brillants et féconds.

La biographie du ministre badois Jules Jolly avait été retracée par son neveu Louis Jolly et par feu le professeur Baumgarten (voir *Rev. hist.*, t. LXVIII, p. 337). M. HAUSRATH, connu comme historien ecclésiastique et comme romancier, y ajoute des souvenirs personnels de Jolly¹, avec lequel il avait été intimement lié. C'est un portrait vivant et sympathique de l'excellent homme d'État, qui sert à corriger, sous beaucoup de rapports, l'appréciation de Louis Jolly, souvent empreinte de partialité et d'une certaine raideur exclusive.

L'on connaît les deux frères Reichensperger, Auguste et Pierre, tous les deux juristes rhénans, chefs de la fraction conservatrice du parti catholique, fondateurs du *centre*, après 1870. Auguste, dont la vie est décrite par M. Ludw. Pastor², se distinguait des autres chefs catholiques par l'intérêt considérable qu'il portait à l'art et à l'érudition. Il va sans dire que sa biographie, sous la plume du savant historien des papes, dépeint les choses et les hommes exclusivement au point de vue du cléricalisme. Mais pourquoi l'auteur a-t-il renoncé à tout art historique, pourquoi nous a-t-il principalement donné un extrait ennuyeux des correspondances, du journal et des autres reliques de M. Reichensperger? L'histoire a fort peu à gagner dans tout cela.

Jadis du même bord que les Reichensperger, plus tard leur adversaire, fut le célèbre professeur de théologie de l'Université de Munich, Ignaz von Döllinger, dont l'élève le plus savant et le plus aimé, J. FRIEDRICH, a commencé la biographie³. Disons-le tout de suite, M. Friedrich n'est pas un historien. L'énorme prolixité avec laquelle il raconte les moindres détails, depuis l'histoire des aïeux de Döllinger, et imprime *in extenso* des lettres et des articles de journaux dont un court sommaire aurait été, fort souvent, même de trop, tue l'intérêt du récit et rend fort pénible la lecture de son ouvrage. D'autre part, M. Friedrich se débat en vain pour concilier la conduite de son héros après le concile du Vatican avec les idées absolument cléricales et ultramontaines de Döllinger jeune; sa fureur contre

1. *Zur Erinnerung an Julius Jolly*. Leipzig, Hirzel.

2. *August Reichensperger*, 2 vol. Fribourg-en-Brisgau, Herder.

3. *Ignaz von Döllinger*, t. I et II. Munich, Beck.

toute liberté de pensée, sa haine aveugle de la Réforme, son antisémitisme violent, sa défense de toutes les prétentions de l'Église contre l'État, sa prédilection pour les sociétés et gazettes cléricales, sa glorification du pouvoir papal, son penchant pour les Jésuites, tout cela ressort clairement des citations mêmes que M. Friedrich extrait des écrits et des lettres de son maître. Les tours de force de l'auteur afin d'arriver à ce résultat impossible sont évidemment sincères de sa part, mais nuisibles à la vérité biographique. Il aurait été plus conforme à la réalité des choses et en même temps plus instructif de nous développer les causes, l'origine et le progrès de l'évolution qui s'est produite dans la pensée d'un savant catholique aussi distingué que l'était Doellinger. Les deux volumes qui viennent de paraître et qui nous mènent jusqu'en 1849 le montrent encore, malgré l'auteur, comme un véritable fanatique.

De l'Église militante il n'y a pas loin aux affaires militaires.

La publication des écrits militaires du maréchal DE MOLTKE est parvenue jusqu'à ses essais critiques sur l'histoire des campagnes de 1809, 1859, 1864, 1866 et 1870-1871¹. Ce sont des travaux rédigés entre les années 1859 et 1871. Quant aux faits, ces essais ont peu de valeur, parce qu'ils avaient été terminés, pour la plupart, avant la publication des sources et des récits les plus importants. Les éditeurs ont, en partie, suppléé à ce défaut par des notes qui amplifient et rectifient les données du grand stratège. L'importance de ces travaux consiste en la critique militaire, point de vue qui ne peut pas être le nôtre. Le génie de Moltke se montre de nouveau dans la circonstance que, par des calculs logiques et stratégiques, il devine constamment des faits non contenus dans les sources dont il a pu se servir, mais confirmés plus tard par la publication de nouveaux documents. Il porte un jugement très sévère sur l'archiduc Charles, en opposition avec la biographie de ce prince, publié par le colonel von ANGELI. Mais sa critique n'est pas moins sérieuse pour les fautes commises par les généraux allemands, autrichiens et français pendant les guerres contemporaines. Tous ces essais, à l'exception de celui sur la campagne de 1809, ont servi plus tard pour la rédaction des ouvrages bien connus de l'état-major prussien.

Le deuxième volume de l'ouvrage remarquable du colonel Oscar

1. *Moltkes Militärische Schriften*, 3^e série : *Kriegsgeschichtliche Aufsätze*; t. II : *Kritische Aufsätze zur Geschichte der Feldzüge von 1809, 1859, 1864, 1866 und 1870-71. Herausg. vom Grossen Generalstabe, Abt. fuer Kriegsgeschichte*. Berlin, Mittler.

VON LETTOW-VORBECK, relatif à l'histoire de la guerre allemande de 1866¹, traite de la campagne de Bohême, la partie la plus considérable et décisive de cette grande lutte. Les événements militaires proprement dits sont, dans ce livre, exposés d'une façon définitive, d'après de nombreux documents officiels et les communications tant orales qu'écrites de personnages éminents. L'étude des faits et des motifs est entreprise par M. de Lettow-Vorbeck avec beaucoup de soin et de sens critique et avec une impartialité parfaite. Après les ouvrages de MM. de Sybel et Friedjung, le livre de M. de Lettow-Vorbeck est nécessairement moins important pour l'histoire politique. Notons, cependant, que des documents inédits le mettent à même de préciser davantage le poids de l'intervention française dans la conclusion des préliminaires de Nikolsburg. On peut affirmer maintenant que ce fut la crainte d'une guerre avec la France qui décida Bismarck à renoncer à toute mutilation territoriale de l'Autriche, de la Bavière et de la Saxe. Notons une contradiction dans les idées de l'auteur, parce qu'elle est d'un caractère général et typique. Il nous explique (p. 5) la supériorité de l'armée prussienne par le service militaire universel et obligatoire, institution foncièrement *démocratique*, et, quelques lignes plus loin, par le caractère *aristocratique* du corps des officiers. On voit combien la théorie dépend des faits; après les victoires des armées républicaines et napoléoniennes, Scharnhorst et ses amis cherchaient à démocratiser le corps des officiers prussiens; après les succès des troupes prussiennes en 1866 et 1870, la tendance est de constater un idéal aristocratique de ce même corps. On a oublié qu'il n'y a jamais eu de corps d'officiers plus féodal que celui qui a amené les défaites inouïes de la Prusse en 1806. — Il y a dans les esquisses et dans les cartes quelques erreurs faciles à corriger.

La campagne du Mein de la même guerre se trouve racontée dans le livre du général W. von SCHERFF, relatif à la division prussienne de Beyer². L'auteur était lui-même officier d'état-major près de cette division pendant la campagne et avait rédigé son récit immédiatement après la fin de celle-ci, sous le contrôle du général de Beyer. C'est donc un livre officieux dont les affirmations et les jugements ne seront acceptés qu'avec une certaine réserve, surtout quand le divisionnaire est lui-même en cause.

Le même général Scherff a pris contre M. Fr. Hœnig la défense d'un autre de ses anciens supérieurs, le général de Schwartzkoppen,

1. *Geschichte des Krieges von 1866 in Deutschland*. Berlin, Mittler.

2. *Die Division von Beyer im Mainfeldzuge*, 1866. Berlin, Mittler.

commandant la 49^e division d'infanterie à la bataille de Vionville-Mars-la-Tour. Le capitaine Hœnig est le premier historien militaire de l'Allemagne actuelle qui, avec autant de courage que de talent, ait osé s'émanciper de l'historiographie officielle sur la guerre de 1870, historiographie qui, malgré beaucoup de qualités, a tenu par principe à peindre tout en rose et à passer sous silence les fautes commises par les généraux allemands¹. La critique incisive exercée par cet auteur contre la direction du prince Frédéric-Charles et surtout de son chef d'état-major général de Stiehle pendant les journées des 15 et 16 août 1870 et sur la conduite du général de Schwartzkoppen, qui causa la catastrophe de la brigade Wedell², a provoqué une véritable guerre, heureusement littéraire et non pas sanglante, où M. Hœnig a dû se défendre, presque seul, contre toute une nuée d'adversaires³. Ceux-ci ont prouvé, ce me semble, que M. Hœnig a commis beaucoup d'erreurs de détail dans le récit d'une bataille moderne fort complexe, que ses souvenirs personnels l'ont parfois trompé et que ses jugements sont trop acerbes, la critique après coup étant beaucoup plus facile qu'il n'est aisé de prendre une décision soudaine au milieu d'une grande bataille. Mais, ce qui reste prouvé par M. Hœnig, c'est que : 1^o le prince Frédéric-Charles et son chef d'état-major, en opposition contre Moltke, désespérèrent de rejoindre encore l'armée française à l'est de la Moselle, et que, par conséquent, ils prirent de fausses mesures; 2^o que le général Alvensleben, commandant le 3^e corps, jugea mieux de la situation et amena, par sa propre initiative, le combat du 16 août; 3^o que Caprivi, comme chef d'état-major du 40^e corps, a convaincu son général de la justesse de ce dernier point de vue et l'a persuadé de venir en aide au 3^e corps; 4^o que Schwartzkoppen et Scherff n'avaient pas compris la situation.

L'Allemagne actuelle ne cherche plus exclusivement à fonder sa puissance sur l'armée, mais encore sur la marine. Les travaux concernant l'histoire maritime de l'ancienne Allemagne augmentent donc en nombre; pour la plupart, ils sont dus à des érudits des

1. *Kriegsgeschichtliche Einzelschriften*, herausg. v. Grossen Generalstab, fasc. 25. Berlin, Mittler.

2. Hœnig, *Die Wahrheit ueber die Schlacht von Vionville-Mars-la-Tour*. Berlin, Félix.

3. *Militär-Wochenblatt*, 1899, nos. 34, 36 (gén. von Scherff), 37 (gén. von Voigts-Rhetz), 41, 42 (colonel F. von Bernhard), 64, 65 (divers auteurs). — Scherff, *General v. Schwartzkoppen am 16 August 1870* (Munich, Lindauer). — Hœnig, *Dokumentarisch-kritische Darstellung der Strategie für die Schlacht von Vionville-Mars-la-Tour*. Berlin, Félix.

villes hanséatiques. Parmi eux, M. Ernest BAASCH, directeur de la bibliothèque de commerce de Hambourg, traite de l'histoire de la construction navale en Allemagne et de la politique qui s'y rapporte jusqu'aux premières années du XIX^e siècle¹. Comme cela n'était guère autrement possible, il entre dans tous les détails pour chaque port maritime, se réservant de présenter à la fin du volume la synthèse et les résultats généraux. L'auteur a consacré à son sujet un labeur infatigable aux archives et aux bibliothèques non seulement des villes de mer allemandes, mais encore de Berlin, Hanovre, Schwerin, la Haye et Copenhague. Ainsi, son livre est devenu un modèle du genre : recherches patientes, classification claire et intelligente, exposition lucide et instructive s'y trouvent réunies. S'il n'est pas toujours parvenu à des résultats certains et définitifs, si, pour les siècles du moyen âge en particulier, il a dû laisser subsister de grandes lacunes, ce n'est certes pas sa faute, mais celle des matériaux incomplets dont on dispose actuellement. Voici quelques-uns des résultats les plus importants de son travail. La construction navale et l'exportation de navires ont été considérables en Allemagne jusqu'au XIX^e siècle; elles étaient distribuées parmi les différentes villes maritimes d'une manière plus égale qu'aujourd'hui, où elles se concentrent dans un petit nombre d'établissements gigantesques; les ports de la Baltique étaient bien plus importants alors que maintenant, où ils perdent de plus en plus, en comparaison avec ceux de la mer du Nord. On cherchait à *nationaliser* la construction navale, à la réserver aux seuls Allemands et surtout à interdire la vente des navires aux étrangers pour augmenter le commerce national. C'est juste le contraire de la politique commerciale d'aujourd'hui qui, avant tout, vise à l'exportation. C'était déjà un grave obstacle pour le développement de la construction navale. Un autre était la politique *d'étapes*, c'est-à-dire la lutte de chaque ville contre les autres pour se réserver le droit exclusif de construire des navires. Un troisième, le plus grand, était l'esprit étroit des corps de métier qu'une école économique rétrograde voudrait rétablir de nos jours. Chiffres en main, M. Baasch démontre combien cette institution était nuisible au progrès de la construction navale (voir, entre autres, p. 23, 408 et suiv., 220-274 et suiv.), et combien les villes qui savaient s'affranchir de cette contrainte se trouvaient dans une situation plus favorable (cf. p. 24, 64, 404, 453, 274 et suiv.). D'ailleurs, on l'a déjà reconnu dans le passé (p. 34, 42, 462, 220, 242). Ainsi, l'ouvrage

1. *Beiträge zur Geschichte des deutschen Seeschiffbaues und der Schiffbaupolitik*. Hambourg, Graefe et Sillem.

de M. Baasch est d'une grande importance non seulement historique, mais encore économique.

Le troisième volume de M. Alfr. ZIMMERMANN sur les colonies européennes¹ traite de la politique coloniale de la Grande-Bretagne depuis la séparation des États-Unis jusqu'au temps présent. Écrit avec plus de conscience et d'application que d'originalité, il prouve de nouveau et irrévocablement que la seule politique coloniale saine et destinée à réussir est celle de laisser aux colonies autant de liberté et de *selfgovernment* que possible. C'est ainsi que l'Angleterre a fondé son immense empire d'outre-mer, c'est ainsi que cet empire prospère et la mère-patrie avec lui.

La première histoire, en langue allemande, de l'Asie septentrionale, depuis l'époque historiquement connue la plus reculée jusqu'à l'été de 1898, nous est donnée par M. Albr. WIRTH². C'est un ouvrage de seconde main, mais très utile, puisqu'il traite d'événements généralement ignorés par la grande majorité des historiens occidentaux.

L'Institut d'histoire prussien à Rome commence à éditer un recueil de travaux tirés des archives et bibliothèques d'Italie³. En dehors de notes sur les événements littéraires et archéologiques en Italie, — partie où l'on désirerait un peu plus de méthode, — ce périodique contient des publications étendues, avec introduction et notes. Notons, dans le premier volume, entre autres : 1° K. SCHELLHASS, Documents relatifs à l'action réformatrice de Felicien Nigarda, dominicain qui, de 1572 à 1574, travaillait avec succès, surtout en Autriche et en Bavière, pour réformer le clergé selon les décrets du concile de Trente; 2° G. KUPKE, « Il y a cent ans, » lettres écrites de Berlin, en 1797, par l'envoyé d'Espagne Horace Borghèse; 3° par le même, une Relation du même diplomate sur la cour de Prusse en 1793. Elle contient nombre d'informations intéressantes, particulièrement quant aux affaires personnelles du roi, de sa famille, de ses ministres et généraux. Il est étonnant que M. Kupke, dans une note, prétende qu'il n'a rien trouvé, dans la littérature historique, concernant la personne de Saint-Patern, favori français de Frédéric-Guillaume II pendant ses dernières années. J'ai parlé longuement de ce personnage dans mon *Preussisches Staatswesen*, t. II, p. 147.

1. *Die europaischen Kolonien*, 3° vol. Berlin, Mittler.

2. *Geschichte Sibiriens und der Mandschurei*. Bonn, Georgi.

3. *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, herausg. vom Königl. preussischen Historischen Institute in Rome, t. I. Rome, Loescher, 1898.

M. Armin TILLE, à qui l'on doit l'inventaire de nombreuses archives de la province rhénane, publie un périodique mensuel pour favoriser les recherches d'histoire particulières, sous le nom de Feuilles historiques allemandes¹. Entouré d'excellents collaborateurs, M. Tille voudrait unir, en les rapprochant étroitement, les recherches *générales* et *locales*. C'est une entreprise fort utile, car, jusqu'à présent, les écrivains qui se sont occupés d'histoire générale formaient, en Allemagne, une caste entièrement séparée des érudits cantonnés dans l'histoire locale. La science ne saurait que gagner considérablement en les alliant les uns aux autres.

Un des vétérans de l'historiographie allemande, M. Charles-Adolphe CORNELIUS, nous donne, pour ainsi dire, son testament scientifique à la veille du cinquantième anniversaire de son doctorat. Frappé malheureusement de graves maladies, forcé de renoncer à des travaux nouveaux, le vénérable professeur de Munich clôt sa carrière utile et honorable en réunissant en volume ses essais et ses études historiques, dont la plupart se rapportent à l'époque de la Réformation et surtout à la biographie de Calvin². Il serait inutile de revenir ici sur des travaux bien connus et généralement appréciés. Le seul chapitre nouvellement publié est celui sur Calvin et sur Perrin, le plus dangereux de ses adversaires (p. 474-539). On sait que M. Cornelius, à la fois catholique ardent et savant d'une sincérité absolue, a suivi son ami Döllinger dans l'opposition contre les décisions du concile de 1870. Placé entre le néo-catholicisme et le protestantisme, il a étudié l'histoire des luttes religieuses du xvi^e siècle avec une entière impartialité, relevée et anoblie par le regret de la scission irrémédiable qu'elles ont produite dans la nation allemande et dans l'humanité européenne en général.

M. PHILIPPSON.

1. *Deutsche Geschichtsblätter. Monatschrift zur Förderung der landesgeschichtlichen Forschung.* Gotha, Perthes.

2. *Historische Arbeiten, vornehmlich zur Reformationszeit.* Leipzig, Dunccker et Humblot.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Rudolf von SCALA. *Die Staatsverträge des Altertums*. 4^{er} Teil. Leipzig, Teubner, 1898. In-8°, 226 pages.

M. von Scala s'est proposé de publier une sorte de *corpus* des traités d'Etat de l'antiquité, conservés dans les textes littéraires et sur les inscriptions. Le livre doit être divisé en quatre sections qui comprendront : la première, les traités datés exactement ou d'une manière suffisamment approximative; la deuxième, les traités dont la date est mal établie ou qui pourraient induire le lecteur à des conclusions fausses; la troisième, les traités dont l'existence n'est pas complètement établie ou qui ne supposent pas comme parties contractantes deux états indépendants; la quatrième, les fragments des traités. Le présent volume renferme la première partie de la première section, les traités connus jusqu'à 338 av. J.-C. Disons tout d'abord que ce plan est aussi défectueux que possible. Un classement méthodique des traités eût été préférable; ou bien, puisqu'on adoptait, comme dans le vieux recueil de Barbeyrac, l'ordre chronologique, il fallait le suivre pour tous les traités sans exception, complets ou fragmentaires, réels ou douteux et ne mettre à part que les traités non datés. D'autre part, nous ne voyons pas du tout d'après quelles raisons l'auteur a établi sa seconde catégorie; la plupart des traités qui doivent y figurer sont cependant suffisamment datés et clairs. Passons maintenant au contenu du livre. A notre avis, l'auteur a beaucoup trop rétréci le sens du mot *traité d'Etat* (*Staatsvertrag*), et son travail ne nous montre pas la merveilleuse souplesse, l'extraordinaire complication du droit international des anciens, surtout des Grecs. Pourquoi supprimer de parti pris, et sans prévenir le lecteur, tant de conventions qui sont de véritables traités, les trêves, les capitulations conditionnelles et surtout les traités d'arbitrage qui constituent une des branches essentielles du sujet? On ne devait pas non plus laisser de côté les traités entre les métropoles et les colonies, entre les deux fractions d'une même ville (aristocrates et démocrates, citoyens vainqueurs et exilés). Les trêves, les traités de paix qu'il y a dans l'Iliade et dans l'Odyssée eussent été mieux à leur place dans ce recueil que cette trentaine de traités babyloniens, assyriens, égyptiens qui n'intéressent guère l'antiquité classique. Dans les limites mêmes qu'il s'est tracées, l'auteur a négligé plusieurs textes : le traité accordé à Platées par le roi Pausanias et les confédérés (Thucydide, 2, 71), la convention entre Athènes et Mytilène, ville alliée, mais autonome (Dittenberger, *Sylloge*, 27, 1^{re} éd.), le traité entre Alcibiade et

Pharnabaze. Il est bien hardi d'assigner une date au premier traité entre Rome et Carthage et au traité entre le prétendu Spurius Cassius et les Latins. L'auteur cite dans ses notes les travaux relatifs à chaque traité; mais il aurait pu et dû rappeler au début le recueil de Barbeyrac, le livre d'egger et l'article *fidus*, du *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, où ont été analysés méthodiquement à peu près tous les traités qu'il publie. Ces critiques et ces réserves une fois faites, reconnaissons que ce recueil complet, commode, de textes bien édités et pourvus des principales références, pourra rendre quelques services à l'étude du droit international ancien.

Ch. LÉCRIVAIN.

Guillaume DES MAREZ. **Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge et spécialement en Flandre.** (Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand, 20^e fasc.) Gand et Paris, 1898. 4 vol. in-8°, xiv-392 pages.

Ce qu'il faut louer tout d'abord dans cet ouvrage, c'est la sûreté de la méthode. M. des Marez ne s'est pas contenté des sources juridiques; ses observations sont fondées sur des milliers de documents d'archives, imprimés et inédits. Son étude porte surtout sur les villes de Flandre; mais l'histoire de villes étrangères, et notamment des villes allemandes, lui a fourni des éléments de comparaison fort instructifs.

Il se défie, et avec raison, des abstractions juridiques. C'est la réalité concrète et vivante qu'il s'efforce d'atteindre; il est convaincu que les règles juridiques ne sont que la résultante des conditions économiques et sociales. Aussi nous explique-t-il avec la plus grande netteté les relations très étroites qui existent entre l'histoire de la propriété foncière dans les villes et l'histoire des constitutions urbaines. Une ville, ce n'est donc pas une entité abstraite, mais « une juxtaposition de groupes de personnes et de terres. » Non seulement une ville diffère d'une autre ville, mais, dans la même ville, les divers groupes, au moins à l'origine, peuvent présenter des caractères fort dissemblables.

M. des Marez distingue essentiellement, en ce qui concerne les origines, deux catégories de villes : 1^o les agglomérations issues de la *familia* d'un évêque ou d'un abbé, et qui ne s'émancipent que lentement du régime domanial; 2^o les colonies marchandes, créées sur le domaine de quelque seigneur justicier, et où la terre doit être libre comme la personne du marchand. — C'est à ce second type que se ramènent les villes de Flandre, admirablement situées pour le commerce, et où les marchands ont afflué de bonne heure.

Cette classification me paraîtrait tout à fait légitime, si l'on en faisait reposer le principe, non sur la qualité du seigneur, mais sur la condition économique et sociale des sujets. Peut-on distinguer réelle-

ment le seigneur *justicier* et le seigneur *fancier*? C'est là une question que, me semble-t-il, la science n'a pas encore résolue. Et, dans le même ordre d'idées, peut-on établir qu'il y a un *cens seigneurial* profondément différent du *censancier*? Les colonies marchandes ne seraient astreintes qu'au *cens seigneurial*, tandis que le *censancier* pèserait sur les tenanciers serfs ou semi-libres. — Les arguments par lesquels l'auteur s'efforce de démontrer cette théorie ne me paraissent ni très logiques, ni fondés sur des documents bien probants. Le *cens seigneurial*, déclare-t-il en un endroit, est purement réel et laisse intact le statut personnel. Et ailleurs, il affirme que, si ce *cens* avait été purement *fancier*, nul ne se serait acharné à sa ruine, car, ajoute-t-il, le *censancier* ne contenait rien d'attentatoire à la liberté. Le *cens seigneurial* serait alors une marque de sujétion. N'y a-t-il pas entre ces deux propositions une incontestable contradiction? Je ferai remarquer aussi que le *cens* est, dans tous les cas, une redevance *réelle* et qu'il n'a aucune influence sur la condition personnelle du tenancier. Quoi qu'il en soit, l'expression de *cens seigneurial* me paraît manquer de netteté.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que les marchands établis dans la ville nouvelle, dans le *suburbium* que le commerce a créé, ne sont rattachés que d'une façon très lâche au régime domanial. Ce sont, en quelque sorte, des *hôtes*, libres de leur personne, et que le seigneur doit ménager, qu'il a intérêt à traiter avec bienveillance, car ils accroissent la prospérité de sa terre. A Gand, à Bruges, vers la fin du *x^e* siècle et au commencement du *xii^e*, les marchands s'affranchissent du *cens*. Le sol urbain est alors dégrevé de toute obligation; les habitants deviennent des *virī hereditarij*, des allodiers, entre les mains desquels se concentrent et la propriété mobilière et la propriété foncière. Ainsi se crée le *Vrij Huus*, *Vrij Erve* (libre maison, libre héritage), forme de propriété tout à fait analogue à celle qui régit notre régime social contemporain.

M. des Marez décrit aussi avec la plus grande netteté la genèse des tenures urbaines. Il distingue essentiellement la tenure d'origine domaniale et la tenure proprement urbaine. La première est une ancienne terre de culture, d'abord soumise à toutes les obligations du régime domanial. Quand la ville commence à se développer, par une lente évolution, la personne du tenancier s'émancipe, et avec elle la terre sur laquelle il est établi. Par l'arrivée de nouveaux colons, la population s'accroît; les manses se morcellent. Progressivement, les droits de propriété du seigneur s'effritent; les redevances domaniales disparaissent les unes après les autres. Au *xiii^e* ou au *xiv^e* siècle, l'évolution est achevée; le bourgeois est devenu pleinement propriétaire de sa tenure. Sur les terres laïques, la transformation est plus rapide que sur les domaines ecclésiastiques, mais elle affecte les mêmes caractères.

La tenure urbaine libre, telle que nous la voyons établie, pour ainsi dire, dès le début, dans les colonies marchandes, s'explique par le fait que les marchands jouissent d'un droit spécial, qui, d'abord personnel,

s'incorpore peu à peu au sol. On peut donc en conclure, — et l'auteur n'insiste pas assez sur cette considération, — que c'est la condition *personnelle* du marchand qui a créé cette forme de propriété. Ce sont des conditions économiques et sociales toutes nouvelles qui travaillent à dissoudre l'ancienne organisation domaniale.

Rien ne montre mieux cette vérité que la formation du territoire des villes flamandes. M. des Marez prend comme exemple la ville de Gand¹. La cité commerciale et libre était d'abord restreinte au *portus*. Mais peu à peu se sont annexés à ce territoire libre, soit des quartiers purement ruraux, soit des agglomérations urbaines, qui possédaient déjà certains privilèges, mais qui étaient encore régies en partie par le droit domanial, comme le Vieux-Bourg, qui s'était élevé au pied du château des comtes de Flandre. C'est surtout au *xiii^e* siècle que se font ces annexions. Ainsi, le *droit urbain* pénètre partout, et l'ancien *portus*, avec ses privilèges et ses tenures libres, finit par s'étendre à toute la ville, telle que nous la connaissons actuellement. La ville commerçante exerce donc sur les territoires voisins une influence juridique vraiment irrésistible et qui a pour résultat d'abolir les droits seigneuriaux.

M. des Marez nous fait voir encore que la propriété foncière est ce qui attache le plus solidement le bourgeois à la cité; c'est elle qui lui confère les plus grands privilèges, qui lui permet d'entrer dans les rangs de l'oligarchie urbaine. Et même pour tout marchand, dans certaines villes, c'est une obligation de posséder au moins une censive. Il ne faut pas oublier non plus que, dans toutes les cités libres, ce sont les échevins qui possèdent la juridiction foncière.

La dernière partie de l'ouvrage traite du caractère de la censive urbaine. Nous avons déjà vu que l'auteur distingue le cens seigneurial et le cens foncier, et nous avons critiqué sa théorie. Mais il distingue aussi le cens foncier, dû pour prix de la tenure domaniale, et le cens foncier, d'origine purement économique, payé par le bourgeois au bourgeois. On peut se demander si cette dernière forme de cens n'est pas plutôt une sorte de rente ou de loyer.

Quoi qu'il en soit, on voit très bien comment la censive a pu se transformer en pleine propriété. M. des Marez marque très justement les trois étapes de l'évolution : 1^o le censitaire possède d'abord un simple droit de jouissance, moyennant le paiement d'un cens; 2^o le censitaire acquiert un véritable droit de propriété; il peut aliéner, grever, louer la censive, mais la directe seigneuriale existe toujours; 3^o à l'époque de la Révolution, la directe disparaît définitivement, et la propriété est créée dans sa forme actuelle. L'auteur, en une excellente formule, caractérise cette transformation économique et sociale, lorsqu'il écrit : « La perpétuité de la tenure devait inévitablement opérer la déchéance du droit de propriété du censier au profit du censitaire. »

1. Un plan très détaillé de l'ancienne ville de Gand nous aide à comprendre et la formation territoriale de la grande agglomération et les transformations de la propriété foncière que l'on peut y observer.

Il faudrait noter encore des observations du plus grand intérêt sur la rente, dont la naissance s'explique par la plus-value du capital foncier, plus-value qui résulte elle-même du développement économique. C'est dans les centres de commerce que, pour la première fois, la propriété foncière a acquis une mobilité vraiment remarquable, qui a eu pour effet d'en accroître singulièrement la valeur. Et l'un des symptômes les plus nets de ce phénomène, c'est la substitution progressive des baux de louage, des locations aux censives, qui est encore une conséquence des nécessités économiques : le commerçant ne peut prendre des engagements à perpétuité; il a tout intérêt à ne conclure que des baux à temps; et le propriétaire y trouve aussi son avantage, car ainsi s'accroît la rente de sa terre. — On le voit, c'est dans les villes du moyen âge que se sont élaborées toutes les formes nouvelles de propriété ou de tenure, qui, à l'avenir, doivent supplanter les formes anciennes.

Cette consciencieuse étude, aussi intéressante pour l'histoire de la propriété que pour l'histoire des constitutions urbaines, dénote chez son auteur une intelligence vraiment remarquable des phénomènes économiques et sociaux. Elle fait le plus grand honneur au jeune savant qui l'a écrite et à l'Université de Gand, qui, sous le patronage de M. Pirenne, l'a publiée dans son recueil.

Henri SÉE.

August MEITZEN. *Siedelung und Agrarwesen der Ostgermanen, der Kelten, Römer, Finnen und Slawen*. Berlin, W. Hertz, 1895. 3 vol., xx-623, xv-698, xxxii-617 pages in-8°, avec 39 cartes et 240 figures dans le texte et un atlas de 125 cartes ou dessins.

Nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion de signaler aux lecteurs de la *Revue historique* le bel ouvrage de Meitzen auquel nous voudrions aujourd'hui consacrer un article plus étendu. Il s'agit ici, en effet, d'une œuvre de premier ordre, où est discuté avec toute l'ampleur qu'il comporte un problème de haute importance pour l'histoire de la civilisation. Pourquoi les hommes qui ont peuplé l'Europe demeurent-ils ici dans des villages agglomérés, et là dans des maisons isolées plus ou moins régulièrement disséminées sur la surface du sol? Comment faut-il expliquer ces différences? Comment peut-on rendre compte de contrastes d'autant plus frappants qu'ils se rencontrent dans des régions presque entièrement semblables au point de vue de la nature géologique du terrain, de la disposition géographique des lieux, du climat, des cultures et de la végétation?

C'est cette question, question fondamentale pour l'intelligence du régime agraire de l'Europe, que Meitzen a plus de vingt ans étudiée. Il a pour cela remonté du connu à l'inconnu, c'est-à-dire que, prenant pour point de départ l'époque contemporaine et l'organisation actuelle

de la vie rurale, il a cherché, à l'aide de tous les documents qu'il a pu se procurer, à retrouver les traits essentiels de l'organisation primitive des peuples de l'Europe. Sans doute il n'a pu dissiper complètement l'obscurité qui nous cachera toujours certains détails, mais on peut dire qu'il a presque épuisé un sujet, à peine effleuré jusqu'ici. Il n'a pas seulement utilisé tous les travaux antérieurs, il a étudié sur place un grand nombre de questions délicates; il a surtout, comme personne ne l'avait fait jusqu'alors, fait jaillir la lumière des cartes géographiques et des vieux plans cadastraux dont G. Hanssen, dans ses *Agrar-historische Abhandlungen*, et le danois Olufsen avaient, il y a quelques années, signalé l'intérêt. C'est à l'aide de ces documents qu'il complète les indications un peu énigmatiques de César ou de Tacite, de Pythéas ou de Strabon, comme aussi les données de la philologie et de la toponomastique. Ils lui permettent de nous dire tant de choses sur les migrations des peuples, sur leur passage de la vie nomade à la vie sédentaire, sur les modes divers d'installation sur le sol adoptés par les Ibères, les Finnois, les Celtes, les Germains, les Romains, et même sur les institutions et les mœurs, sur le régime successoral, sur l'organisation de la propriété et sur la législation, qu'on se demande comment il se fait qu'on n'ait pas utilisé plus tôt cette source si abondante d'informations.

L'ouvrage de Meitzen met aussi fortement en relief l'importance des questions agraires pour l'histoire générale de la civilisation. Justus Møser avait vraiment raison de dire dans la préface de son histoire d'Osnabruck : « L'histoire de la propriété foncière en Allemagne est le chapitre le plus important de l'histoire de la civilisation germanique. » La conclusion de Meitzen, c'est que les différences dans le mode d'installation sur le sol qu'on remarque parmi les populations européennes, s'expliquent essentiellement par des diversités de race, combinées d'ailleurs avec certaines dissemblances économiques. Ainsi, il croit pouvoir conclure que l'habitation isolée (*Einzelhof*) fut le type préféré des Celtes. Les Germains, qui apparaissent tout d'abord comme des nomades et des bergers n'ayant ni cultures fixes, ni habitudes agricoles déterminées, adoptèrent sans peine les usages des Celtes lorsqu'ils se trouvèrent en contact avec eux. Mais au fond, la tendance des Germains était de se grouper en villages agglomérés. Là où on trouve les populations germaniques réparties dans des demeures isolées (comme dans la plus grande partie de la plaine saxonne), c'est la preuve, dit Meitzen, que dans ces régions l'invasion germanique se fit lentement sous forme d'infiltration pacifique. Partout, au contraire, où les populations demeurent dans des villages, c'est la preuve que la conquête germanique fut violente ou au moins militaire (sauf réserve pour les régions faisant partie à l'époque gallo-romaine des domaines du fisc). Meitzen reconnaît d'ailleurs que la formation des villages dans l'Europe occidentale fut ensuite favorisée par le régime féodal; les rois récompensaient leurs fidèles par des donations de terres sur lesquelles

ceux-ci créaient des villages. Mais les anciennes cartes permettent de distinguer les villages seigneuriaux des autres, c'est-à-dire des villages proprement germaines où l'idée de partage égal s'était assez rigoureusement appliquée : ici le terrain était divisé en lots ou *Gewanne*, à raison d'un *Gewann* par famille. Un certain nombre de *Gewanne* contigus constituaient une « sole » ou *Schlag*. Il y avait ordinairement trois soles par village, une où on cultivait du blé d'hiver, la seconde consacrée aux céréales; sur la troisième qui restait en jachère, le bétail paissait librement. Ce mode d'assolement s'imposait à tous les habitants. Les villages seigneuriaux ont un autre aspect : c'est le seigneur (ou son intendant) qui attribue plus ou moins arbitrairement à chaque habitant une étendue de terrain jugée suffisante pour lui et sa famille. Aux premiers arrivés on avait distribué le sol qui entourait le village, les derniers venus n'ont que des terres plus éloignées. Les plans cadastraux des villages germaniques nous montrent au contraire des champs plus longs que larges, rayonnant en éventail autour des villages.

Hanssen avait déjà étudié avec sagacité, mais en se montrant plus réservé dans ses conclusions, ces questions si obscures. Meitzen est beaucoup plus hardi. Aussi est-il permis de conserver quelques doutes sur la formation des *Gewanne* tel qu'il nous en présente le tableau, et sur la constitution des *Bauerngüter*. Avec Knapp (*Grundherrschaft und Rittergut*, p. 109), on peut se demander s'il est aussi sûr qu'il le dit que chaque habitant du village ait eu la même espèce de sol à cultiver et qu'on ait tenté d'égaliser si soigneusement les chances des bonnes ou des mauvaises récoltes, des grêles ou des inondations. Est-il croyable que des gens ayant encore aussi peu d'expérience de la vie agricole (puisque'il s'agit précisément du moment où les Germains passent de la vie nomade à la vie sédentaire et au travail des champs) se soient préoccupés à tel point d'équilibrer les situations respectives des cultivateurs? Peut-on même supposer que le paysan allemand du ⁱⁱe ou du ⁱⁱⁱe siècle ait eu à un tel point le sentiment de l'égalité? A cette époque, le sol avait encore peu de valeur, les profits qu'on en retirait devaient varier à l'infini.

Meitzen n'aurait-il pas inconsciemment transporté à cette époque encore barbare certaines conceptions de notre ^{xix}e siècle? L'idée même d'assolement triennal paraît un progrès; elle n'a pas dû être adoptée sans une certaine expérience des nécessités de la vie agricole, elle ne remonte peut-être pas à une aussi haute antiquité qu'on le prétend. Je pense pour mon compte que le régime agraire, tel qu'il apparaît dans des cartes après tout récentes et dont aucune ne remonte à cette époque, est, quoi qu'on puisse dire de la stabilité des choses à la campagne, la conséquence d'un accroissement lent et continu des terres cultivées. Il est probable, au surplus, que là où l'on ne découvre pas la trace des *Gewanne*, mais où l'on se trouve en présence d'une répartition plus capricieuse des champs, les villages sont d'origine seigneuriale.

Nous ne pouvons que donner une idée des questions si intéressantes

qui sont agitées et souvent résolues, dans ces trois gros volumes, remplis d'observations curieuses sur les traditions populaires des divers peuples de l'Europe, sur l'influence des conceptions romaines, sur celle du christianisme, sur le rôle de la noblesse grande ou petite et sur celui du clergé. Meitzen a très bien compris la nécessité de distinguer, dans l'étude du régime agraire au moyen âge, les particularités qui tiennent à la nature même du sol et celles qui sont dues à des circonstances historiques ou fortuites, distinction de haute importance pour asseoir sur des bases solides une histoire de la civilisation des populations agricoles.

Un des faits les plus importants et les plus incontestables, c'est que dans ces villages sur la formation desquels nous commençons à être bien renseignés, ce sont les *Höfe* et non les personnes qui ont un droit égal sur la portion du sol restée commune. C'est à cette terre commune que s'applique l'expression *Mark* qui est certainement antérieure à la constitution des centaines et des *Gauen* ou *Pagi*, dont les limites ne coïncident pas avec celles des *Marken*. S'il n'y a pas ou presque pas de *Marken* dans l'Allemagne du sud, cela tient à ce que les terres incultes étaient devenues la propriété des rois ou autres souverains qui, après en avoir gardé une part, avaient distribué le reste à l'Eglise ou à leurs vassaux.

Il semble d'autre part que, pas plus que les *Marken*, les villages ne sont devenus des unités politiques ou administratives; ce sont des unités économiques et c'est pour cela qu'il n'en est pas parlé dans les lois.

Ce sont les chapitres relatifs au monde germanique que nous avons particulièrement étudiés. Mais l'érudition de Meitzen n'est pas moindre en ce qui concerne le monde celtique ou le monde slave. Nous ne pensons pas qu'on trouve ailleurs un exposé plus clair de l'organisation du Clan, et des causes de son long maintien. Les divisions en *tates*, *quarters* et *townlands* ont marqué les cartes d'Irlande d'une empreinte qu'elles ont conservée jusqu'à nos jours. On peut supposer que le régime agraire s'est vraiment fixé dans cette île, lorsque les habitants passèrent de la vie nomade à la vie sédentaire. Le régime patriarcal s'est maintenu longtemps. Mais la pratique du *Gavelkind* lui fut certainement défavorable. Il semble que dans tous les pays de race celtique les habitations se soient ordinairement groupées par 6, 12, 18, mais pas précisément sous la forme de villages agglomérés. On y découvre par exemple un système de coopération en labourage, dans le pays de Galles notamment, mais on ne trouve pas de grands villages comme en Allemagne; les cartes topographiques sont décisives à cet égard. L'ouest de la France, où le fond de la population est celtique, se caractérise aussi par des formes séparées.

Nous ne pouvons suivre l'auteur dans ses explications sur le régime agraire des Finnois ou des Magyars (t. II, p. 141). Pour ce qui est des Slaves, il estime qu'il est très difficile de dire avec certitude quel fut leur mode primitif d'installation sur le sol. On ne peut préciser la

manière dont se fit chez eux le passage de la vie nomade à la vie agricole. Les documents les plus anciens qui les concernent ne peuvent être utilisés qu'avec précaution, car ils se réfèrent à des contrées comme la Pologne, la Silésie, la Moravie, la Bohême, où les Allemands avaient déjà pénétré à l'époque où ces documents se placent. Meitzen nous décrit, en s'appuyant sur les travaux les plus récents, cette communauté familiale qui pourrait bien ne pas remonter aussi haut que certains l'ont cru, et ne s'être développée qu'avec le servage sous le système oppressif légué au grand-duché de Moscou par le régime tartare. C'est peut-être pour assurer le paiement de l'impôt qu'en Russie, comme jadis au Bas-Empire, on a imposé des responsabilités solidaires fort avantageuses pour les seigneurs ou les souverains.

Quant au *Mir*, il ne remonte certainement pas à plus de trois cents ans. C'est chez les Slaves du nord qu'on retrouve les traces les plus anciennes de cette communauté familiale qui a été étudiée surtout chez les Slaves du sud où elle s'est fortement enracinée sous le nom de *Zadruga*. Mais les Slaves du sud sont essentiellement de la même race que les Slaves du nord; il ne faut pas oublier que les Croates (Chroates) sont venus de la Galicie, et les Serbes de la région des Carpathes: les Serbes ou Sorabes de la Lusace n'en sont qu'un rameau. Quelques documents du XIII^e siècle, car ceux des IX^e et X^e sont bien peu précis, permettent à Meitzen de donner sur l'organisation rurale et familiale de ces peuples d'intéressants détails. Il tire également de l'examen des noms de lieux des indices qui paraissent probants (t. II, p. 244).

Le t. III renferme un grand nombre de pièces justificatives, et spécialement des explications sur les cartes dont Meitzen a extrait tant de renseignements curieux; il contient aussi deux tables, une table des noms d'auteurs, et une table des noms de personnes et de choses, l'une et l'autre indispensables pour permettre les recherches. Ces pièces justificatives ne se bornent pas à commenter les cartes de l'Atlas; elles renferment aussi des dissertations assez étendues sur des points délicats qu'il n'était pas possible d'exposer dans le corps de l'ouvrage, ou dans de simples notes. Ce sont, par exemple, une dissertation de 40 pages (avec vues et dessins) sur les formes primitives des habitations au nord des Alpes, et une autre de 24 pages sur les types d'habitation adoptés par les Francs, les Alamans et les populations de la Rhétie, complétée par une étude sur la propagation du type saxon et du type franc (p. 280-318); puis des notices sur les *Marschen* qui avoisinent Brême, sur les maisons de paysans (*Bauerngehöfte*) finnois, sur la *Zadruga* et le *Mir* de la Grande-Russie (p. 341-354), une étude comparative entre les maisons des peuples du nord et les maisons grecques (p. 464-520) avec des dessins fort instructifs, une note sur la communauté agraire, sur ce qu'il faut entendre par ce mot et sur les pays où on peut en démontrer l'existence. De l'Atlas, nous nous contenterons de signaler, pour ceux qui ne veulent pas suivre l'auteur dans l'examen méticuleux de tant de documents, la carte d'ensemble dans laquelle il a cherché à

délimiter les contrées occupées à différentes époques par les Celtes, les Slaves, les Germains, et indiquant en même temps par des hachures différentes les régions où prédominent les divers types d'installation dont il a parlé.

Cette brève analyse suffira pour montrer l'importance de ces beaux volumes qui touchent à des questions très ardues. La plupart d'entre elles, il faut même l'avouer, ne sont pas susceptibles d'une solution indiscutable, non seulement parce que les documents font défaut, mais aussi parce que ce sont des causes extrêmement diverses qui ont déterminé la manière dont se sont groupés les hommes. Ces causes, nous ne pourrions jamais en mesurer l'importance avec une exactitude rigoureuse, parce que nous ne pourrions jamais connaître exactement la mentalité des populations et surtout des populations rurales qui vivaient il y a quinze ou vingt siècles sur le sol de l'Europe. L'importance des problèmes étudiés avec tant de soin par Meitzen n'échappera pas à ceux qui savent à quel point la façon dont les divers peuples se sont installés sur cette terre nourricière, dont la mise en valeur a été le point de départ de tous les progrès économiques, a réagi sur leur vie morale, sur l'orientation de leur pensée et sur leur prospérité¹.

Georges BLONDEL.

1. M. Meitzen a fait au 7^e Congrès international de géographie à Berlin (septembre 1899), une intéressante communication sur les différentes façons dont s'est effectué le passage de la vie nomade à la vie sédentaire chez les Celtes, les Germains et les Slaves (*Die verschiedene Weise des Ueberganges aus dem Nomadenleben zur festen Siedelung bei den Kelten, Germanen und Slaven*). Il a joint à son étude un atlas de dix-sept cartes ou plans cadastraux extraits du grand ouvrage que nous venons de signaler, et très intelligemment groupés pour montrer le mode d'installation de ces trois types ethniques sur le sol de l'Europe. Nous aurions quelques réserves à faire, à propos de la carte V, sur les limites assignées par l'auteur aux établissements celtiques et germaniques. Dans la région bourguignonne et franc-comtoise, et dans le centre de la France, ils ne correspondent pas à la réalité. — M. Meitzen a aussi, depuis que son ouvrage a paru, complété sur quelques points ses recherches et ses explications. Contentons-nous de citer les brochures suivantes : *Die Flur Thalheim als Beispiel der Ortsanlage und Feldeintheilung im Siebenbürger Sachsenlande*; *Zur Agrargeschichte Ungarns und Siebenbürgens*; *Ueberblick über die deutsche Kolonisation in den ehemaligen Polenländern* (extrait de la revue *Ostmark*, 1898); *Wie kann die Geschichte der im Mittelalter erfolgten deutschen Kolonisation des Ostens gefördert werden* (extrait du *Korrespondenzblatt d. Gesamtvereins der deutschen Geschichte*, 1898). Les deux premières de ces dissertations, publiées dans l'*Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde*, 1896 et 1897, sont particulièrement intéressantes pour nous montrer comment se sont installés, aux XII^e et XIII^e siècles, dans l'Erdély ou Transylvanie, ces populations germaniques désignées sous le nom de *Flandrenses*, mais qui étaient d'origine franque et ont transporté leurs usages et leurs coutumes dans cette contrée. On peut retrouver à la fois l'influence des habitudes agricoles des Francs et les transformations que certaines nécessités

1. **A magyarországi Közoktatás története** **Maria Terézia** **Korában** (Histoire de l'instruction publique sous Marie-Thérèse), par Ernest FINACZY. T. I (1740-1773). Budapest, Académie, 1899. In-8°, viii-449 pages.
2. **A magyar bírószáki szervezet és perjog az Arpad- és a vegyes-házi Királyok alatt** (l'Organisation judiciaire et la procédure sous les rois de la dynastie arpadienne et des maisons mixtes), par Eméric HAJNIK. Budapest, Académie, 1899. In-8°, vii-454 pages.
3. **Monumenta Comititalia regni Hungariae. Magyar országgyűlési emlékek**, édité par Arpad KAROLYI. T. XI. Budapest, Académie, 1899. In-8°, xii-896 pages.
4. **Horvát történelmi repertorium** (Répertoire historique de Croatie), par Édouard MARGALITS. T. I. Budapest, Académie, 1900. In-8°, xxiv-783 pages.
5. **Görög történelem** (Histoire grecque), par Jules SCHVARCZ. Budapest, Athenaeum, 1900. In-8°, viii-743 pages.

1. L'histoire de l'enseignement en Hongrie est intimement liée à l'histoire politique de ce pays. Un coup d'œil sur le régime des écoles suffit pour démontrer quelle influence politique ou religieuse était dominante à telle ou telle époque. *L'Histoire de l'enseignement sous les Arpad*, que M. Joseph Vass publia en 1862, nous fait assister aux débuts de la vie intellectuelle de cette race orientale initiée lentement aux idées de l'Occident par des moines d'origine française, italienne ou allemande. Tous se servaient, comme dans le reste de l'Europe, du latin. Avec l'aurore des temps modernes, la situation change complètement. Au commencement du xvi^e siècle, le clergé était tellement corrompu, la discipline ecclésiastique tellement relâchée, que les écoles tombaient dans un véritable marasme. Le protestantisme triompha alors et fit des progrès si rapides que, dans l'espace de soixante-dix ans, il s'empara presque partout des écoles. Sur cent quatre-vingts écoles qu'on trouve mentionnées au cours du xvi^e siècle, cent vingt et une appartenaient aux protestants. Un nouvel esprit pénétra dans les méthodes d'enseignement. C'est par centaines que les jeunes théologiens, futurs instituteurs ou professeurs, allèrent à Wittemberg, à Strasbourg, à Genève et dans les Universités hollandaises. Les grandes écoles de la Transylvanie, les célèbres collèges de Sárospatak et de Debreczen furent organisés à cette époque et devinrent les foyers de la

de défense militaire leur ont imprimées, en même temps qu'on constate l'assujettissement progressif des paysans à la noblesse. [Le village de Thalheim est situé à quelques kilomètres au sud-ouest d'Hermannstadt.]

vie intellectuelle magyare où des savants étrangers comme Amos Coménius, Opitz, Le Roy, Bisterfeld et Alsted ne dédaignaient pas d'enseigner. Le premier cartésien hongrois, le génial Jean Cseri d'Apáczs (1625-1659), tenta dès cette époque d'introduire la langue nationale dans l'enseignement et composa une encyclopédie en magyar. Malgré la réaction catholique qui se fit si lourdement sentir au xvii^e siècle, malgré les efforts du cardinal Pierre Pázmány, le fondateur de l'Université de Nagy-Szombat (Tyrnavie), efforts unis à ceux des Jésuites, le protestantisme resta victorieux dans le domaine des écoles. Pendant les luttes contre la maison d'Autriche, l'autonomie des écoles nationales fut souvent agitée et les protestants demandèrent avec la liberté de leur culte celle de leurs écoles. Sous Bocskay, Gabriel Bethlen et les Rákoczy, cette autonomie ne fut pas attaquée, mais, au fur et à mesure que les Turcs furent chassés de Hongrie, la chancellerie de Vienne, les Jésuites et le clergé catholique s'acharnèrent contre les pasteurs et les professeurs protestants et fermèrent de nombreuses écoles. Les stipulations de la paix de Vienne (1606) et de celle de Linz (1645) ne furent plus respectées, et, en 1681, la diète de Sopron (Oedenbourg) mit de nombreuses entraves au libre exercice du culte et à l'autonomie des écoles. Malgré ces vexations, les écoles protestantes étaient de beaucoup plus florissantes que les écoles des Jésuites. Sárospatak, Nagy-Enyed et Debreczen formèrent des esprits autrement trempés que Tyrnavie, cette citadelle de la réaction, dans le comitat de Presbourg.

Ainsi, pendant deux siècles, l'histoire de l'enseignement n'est que le reflet des guerres nationales et religieuses, et l'historien non prévenu doit reconnaître que si la faible flamme de la culture hongroise ne s'est pas complètement éteinte pendant cette tourmente, c'est grâce au protestantisme. L'année 1711 apporte enfin la paix de Szatmár. L'Autriche a triomphé de François II Rákoczy; le pays, exténué par les combats fratricides, tombe dans un état de léthargie d'où, vers 1770, un vaillant groupe littéraire, appelé l'*École française*, le tirera à force d'énergie et de persévérance. Quel fut l'état de l'instruction publique pendant cette période? Un historien distingué, qui fut en même temps un homme politique, Aladar Molnár, avait entrepris de nous le dire. Il publia, en 1881, le premier volume de son travail : *A Közsoktatás története Magyarországon a XVIII században*, qui va jusqu'à 1740, et mourut peu après. L'ouvrage que nous annonçons est, pour ainsi dire, la suite de cette importante publication. Il traite l'époque de Marie-Thérèse et aura deux volumes. L'auteur, M. Fináczy, est chef de bureau au ministère de l'Instruction publique. Ancien professeur de philologie, il s'adonna aux études pédagogiques et publia, en 1890, après un voyage à Paris, un livre fort remarquable sur le passé et l'état actuel de l'enseignement secondaire en France. Pendant dix ans, il chercha dans les différentes archives, notamment dans celles de Budapest, les matériaux de son nouveau volume. Il n'a pas consulté

moins de 15,000 documents écrits en latin, en allemand et en français, car la langue hongroise n'était pas encore employée dans l'administration au XVIII^e siècle. De ces recherches minutieuses est sorti un livre qui fait grand honneur à la science hongroise et qui a ouvert les portes de l'Académie à son auteur. Il faut surtout louer la franchise de M. Fináczy quand il parle des écoles des Jésuites. Après des pages bien fouillées sur leur système pédagogique, il arrive à ce résultat qu'en Hongrie, comme partout ailleurs, le but de cette compagnie était la *conversion* et non l'*instruction*. D'une nature cosmopolite, leur *Ratio studiorum* fut appliquée dans les écoles hongroises avec la même méthode qu'en France, mais la concurrence des protestants les forçait là-bas d'être un peu plus vigilants, de flatter l'orgueil nobiliaire des Magyars et surtout de préserver le pays des influences néfastes venues de l'étranger. La première partie du livre de M. Fináczy est très instructive sous ce rapport. Grâce à l'influence des Jésuites, les voyages des étudiants protestants dans les Universités étrangères furent rendus très difficiles. Ceux qui, après de longues démarches, obtenaient cette permission étaient fouillés lors de leur retour, et la douane, faisant fonction de censure, confisquait impitoyablement les livres suspects. Or, on déclara suspects non seulement Voltaire, Rousseau et les encyclopédistes, mais même les *Pensées* de Pascal, l'*Esprit des lois* de Montesquieu et le *Paradis perdu* de Milton. Les livres retenus à la douane et admis ensuite à entrer dans le pays ne furent restitués qu'après plusieurs années d'attente; ceux qui se trouvaient sur l'Index dressé par les Jésuites de Vienne furent détruits. On reste stupéfait quand on lit les considérants pour lesquels certains ouvrages, comme la traduction de la Bible du pasteur Csipkés, imprimée en Hollande, furent brûlés.

Après ces préliminaires, M. Fináczy retrace le tableau de l'enseignement dans les écoles des Jésuites. La masse des documents n'a pas nui à la clarté de l'exposition. Très adroitement, l'auteur a choisi une seule année, — 1766, — et a groupé tous les renseignements pour rendre son tableau aussi vivant que possible. Nous accompagnons les élèves depuis leur entrée jusqu'à leur sortie de l'école; nous assistons aux classes, aux récréations, aux représentations théâtrales où ils jouaient. Nous voyons les livres dont ils se servaient, les exercices qu'ils faisaient. Ce qui nous frappe dans ce tableau, c'est que pour l'enseignement de la logique et de la métaphysique on se servait des manuels d'Arnauld et de Nicole, quoique dans toutes les autres branches les livres des Jansénistes fussent bannis. L'esprit national hongrois n'a trouvé aucun appui dans leurs écoles; l'enseignement était donné en latin, l'histoire nationale complètement ignorée. En face de ces écoles, le livre de M. Fináczy nous montre l'enseignement des Piaristes, des Paulistes et celui des écoles protestantes, où l'esprit cosmopolite dut céder la place au sentiment national. Il n'était pas aisé de présenter le tableau de ces différentes écoles, car, jusqu'à l'application de la *Ratio educationis* de Marie-Thérèse (1777), l'unité manque dans l'enseigne-

ment hongrois. Les écoles sont régies par les différentes confessions qui les entretiennent. La troisième partie du livre nous fait assister aux débuts de l'intervention de l'État. Marie-Thérèse comprit, la première parmi les Habsbourg, que l'enseignement est une affaire politique. Les grandes réformes nécessitées par la surveillance officielle datent de son règne. Elle ne fit, du reste, que suivre l'exemple donné par son adversaire, Frédéric II, dont les lois scolaires ont inspiré les siennes. Aidée par des conseillers, comme Van Swieten pour la médecine et les sciences, Charles Martini pour la philosophie et le droit, Rautenstrauch pour la théologie, elle créa l'enseignement donné par l'État, surveillé et administré par lui. Tersztyanszky et Uerményi firent bénéficier la Hongrie de ses réformes, qui n'étaient possibles qu'après la suppression de l'ordre des Jésuites, en 1773. Le tome I de l'ouvrage de M. Fináczy s'arrête là. Nous souhaitons que la suite, qui traitera principalement de l'application de la *Ratio educationis*, qui resta en vigueur jusqu'au dualisme, ne se fasse pas attendre trop longtemps.

M. Fináczy a ajouté à son volume treize documents inédits, dont les plus intéressants sont le rapport de Van Swieten sur la censure des livres en Hongrie, les vues de Joseph II sur l'éducation de la jeunesse, les remarques de Kaunitz sur ces vues, le mémoire du comte Niezky sur l'organisation des gymnases hongrois (1769). Ces documents, étant écrits en latin, en français et en allemand, sont seuls accessibles aux lecteurs qui ne savent pas le hongrois.

2. M. Hajnik est le Viollet hongrois. Avec une ardeur infatigable, il cherche les éléments d'une histoire du droit hongrois. Après avoir publié de nombreuses dissertations sur les différentes questions juridiques du moyen âge, il vient de reconstituer, à l'aide des chartes, la procédure magyare depuis la fondation du royaume jusqu'à l'avènement des Habsbourg. Il ne se vante pas du nombre des documents qu'il a consultés, mais la courte préface nous dit qu'il a dû lui-même chercher tous les matériaux, et que, depuis les travaux latins de Georges-Martin Kovachich (1743-1821), personne ne s'est avisé de faire revivre dans son ensemble la juridiction magyare du moyen âge. Le livre de M. Hajnik comble donc une véritable lacune, et la liste des vocables juridiques, ajoutée à la fin du volume et qu'il a expliqués, montre que, dorénavant, chaque phase de la procédure est éclairée d'un jour nouveau. Au point de vue français, il est intéressant de constater que le droit hongrois, qui, sous les Arpad, s'était inspiré du droit germanique, a suivi, depuis l'avènement des Anjou (1308), le droit normand et français. Le grand codificateur Verböczy, qui, à la fin du moyen âge, a écrit son *Opus Tripartitum juris consuetudinarii incl. regni Hungariae* (1517), dit expressément : « Verum tamen iste processus judicarius et usus processuum, quam in causis inchoandis, prosequendis, discutiendis et terminandis observamus, regnante ipso domino Carolo rege (1308-1342) per eundem ex Galliarum finibus in hoc regnum inductus fuisse perhibetur. » L'historien du droit com-

paré pourra ainsi puiser largement dans le livre savant de M. Hajnik.

3. La troisième série des *Monumenta Hungariae historica* est consacrée aux actes des diètes. Vingt et un de ces volumes, tous parus sous la direction du regretté Alexandre Szilágyi, se rapportent aux diètes transylvaines depuis 1540 jusqu'à 1699. Les actes des diètes hongroises de 1526 à 1604 furent édités par Guillaume Fraknoi en dix volumes. Le savant évêque *in partibus*, qui partage son temps entre l'inspection des musées et des bibliothèques de Hongrie, ses recherches dans les archives du Vatican et la direction de l'Institut historique qu'il a fondé à Rome, a remis la suite de cette belle publication à M. Karolyi, attaché aux archives de la cour de Vienne. C'est ce dernier qui vient de publier le tome XI, qui ne renferme que les actes de deux années : 1605 et 1606. Cette période de l'histoire de Hongrie est remplie par les guerres d'Étienne Bocskay, prince de Transylvanie, contre l'empereur Rodolphe et l'archiduc Mathias de Habsbourg, qui, pendant la retraite de l'empereur à Prague, guerroya en Hongrie. En 1604, Rodolphe avait interdit aux diètes de traiter les griefs des protestants. Bocskay, longtemps conseiller de Sigismond Bathory, arma les haidouks et appela à son secours tout le nord de la Hongrie. En 1605, les États se réunirent à Szerencs et proclamèrent Bocskay roi de Hongrie et de Transylvanie. La fortune des armes le favorisa, et, peu après, il était maître du pays jusqu'à Presbourg, et les Transylvaniens chassèrent l'armée impériale de leur territoire. Bocskay, soutenu par les Turcs, conclut néanmoins la paix avec Mathias, et la diète de Korpona décida que les protestants continueraient à jouir du libre exercice de leur culte; que Bocskay ajouterait à la Transylvanie les comitats d'Ugocsa, de Beregh, de Szatmár et la forteresse de Tokay; que ces pays reviendraient à la couronne de Habsbourg si Bocskay meurt sans héritier. Les décisions de la diète furent reconnues par le traité de Vienne, et bientôt après la paix fut également conclue, pour vingt ans, avec les Turcs. Ce sont les négociations de la cour avec Bocskay et les actes des diètes que le tome XI renferme avec des introductions très copieuses de M. Karolyi. Le savant éditeur parle d'abord de la diète de Presbourg (janvier 1605), que l'archiduc Mathias avait convoquée pour agir contre Bocskay, mais cette diète ne put délibérer faute d'entente; puis de la diète de Szerencs (avril 1605), où Bocskay fut proclamé roi de Hongrie. La partie la plus importante du volume est celle qui se rapporte à la diète de Korpona (novembre-décembre 1605), et ici l'Introduction (p. 195-415) dépasse de beaucoup en importance les vingt-neuf documents publiés. C'est une discussion serrée de chaque article des préliminaires de la paix. Les trois derniers chapitres du volume traitent de la diète partielle de Sarvar (janvier 1606), de celle de Cassovie (avril-mai 1606), avec une importante introduction de 200 pages, et des diètes de la Croatie en 1605.

4. Le volume compact de M. Margalits, professeur de langue et littérature croates à l'Université de Budapest, sera utile à tous les

Magyars qui ne savent pas le croate. Il est vraiment curieux de voir combien peu de savants hongrois connaissent les langues slaves et combien peu de Croates savent le hongrois. L'antagonisme national y est pour beaucoup; pourtant, si on se connaissait mieux, on se respecterait davantage mutuellement. C'est aux savants de donner le bon exemple. L'Académie hongroise a élu dernièrement plusieurs savants serbes et croates pour fortifier les liens entre elle et les compagnies savantes des Slaves méridionaux. Elle a chargé M. Margalits de rendre accessibles aux historiens les nombreuses études que la Société historique de Croatie et l'Académie de Zagrab (Agram) ont publié depuis cinquante ans. L'infatigable professeur qui, depuis quatre ans, comme il le dit dans sa préface, a publié vingt et un ouvrages pour faire connaître la vie intellectuelle des Slaves méridionaux, nous donne dans le premier volume de son *Répertoire* les extraits plus ou moins longs de cent volumes. Ce sont d'abord les résumés de quatre-vingt-dix-sept articles contenus dans les douze tomes des *Archives de l'histoire des Slaves méridionaux* (Arkiv za povjestnicu jugo-slavensku), puis le dépouillement des quatre-vingt-huit premiers volumes des Mémoires de l'Académie de Zagrab (Rad jugoslavenske akademije znanosti i umjetnosti) de 1867 à 1888. Un deuxième volume terminera les résumés de ce recueil où les historiens magyars trouveront de nombreux documents relatifs à la Hongrie et aux provinces slaves réunies à la couronne de saint Étienne. A partir de l'année 1900, M. Margalits donnera régulièrement à la revue *Századok* le résumé des travaux historiques croates et serbes¹. Un Index très détaillé (p. 665-783) facilite les recherches.

5. Le regretté historien Jules Schvarcz, dont nous avons annoncé dernièrement la mort (LXXIII, p. 237), a encore pu corriger les épreuves de son dernier ouvrage, qui est comme le résumé de son cours à l'Université de Budapest. Le livre a gardé l'allure libre de la conférence et il est conçu dans un esprit tout à fait différent des histoires de Dunker, de Curtius, de Grote, d'Édouard Meyer, de Beloch et de Holm. Schvarcz était un helléniste de premier ordre. C'est là son grand mérite dans un pays où les études grecques n'ont jamais été en honneur et où elles sont tombées en décadence depuis qu'on a rendu le grec facultatif dans les lycées. Schvarcz connaissait, en outre, tout ce que l'Allemagne, la France et l'Angleterre ont produit dans le domaine de l'histoire grecque. Après avoir constaté ces mérites, nous ne pouvons méconnaître le parti pris dans le dénigrement de la ville d'Athènes, qui caractérise ce livre d'un bout à l'autre, dénigrement qui dépasse souvent les limites permises. Libre à M. Schvarcz de trouver que les foyers de la science et de la civilisation grecques furent plutôt Milet, Samos, Élée, Croton, Métaponte, Syracuse, Cnidos et plus tard Alexandrie; qu'Athènes

1. P. 490 : le chroniqueur qui a accompagné Louis VII en terre sainte s'appelle Odo de Deogilo (Deuil) et non pas *Le Diogolo*; p. 483 : pourquoi écrire *Bordo* au lieu de Bordeaux?

ne fut, à aucun moment, la ville de la liberté de pensée; que même le sentiment de l'égalité entre citoyens y était inconnu; que les Athéniens ont méprisé le travail et la femme et que l'idée de la dignité humaine n'y était qu'embryonnaire; mais fallait-il, dans la haine contre tout ce qui est athénien, traiter Harmodius et Aristogiton de pédérastes (p. 220), dire que l'époque de Périclès ne mérite aucun éloge (p. 396) et déclarer que les poésies de Théognis ne pouvaient que corrompre la jeunesse démocratique (p. 447)? Si nous faisons abstraction de ce parti pris, nous ne pouvons que louer la perspicacité de l'auteur et l'indépendance de son jugement. Son introduction (p. 1-51) est pleine de faits et contient la critique souvent acerbe des historiens contemporains. Il n'y a guère que Busolt qui trouve grâce. Le chapitre suivant (p. 51-160) sur les sources de l'histoire grecque témoigne de vastes connaissances. Quoique M. Schvarcz dise, dès le commencement de son livre, qu'il est injuste de négliger les autres villes grecques à côté d'Athènes et que l'histoire de cette dernière ville ne présente nullement l'histoire des Grecs, il consacre lui-même la plus grande partie de son volume (p. 160-630) à l'histoire d'Athènes. Cette histoire, selon M. Schvarcz, ne commence qu'avec Solon; tout ce qui précède est tellement légendaire qu'il ne vaut pas la peine d'y insister. Et, en effet, après quelques remarques préliminaires sur le sol et le climat, nous trouvons les chapitres suivants: la démocratie de Solon; le gouvernement de Pisistrate et des Pisistratides; la démocratie de Clisthène; celle d'Aristide, — ce dernier est rudement maltraité; — celle d'Éphialte; les 400 autocrates; la démocratie de Thérarmène; les 30 tyrans; la démocratie de Tisamène; la constitution d'Antipatros; la démocratie de Polysperchon; l'épistasie de Démétrius de Phalère; la démocratie de Stratoele. On voit que la Constitution d'Athènes d'Aristote, que Schvarcz n'attribue pas au Stagirite, mais à Démétrios de Phalère, a largement inspiré cette division. Cet ouvrage grec est cité presque à chaque page et l'auteur en discute chaque phrase, de sorte que nous avons affaire plutôt à une histoire des différentes constitutions d'Athènes qu'à son histoire politique. Après Athènes, l'auteur traite succinctement, — autant que les maigres sources le permettent, — l'histoire de Thèbes, Argos, Corinthe, Mégare, Sicione, Milet, Taras, Syracuse, Acragas, Sparte et des ligues étolienne et achaienne.

Les transcriptions des noms persans déroutent quelquefois le lecteur; ainsi, il faut savoir que Ksayrshah signifie Xerxès, Mardanshah, Mardonius, Dàrayavûs, Darius.

Somme toute, cette « Histoire critique des Grecs, » comme le regretté auteur l'appelle, n'est pas un ouvrage à dédaigner. Personne ne lui contestera l'originalité, l'étude minutieuse des sources. En Hongrie surtout, où quelques manuels à l'usage des classes et une histoire illustrée des Grecs faite d'après des travaux allemands forment tout le bagage scientifique, ce livre rendra de grands services.

J. KONT.

Karl JACOB. Strassburgische Politik vom Austritt aus der Union bis zum Bündniss mit Schweden (1621-32). Strasbourg, Schmidt, 1899. In-8°, VIII-447 pages.

Le sujet choisi par M. J. est singulièrement restreint. La politique d'une ville, même considérable comme Strasbourg, ne peut être que d'importance secondaire; il se trouve par surcroît que l'auteur a précisément étudié une période où cette politique a été aussi effacée et aussi insignifiante que possible. Il en résulte qu'on juge parfois ses développements longs et fastidieux. Il faut, pour en supporter la lecture, se rappeler sans cesse les deux grandes questions qui se rattachent au sujet : d'abord la question religieuse, toujours brûlante à Strasbourg depuis la Réforme, et à laquelle les conflits de la fin du xvi^e siècle, mal terminés par la convention de Haguenau en 1604, ont donné plus d'acuité que jamais; ensuite la question internationale, c'est-à-dire la question de savoir si Strasbourg, ville d'Empire, mais à peu près indépendante, subira au milieu des luttes de la guerre de Trente Ans l'influence dominante de l'Autriche qui la surveille de ses domaines alsaciens, de la France qui avec Richelieu songe à acquérir « une entrée dans l'Allemagne¹, » ou de la Suède qui veut se mettre à la tête de tous les protestants allemands. Le grand nombre des agents envoyés par le gouvernement français à Strasbourg de 1621 à 1632 (Marescot, de La Haye, de Sainte-Catherine, de l'Isle, Maguin), les avances continues de Richelieu, les instances contraires de l'Empereur et de ses ennemis, prouvent quel prix on attachait à l'amitié de la cité dont dépendait un des principaux passages du Rhin. M. J. a d'ailleurs exposé son sujet avec un rare souci de l'exactitude; il a consulté soigneusement ce qui avait été écrit par ses devanciers; il a de plus enrichi son étude d'une foule de renseignements inédits, puisés dans les archives de Strasbourg. La seule critique de détail que je me permettrai est relative à l'organisation municipale de la ville au xvii^e siècle : M. J. nous parle souvent des conseils des XIII, des XV, des XXI, ou de l'assemblée des échevins, et nulle part il ne nous a montré en quelques lignes les attributions et la compétence de ces autorités. Pour la clarté du récit, il eût fallu tracer à grands traits le tableau de la constitution politique de Strasbourg et expliquer le fonctionnement de ses rouages compliqués; la prépondérance plus ou moins reconnue des XIII pour les affaires extérieures et le rôle considérable joué par les avocats généraux, comme Bernegger ou Frid, auraient dû notamment être mieux mis en lumière.

1. Cf. *Advis au Roy après la prise de La Rochelle pour le bien de ses affaires* (13 janvier 1629), dans Avenel, *Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'État de Richelieu*, 8 vol. in-4° (Paris, 1853-77, III, p. 181). On peut s'étonner que cet important recueil n'ait même pas été cité par M. Jacob.

Strasbourg a eu de 1621 à 1632 une attitude flottante, une politique sans grandeur et même plutôt mesquine. Préoccupée avant tout de ses intérêts particuliers et peu soucieuse de se compromettre pour ses coreligionnaires du Saint-Empire, la petite république est sortie en 1621 de l'Union évangélique et a signé avec l'Empereur Ferdinand le traité d'Aschaffembourg; depuis lors, elle a cherché uniquement à maintenir sa neutralité, de façon à n'être ni trop bien ni trop mal avec aucun des partis belligérants. Le condottiere protestant Mansfeld, en 1621-22, n'a pas été plus favorisé que les évêques autrichiens Léopold et Léopold-Guillaume dans les années suivantes; tous pourtant ont forcé la ville à leur accorder tour à tour le passage du Rhin, des approvisionnements et de l'argent; les lieutenants de Waldstein ont fini par lui imposer quelque temps des garnisaires. Le titre du chapitre II (*Politisches Stilleben*) définit à merveille la stagnation de la vie politique. L'intérêt se relève avec les querelles religieuses entre chanoines catholiques et protestants de l'évêché, querelles plus ardentes que jamais à partir de 1627, après l'expiration définitive du traité provisoire de Haguenau. Le chapitre intitulé *Einquartierung und Kirchenstreit* est à ce point de vue un des plus nouveaux de l'ouvrage. La ville, menacée dans ses croyances religieuses par les revendications de l'évêque et les ordonnances du Conseil Aulique, commence à regimber. L'intervention de Richelieu à la diète de Ratisbonne, et surtout la chevauchée triomphale de Gustave-Adolphe à travers l'Allemagne, viennent à point pour sauver la cité protestante de l'oppression autrichienne. Strasbourg ne se livre pas aux Suédois, mais elle négocie et conclut avec eux un traité d'alliance qui, tout en garantissant son autonomie, la fait rentrer dans sa voie politique naturelle (7 juin 1632).

M. J. nous promet à bref délai l'étude des événements ultérieurs. Après son premier travail, nous ne pouvons qu'envisager avec satisfaction la perspective qu'il nous ouvre.

Albert WADDINGTON.

The life of Madame de Longueville, by M^{rs} Alfred Cock. Londres, Smith, Elder et C^{ie}, 1899. v-280 pages.

Sainte-Beuve a dit quelque part de Cousin : « Il a voulu fonder une grande école de philosophie, et il aime M^{me} de Longueville. » Le livre de M^{me} Alfred Cock a été inspiré par l'admiration passionnée de Cousin. Aussi glisse-t-elle le plus rapidement qu'elle peut sur les épisodes peu favorables à la réputation de la sœur de Condé. Il y en a beaucoup. De même M^{me} A. Cock ne tient pas à élucider les points les plus délicats de la biographie de son héroïne. Elle cherche souvent à faire des diversions faciles contre la Rochefoucauld, Mazarin ou M^{me} de Châtillon. Le récit d'ailleurs est rapide et se lit avec agrément. Mais, malgré l'importance exagérée que l'auteur attribue à M^{me} de Longueville qui fut sur-

tout une intrigante et une femme galante au début de sa carrière, elle l'abandonne souvent pour Condé, pour M^{me} de Sablé, pour nous faire une rapide étude de Port-Royal, en remontant à Saint-Cyran et à la « grande mère Angélique. » Après avoir subi l'influence de Cousin, elle suit de près l'œuvre *fascinating* de Sainte-Beuve. Elle emprunte aussi beaucoup à l'histoire des princes de Condé, du duc d'Aumale, et l'on se demande si les excuses qu'elle trouve avec lui à la conduite de Condé, en 1650, sont tout à fait justifiées.

Les deux parties du livre sont assez inégales. La première, celle de la Fronde, est la plus considérable naturellement. Sauf la tendance à une indulgence excessive, l'exactitude est en général satisfaisante. Cependant la chronologie n'est pas suffisamment rigoureuse. Ainsi Turenne a pris parti une première fois pour la Fronde avant la paix de Rueil, et il a même quitté son armée encore cantonnée en Allemagne; mais c'était par intérêt de famille, dans l'espoir de procurer à la maison de Bouillon la restitution de Sedan. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'il a passé à l'Espagne, sous l'influence de M^{me} de Longueville. Ce qu'il y a de plus intéressant peut-être dans cette première partie, c'est l'histoire de la sédition de l'Ormée à Bordeaux. Dans la seconde partie, « la pénitence de M^{me} de Longueville, » M^{me} Alfred Cock insiste sur la vie édifiante de la duchesse. Il aurait peut-être été bon de montrer aussi l'affinité politique qui existait entre les Frondeurs et les Jansénistes, que Mazarin, volontiers tolérant cependant, ne pouvait souffrir pour cette raison. Aux lecteurs anglais le livre de M^{me} Alfred Cock donnera une idée exacte, quoique un peu atténuée, des intrigues fort malhonnêtes de la Fronde des princes.

P. BONDOIS.

Geschichtlicher Atlas der Rheinprovinz. 44 cartes in-fol. — **Erläuterungen zum geschichtlichen Atlas der Rheinprovinz.** Bonn, Hermann Behrendt, 1895-1898. 2 vol. in-8°. — **Les Cartes de 1813 et de 1818**, par Constantin SCHULTEIS. T. I. In-8°, XLVI-788 pages. — **La Carte de 1789**, par Wilhelm FABRICIUS. T. II. In-8°, XVI-204 pages.

J'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de signaler aux lecteurs de la *Revue historique* l'activité des Sociétés historiques provinciales de l'Allemagne. L'une des plus actives est celle qui s'occupe de l'histoire de la région rhénane (*Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde*), fondée à Cologne sous de hauts patronages, en 1881.

Il suffira, pour donner une idée de son activité, de dire ici qu'elle a déjà publié : *les Archives de Cologne au XII^e siècle*; *la Correspondance d'Andreas Masius et de ses amis (1538-1573)*; *le Livre de Weinsberg, recueil de souvenirs de Cologne au XVI^e siècle*; *les Comptes de la construction des murs d'enceinte de Coblenz (1276-1289)*; *le Manuscrit Ada de Trèves*;

la Légende de Charlemagne aux XI^e et XII^e siècles ; le Registre matricule de l'Université de Cologne de 1389 à 1559 ; l'Ouvrage de Jacob Merlos sur les artistes de Cologne ; les Actes relatifs à l'administration de la ville de Cologne au XIV^e et au XV^e siècle ; les Actes du Landtag de Juliers-Berg (1400-1610) ; l'Histoire de l'École de peinture de Cologne ; les Actes de l'histoire de la Compagnie de Jésus dans la province rhénane ; les Comptes de la ville de Cologne au moyen âge et les Actes et documents relatifs à l'histoire de la ville de Cologne jusqu'en 1500.

Une de ses dernières publications, la plus intéressante peut-être pour des Français, est l'Atlas historique de la province rhénane.

Cet atlas se compose de onze cartes in-folio indiquant l'étendue et les divisions de la province rhénane en 1789, 1813 et 1818. Sept de ces cartes, à l'échelle de 1/160,000, sont destinées à montrer ce qu'était la province de Prusse rhénane en 1789. Elles ont été dressées avec le plus grand soin, et l'exécution matérielle est (comme on pouvait s'y attendre de la part des cartographes allemands) à hauteur de la précision scientifique des recherches qui ont servi de base au travail.

Ce bel atlas est accompagné de longs commentaires, qui ont, au point de vue historique, une certaine importance.

Ceux qui concernent les cartes de la Prusse rhénane en 1789 sont l'œuvre du Dr Fabricius, qui, après avoir indiqué ses sources, a cru devoir remonter assez loin dans le passé, même au delà de l'année 1600.

Il faut d'abord distinguer, d'après lui, sur le territoire de la province rhénane, trois modes d'établissement des populations primitives : on y trouve en effet des villages de type germanique, des domaines isolés d'origine celtique et des villages seigneuriaux ; la plupart de ceux-ci ressemblent fort, au surplus, aux villages d'origine germanique. Ils en diffèrent surtout par une répartition plus arbitraire des parcelles de terre. L'auteur s'est beaucoup servi des recherches de Meitzen, dont il reconnaît, pour la région qu'il a étudiée, l'exactitude.

Au moyen âge, de grands changements eurent lieu. Toute la contrée fit partie du saint Empire romain, mais l'idée de la souveraineté territoriale des princes s'accrut de plus en plus. Le sol de la province est entièrement réparti entre les seigneuries laïques et ecclésiastiques. C'est en 1489 seulement que les villes forment un collège ; c'est seulement en 1500 qu'on leur reconnaît officiellement la *Reichsstandschaft*. L'auteur nous donne ensuite la liste, fort longue, des prélats d'empire (*Reichsprälaten*) et passe en revue les diverses localités dans l'ordre suivant : cercle de Bourgogne ; cercle de l'électorat du Rhin ; cercle du Bas-Rhin et de Westphalie ; cercle du Haut-Rhin ; territoires non rattachés à un cercle d'empire ; territoires occupés par les chevaliers de l'empire ; territoires faisant l'objet d'un *condominium* ; territoires rattachés à la France ; territoires rattachés aux Pays-Bas. Il est impossible d'analyser son travail, qu'il nous suffise de dire qu'il montre fort bien comment, de 1600 à 1794, les derniers territoires de la province rhé-

nane ont été divisés et, suivant les temps et les circonstances, tantôt groupés tantôt séparés les uns des autres.

L'un des chapitres les plus instructifs est celui où l'auteur nous parle, d'après les documents d'archives, de la situation et du rôle de la chevalerie d'empire (*Reichsritterschaft*) dans la région rhénane. Elle constituait un corps fermé, solidement organisé, et se répartissait en trois cercles; à la tête de chacun d'eux était un *directorium*, se renouvelant par roulement tous les deux ans. Un règlement de 1652, qui fut confirmé en 1662 par l'empereur Léopold I^{er}, détermina les conditions exigées pour faire partie de la chevalerie d'empire, mais un des phénomènes les plus intéressants de la région rhénane, ce fut le mouvement d'annexion à la *Reichsritterschaft* de la chevalerie qui figurait simplement dans les états provinciaux, c'est-à-dire de la *Landständische Ritterschaft*. Elle formait ainsi comme une sorte de clientèle de la première. Le fait s'était déjà produit dès le xvi^e siècle dans l'archevêché de Trèves : ce fut le résultat d'un effort pour échapper à la suzeraineté de l'archevêque, prince-électeur. Le 2 juillet 1729, l'archevêque et le chapitre reconnurent à la chevalerie, disséminée dans la principauté électoral, l'immédiateté d'empire. M. Fabricius nous donne aussi (p. 580 et suiv.) d'intéressants détails sur les *Condominia* appartenant par indivis à plusieurs seigneurs. On déterminait en ce cas les sujets et les biens sur lesquels chacun avait la pleine souveraineté. On avait même organisé des tribunaux mixtes spéciaux (*Gemeinschaftsgerichte*) pour juger les procès entre sujets relevant de deux seigneurs. Les partages successoraux ont tendu à augmenter l'enchevêtrement de ces *Condominia*. Il n'en subsistait pas moins de trente-neuf en 1789 dans la province rhénane.

L'auteur a consacré aussi un chapitre au duché de Lorraine (p. 597-617) qui fut longtemps partie du saint Empire.

Le commentaire de M. Schulteis sur les cartes de 1813 et de 1818 est beaucoup moins étendu que le précédent. Dans une première partie, qui a pour nous un intérêt particulier, il traite de la province rhénane sous la domination française et passe successivement en revue les territoires des deux rives du Rhin, les quatre départements rhénans de la Meuse inférieure, de l'Ourthe, des Forêts, puis les départements de la Roer, de la Sarre, du Rhin-et-Moselle et du mont Tonnerre. Il suit les changements qui se firent dans l'administration de 1800 à 1813, décrit l'organisation donnée au culte catholique et au culte évangélique et donne enfin quelques détails sur les canaux, les routes et la voirie.

Dans la seconde partie, il montre ce que la province rhénane est devenue après 1815 sous la domination de la Prusse.

Ces brèves indications suffisent pour donner une idée de la publication que nous signalons ici. Il est à peine besoin d'ajouter qu'elle se distingue, comme les publications précédentes de la Société d'histoire de la province rhénane, par une méthode excellente et une grande

précision. C'est aux érudits de la contrée qu'il appartiendra de dire si quelques erreurs ont pu se glisser dans les cartes dressées par MM. Schulze et Fabricius ou si quelques documents importants leur ont échappé.

G. BLONDEL.

Étude sur le service d'état-major pendant les guerres du Premier Empire, par le lieutenant-colonel d'artillerie DE PHILIP, breveté d'état-major. Paris, R. Chapelot et C^{ie}, 1900.

L'auteur s'est proposé de réunir les renseignements qui se rapportent à l'organisation et au fonctionnement du service d'état-major pendant les guerres du Premier Empire, afin de permettre de se faire une idée du service de guerre qui incombait à cette époque aux auxiliaires du commandement. Les détails et la pratique du service sont d'ordre, avant tout, technique, mais les documents dont se compose l'ouvrage peuvent aussi intéresser l'historien par les renseignements qu'ils donnent sur la manière d'opérer de l'empereur.

Dès le xvi^e siècle, on trouve dans les armées royales en France des officiers chargés par le général en chef des campements, des reconnaissances, de la direction des marches et de l'ordre des troupes pour le combat. Sur la proposition de Louvois, Louis XIV, en 1678, réorganisa le service d'état-major et, loin d'en faire un corps à part, fermé, il le composa d'officiers de mérite, sans distinction d'origine ou de provenance. La Révolution trouva un corps d'état-major bien organisé; il fut considérablement réduit par l'émigration. L'Assemblée constituante le réorganisa, et Lameth fut rapporteur de la loi de 1790. L'organisation resta la même pendant toutes les guerres du Premier Empire; leur durée, la rapidité avec laquelle elles se succédaient ne permirent pas d'y apporter de perfectionnements.

En résumé, le service d'état-major ne fut jamais réglementé d'une manière bien nette sous l'ancienne monarchie, pas plus que pendant les guerres de la Révolution et du Premier Empire. L'empereur avait toujours auprès de lui des aides de camp généraux susceptibles de porter sa pensée au loin et capables de le remplacer là où il ne pouvait se rendre lui-même; pour son travail de bureau, il avait auprès de lui un personnel de choix, qui constitue son cabinet. L'empereur dictait ses ordres, ils étaient ensuite développés dans les bureaux de l'état-major général; les ordres verbaux étaient toujours confirmés par écrit. Il attachait la plus grande importance aux états de situation et tenait à être personnellement au courant des effectifs réels. Quelle que fût sa préoccupation, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, il pouvait dire la composition, la force des détachements que, de toutes les parties de l'empire, il mettait en mouvement. La rédaction des ordres est toujours fort simple. Dans une armée animée du même esprit, des mêmes traditions, où, à la suite de longues guerres, tous sont imprégnés des idées de leur

chef, il n'est pas nécessaire de faire des ordres longs et détaillés, quelques lignes suffisent. Dans les ordres de mouvement, aucune disposition n'est arrêtée d'avance d'après ce que pourrait faire l'ennemi; on attend d'être en présence pour se décider. L'empereur exige chaque jour des commandants de corps d'armée des comptes-rendus détaillés.

L'auteur aborde ensuite le service de guerre des états-majors. L'empereur, tout comme Frédéric, était son propre chef d'état-major; il combinait tous les mouvements et dictait ensuite ses ordres. Berthier n'était qu'un auxiliaire, un écho fidèle. D'ailleurs, un grand capitaine n'a nul besoin d'un conseiller auprès de lui. L'empereur exécutait toujours lui-même ses reconnaissances générales la veille ou le matin d'une bataille ou d'une opération importante. Lorsque les circonstances le permettaient, au moment de livrer bataille, l'empereur appelait auprès de lui ses commandants de corps d'armée et leur expliquait de vive voix ses projets; il les leur confirmait par écrit. Pendant toute la durée de l'engagement, l'empereur restait sur un même emplacement, d'où il pouvait découvrir l'ensemble du champ de bataille; il ne le quittait que dans des circonstances très critiques.

L'auteur s'étend longuement sur le rôle délicat et difficile des officiers d'état-major; les citations nombreuses qu'il donne montrent quel souci l'empereur avait du choix des officiers appelés à prendre part aux reconnaissances, son calme parfait dans les situations les plus graves, la lucidité de son jugement.

En résumé, les fonctions d'état-major, sous le Premier Empire, sont remplies par des officiers d'état-major choisis par l'empereur et par ses généraux dans les corps de troupe parmi ceux qui se sont fait remarquer par leur intelligence, leur activité, leur bravoure. Dans la guerre de mouvements que poursuit l'empereur, le résultat des combinaisons dépend souvent de la manière dont les reconnaissances sont faites, les ordres portés. Mais l'état-major, sous le Premier Empire, n'est pas un conseiller du commandement, il n'est qu'un auxiliaire indispensable et expérimenté. C'est l'empereur lui-même qui prépare et donne ses ordres d'opérations; le major général et son état-major ne font que les transmettre.

E. H. STROBEL. *The spanish revolution, 1868-1875*. Boston, Small, Maynard et C^{ie}, 1898. In-12, 293 pages.

Le livre de M. Strobel sur la révolution de 1868 en Espagne est de nature à rendre service aux historiens et aux professeurs. Écrit avec simplicité, il donne une idée, à notre avis fort juste, des luttes et des évolutions politiques depuis le *pronunciamiento* de Cadix jusqu'à la restauration des Bourbons. Plutôt que d'entrer de plain-pied *in medias res*, M. Strobel aurait dû consacrer quelques pages d'introduction à un exposé, succinct bien entendu, des causes de la révolution : longue

période de réaction aveugle, *retramiento* du parti progressiste, morts successives d'O'Donnell et de Narvaez, persécutions maladroites contre les généraux de l'Union libérale, etc. Ce regret exprimé, nous constatons que l'auteur a très exactement suivi la marche des affaires parlementaires, soit pendant la période constituante, soit sous le court règne d'Amédée et la république. Il a fort bien résumé l'œuvre des Cortes et a su donner à propos des citations des discours les plus importants. Il a, en cela, tiré un bon parti des comptes-rendus publiés par le *Diario de Sesiones de las Cortes*, recueil officiel qu'il n'est pas aisé de trouver au complet en France. En dehors de ce *Diario*, M. Strobel s'est contenté comme sources de quelques livres, qu'il ne mentionne d'ailleurs qu'incidemment : la *Geschichte Spaniens* de Lauser, ouvrage embrassant la même période que le livre de M. Strobel, fait par un témoin de la révolution (M. Lauser était correspondant d'un journal allemand en Espagne), plus détaillé, mais avec quelques erreurs tendancieuses; le livre curieux de M. Houghton, correspondant d'un journal anglais sur les *Origines de la Restauration des Bourbons en Espagne*; enfin, l'*Historia contemporanea* de Piralá ou le t. XXIV de la continuation de l'*Historia general de España* de Lafuente, qui contient l'essentiel de l'œuvre de M. Piralá. Du reste, la littérature historique relative à cette période est encore très pauvre. Ce ne serait que sur quelques points particuliers comme la question des candidatures au trône d'Espagne qu'il serait possible de se documenter un peu mieux. Sur cette question des candidatures M. Strobel manque un peu de précision : faute de quelques dates et par souci de clarté et de simplification, il ne nous donne qu'une idée incomplète et sans coordination des négociations compliquées et fort enchevêtrées que suscita cette affaire. Il est également regrettable que la question de Cuba n'ait pas été traitée plus largement. Enfin ce que nous espérons trouver dans ce livre et ce qui y manque malheureusement, ce sont les informations personnelles : M. Strobel, ayant occupé à Madrid des fonctions diplomatiques, aurait pu, nous semble-t-il, obtenir des survivants de la période révolutionnaire des détails inédits qu'il eût été précieux d'enregistrer.

Signalons quelques errata relevés au cours de notre lecture : A la première ligne de la première page, il faut lire 18 septembre au lieu de 19; p. 71, rectifiez Romero Ortez en Ortiz; p. 204, on lit Contreras au lieu de Contreras, bien orthographié ailleurs; p. 264, Calabarra est une impression fautive pour Calahorra; le nom de M. Mercier de l'Ostende (p. 103) doit s'écrire Lostende; enfin, les deux noms : Salazar y Mazarredo et Zorrilla exigent un double r.

H. LÉONARDON.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue d'histoire diplomatique.** 1900, n° 4. — Ed. ENGELHARDT. La cité de Messine sous le protectorat français au xvii^e siècle (étudiée à un point de vue original, au point de vue du droit international, les rapports de Messine, révoltée contre l'Espagne, avec la France, de 1674 à 1678. L'accord franco-messinien a établi un véritable protectorat aux charges et profits de la France). — P. COQUELLE. L'espionnage en Angleterre pendant la guerre de Sept ans (détails, d'après les papiers des Affaires étrangères, à Paris, sur les correspondances que les ministres français réussirent à organiser avec des espions établis en Angleterre, surtout sur celles avec le comte d'Affry et Maubert. Les renseignements fournis par ces correspondances ont été fort insignifiants). — Baron A. d'AVRIL. Protection des chrétiens dans le Levant (1^o avant la conquête ottomane; 2^o les capitulations avec la Turquie; 3^o les Orientaux chrétiens; 4^o capitulations collectives). — Ed. RORR. Jean de Bellièvre-Hautefort, ambassadeur de France près les ligues suisses, et le traité de Soleure, 1579-1587. — J. HORA-SICCAMA. Sir Gabriel de Sylvius, 1660-1696 (biographie de ce personnage, fils de pasteur, né à Orange, élevé en Hollande, employé ensuite au service des Stuarts en Angleterre et mêlé à plusieurs négociations importantes sous Charles II et Jacques II).

2. — **Revue des Questions historiques.** Octobre 1900. — ERMONT. Origines historiques de l'épiscopat monarchique (travail très vague; l'auteur reconnaît qu'historiquement les *episcopoi* et les *presbytres* sont identiques à l'époque apostolique et que saint Ignace seul semble indiquer à Antioche, à Philadelphie et à Smyrne l'existence d'un épiscopat unitaire, tandis que la *Didachè* confond les presbytres avec les évêques, et saint Jérôme fait sortir l'évêque du *presbyterium*. Cela ne l'empêche pas de croire que l'épiscopat unitaire remonte au 1^{er} siècle, sans autre raison que les lettres d'Ignace). — VIDAL. Le pape Jean XXII; son intervention dans le conflit entre la Savoie et le Dauphiné, 1319-1334 (Jean XXII fit accepter aux deux partis le rétablissement du *statu quo ante bellum*). — FÉRET. L'Université de Paris et les Jésuites au commencement du xvii^e s. (intéressant récit des luttes que les Jésuites eurent à soutenir de 1610 à 1618 pour obtenir l'ouverture du collège de Clermont, concédé par Henri IV, de leurs efforts pour ouvrir des Universités à Tournon et à Angoulême, des condamnations de Santarelli et de Garasse, auxquelles ils durent souscrire). — FOUQUERAY. Le P. Jean Suffren à la cour de Marie de Médicis et de Louis XIII, 1615-1643; fin. — V. PIERRE. Un curé de Normandie

réfugié en Angleterre, 1792-1801 (Henri Goudemetz, curé de Cretot. Ses lettres, qui nous le montrent admirablement reçu en Angleterre, en particulier par M. Meade, contiennent une peinture aimable et vraie et de la société anglaise et de la vie des prêtres émigrés). — G. DE GRANDMAISON. Talleyrand et les affaires d'Espagne en 1808 (d'après douze lettres inédites conservées aux Archives nationales). — A. DE BOURMONT. L'Exposition de 1900 au point de vue historique. — L. AUDIAT. Le dernier ermite du Mont-Valérien : Claude-Constant Rougane, curé de Saint-Eutrope à Clermont-Ferrand (brave et original prêtre réfractaire, devenu ermite au Mont-Valérien en 1791, qui publia une foule de brochures politico-religieuses, et qui, arrêté et acquitté une première fois en 1793, fut condamné à mort le 17 mai 1794 et exécuté le même jour comme contre-révolutionnaire). — Comptes-rendus : *Dom F. Cabrol*. Le livre de la prière antique (important pour les origines de la liturgie). — *Greppi*. La Rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano (lettres de Paolo Greppi et de son père, Antonio. Paolo résida à Paris de 1790 à 1799; c'est un témoin impartial). — *Ch. Robert*. Urbain de Hervé, dernier évêque et comte de Dol (bon). — *Bitard des Portes*. Les campagnes de la Restauration (fortement documenté). — *Ch. Hamel*. Histoire de l'église Saint-Sulpice (sérieux travail). — *Morère*. Histoire de Saint-Félix de Caraman (bonne monographie avec documents inédits). — *F. Raymond*. Histoire du Hainaut français et du Cambrésis (mauvais). — *Michael*. Geschichte des deutschen Volkes vom XIII Jahr. bis z. Ausgang des Mittelalters; t. II (consacré à la situation religieuse, morale et pédagogique; l'auteur, comme son critique, fait l'apologie de l'inquisition et des peines afflictives contre l'hérésie). — *Danvila y Burguero*. Don Cristobal de Moura (le premier marquis de Castel Rodrigo, qui fut le principal agent des revendications de Philippe II sur le Portugal). — *Fortunato*. S. Maria di Perno. — *Id.* Rionero medioevale (bons travaux sur les précieuses antiquités de la Valle di Vitalba. L'église de S.-M. a été construite de 1185 à 1197). — *Clementi*. Il carnevale romano nelle cronache contemporanee (compilation sans critique, mais curieuse). — *Mac Coll*. Le sultan et les grandes puissances (traduction française de ce bon livre).

3. — **Bibliothèque de l'École des chartes**. 1900, livr. 3-4. — DELACHENAL. Premières négociations de Charles le Mauvais avec les Anglais, 1354-1355 (étudie en particulier un projet de traité à intervenir entre les Navarrais et les Anglais pour la conquête et le partage du royaume de France, projet qui n'est pas daté, mais qui doit se rapporter à l'époque indiquée plus haut). — Eug. LEFÈVRE-PONTALIS. Histoire de la cathédrale de Noyon; suite et fin. — V. MORTET. La mesure des voûtes romaines, d'après des textes d'origine antique. — J. VIARD. La messe pour la peste (messe instituée par le pape Clément VI pour demander au ciel la cessation du fléau, 1348). — Dom Marius FÉROTIN. Une lettre inédite de saint Hugues, abbé de Cluny, à Bernard d'Agen, archevêque de Tolède, 1087. — Bibliographie : *L. Jarry*. Histoire de

Cléry et de l'église collégiale et chapelle royale de N.-D. de Cléry (excellent, sauf que l'histoire même de Cléry n'a pas été traitée. Des sources qu'il y avait à consulter pour cela).

4. — **Le Moyen Âge.** 1900, janvier-février — LANGLOIS. Documents pour servir à l'histoire des mœurs aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e s. (I : l'Affaire de Pierre Dalbs, abbé de Saint-Pierre-en-Lezat, 1253-1254, par E. MARTIN. Étude curieuse, faite sur des documents inédits provenant des archives départementales de Tarn-et-Garonne, d'un procès en incontinence, simonie, faux, parjure et violation de la règle monastique et de la condamnation de l'abbé Pierre Dalbs sur les poursuites intentées contre lui par l'abbé de Moissac. Publie en appendice la sentence de l'abbé de Moissac). — Comptes-rendus : A. de Jubainville. La civilisation des Celtes et celle de l'épopée homérique (insiste surtout sur la partie du livre qui se rapporte à la religion et aux druides). — Duviols. Actes et documents anciens intéressant la Belgique (147 documents des ^{ix}^e-^{xiv}^e s. intéressant autant l'histoire du nord de la France que celle de la Belgique. Ces documents inédits sont tirés des cartulaires du chapitre cathédral de Noyon, de l'abbaye de Saint-Amand, de l'abbaye de Sainte-Vanne, d'Hasnon, de Marchiennes, etc.). — Gaudenzi. La Società delle arti in Bologna nel secolo ^{xiii}^e; i loro statuti e loro matricoli. — Schiaparelli. Diplomi inediti dei secoli ^{ix}^e e ^x (étude intéressante par R. Poupardin). — Mars-avril. BRUTAILS. Deux chantiers bordelais, 1486-1521 (ch. III : 1^o sur le personnel, les maîtres d'œuvre de pierre, qui ne sont généralement pas bordelais; ce qu'était un maçon; les divers ouvriers. 2^o La préparation des projets; les commissions; les attributions du maître d'œuvre; ce qu'on appelait tailler le moule; les attributions des ouvriers, compagnons et manœuvres. — Ch. IV : 1^o sur la situation sociale des ouvriers; critique du tableau riant des ouvriers au ^{xv}^e s. par Siméon Luce. 2^o Conditions du contrat; différences suivant les chantiers; une grève parmi les manœuvres en 1511; mais, le salaire se faisant en argent et en nature, il est difficile de se rendre compte exactement de la situation des ouvriers; les engagements viagers; les retraites pour la vieillesse; les assurances en cas de maladie; les compagnons et les manœuvres. Étude critique et documentée); suite en juillet-août. — Comptes-rendus : B. de Broussillon. Cartulaire de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers (chartes datant surtout du ^{xii}^e s., quelques-unes des ^{ix}^e, ^x^e et ^{xiii}^e s.; étude étendue de ce cartulaire important dont on n'avait encore publié que des extraits; ouvrage d'une utilité capitale pour l'histoire de nos institutions. Voir en particulier les deux procès religieux de 1074 entre les moines de Saint-Serge et Saint-Aubin et de 1098 entre l'abbaye de Saint-Nicolas et Saint-Aubin). — Dahn. Die Könige der Germanen; vol. VIII (1^{re} partie : sur l'histoire politique des Carolingiens; 2^e partie : sur les institutions, divisions territoriales, condition des personnes et des terres, sur la question, traitée à fond, du bénéfice et vassalité, la justice, le droit, les finances de l'église. M. Prou examine spécialement la ques-

tion des monnaies et de l'évaluation des deniers et sous d'or au moyen âge et la réforme monétaire de Charlemagne). = Mai-juin. LEVILLAIN. Les statuts d'Adalhard (publie le texte des *Statuta Adalhardi*; étude intéressante sur le bref promulgué en janvier 822 par l'abbé de Corbie, exilé en 815 par Louis le Pieux, au monastère de Noirmoutier, bref promulgué afin de remédier au désordre qui s'était produit dans l'abbaye de Corbie pendant son absence. Étude critique faite avec soin sur le manuscrit latin 13908 de la Bibliothèque nationale). = Comptes-rendus : *Bernoulli*. Die Heiligen der Merovinger (étude sur la littérature hagiographique de l'ère mérovingienne et de l'utilité de cette littérature miraculeuse pour peindre l'état d'âme de la société mérovingienne. M. Molinier fait des réserves sur le chapitre relatif aux légendes ayant pour objet un caractère historique, comme celle de sainte Geneviève). — *Reg.* Louis XI et les États pontificaux en France au xv^e s. (ouvrage fait à l'aide de documents inédits, surtout nouveau sur « les visées du dauphin Louis sur Avignon. » Réserves à faire sur le rôle du cardinal de Foix). — *E. Petit*. Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne (6^e volume consacré au règne de Robert II, 1272-1306. Ouvrage fortement documenté; renseignements précieux sur l'art en Bourgogne). — *A. Matzke*. Lois de Guillaume le Conquérant, en français et en latin (texte et étude critique; texte édité avec un soin méticuleux de ces lois non authentiques). = Juillet-août. Comptes-rendus : *Manteyer*. Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne, 910-1060 (M. Philippon reproche à l'auteur de n'avoir pas « su trouver le mot de l'énigme »).

5. — **Bulletin critique.** 1900, n^o 30. — *J. Nikel*. Die Wiederherstellung des jüdischen Gemeinwesens nach dem Babylonischen Exil (l'auteur s'applique surtout à réfuter les érudits modernes qui ont contesté la valeur historique des livres d'Esdras et de Néhémie ou qui ont admis des transpositions dans le texte). — *Rébelliau*. Bossuet (important article du P. Baudrillart). — *A. Neton*. Sièyès, 1748-1836 (tout à fait insuffisant). = N^o 31. *J. Hastings*. A dictionary of the Bible (c'est l'encyclopédie de la science biblique la plus complète et la mieux équilibrée que nous possédions maintenant. A consulter par tous ceux qui veulent étudier sérieusement la Bible et les questions bibliques). = N^o 32. Les mémoires de la comtesse Golovine, édités par *Eug. Shoumigorsky* (ces mémoires vont des dernières années de Catherine II à 1814. Sont-ils vraiment authentiques? Sont-ils conformes au ms. original, sur lequel on garde le plus profond silence?).

6. — **Journal des Savants.** 1900, octobre. — *H. Wallon*. Le régent, l'abbé Dubois et les Anglais (d'après le livre de M. Wiesener). — *E. Babelon*. Les Gemmes antiques; 2^e art. (dissertation sur les origines de l'art mycénien, d'après l'ouvrage de Furtwängler sur les Gemmes antiques); fin en novembre. — *L. Delisle*. La vraie chronique du Religieux de Saint-Denis (signale un ms. provenant de la

bibliothèque de sir Thomas Philipps et récemment entré à la Bibliothèque nationale; il fournit un nouvel anneau de cette chaîne de chroniques écrites à Saint-Denis et dont celle du Religieux est le dernier morceau. Il ne reste plus à retrouver que la partie 1270-1280). = Novembre. G. PERROT. Catalogue des vases antiques de terre cuite du Louvre (par E. Pottier).

7. — Polybiblion. 1900, octobre. — A. Lefèvre. La Grèce antique (beaucoup de faits, quelques idées neuves et intéressantes; mais trop de parti pris et de fantaisie). — A. Bouché-Leclercq. Leçons d'histoire grecque (recueil artificiel, mais intéressant). — J.-E. Weis. Christenverfolgungen (grande abondance d'informations). — Émile Bonnet. Bibliographie du diocèse de Montpellier (aussi complète que possible). — Alaus, Cassan et Meynial. Cartulaires des abbayes d'Aniane et de Gellone (comprend 686 documents des XII^e et XIII^e s.). — Rosenlehner. Die Stellung des Kurfürsten Max Emanuel von Bayern, und Joseph Klemens von Köln zur Kaiserwahl Karls VI, 1711 (très intéressant). — G. Conti. Firenze vecchia, 1799-1859 (bon chapitre d'histoire anecdotique). = Novembre. B. Albers. Consuetudines monasticae. I: Consuetudines Farfenses (très utile). — G. Saint-Yves et J. Fournier. L'évolution du système administratif de Napoléon I^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810 (bon).

8. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1900, n° 42. — C.-A. Nallino. I manoscritti arabi, persiani, siriaci e turchi della Bibliotheca nazionale e della r. Accademia delle scienze di Torino. — A. Lebey. Essai sur Laurent de Médicis, dit le Magnifique (prétentieux et inutile). — Baron de Comeau. Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire (A. Chuquet montre abondamment les erreurs et les inventions dont fourmillent ces souvenirs; écrits en outre près d'un demi-siècle après les événements, ils n'ont qu'une mince valeur). = N° 43. P. E. Newberry et W. E. Crum. The Amherst papyri (très beau recueil de textes hiéroglyphiques, scientifiques, littéraires, juridiques qui sont reproduits en facsimilé et pour la plupart traduits et transcrits *in extenso*). — L. Lacour. Les origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution: Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe (études soignées et consciencieuses. A. Chuquet communique quelques détails peu connus sur Théroigne). — Général Izzet Fuad-Pacha. Les occasions perdues. Étude stratégique et critique sur la campagne turco-russe de 1877-1878 (récits à bâtons rompus, mais d'une lecture agréable et instructive). = N° 44. Lidzbarski. Ephemeris für semitische Epigraphik (premier fascicule d'un recueil qui promet d'être très important). — L. Salembier. Le grand schisme d'Occident (bon). — Dr C. Nicolaidès. La Macédoine. La question macédonienne dans l'antiquité, au moyen âge et dans la politique actuelle (l'auteur s'efforce de prouver, sans y parvenir, que la Macédoine, par ses origines et sa cul-

ture, est un pays grec). = N° 45. *M. Courant*. Catalogue des livres chinois, coréens, japonais, etc., conservés à la Bibliothèque nationale. — *V. Du Bled*. La société française du xvi^e au xx^e siècle (agréable, sans originalité). = N° 46. *Flinders Petrie*. The royal tombs of the first dynasty; part I (analyse et discussion par G. Maspero. Article important). — *J. Nickel*. Die Wiederherstellung des jüdischen Gemeinwesens nach dem Babylonischen Exil (examen critique des sources bibliques relatives à la restauration juive après la captivité; la critique de l'auteur est aussi conservatrice qu'ingénieuse, aussi prudente qu'érudite). — *Abbé Fêret*. La Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres; t. I : xvi^e s. (apologie ardente et sans critique). = N° 47. *J. Hastings*. A dictionary of the Bible (excellent). — *H. Quentin*. Jean-Dominique Mansi et les grandes collections conciliaires (instructif). — *Andler*. Bismarck (remarquable). — *Ch. Benoist*. Bismarck (plus intéressant pour la psychologie de l'auteur que pour celle de Bismarck; l'auteur est un trop habile coupeur de fil en quatre). — *Welschinger*. Bismarck (superficiel, mais assez exact). = N° 48. *L. Mitteis*. Aus den griechischen Papyrusurkunden (brochure intéressante). — *P.-M. Meyer*. Das Heerwesen der Ptolemæer und Römer in Ägypten (montre quelle place revient aux différentes nationalités de l'empire dans l'armée des Ptolémée et dans celle des Romains en Égypte). — The Antonine Wall (excellente publication qui donne sous une forme tout à fait scientifique le résultat des fouilles exécutées sous la direction de la Société archéologique de Glasgow). — *Sarwey et Hettner*. Der obergermanisch-rätische Limes des Römerreiches (belle publication). — *U. Assereto*. Genova e la Corsica, 1358-1378 (excellent). — *U. Balzani*. Le cronache italiane nel medio evo (résumé fort estimable). — *Tugan-Baranowsky*. Geschichte der russischen Fabrik; trad. par *B. Minzes* (intéressantes études à propos de l'histoire industrielle en Russie). = N° 49. *A. Puech*. Saint Jean Chrysostome (charmante œuvre d'art). — *J. Roy*. Saint Nicolas I^{er} (terne, mais érudit et solide). — *Ch. Le Palenc et P. Dognon*. Lézat, sa coutume, son consulat (excellente édition). — *B. Pocquet*. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais (remarquable; l'auteur est bien près d'avoir dit le dernier mot sur le sujet).

9. — **La Grande Revue**. Octobre 1900. — *A. BERL*. Race et nationalité (fine analyse de la transformation opérée dans l'idée de patrie par l'élément volontaire qui s'y est introduit depuis un siècle). — *Ch.-V. LANGLOIS*. La question bibliographique (admirable exposé des difficultés qu'offre aux recherches savantes la masse des imprimés et des ressources qu'offrent les répertoires bibliographiques existants). — *A. TUROT*. Les idées d'un Chinois (analyse, avec citation, d'une remarquable brochure de Tchang-Tchi-Tong, vice-roi du Hou-Koang, sur la réforme de l'empire chinois).

10. — **Revue de Paris**. 1900, 1^{er} novembre. — *Vicomte DE REISET*.

La route de l'exil, 18 mars-21 mai 1815 (tableau assez animé et parfois touchant du départ de la maison militaire, de sa pénible retraite jusqu'à la frontière du Nord et de sa dislocation). — Pierre BOYÉ. Le père d'une reine de France (histoire curieuse, attendrissante même, malgré une mièvrerie sentimentale, des relations de Stanislas Leczinski avec sa fille, la reine de France, d'après leur correspondance). — Comte REMACLE. Une vendetta provençale au xvi^e s. = 15 novembre. Frédéric MASSON. Les préliminaires du divorce impérial; suite et fin le 1^{er} décembre (c'est Joséphine d'abord qui a songé au divorce, en épousant même le général Bonaparte, qui n'était, à ses yeux, qu'une aventure de garnison; puis c'est Bonaparte quand, en Égypte, il eut appris les trahisons de celle qu'il avait passionnément aimée. Mais il lui fallut attendre qu'il lui parût nécessaire, pour maintenir son empire démesuré, d'avoir un héritier direct. De la part prise par Fouché à la rupture définitive). — J. LEMOINE. Les évêques de France et les protestants, 1698 (en cette année, Louis XIV, soucieux des embarras que causait à sa politique intérieure et extérieure la question des protestants, consulta les évêques de France sur le maintien de l'Édit de révocation et sur la conduite à tenir à l'égard des nouveaux convertis. Tous furent d'avis de maintenir l'Édit de révocation. Les avis différèrent sur le second point, allant de l'extrême rigueur à une demi-tolérance. Le roi s'associa aux vœux des plus sévères, mais en donnant secrètement des instructions pour appliquer aux malheureuses victimes un traitement savamment modéré. Article curieux et neuf en partie, car on ne connaissait encore que la réponse du seul Fléchier. Le dossier a été retrouvé à la bibliothèque du ministère de la Guerre). = 1^{er} décembre. OSTROGORSKI. Les femmes politiciennes en Angleterre. — Fr. FUNCK-BRENTANO. Le collier de la reine; 1^{er} article (mariage et caractère de Marie-Antoinette; sa situation à la cour de France).

11. — Société nationale des Antiquaires de France. 1900, 14 novembre. — M. MOWAT communique les inscriptions de deux tablettes commémoratives de la fondation et de la réparation d'édifices publics par les préfets de Rome Albinus Basilius et Annus Symmachus, dont il a trouvé le dessin dans le recueil manuscrit de Bascas de Bagaris. M. Mowat signale ensuite les restes d'une inscription gravée au bas de la statue du mercure gaulois de Lezoux, exposée dans une galerie du Petit Palais à l'Exposition universelle. = 21 novembre. M. Henri STEIN communique la photographie d'un dessin exécuté en 1621 d'après une tapisserie représentant la bataille de Formigny et qui ornait, au début du xvii^e s., la chambre de saint Louis et la pièce voisine au château de Fontainebleau. = 28 novembre. M. le général DE LA NOÉ produit deux fragments vitrifiés confirmant la théorie de la vitrification accidentelle des enceintes fortifiées.

12. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1900, 15 octobre. — N. WEISS. L'art et le

protestantisme (réponse à un article de M. E. Müntz paru dans la *Revue des Revues* du 1^{er} mars 1900. Montre « que la Réforme, loin de combattre les arts, en France comme ailleurs, les a au contraire favorisés, leur a donné un élan, une impulsion féconde, a renouvelé l'observation et l'interprétation sincères, profondes, de la nature et de la vie, ainsi que du fond religieux de la chrétienté. » Et M. Weiss n'a rien dit, à dessein, de la musique). — H. PATRY. Les préliminaires de la première guerre de religion en Guyenne, d'après trois documents de 1562. — A. BÉNET et N. W. L'honneur des saints, de l'Église et des prêtres, sous peine de mort, à Caen, en 1663. — A. DALTON. La persécution à Orange, d'après un extrait du Journal inédit de Jablonski, prédicateur à la cour de Prusse, 26 sept. 1703. — G. TOURNIER. Trois lettres inédites de Pierre-Guillaume Douriech, étudiant à Lausanne, 1769-1770. — F. DE SCHICKLER. L'origine du mot huguenot, d'après MM. TOLLIN et KELLER (d'après le premier, le mot vient du hollandais *Huisgenoot* et signifie « gens de notre maison, » « nos frères en la foi ; » d'après le second, de l'allemand *Hausgenossen* et désigne les communautés de « familistes, » *socii* ou *familiares*, que l'on rencontre déjà au XIII^e s.). = 15 novembre. CH. BOST. Les pasteurs d'une église des Cévennes au XVIII^e s., 1561-1605. — A. DE CAZENOVE. La capitulation de Beaucaire, 1578. — F. TEISSIER. Listes de pasteurs.

13. — Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France. Mémoires. T. XXVI, 1899 (Champion). — JULES COUSIN. De la nomenclature des rues de Paris; publié par Paul Lacombe. — L.-G. PÉLISIER. Famille, fortune et succession d'André, cardinal Destouches, parisien, surintendant et maître de la musique de la Chambre, directeur de l'Opéra, 1672-1749. — ARNOLD VAN BUCHEL, d'Utrecht. Description de Paris, 1585-1586, publiée par L.-A. VAN LANGERAAD et A. VIDIER (très curieuse description, qui complète utilement celles de Corrozet et de Belleforest. Le texte, qui est en latin, est donné ici dans une traduction française. Plusieurs planches de dessins reproduisent des monuments pour la plupart aujourd'hui disparus. Appendice sur l'*Iter Parisiense* et l'*Épitaphier* de Nathan Chytrée, Allemand qui visita la France, l'Angleterre et l'Italie en 1565-1567). — E. MÜNTZ. Le collège des Bernardins et les artistes parisiens du XIV^e s. (travaux entrepris de 1338 à 1340, d'après les registres du Vatican). — ALBERT BABEAU. L'hôtel de ville de Paris et l'inventaire de son mobilier en 1740. — A. TRUDON DES ORMES. L'état civil des citoyens nobles de Paris en 1789.

14. — Annales du Midi. 1900, octobre. — V. CRESCINI. Ram-baut de Vaqueiras et le marquis Boniface I^{er} de Montferrat. Nouvelles observations; suite (à noter, au point de vue historique, les vers relatifs à la quatrième croisade et leur commentaire, qu'accompagne un plan de Constantinople au moyen âge). — F. DUMAS. Les corporations de métiers de la ville de Toulouse au XVIII^e s. (complète et rectifie le travail de Du Bourg sur le même sujet, qui parut en 1885. Insiste sur-

tout sur le côté économique de ces institutions). — G. TROUILLARD. Requête de Gaston IV, comte de Foix, à l'archevêque de Reims, Juvénal des Ursins, réformateur du domaine royal, 27 mai 1446 (il y dénonce les empiètements commis à son détriment par les officiers royaux). = Comptes-rendus critiques : *Taillefer*. Histoire de la petite communauté de Lauture et Cazillac (donne une édition et une traduction très défec- tueuses de la charte de coutumes donnée par le comte de Toulouse en 1246; utile dépouillement des archives de Lauture). — A. de Bellecombe. Histoire du château, de la ville et des seigneurs et barons de Montpezat et de l'abbaye de Pérignac; publiée par G. Tholin (beaucoup de faits bons à recueillir).

15. — **Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers.** 1900, octobre-décembre. — Dom Alexandre GROSPÉLLIER. Mélanges d'hagiographie dauphinoise; suite (la chronologie épiscopale de Vienne jusqu'à Saint-Avit, telle qu'on la lit actuellement dans la chronique d'Adon, n'est pas conforme à l'histoire réelle; c'est un remaniement factice exécuté entre 875 et 907, époque où ont été aussi fabriqués les premiers privilèges faux). — Abbé FILLET. L'Ile Barbe et ses colonies du Dauphiné; suite. — Abbé LAGIER. La baronnie de Bressieux; suite. — Abbé J. CHABERT. Histoire de la commune de Beauregard pendant la Révolution; suite. = 127^e livraison (supplémentaire). Chanoine Ulysse CHEVALIER. Appendice de l'étude critique sur l'origine du Saint-Suaire de Lirey-Chambéry-Turin (article de 60 pages où l'auteur produit les pièces mêmes qui racontent l'histoire de ce Saint-Suaire depuis sa fabrication au XIV^e siècle).

16. — **Revue archéologique, historique et scientifique du Berry.** 1900, mai-juin. — Dom Nicolas ANDRIEU. Histoire de l'abbaye de Fontgombault; suite. — E. DUROISEL. Une lettre de Louis XV (adressée à un des deux Walpole et concernant la guerre de la succession de Pologne). — Le P. LABBE. Histoire du Berry, abrégée dans l'éloge panégyrique de la ville de Bourges. — L.-Fr. DEY. Mémoire de la généralité de Bourges; suite et fin en juillet-août. = Juillet-août. Eug. HUBERT. Le comte Ferdinand de Maussabré, 1816-1900 (avec une liste de ses publications, toutes relatives à l'histoire des familles du Berry). — La fausse marquise de Douhault. Cause célèbre jugée par la cour criminelle spéciale de Bourges, 1804.

17. — **Jahrbücher für das classische Alterthum, Geschichte und deutsche Litteratur.** Jahrg. III, 1900, t. V, fasc. 6-7. — Hugo BLUEMMER. Actes tirés d'archives militaires romaines en Égypte (étude le papyrus de Genève publié par J. Nicole et Ch. Morel en 1900. Ce papyrus remarquable nous propose autant d'énigmes qu'il nous apporte de précieux renseignements sur l'armée romaine). — Ad. BACHMANN. L'organisation administrative de l'empereur Maximilien; fin. — Richard-Maria MEYER. De quelques mots propres (étude certaines expressions

usitées dans les années 1772-1848, et, de là, jusqu'à nos jours; puis remonte jusqu'à leur origine. Résultats très curieux au point de vue de l'histoire de la civilisation); fin dans le fasc. 8. = Fasc. 8. Ernest DEVRIENT. La patrie des Chérusques (essaie d'établir, avec A. Werneburg, que cette patrie était la Thuringe). — Heinrich BOEHMER. Hauck et son Histoire ecclésiastique de l'Allemagne (cet ouvrage est définitif en ce qui concerne les recherches et la composition; quant à la forme, il porte le cachet des œuvres classiques). — Th. MATHIAS. La politique de Herder d'après la forme primitive de ses lettres pour l'encouragement de l'humanité (insiste sur les éléments nationalistes des vues de Herder).

18. — *Mittheilungen des k. deutschen archæologischen Instituts*. Römische Abtheilung. Vol. XV, fasc. 1-2. 1900. — E. PETERSEN. Les dioscures à Tarente (terre cuite). — P. ORSI. Sicules et Grecs à Leontinoi (fouilles de la nécropole sicule et grecque). — A. MAU. Ouvrages relatifs à Pompéi. — Id. Le temple de Vespasien à Pompéi. — E. PETERSEN. Le groupe en bronze de Marathon par Phidias (reconstitue, d'après les données fournies par Pausanias, ce monument consacré par les Athéniens à Delphes, à l'aide de la dime payée par Marathon). — Id. L'arc de triomphe d'Auguste à Rimini. = *Athenische Abtheilung*. Vol. XXV, 1900, fasc. 1-2. F. HILLER VON GÆRTRINGEN. L'inscription d'Archiloque à Paros (la pierre est très maltraitée; mais nous y apprenons plusieurs faits concernant Archiloque). — R. DELBRUECK et K.-G. VOLLMÖLLER. Le puits de Théagène (fouilles à Mégare). — H. VON PROTT. Le décret d'Archinos (étudié à nouveau cet important document athénien, publié pour la première fois par Zeibarth dans les *Mittheil.*, en 1898). — C. FREDRICH. Hippocrate de Milet (publie un décret honorifique de la ligue ionienne pour Hippocrate, fils d'Hippodemos de Milet, entre 287-281). — F. HILLER VON GÆRTRINGEN et Stylianos SARIDAKIS. Inscriptions de Rhodes. = Fasc. 3. Th. WIEGAND. Sculptures antiques à Samos. — F. NOACK. Recherches nouvelles à Alexandrie (pour la topographie de la ville). — R. DELBRUECK. De quelques tumuli à Agia Triada (ils n'ont aucune valeur artistique; construits pendant longtemps sur le même plan, ils suffirent à un peuple simple). — Ad. WILHELM. Une inscription de Delphes (publiée en 1899 dans le *Bull. de corr. hellén.*, p. 383; elle se rapporte au premier roi Hagesipolis, fils de Pausanias, mort en 381-380).

19. — *Neues Archiv für Sächsishe Geschichte und Alterthumskunde*. Bd. XXI, 1900. — Ernest KROKER. La Saxe et les guerres des Hussites (1^o les armées allemandes qui ont été menées en Bohême ne sont pas loin d'être aussi nombreuses que la tradition le dit. 2^o Il est inexact qu'avant la grande invasion de 1430 il y ait eu en Allemagne une réelle terreur des Hussites. 3^o Les reproches de lâcheté que les écrivains ont adressés aux Allemands ne sont pas justifiés; il est plus juste de les adresser à la désunion et à la faiblesse des princes

de l'empire). — G. VORBERG. Les grenadiers saxons à la bataille de Hohenfriedberg (objections critiques au récit présenté en 1895 dans l'ouvrage du grand état-major général sur les guerres de Frédéric le Grand). — HANS BESCHORNER. La topographie historique en Saxe; sa situation actuelle et son avenir. — Hubert ERMISCH. Th. Flathe (historien saxon mort le 25 mars 1900; notice nécrologique). — Heinrich HAUG. L'Obersteuer-Collegium saxon jusqu'en 1830. — Paul HAAKE. La Société des Antisobres (relations intimes des cours de Berlin et de Dresde au temps de Frédéric-Guillaume I^{er} et d'Auguste le Fort).

20. — Rheinisches Museum für Philologie. Bd. LV, 1900, Heft 4. — Erich ZIEBARTH. Inscriptions grecques concernant les corporations (complète, à l'aide de nouveaux documents, son travail publié en 1896 sur les corporations en Grèce). — H. STEIN. Études critiques sur les sources de Thucydide (1^{re} les données historiques et géographiques fournies sur la Sicile aux livres III et IV proviennent de la Σικελιώτις γραφή du Syracusain Antiochus, qui est encore la source du récit donné au livre VI, ch. II-V. 2^o Thucydide a mis à profit une monographie sur Hermocrate, écrit tendancieux consacré à la défense du grand patriote syracusain. Xénophon, lui aussi, a utilisé cet écrit dans ses Ἑλληνικά; il en a même pris des extraits). — H. DE FRITZE. Les cultes pré-helléniques d'après W. Reichel (remarques critiques sur l'hypothèse présentée par Reichel d'un culte primitivement sans images). — Otto ROSSBACH. Un portrait d'Agathocle (il est représenté par une tête de marbre dans la salle des bustes du musée du Vatican).

21. — Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft. Bd. LIV, 1900, Heft 2. — E.-W. BROOKS (publie, d'après un ms. du British Museum, une chronique syriaque qui commence à la mort du patriarche Jean, oct. 754, et va jusqu'à la mort du calife Al Amin, sept. 813. Texte et traduction en anglais). — W. FELL. Études sur l'Arabie méridionale. I. Explication des noms de lieu sabéens. — Jul. JOLLY. Les sources de la médecine indienne. — Paul HORN. Manuscrits persans à Constantinople (à côté de Saint-Petersbourg et de Londres, c'est à Constantinople que la littérature persane est le plus richement représentée. Notes bibliographiques d'après les catalogues publiés par le ministère ottoman de l'instruction publique); fin dans Heft 3. = Heft 3. Willy FOY. Vieux persan et néo-élamite. — O. BRAUN. Une relation syrienne sur Nestorius (d'après un manuscrit du Museo Borgiano; une traduction du grec, exécutée au VI^e siècle, remonte, pour la forme originale, à une relation contemporaine de Nestorius; elle raconte la chute de Nestorius dans une forme aussi originale que partielle). — Willy FOY. L'inscription de Xerxès à Van (étude la partie de cette inscription en ancien persan ou en néo-élamite d'après les idées adoptées par Belck et Lehmann). — Fried. SCHULTHESS. Le poète Al Nagasi et son temps (ses poésies, qui sont des œuvres de parti, ont un intérêt historique à cause de nombreuses allusions à des événements contemporains).

22. — Zeitschrift für deutsche Philologie. Bd. XXXII, 1900, Heft 3. — Th. VON GRIENBERGER. Nouvelles contributions à l'étude des runes. — A. BLEY. Origines de l'Islandingabok (l'œuvre historique d'Ari, l'Islandingabok, est, dans sa forme la plus récente, un extrait de l'œuvre ancienne, plus développée. Les deux rédactions ont été composées en Islande entre 1120 et 1130).

23. — Zeitschrift für Kirchengeschichte. Bd. XXI, Heft 3. — Karl BAUER. Luther et ses thèses de Heidelberg; fin (influence des théories mystiques sur Luther; modification que ses idées ont subie depuis les 95 thèses qu'il avait proposées à Wittenberg six mois plus tôt; c'est à Heidelberg qu'il se pose décidément en réformateur). — Paul TSCHACKERT. Les livres de comptes de Jean Bruns, commissaire de l'archevêque de Mayence, 1519-1531 (intéressant pour l'histoire de la juridiction ecclésiastique dans le diocèse). — J.-H. GEBAUER. Pour servir à l'histoire des derniers moines dans la Marche. — E. SCHLEFER. Une réunion de protestants français à Tolède vers le milieu du xvi^e s. (l'existence de cette petite communauté nous est révélée par les pièces du procès que lui fit l'Inquisition en 1565; elle disparut sous les coups de la persécution). — G. KUPKE. De l'audience que Napoléon à Berlin, nov. 1806, donna à Mgr Arezzo, nonce du pape auprès de la cour de Dresde (publie la relation du nonce). — BRATKE. Un prétendu ms. d'Origène à la bibliothèque publique de Troyes, n° 890 (c'est tout simplement une homélie sur le prologue du 4^e évangile, où sont combattus les Ariens et les Manichéens).

24. — Preussische Jahrbücher. Bd. CI, Heft 2, août 1900. — Albrecht WIRTH. La Chine dans l'histoire du monde (le développement de la civilisation chinoise ne commence à prendre de l'importance qu'au temps qui précéda la naissance du Christ. Ce n'est pas avant l'an 600 apr. J.-C. que les Chinois ont eu la conscience de former une nation. Pour juger équitablement la Chine, il faut considérer : 1^o les débuts tardifs de sa civilisation; 2^o le développement toujours troublé d'un pays nullement stable; 3^o l'influence exercée par la Chine sur le reste du monde et par le reste du monde sur la Chine). — Heft 3. Septembre. Arthur DIX. Les villes allemandes de la Baltique et les fondements de leur développement économique. — Bd. CII, Heft 1. Octobre. E. VON SCHRENK. L'histoire religieuse considérée comme l'histoire de la vénération (les remarques de Goethe sur les degrés de la vénération dans les Années de voyage de W. Meister sont un point de vue décisif duquel on peut organiser toute l'histoire de la vénération et de la religion. C'est à ce point de vue que l'auteur considère l'histoire religieuse chez les Juifs, les Grecs et les Chrétiens). — Wilhelm LANG. La convention de septembre; le début et la fin (d'après les ouvrages de Marco Minghetti et de Giuseppe Gadda parus en 1899). — Comte Paul DE HOENSBRÖCH. L'évêque de Ketteler (souvenirs personnels. Protestation véhémement contre la monographie du jésuite O. Pfälf parue en 1899). — Hans DELBRUECK. Moltke (pour le centenaire de sa naissance).

25. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften zu Muenchen. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Classe. 1900, Heft 2. — Joh. FRIEDRICH. Notices nécrologiques sur le germaniste Heinrich Siegel et sur l'historien ecclésiastique vieux catholique Franz-Heinrich Reusch, professeur à l'Université de Bonn. — H. RIGGAUER. Histoire de la monnaie bavaroise sous les Wittelsbach (jusqu'en 1845). — Fr. HIRTH. Un remaniement chinois de l'histoire des Mongols de l'est par Ssanang Ssetsen (une édition avec traduction en allemand de cet ouvrage, composé en 1662 par un Mongol, a paru à Saint-Petersbourg en 1829. Son autorité est médiocre, parce qu'il repose sur des traditions, non sur des documents; néanmoins, il reste important, parce qu'il est la seule œuvre historique de la Mongolie et à cause de la forme des noms. Il y en a une traduction chinoise contenue dans des manuscrits de Saint-Petersbourg et de la bibliothèque de l'École des langues orientales vivantes, à Paris. Hirth possède un exemplaire imprimé de la traduction de 1790. Les variantes fournies par la traduction chinoise permettent de soupçonner que les traducteurs ont fait beaucoup de corrections d'après des sources chinoises). — W. HELBIG. Des coutumes funéraires aux temps homériques (critique les idées d'Erwin Rohdes. L'épopée montre qu'il était d'usage d'incinérer les corps, sans rien de plus; cherche pour cela des analogies dans les trouvailles données par les fouilles). — F. OHLENSCHLAGER. Les études archéologiques en Bavière.

26. — Aus Aachen's Vorzeit. Jahrg. XII, 1899. — H. SCHNOCK. Pour servir à l'histoire de Marc-Antoine Berdolet, le premier et le seul évêque d'Aix-la-Chapelle (d'après l'ouvrage récent de l'abbé A. Krœner). — Fr. SCHOLLEN. Le tribunal électoral d'Aix; son importance pour l'histoire du droit (le but essentiel de la procédure était de prévenir l'exercice des vengeances personnelles). — J. FEY. Anecdotes sur les années 1814 et 1815. — W. BRUENING. La ville impériale d'Aix pendant la guerre de Trente ans (souffrances infligées à la ville par les garnisons étrangères; d'après des pièces d'archives). — H. SCHNOCK. Le retour à Aix des objets d'art et des archives qui en avaient été ravies au temps de la domination française et transportés à Paris. — M. SCHOLLEN. Un rapport de police du temps français (adressé par l'agent national d'Aix, 7 germinal an V, 27 mars 1798, au ministre de la justice Lambrecht, sur les sentiments de la population aixoise).

27. — Beiträge des Vereins für Landeskunde von Nieder-Oesterreich. Neue Folge. Jahrg. XXXIII, n° 1. — Max VANGSA. Bibliographie historique de la Basse-Autriche en 1898. — L. SENFELDER. La santé publique en Basse-Autriche et la peste aux XVI^e et XVII^e s. = Nos 2-5. J. LAMPEL. La frontière de la Leitha (recherches sur la frontière historique entre l'Autriche et la Hongrie). — Alph. ZAK. Le couvent de femmes de Pernegg; suite. = Nos 6-8. J. LAMPEL. Commentaires et documents relatifs à l'histoire de la frontière de la Leitha.

= Nos 9-12. J. LOSERTH. Les Anabaptistes en Basse-Autriche, depuis leurs débuts jusqu'à la mort de Balthasar Hubmeier, 1525-1528 (d'après des pièces d'archives). — C. GIANNONI. L'atlas historique des régions alpestres de l'Autriche (parle de l'entreprise préparée par l'Académie des sciences de Vienne. Les limites tracées sous Joseph II, en 1787, représentent, selon les idées de l'auteur, les limites des anciennes communautés rurales).

28. — **Bonner Jahrbücher.** Jahrbücher des Vereins von Alterthumsfreunden im Rheinlande. 1900, Heft 105. — C. RADEMACHER. Cimetières germaniques dans la région du Rhin inférieur. — E. HERZOG. Remarques critiques sur la chronologie du *Limes* (d'après les résultats des fouilles récentes). — Constantin KÖNEN. Cimetière mérovingien d'Andernach (découvert en avril et mai 1897; il contenait 232 tombes et appartenait au temps de Charlemagne; il fut en usage jusque vers l'invasion des Normands, en 881).

29. — **Jahrbücher und Jahresberichte des Vereins für Mecklenburgische Geschichte und Alterthumskunde.** Jahrg. LXXV, 1900. — Ad. BRENNECKE. Les contributions directes à Mecklembourg au moyen âge (étudie surtout ce qu'on appelait la « Bede. » 122 pages). — Carl SCHROEDER. Journal du prince héritier Frédéric-Louis de Mecklembourg-Schwerin pendant les années 1811-1813 (182 pages; rencontre avec Napoléon à Dresde).

30. — **Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins.** Neue Folge. Bd. XV, Heft 4. — J.-A. ZEHNTER. Pour servir à l'histoire des Juifs dans le margraviat de Bade-Dourlach; suite et fin (xviii^e et xix^e s.). — Emil ETTLINGER. Histoire de la bibliothèque de Saint-Pierre, dans la Forêt-Noire; ses manuscrits (le couvent de Saint-Pierre, bien que plus calme et plus retiré, avait, au xviii^e s., une activité intellectuelle aussi grande que celui de Saint-Blaise. Histoire de sa riche bibliothèque d'après des documents d'archives. En 1806, après la suppression du monastère, un tiers des livres passa à Carlsruhe; un autre tiers fut attribué à la bibliothèque de l'Université de Fribourg; le reste demeura à Saint-Pierre). — Hans KAISER. Travaux sur l'histoire de l'Alsace parus en 1899.

31. — **Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung.** Bd. XXI, Heft 4. — Karl ZIMMERT. Origine de l'*Historia de expeditione Friderici imperatoris* d'Ansbert (étudie les rapports des différentes rédactions entre elles). — S. STEINHERZ. Le schisme de 1378 et l'attitude de Charles IV (l'empereur était absolument hostile au schisme, car il craignait que l'approbation de son fils Wenceslas fût remise en question, sans oublier qu'il se rendait parfaitement compte des troubles que le schisme apporterait dans l'organisation politique de l'empire). — V. BIBL. Lettres de Melchior Klesls au duc de Bavière Guillaume V. Contribution à l'histoire de la Contre-Réforme en Autriche, 1580-1582. — B. BRETHOLZ. Paul, évêque d'Olmütz, et la

conclusion des compactats de Bâle (publie une lettre écrite au prévôt et au chapitre de Saint-Pierre à Brunn, le 19 juillet 1436, d'Iglau même, où les compactats avaient été conclus quatorze jours auparavant). — E. GUGLIA. La question des Turcs au cinquième concile du Latran, 1513-1517. = Bibliographie : *Rud. Thommen. Urkunden zur Schweizer Geschichte aus österreichischen Archiven*. Bd. I, 765-1370 (très bonne publication). — J. Haller. *Urkundenbuch der Stadt Basel*. Bd. VII, 1441-1454. — Diehl et Pfaff. *Urkundenbuch der Stadt Esslingen*. — K. Weller. *Hohenlohisches Urkundenbuch*. Bd. I, 1153-1310. — J. Sirbu. *Mateiu-Voda Basarabas auswärtige Beziehungen*, 1632-1654 (excellent).

32. — Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes. Bd. XIV. 1900, Heft 1-2. — C.-F. LEHMANN. La mission allemande en Arménie (rapport préparatoire sur le voyage et sur une partie des résultats obtenus). — M. WINTERNITZ. La genèse du Mahabharata (à propos de l'ouvrage publié par J. Dahlmann à Berlin en 1899. Combat les idées de l'auteur, qui voit dans le Mahabharata à la fois un poème et un manuel, et qui retrouve l'unité de l'œuvre dans ce double caractère). — N. RHODOKANAKIS. De deux éclipses de soleil observées à Médine (considérations astronomiques sur le même sujet par Ed. Mahler). — W. CALAND. Le Vaitanasutra et le rôle des brahmanes dans le sacrifice védique. — E. KUEHNERT. La musique chinoise. = Heft 3. Hans REICHELT. Le *Frahang i oim* (traduction pehlieve d'un texte de l'Avesta, d'après un ms. de Munich). — J. KIRSTE. La question du Mahabharata (à propos de l'ouvrage de Dahlmann). — J. KRALL. Un nouveau roi de Nubie (parle de documents coptes écrits sur cuir qui caractérisent l'état de la Nubie dans les premiers siècles de l'Hégire). — M. WINTERNITZ. Remarques sur la religion des peuples de la Malaisie (d'après le remarquable ouvrage de W. W. Skeat, *Malay magic*. Londres, 1900).

33. — Beiträge zur Landeskunde von Oesterreich ob der Enns. 1900. — Baron Victor DE HANDEL-MAZETTI. Les archives du château d'Aurolzmünster; inventaire des chartes et autres documents (du XIII^e au XVIII^e s. 149 pages).

34. — Századok (les Siècles). Septembre. — L. THALLÓCZY. Louis le Grand et le Banat bulgare (les « Papiers de Véghely, » entrés récemment au Musée national, ont permis à l'auteur de compléter ses études sur les conquêtes de Louis le Grand d'Anjou en Bulgarie. Après la campagne de 1365, le roi de Hongrie a organisé la Bulgarie, dont le chef-lieu Bodony (Widdin) fut confié au voivode de Transylvanie Dionyse Laczkfi. Détails sur cette conquête et l'organisation du Banat jusqu'en 1369, avec les documents tirés de la bibliothèque du Musée national). — A. MOHL. Contributions à la biographie de François Nádasdy. = Comptes-rendus : *Jean Reizner*. Histoire de Szeged (cet ouvrage, en quatre volumes, embrasse l'histoire depuis les origines jusqu'à l'innondation de 1879 et donne les documents; quelques lacunes). — L. Dézsi.

Un écrivain et imprimeur hongrois au xvii^e s. (fait partie des « Monographies historiques » et donne : 1^o la vie de l'imprimeur Niclas Kis Misztotfalusi, qui avait appris en Hollande son métier et dota la Transylvanie d'une imprimerie remarquable ; 2^o la vie de François Pápai Pariz, dont le dictionnaire latin-hongrois a jeté les bases de la lexicographie magyare). — *I. Hegedüs*. Les œuvres pédagogiques de Jean Cseri d'Apáczs (donne la traduction hongroise des discours latins de ce philosophe et les extraits concernant l'éducation tirés de son *Encyclopédie magyare*. 1655). — *E. Berzeviczy*. Pierre le Grand en Hongrie (a visité Pozsony-Presbourg du 18 au 20 juillet 1698). — *S. Borovszky*. Le comitat Szabolcs (fait partie des « Monographies des comitats et des villes »). = Octobre. *J. Stessel*. La forteresse et le territoire de Locsmánd (histoire de Lucman ou Luczmanspur, dans le comitat de Sopron, dont on trouve la première mention en 1156). — *M. Wertner*. Les ancêtres de la famille Zichy (étude généalogique). = Comptes-rendus : *B. Schiller*. L'origine des magnats héréditaires en Hongrie (ouvrage couronné par la Faculté de droit de Budapest). — *B. Kis*. Le passé des Saxons de Transylvanie au point de vue économique. — *R. Békefi*. Les lois de l'École des réformés à Maros-Vásárhely, au xvii^e s. (suite des études de l'auteur sur les lois qui régissaient les hautes écoles protestantes). — *F. Matyas*. Les derniers jours de saint Ladislas et d'Émeric ; la vie, l'emprisonnement et l'enterrement d'André II (rectifie quelques dates). — *M. Brosch*. Geschichten aus dem Leben dreier Grossvezire (il s'agit de Mahomet Sokoli et des deux Keuprili ; quelques erreurs assez graves). — *V. Lumtzer* et *J. Melich*. Deutsche Ortsnamen und Lehnwörter des ungarischen Sprachschatzes. — *J. Melich*. De quel dialecte allemand proviennent les anciens mots allemands passés en hongrois (deux travaux importants, dont le premier forme le vol. VI des *Quellen und Forschungen zur Geschichte, Litteratur und Sprache Oesterreichs und seiner Kronländer*, paraissant à Innsbruck). — *R. Wolkan*. Deutsche Lieder auf den Winterkönig. = Novembre. *M. Wertner*. Le ban Albert Kicsedi (se trouve mentionné dans la « Légende de sainte Marguerite, » fille du roi Béla IV. Il était ban de Szörény de 1270 à 1276 et avait épousé Anne, sœur de sainte Marguerite). — *S. Domonovszky* et *J. Vértessy*. La première campagne de Louis le Grand contre Venise (détails sur les guerres de la Hongrie contre Venise, à cause de la Dalmatie, depuis le commencement du xii^e siècle. La campagne de 1345. Critique de la source historique principale de cette campagne : « Anonymi de obsidione Jadrensi (Zara) libri II, » publiée dans Schwandtner, « *Scriptores rerum hungaricarum veteres*, » tome III). — *J. Illésv*. Valentin Balassa et les habitants de Zolyom (épisode de la vie aventureuse de ce trouvère hongrois du xvi^e s.). = Comptes-rendus : *Nuntiaturlberichte aus Deutschland, 1533-1585* (publiés par les Instituts historiques de Prusse et d'Autriche, ces rapports sont très importants pour la lutte du protestantisme hongrois). — *K. Abranyi*. La musique hongroise au xix^e s. (ouvrage important de 700 pages). —

F. Kovacs. Les impôts des villes au moyen âge (d'après les matériaux des archives de Pozsony). — *P. Erdélyi.* Nos livres de chants d'église aux *xvi^e* et *xvii^e* s. (bibliographie importante).

35. — Budapesti Szemle. Août. — *J. PÉTERFY.* Thucydide (dernière étude du regretté savant, formant un chapitre de son « Histoire de la littérature grecque, » à laquelle il travaillait dans les dernières années de sa vie). = Comptes-rendus : *K. Brandi.* Die Renaissance in Florenz und Rom (intéressant). — *E. Bombard.* La marche de l'humanité et les grands hommes, d'après la doctrine positive. = Septembre. *Gy. PAULER.* Sur la parenté des Baskirs et des Magyars (chapitre détaché d'un nouveau volume de l'éminent directeur des Archives hongroises. Ce volume traitera l'« Histoire du peuple hongrois jusqu'à saint Étienne » et complètera ainsi les deux volumes consacrés par Pauler à la dynastie arpadienne. D'après cet article, « Hongrois » et « Baskirs » seraient la dénomination de la même tribu). — La situation des Mahométans en Bosnie (l'auteur anonyme, après avoir retracé la situation politique et sociale de cette province sous la domination turque, démontre par des données statistiques combien peu sont fondées les récriminations des Musulmans contre le gouvernement austro-hongrois ; étude de 83 pages). = Octobre. *L. RACZ.* Kant et la censure (d'après l'ouvrage de Fromm, *Im. Kant und die preussische Censur*). — *A. ACSAY.* Études sur la Renaissance ; suite en novembre. — *E. PÉTERFY.* Hérodate. = Comptes-rendus : *J. Cholnoky.* De l'empire du Dragon (ouvrage intéressant d'un géologue hongrois sur la Chine). — L'enseignement en Hongrie (ouvrage édité en français par le ministère de l'Instruction publique à l'occasion de l'Exposition). — *E. Veres.* L'interrègne en Transylvanie, 1551-1556 (fait d'après les documents des archives de Vienne et de Varsovie). = Novembre. *O. HERMAN.* Le troisième voyage en Asie du comte Eugène Zichy (la relation des deux premiers voyages a paru en français et en hongrois ; cette fois-ci, on a eu recours à la langue allemande, probablement parce que le premier ouvrage était illisible, tant il était mal traduit. Ce volume contient l'étude de Jankó sur l'Origine de la pêche hongroise). — L'opinion d'un Français sur Bismarck (traduction de la conclusion de l'ouvrage de Welschinger). = Comptendu : *A.-D. Xénopol.* Magyars et Roumains devant l'histoire. Réponse à M. A. de Bertha (manque de bonne foi. Le « Jus primæ noctis » n'a jamais existé en Hongrie).

36. — The Athenæum. 1900, 6 oct. — *Grenfell et Hunt.* The Amherst papyri ; part 1 : the ascension of Isaiah, etc. (fragments importants pour l'histoire de la théologie et de la liturgie). — *J. J. Knox.* A history of banking in the United States (excellent). — *H. van Gelder.* Geschichte der alten Rhodier (ouvrage très érudit). — Une lettre concernant Édouard IV (écrite en italien par B. O. di Brugnate, adressée à Ant. de Bracellis, à Milan, et datée de Londres, 17 mars 1376 (v. st.) ;

traduite par E. Levi. Lettre fort intéressante en ce qu'elle montre les procédés employés par le roi pour obtenir l'argent nécessaire à la guerre contre la France). = 13 oct. W. L. Clowes. The royal navy; vol. V (volume consacré aux guerres napoléoniennes. C'est le meilleur de la série). — W. Foster. Letters received by the East India Company from its servants in the East; vol. IV, 1616 (très intéressant; mais la collection continuée sur ce modèle sera des plus encombrantes). = 20 oct. S. M. Zwemer. Arabia, the cradle of Islam (bonne description de l'Arabie, avec des notions exactes sur les habitants, leur histoire, leurs mœurs, leur gouvernement, leurs pèlerinages). — Archiv für Papyruskunde, I, II. — Worcestershire county history records. I, Calendar of the Quarter sessions papers; vol. I, 1591-1643. = 27 oct. A history of Hampshire and the isle of Wight (premier volume, fort remarquable, d'une collection d'histoires de comté que nous avons déjà annoncée. La section relative à l'époque romaine est excellente, mais trop longue; celle de l'époque anglo-saxonne est insuffisante; en ce qui concerne la description du comté dans le Domesday, il suffit de dire que le morceau est de M. J. H. Round). = 3 nov. A. F. Pollard. England under the Protector Somerset (excellente étude où le protecteur est traité dans un esprit très favorable, mais sans parti pris d'apologie). = La chronologie de Bède; la mort d'Alfred le Grand (J. H. Ramsay; on peut admettre avec Anscombe que Bède commençait l'année au 24 septembre, suivant l'indiction de Césarée; mais ce système a-t-il été suivi après Bède? Ne le retrouve-t-on pas encore dans la chronique anglo-saxonne? Il semble bien que si: Alfred, dont la mort arriva en octobre, serait donc décédé non en 901, mais en 899. Après avoir été encore suivi après Alfred, ce système cessa d'être employé à partir d'Eadred, où, peut-être sous l'influence de saint Dunstan, il fut remplacé par celui de Noël). = 10 nov. J. Morley. Oliver Cromwell (résumé exact des faits avec de brillantes généralisations). — W. A. Shaw. Calendar of Treasury books and papers, 1735-1738. = 17 nov. Lord Rosebery. Napoleon; the last phase (livre intéressant, insuffisamment informé, mais surtout inopportun, car il ne peut que noircir la réputation du gouvernement anglais aux yeux du monde). — A. W. Moore. A history of the isle of Man (remarquable).

37. — The contemporary Review. 1900, oct. — Colonel L. HALE. Le comte de Waldersee en 1870 (d'après l'ouvrage de Fr. Hœnig). = Déc. A. LANG. Max Müller (notice nécrologique). — S. GARDINER. Le Cromwell de M. John Morley (le livre est admirable; mais M. Morley n'a pas assez montré ce qui fait l'originalité de Cromwell: c'est qu'il a été surtout un précurseur, précurseur en politique comme Bacon l'a été dans la science).

38. — The english historical Review. 1900, oct. — A. R. WHITTEWAY. Usages des Pyrénées occidentales (quelques notes sur l'organisation de la famille dans les pays basques, surtout d'après les « Fors » de Béarn). — J. H. ROUND. Colchester pendant le gouvernement répu-

blicain (montre qu'il se forma dans cette ville, après la première guerre civile, en 1647, un tiers parti assez fort pour lutter contre Cromwell et le régime militaire). — B. WILLIAMS. La politique extérieure de l'Angleterre sous Walpole; suite. — Capitaine A. T. MAHAN. Nelson à Naples (réplique à une brochure où M. Badham avait renouvelé ses attaques contre la réputation de Nelson). — E. W. BROOKS. Byzantins et Arabes au temps des premiers Abbassides (donne une traduction en anglais des chroniqueurs arabes Al Baladhuri, Ibn Wadhih ou Al Yakubi et Al Tabari, concernant les guerres de frontières qui eurent lieu entre les Byzantins et les Musulmans de 750 à 813. Cette traduction est soigneusement datée, annotée et commentée). — Sir H. H. HOWORTH. Notes sur la chronique anglo-saxonne. I : valeur du manuscrit considéré par M. Plummer comme l'archétype (nie que ce manuscrit ait été composé par une série d'annalistes contemporains, ou à peu près, des événements; c'est une copie, faite par plusieurs mains et vers l'an 1001, d'un original plus ancien. Et puis la chronique, en anglo-saxon, n'aurait-elle pas eu pour prototype une chronique en latin?). — Miss Mary BATESON. Les lois de Breteuil; suite (essaie de reconstituer la charte originale concédée à Breteuil par Fitzosbern en utilisant d'autres chartes dérivées). — F. W. MAITLAND. Glanures sur le règne d'Élisabeth; suite (4^e Thomas Sackville et le message de Rome. De la tentative faite en 1563-1564 pour convertir la reine d'Angleterre). — Eva SCOTT. Le mariage du prince Rupert (un document nouveau paraît prouver qu'il y a bien eu mariage du prince avec Francesca Bard, lady Bellamont; mais le mariage demeura très secret et ne put avoir que les conséquences d'un mariage morganatique). = Comptes-rendus : A. LANG. A history of Scotland from the roman occupation; vol. I (beaucoup d'érudition; des faits nouveaux; mais trop de préjugés de races; bonne histoire). — W. HUNT. The english church from its foundation to the Norman conquest, 997-1066 (bon). — H. GELZER. Die Genesis der byzantinischen Themenverfassung (excellente dissertation). — R. HOLMES. The Pontefract chartulary; vol. I (texte intéressant et bien publié). — W. C. ROBINSON. Bruges; an historical sketch (utile). — T. W. PAGE. The end of villainage in England (très intéressant. Article à noter de P. Vinogradoff). — R. FESTER. Machiavelli (brève étude, mais approfondie, et qui fait penser). — CORA L. SCOFFELD. A study of the court of Star Chamber (bon). — M. BATESON. Catalogue of the library of Syon monastery, Isleworth (édition très soignée; préface instructive). — H. HESSELS. Ecclesiae Londino-Batavae Archivum. III. Epistulae et tractatus cum Reformationis tum Ecclesiae Londino-Batavae historiam illustrantes (ce volume contient, publiés en partie ou *in extenso*, plus de 4,000 documents, qui racontent toute l'histoire de l'Église batave à Londres du xvi^e au xix^e s. Longue analyse par W. J. C. MOENS). — W. A. SHAW. A history of the english church, 1640-1660 (bonne histoire des rapports entre l'Église et l'État durant la guerre civile). — CH. FIRTH. Oliver Cromwell and the rule of the Puritans in England (excellent; art. par

S. R. Gardiner). — *M. Immich*. Papst Innocenz XI, 1676-1689 (esquisse excellente et suggestive). — *W. O'Connor Morris*. The campaign of 1815 (l'auteur est un admirateur enthousiaste de Napoléon; mais pourquoi, contre toute justice, accabler le pauvre Grouchy?).

39. — Edinburgh Review. Vol. CXCI, janv.-avril 1900. — A côté de la pensée (l'occultisme aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles). — Le soulèvement des paysans en 1381 (les ouvrages récents de MM. Edgard Powell et Macaulay Trevelayn, André Réville et Petit-Dutaillis. Regrette qu'on n'ait pas réimprimé le livre de ces deux derniers auteurs, dont la première édition a été si tôt épuisée. Indique parmi les causes probables, et trop négligées jusqu'ici, du mécontentement populaire, les désastreux résultats de la guerre contre la France, accompagnés de descentes par l'ennemi sur les côtes anglaises. Reproche en même temps à M. P.-D. d'avoir des théories trop précises sur le manoir anglais, dont il n'est pas encore possible de tracer un tableau général). — La Rome antique en 1900 (travaux et fouilles depuis dix ans). — L'arbitrage entre l'Angleterre et le Venezuela (les trente-trois vol. de documents publiés seront, pour l'historien qui aura le courage de les lire, une mine d'informations curieuses sur la colonisation hollandaise, espagnole et portugaise dans ces parages, durant les trois derniers siècles. On apprend ainsi, pour la première fois, qu'en 1750 l'Espagne et le Portugal s'étaient entendus pour envoyer des missionnaires soulever les Indiens contre les Hollandais, quitte à désavouer les émissaires maladroits en cas d'échec. Observations intéressantes sur la procédure d'arbitrage). — Les radicaux anglais (une bonne part du programme radical s'est aujourd'hui réalisée. Défend la mémoire de l'école de Manchester « pour qui la sagesse ou l'absurdité d'une politique dépendait moins de son utilité matérielle que de sa valeur au point de vue du juste ou de l'injuste. Avouons que cette doctrine offrait au pays un idéal plus élevé que ne l'est parfois celui d'une politique plus brillante et qui cherche avant tout à capter l'opinion populaire »). — L'administration de lord Lytton dans l'Inde et la question des frontières. La guerre du Sud-Afrique. La frontière de l'Alaska (historique de la controverse. Insiste sur le mauvais vouloir des États-Unis à l'égard de l'Angleterre, témoigné par leur refus de soumettre le litige à un arbitrage. « On se figure communément que les sentiments cordiaux des Anglais pour leurs cousins d'Amérique sont payés de retour. Ceux qui n'ont visité que New-York et les grands centres peuvent s'y tromper; mais il est certain que l'Américain voyageur, instruit, d'esprit libéral, ne représente point l'opinion du pays, chez qui la Grande-Bretagne est loin d'être populaire... Dans la génération précédente, le Sénat des États-Unis occupait un rang élevé parmi les secondes Chambres; mais il a perdu beaucoup de son prestige »). — La religion dans la littérature grecque (et le livre du professeur Lewis Campbell. Avant de rechercher les origines de la religion grecque, ce qui est l'accessoire, il importe de l'étudier et la comprendre telle qu'elle apparaissait aux Grecs de l'âge

classique). — Le mouvement d'indépendance en Italie, de 1815 à 1849 (d'après les ouvrages de Probyn, Stillman et Bolton King). — Les découvertes récentes en Cappadoce (les fouilles de M. Chantre, « dont on peut assurer que le nom marquera parmi les meilleurs explorateurs du pays » et auquel on conseille de pousser ses recherches du côté de Carchemis, ainsi que dans l'ancienne Militène). — Alexandre Leslie et le prince Rupert (leur biographie, par M. Terry et Miss Eva Scott). — Le partage du Pacifique-Ouest (la convention du 14 novembre 1899; situation respective de l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Avoue que les indigènes sont parfois contraints de travailler uniquement pour payer l'impôt. « Ce sont là des faits qui laissent décidément une impression désagréable. Mais le premier souci du fonctionnaire que l'on envoie prendre charge d'une colonie est trop souvent de lui faire payer toutes les charges qu'on lui impose et même de produire un excédent »). — Le doyen Milman (l'historien des Juifs et de l'Église chrétienne). — La Grande-Bretagne et le Sud-Afrique (se plaint de l'extrême intolérance de l'esprit public. Il n'existe plus de liberté que pour les journalistes de la presse quotidienne, et l'on ne permet plus, même à un membre du Parlement, d'exprimer son opinion. Essaie de modérer un peu le sentiment général. On a beaucoup exagéré les griefs des Uitlanders; du reste, si le gouvernement du Transvaal n'avait été qu'une odieuse oligarchie, les Boers eux-mêmes l'auraient laissé tomber sans le défendre avec autant d'ardeur. Il est ridicule de traiter ceux-ci de *rebelles*, car ils ne devaient aucune allégeance à la reine. Quant aux généraux anglais, il est heureux pour certains qu'ils n'aient point eu affaire aux armées allemandes ou françaises).

40. — *Quarterly Review*. Vol. CXCI, janvier-avril 1900. — La Chine et les intérêts anglais (critique amèrement la nonchalance de lord Salisbury devant l'installation des Russes à Port-Arthur. Observe que la Russie est maîtresse de la situation en Chine, que les grandes batailles futures en Asie se livreront entre armées de terre et que la puissance maritime aura désormais bien moins d'importance qu'autrefois. Estime que l'Angleterre devrait s'établir dans la vallée du Yang-Tze, mettre des résidents près des vice-rois, renvoyer tous les mandarins hostiles et ne pas s'inquiéter de la mauvaise humeur des Chinois, puisqu'il ne s'agit pas de leur intérêt en principe, mais de l'intérêt anglais, dont la Chine bénéficiera plus tard par contre-coup. Souhaiterait voir l'empereur résider à Nanking, sous la protection des armes anglo-saxonnes. Cet article intéressant montre l'état d'esprit anglais à la veille des troubles qui viennent de se produire). — Goethe et le XIX^e siècle (insiste sur ce fait que l'autorité de Goethe grandit en Allemagne pendant qu'elle décline ailleurs, « où il semble entré définitivement dans cette retraite paisible des poètes et des penseurs dont le verbe n'a plus d'application immédiate aux choses actuelles de la vie. » Prétend que le livre de M. Rod trahit, à cet égard, une curieuse incompréhension de l'esprit allemand). — Les années d'avant le *Raid*

(le *Raid* de Jameson. Récrimine contre la conduite des Boers, qui rêvaient moins de leur indépendance que d'un empire étendu. Convient cependant que le *Raid* fut une lourde faute, doublée d'un crime; mais rappelle qu'il eut des antécédents, et que, en 1891, les troupes de la *Chartered* avaient pénétré non moins indûment sur le territoire portugais). — La guerre dans le Sud-Afrique (les opérations militaires). — Un ancien directeur, Whitwell Elwin (directeur de la *Quarterly* après la mort de Lockhardt jusqu'en 1860; éditeur de Pope. Souvenirs intéressants). — Le Canada et sir John Macdonald. La politique et les frontières du nord-ouest (de l'Inde. La question de l'Afghanistan. Reconnait que, si les Afghans se joignaient aux Russes, — et tous, depuis l'émir jusqu'au dernier esclave, suivraient avec empressement les troupes du tzar, — la situation deviendrait délicate. Mais les Anglais savent le parti que peut offrir pour la défensive une région montagneuse. L'armée indienne est très insuffisante. « L'armée de Madras est inutile, elle ne tiendrait pas même tête à des Birmans; l'armée de Bombay, au dire d'excellents juges, ne vaut pas mieux; la moitié de l'armée du Bengale est douteuse. Aucune de ces troupes ne mérite confiance »). — Le duc de Wellington (à propos du livre de sir Herbert Maxwell. Reproche à l'auteur d'avoir trop suivi l'opinion de M. Henry Houssaye. Se rallie à celle de lord Roberts, que « plus on étudie la vie de Wellington, plus on l'admire comme général et moins on l'aime comme homme privé. » Wellington ne cachait pas son profond mépris pour ses soldats; mais il avait le sentiment du devoir et ne négligeait rien pour remplir sa tâche. Même en politique, quoique son caractère hautain ne lui permit pas de souffrir la contradiction et qu'il ne comprit pas le régime parlementaire, il a rendu de grands services dont l'Angleterre doit lui être reconnaissante). — La ligue Afrikander (montre que les Afrikanders cherchent à expulser les Anglais du Sud-Afrique; mais leur fait injustement un grief d'actes et de paroles qui ne sortent point de la légalité). — L'opinion de l'étranger : 1^o Allemagne; 2^o France (la direction de la *Quarterly* avait demandé à M. Julius Rodenberg, directeur de la *Deutsche Rundschau*, et à M. Ferdinand Brunetière, directeur de la *Revue des Deux Mondes*, les raisons de l'hostilité violente que l'Angleterre rencontre en ce moment de toute part. Les deux réponses (celle de M. Brunetière est publiée en français, et celle de M. Rodenberg a été revue par lui sur les épreuves de la traduction anglaise) sont des plus curieuses et typiques. L'auteur allemand énumère les griefs de l'Allemagne contre l'Angleterre à un point de vue tout égoïste et personnel, pareil au point de vue anglais dans les affaires du Transvaal. L'Angleterre, en mainte circonstance, a contrecarré les aspirations de l'Allemagne, justes ou injustes, peu importe; cela suffit. L'auteur français, seul, essaie de s'élever à des considérations de justice générale et supérieure; tout en ajoutant que, si l'Angleterre n'a pas su se placer au point de vue de la France dans l'affaire Dreyfus, la France

n'est pas obligée de se placer au point de vue anglais dans les affaires sud-africaines, appréciation d'une justesse relative).

41. — The American historical Review. 1900, octobre. — Albert E. MACKINLEY. Les villes anglaises et hollandaises dans les nouveaux Pays-Bas (dans la première moitié du XVII^e s.; différences dans leur développement et dans leur organisation). — John B. SANBORN. Quelques aspects politiques de la législation du homestead (montre comment se forma peu à peu un sentiment favorable à des concessions de terres appartenant à l'État, pourquoi et comment le projet d'une législation du homestead se mêla à d'autres vues, distinctes en apparence, de la politique nationale). — Walter L. FLEMING. L'expédition au Kansas du major Jefferson Buford, 1856-1897. — George L. BURR. Les frontières de la Guyane; post-scriptum à l'œuvre de la Commission américaine de délimitation. = Documents: Journal de John Harrower, 1773-1776 (intéressant surtout pour l'économie domestique). = Bibliographie: *Finck*. Primitive love and love-stories (très érudit et intéressant). — *J. Deniker*. The races of man (excellent abrégé). — *B. Wheeler*. Alexander the Great (c'est la meilleure histoire populaire d'Alexandre qui existe). — *T. R. Holmes*. Cæsar's conquest of Gaul (compilation de tout ce qui a été écrit sur la conquête des Gaules par César; c'est un véritable trésor, mais où l'auteur a donné aussi bien le médiocre et le mauvais que le bon). — *E. K. Rawson*. Twenty famous naval battles. Salamis to Santiago (intéressant). — *A. H. Newman*. A manual of church history; vol. I (manuel très substantiel, où l'on voudrait plus d'ordre et moins de lacunes). — *A. Lang*. A history of Scotland from the roman occupation (estimable, mais terre à terre; l'histoire constitutionnelle est tout à fait insuffisante. Venant après celui de Hume Brown, cet ouvrage était inutile). — *Lapsley*. The county palatine of Durham (restera longtemps l'ouvrage définitif sur la question). — *E. H. Sears*. An outline of political growth in the nineteenth century (bon). — *E. Coues*. On the trail of a spanish pioneer; the diary and itinerary of Francisco Garcés, 1775-1776 (utile traduction des voyages de Garcés dans les régions de Sonora, Arizona et Californie). — *J. H. Latané*. The diplomatic relations of the United States and spanish America (assez superficiel). — *J. D. Travis*. The history of the Clayton-Bulwer treaty (bonne histoire de la politique américaine en ce qui concerne l'Amérique centrale depuis 1860). — *H. W. Wilson*. The downfall of Spain; naval history of the spanish-american war (bon).

42. — Archivio storico italiano. 1900, disp. 3. — P. SANTINI. Sur l'antique constitution de la commune de Florence. Le pays et la politique extérieure au XII^e siècle; suite. — S. MINOCCHI. La *Legenda Trium Sotorum*, nouvelles études sur les sources de la biographie de saint

François. 2^e article : critique comparée des légendes franciscaines (l'auteur de la *Legenda* ne peut être frère Léon; c'est Jean, notaire du Saint-Siège apostolique, désigné d'ailleurs par Bernardo Da Bessa. Il écrivit sans doute en 1242-1243. En 1246, frère Léon et ses compagnons composèrent le *Speculum perfectionis*, que nous n'avons plus sous sa forme primitive. De la *Legenda antiqua* et des *Actus*). — A. BERNARDY. Correspondances de la république de Saint-Marin (milieu du x^ve s.). = Bibliographie : R. Davidsohn. Ueber die Entstehung des Konsulats in Toscana (l'auteur a parfaitement établi que l'existence de la Commune et du Consulat n'est nullement liée à la possession de la pleine juridiction; au contraire. L'exemple de Pise est très significatif à cet égard).

43. — **Archivio storico per le provincie napoletane.** Anno XXV, fasc. 3. — R. BEVERE. Notes historiques tirées de documents connus sous le nom de « Arche in carta bombagina. » 1^{er} article, 1271-1436. — G. ROMANO. Niccolò Spinelli da Giovinazzo, diplomate du xiv^e siècle; suite. Chap. v : N. Spinelli, grand chancelier du royaume de Sicile et sénéchal de Provence, 1367-1372. — E. PAIS. Le culte d'Athènes siciliana et l'Ἀθήναιον de la Punta della Campanella. — Don Ferrante DELLA GUARDIA. « Disparition des familles nobles à Naples de mon temps. »

44. — **Studi storici.** Vol. IX, fasc. 3. — G. KIRMER. Deux vies inédites de saint Marcel, évêque de Die (conservées dans un ms. de Bologne; elles sont l'une en prose l'autre en distiques et ont pour auteur commun Posthumus Vulfinus, qui vivait vers l'an 800 et dont Théodulpe parle dans une de ses poésies). — G. SCARAMELLA. Rapports entre Pise et Venise, 1495-1496; suite et fin. — A. CRIVELLUCCI. L'Église de Rome et l'empereur dans la question monothélite (chapitre détaché du t. III de *Storia delle relazioni tra lo Stato et la Chiesa*). — G. PARDI. Un candidat refusé à l'examen de licence à Ferrare en 1460 (c'était un chanoine de Saint-Gui à Spire et un secrétaire impérial. Il fut refusé « propter insufficientiam. » Admis à repasser l'examen quelques jours plus tard, il fut reçu cette fois, mais à condition d'aller passer trois ans dans un « studium famosum » et, pendant ce temps, de ne pas exercer son privilège). = Bibliographie : Eug. Branchi. *Storia della Lunigiana feudale* (beaucoup de faits et de documents).

45. — **Boletín de la Real Academia de la Historia.** Tome XXXV, juillet-décembre 1899. — F.-R. DE UHAGÓN. Inventaire des documents de l'ordre militaire de Calatrava (catalogue analytique des archives de Calatrava réunies maintenant aux archives nationales historiques de Madrid). — Dr Constantino GARRAN. Catalogue des documents historiques relatifs aux anciennes Cortes du royaume de Navarre, conservés dans les archives municipales de Tudela. — Fr.-P. GAROFALO. Sur Massilia et ses fondations en Espagne, (notice brève en italien). — V. VIGNAU. Catalogue de la Bibliothèque royale : Manus-

crits, Chroniques générales d'Espagne (appréciation justement élogieuse du catalogue critique des chroniques d'Espagne de D. Ramón Menéndez Pidal, publié en 1898). — Fran. SIMÓN Y NIETO. Le monastère de San Salvador de Nogal. État actuel. Brève notice sur son histoire. Récentes découvertes épigraphiques (intéressante étude sur la fondation de ce monastère en 1063). — FR. CODERA. Histoire des Benialhamar de Grenade. Bibliographie de l'islam maghribin (note sur ce travail de M. Douité). — F. FITA ET V. VIGNAU. Valeur des sous barcelonais de *terno* (c'est-à-dire au triple, au titre de trois parties de cuivre contre une d'argent). — Marquis DE MONSALUD. Inscriptions visigothiques d'Extremadure. — D. BERJANO. Ancienne charte de fraternité entre Placencia et Talavera (4 avril 1274. Document intéressant). — J.-M. CASTELLARNAU. — La grande synagogue de Ségovie (détruite par le feu en août 1899. Étude sur les ruines de cet édifice, en partie de style arabe). — E. SAAVEDRA. Examen du livre de M. G.-J. de Guillén Garcia : les Hétéens ont-ils colonisé la Catalogne? Acropole cyclopéenne de Tarragone. — M. SERRANO Y SANZ. Lettres historiques inédites de divers auteurs (de 1499 à 1651. D'intérêt historique médiocre, sauf une de Alonso de Robles-Castrillo sur une mission diplomatique à Florence en 1634). — M. DANVILA. Le siège de Gérone en 1684, par M.-E. Grahit y Papell (compte-rendu). — F. FITA. Fuencarral. Sa destruction au milieu du x^e siècle. Documents inédits (épisode des guerres civiles du règne de Jean II de Castille, 1445). — C. FERNANDEZ DURO. Catalogue sommaire des œuvres manuscrites soumises par le conseil à l'Académie royale de l'histoire, avant d'accorder les licences d'imprimer (de 1746 à 1833, avec mention du lecteur et avis). — F. FITA. Repeuplement de Fuencarral au milieu du x^e siècle (complément à l'article cité ci-dessus. Documents inédits). — A. PIRALA. L'organisation et les coutumes du pays basque (compte-rendu d'une étude de M. Fabié). — J. CATALINA-GARCIA. Carta-Puebla de la villa d'Alhóndiga (dépendance de l'ordre de l'Hôpital. Document inédit, 1170). — L. SALAZAR. Souvenirs de l'*Armada* au château de Drumoland en Irlande (table supportée par des Lions et des personnages). — A. RODRIGUEZ VILLA. Étude historique sous forme de dictionnaire sur les imprimeries qui ont existé à Valence depuis l'introduction de l'art typographique en Espagne jusqu'en 1868, avec des notices bio-bibliographiques sur les principaux imprimeurs, par J.-E. Serrano y Morales (compte-rendu très élogieux). — M. DANVILA. Mercurino de Gattinara, grand chancelier d'Espagne (d'après une étude publiée par G. Claretta dans les mémoires de l'Académie de Turin en 1897). — F. CODERA. Catalogue des bibliothèques de Constantinople (examen de ces catalogues au point de vue des œuvres arabes intéressant l'Espagne). — C. FERNANDEZ DURO. Les origines de la carte d'Espagne, par M. Gabriel Marcel (compte-rendu avec observations et additions). — F. FITA. Notre-Dame de Valverde et l'invinible Armada (document sur une procession de cette vierge à Madrid

pour le succès de l'Armada). = *Variedades* : FERNANDEZ DURO. Voyages aux Indes occidentales (récit écrit en 1586 par le P. José de Acosta, S. J.). — F. FITA. Le P. Cristóbal de Castro, d'Ocaña. Nouveaux détails pour la bibliographie de ses œuvres. — Blas-Franco Fernandez, écrivain murcien du xvii^e siècle (documents relatifs à sa biographie). — FR. VINALS. Saint Thomas de Madrid. Histoire manuscrite et inédite de ce couvent dominicain, par le P. Fr. Antonio Martinez (note sur ce manuscrit). — F. FITA. Mausolée des Sertorius à Valencia del Cid. Pierre romaine inédite du i^{er} siècle. — Course de taureaux donnée à Cadix par la nation anglaise pour célébrer le couronnement du duc d'York, frère et héritier du roi Charles II (document). = Dans les *Noticias* : Notes bibliographiques sur *Compluto romana* (Alcalá de Henares à l'époque romaine), par J.-D. Calleja; sur *Viñuelas* (notice historique sur ce château), par Fr. de Uhagón; sur le commentaire du colonel Francisco Verdugo sur la guerre de Frise, publiée par H. Lonchay.

46. — Bolletino storico della Svizzera italiana. 1900, janvier-mars. — Les Rusca, seigneurs de Locarno, de Luino, de Val Intelvi, etc., 1439-1512; suite en avril-juin. — Lettres de souverains, princes et prélats adressées à Pie IV, au cardinal Borromée et à d'autres personnes, 1561-1630; suite en avril-juin. — Les statuts de Biasca en 1434; suite. — Inventaire des documents conservés dans les archives Torriani à Mendrisio. = Avril-juin. C. SALVIONI. Des noms de lieu de la Leventina en *engo*, et d'autres encore. — Curiosités de l'histoire lombarde, tirées des archives et bibliothèques de Milan; suite (les archives de Lodi en 1514).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Raoul ROSIÈRES, mort à Meulan en novembre dernier à l'âge de quarante-neuf ans, était un savant autodidacte d'une très vaste érudition et un esprit d'une véritable originalité. Les œuvres peu nombreuses qu'il a laissées ont toutes une réelle valeur. Ses *Recherches critiques sur l'histoire religieuse de la France* sont une critique très spirituelle et très bien documentée de l'opinion romantique qui s'attendrit sur la beauté morale et la piété mystique du moyen âge. Ses deux volumes sur *l'Histoire de la société française au moyen âge* sont une tentative hardie et souvent heureuse. Le tableau tracé par M. Rosières de la civilisation médiévale en France a mérité le plus probant des hommages : des pages entières ont été transcrites par des émules de M. Rosières. *La Révolution dans une petite ville* (Meulan) est un modèle de monographie révolutionnaire. Enfin, M. Rosières a donné un excellent petit livre sur *l'Évolution de l'architecture en France*. Son essai critique sur l'historiette de Tallemant des Réaux relative à Henri IV nous avait fait espérer qu'il entreprendrait la critique générale de l'œuvre du plus amusant des anecdotiers, dont on accepte trop souvent de confiance les médisances ; mais notre ami avait commencé depuis plusieurs années un travail de longue haleine et d'immense labeur : une histoire du sentiment poétique. Ses articles de la *Revue critique* peuvent donner une idée de son érudition et de la vivacité de son sens littéraire. Mais il est à craindre que rien ne soit encore prêt à être publié de cette œuvre, pourtant déjà mûrie dans son esprit. — G. M.

— M^{me} Edgar QUINET, morte le lundi 10 décembre à l'âge de quatre-vingts ans, a consacré les vingt-cinq dernières années de sa vie à publier les œuvres posthumes de son illustre mari et à écrire sa biographie. Les *Mémoires d'exil*, le *Journal du siège de Paris*, les volumes intitulés *Edgar Quinet avant l'exil*, *Edgar Quinet depuis l'exil*, *Cinquante ans d'amitié : Michelet-Quinet* sont des documents précieux non seulement pour la biographie de Quinet, mais pour l'histoire littéraire et politique de la France au XIX^e siècle. Une destinée singulière a voulu que M^{me} Quinet ait survécu seulement un an à M^{me} Michelet, comme Quinet avait survécu un an à Michelet. Toutes deux, après vingt-cinq ans d'une union conjugale que rien n'avait troublé, ont consacré vingt-cinq années de veuvage au culte de la mémoire de leur cher mort, et malheureusement l'ardeur même de ce culte a éloigné l'une de l'autre deux femmes d'abord unies par la plus vive amitié. Cet éloignement a empêché le dernier livre de M^{me} Quinet d'être ce qu'il aurait dû être : la correspondance complète de Michelet et de Quinet.

— Les journaux politiques ont annoncé, en novembre 1900, la mort de M. ROBERT, évêque de Marseille. Ce qu'ils n'ont pas dit, et ce que la *Revue historique* doit mentionner, c'est que M. Robert était un des rares prélats de France qui encourageât de son initiative et de sa fortune les publications historiques. Évêque de Constantine, il avait cherché et découvert des inscriptions latines. Évêque de Marseille, il avait fourni aux savants de Provence les moyens de travailler; c'est sous ses auspices qu'Albanès a fait paraître l'*Armorial des évêques de Marseille*, qui est une œuvre de premier ordre, et, Albanès mort, M. Robert a veillé à la publication des deux œuvres posthumes de son ami : les documents relatifs à Urbain V et la portion marseillaise de la *Gallia christiana novissima*.

— Dans le 29^e fascicule du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* (Hachette) se trouvent les articles *Legatus* et *Legio* (R. CAGNAT), *Legisactio* (CUQ), *Leitourgia* (COUVE), *Lenocinium* (LÉCRIVAIN), *Lego* (CUQ), *Libellus* (THÉDENAT), *Liber* (LAFAYE), *Liberatio* et *Liberorum jus* (CUQ), *Libertus* (A. BLANCHET), *Libertus* et *Libertinus* (LÉCRIVAIN). A noter, à l'article *Legio*, l'étude des différents camps dont les ruines existent encore sur toute l'étendue de l'empire romain, et, à l'article *Lex*, la liste des *Leges publicae*, comprenant les lois votées par le peuple romain dans ses comices, ainsi que les plébiscites votés dans les comices de la plèbe.

— M. HOMO a consacré une partie de son séjour à Rome, comme membre de l'École d'archéologie française, à composer une *Topographie de l'ancienne Rome* (Klincksieck), où l'on trouvera sous forme de dictionnaire l'état de nos connaissances sur l'ancienne Rome. Sur plusieurs points, par exemple en ce qui concerne l'enceinte, les travaux de M. Homo ont ajouté à nos connaissances. Son livre ne sera pas seulement un guide pour ceux qui étudient la Rome antique, il contribuera à provoquer de nouvelles recherches et de nouvelles découvertes par la précision avec laquelle il pose les problèmes non encore résolus.

— Le livre de M. MICHAUT sur le *Génie latin* (Fontemoing) est autant un livre d'histoire qu'un livre de littérature, en ce sens que l'auteur, procédant à la fois de Taine et de Brunetière, cherche à établir le lien qui unit les littérateurs latins à la race et au milieu, et l'évolution de trois genres littéraires : l'éloquence, qui seule est purement romaine, la tragédie et la poésie lyrique qui ont pour point de départ l'imitation des œuvres grecques. La littérature romaine est, aux yeux de M. Michaut, utilitaire, humaine et raisonnable, et ces trois caractères sont ceux mêmes du génie latin. Ce côté politique de la littérature latine n'avait point encore été étudié avec cette précision, qui va parfois jusqu'à la subtilité. Le livre de M. Michaut mérite d'être lu.

— M. CARDON et M^{lle} CAMUS ont entrepris chez MM. Picard et Kaan la publication d'une double série de *Lectures historiques* pour les garçons et pour les filles. Le volume d'histoire contemporaine pour la classe de philosophie vient de paraître.

— La librairie catholique Lecoffre commence la publication d'un cours d'histoire pour les classes qui sera presque entièrement l'œuvre de professeurs de l'Université. Le cours de rhétorique par M. MARJON donne la meilleure idée de cette collection. On y retrouve les qualités solides et agréables à la fois de l'historien de Machault. Le volume de philosophie de M. Thirion est également très estimable; mais il est plus difficile sur cette période, où s'agitent toutes les passions contemporaines, d'arriver à la même objectivité que pour l'ancien régime. On sera heureux de voir les volumes de la collection Lecoffre remplacer dans les établissements libres les livres malfaisants qu'on y rencontre aujourd'hui, tels que l'*Histoire contemporaine* de l'abbé Gagnol.

— M. Gustave FAGNIEZ vient de donner le tome II de ses *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*; il est consacré aux xiv^e et xv^e siècles. Une importante introduction de 65 pages montre le développement économique pendant ces deux siècles (A. Picard. Collection de textes, LXXIX-345 p.).

— Le petit volume que M. Auguste JEHAN vient de publier sous le titre : *Versailles, son histoire, ses monuments* (Versailles, Bernard) est la promesse d'un ouvrage plus développé sur le même sujet. Sous cette forme abrégée, le livre de M. Jehan, très agréablement illustré, donne une idée précise de l'histoire de Versailles et permet d'en retrouver toutes les traces dans le Versailles moderne.

— M. Marius SEPET a consacré à *Saint Gildas de Ruis* (Téqui) un volume qui, sous une forme populaire, n'en est pas moins une histoire monastique sérieusement documentée et puisée aux bonnes sources. Abélard y occupe la place d'honneur, 182 pages sur 416.

— M. le capitaine VAULET a essayé de déterminer le lieu où se livra la célèbre bataille de Fontanet en 841 (Paris, Lavauzelle, 1900, in-8°). Le nom de *Fontanetum* étant très répandu dans cette partie de la Bourgogne, les savants ont jusqu'ici varié d'opinion. L'auteur examine les différents systèmes proposés, repousse Fontenoy-en-Puisaye, où s'élève aujourd'hui un monument commémoratif, et se décide pour Fontenay près de Chablis. La discussion est intéressante et les arguments de M. Vaulet dignes d'être pris en considération.

— On ne connaît pas exactement l'origine de l'expression *Santerre*, qui sert à désigner un canton de la Picardie. M. DARSY, dans une brochure récemment parue (*Le Santerre, étymologie de ce nom*. Amiens, Yvert, 1900), voit dans la forme latine, *Sangus tersus*, un souvenir du dieu topique des Sabins, et suppose que Constance Chlore aura transporté dans le pays des colons originaires de la Sabine. L'hypothèse est ingénieuse et amusante, mais on ne saurait rien dire de plus.

— M. l'abbé MISERMONT raconte, dans un mémoire intitulé : *les Filles de la Charité d'Arras, dernières victimes de Joseph Lebon à Cambrai* (Cambrai, Deligne), les dernières procédures du trop célèbre commissaire. Ces malheureuses filles expièrent par la mort des délits d'opi-

nion sans importance; il y a ainsi dans tous les partis de redoutables fanatiques, et Joseph Lebon, si mal nommé, aurait certainement fait, au ^{xiii}^e siècle, un excellent inquisiteur.

— *Francastel* est une petite commune du département de l'Oise, arr. de Clermont; une notice de M. R. CORDIER fournit quelques détails sur l'histoire de cette localité obscure. Le nom indique que le village s'est formé autour d'un château fort, que ce fut à l'origine un asile, une ville neuve; date-t-il réellement du ^x^e siècle? nous l'oserions affirmer; M. Cordier a réuni quelques renseignements d'un certain intérêt sur cette agglomération rurale durant les deux derniers siècles.

— Les archives de la ville de Limoges sont bien pauvres et ne donnent qu'une faible idée du rôle joué par cette ville dans l'histoire. M. L. ROUGERIE, archiviste municipal, vient d'en dresser un *Tableau synoptique* (Limoges, 1900, in-8°), indiquant sommairement le nombre de liasses des deux sections, ancienne et moderne; on sait que la première partie a fait l'objet d'un inventaire de M. A. Thomas, paru en 1882. Espérons que des restitutions et des réintégrations permettront plus tard d'enrichir le dépôt.

— Il faut signaler l'introduction écrite par M. Camille Bloch pour le tome III de *l'Inventaire des archives du Loiret*. L'auteur y trace, d'après les documents de ce dépôt, la *Géographie judiciaire* ancienne des territoires qui ont servi à former le département; le travail est accompagné d'une carte fort utile pour se reconnaître au milieu de ce curieux désordre, de cet enchevêtrement de justices royales et de juridictions seigneuriales.

— Mirande est une bastide fondée en 1288 par le comte d'Astarac et l'abbé de Berdoues; M. l'abbé CAZAURAN vient de rechercher l'origine des noms donnés à chacune des rues et places de la petite ville; on y trouvera certains détails assez intéressants pour l'histoire locale (*Ville de Mirande. Topographie-toponymie de la voirie urbaine*. Paris, Maisonneuve, 1900, in-8°).

— M. Émile BONNET a publié, dans le *Bulletin archéologique* du Comité (1899), une étude sur les *Jetons des états généraux du Languedoc*; la série commence à 1634, et certaines de ces petites médailles, frappées chaque année, ne sont pas dénuées de valeur artistique; c'est en même temps une histoire métallique de la province, les légendes changeant chaque année et renfermant des allusions aux événements du jour. Le dernier jeton date de 1790.

— *Un Registre de M^e Eustache Bardon, notaire à Nîmes, 1380-1388* (Nîmes, Clavel, 1900, in-8°), tel est le titre de la dernière brochure de M. Achille BARDON, récemment décédé, et auquel on doit plusieurs travaux intéressants sur l'histoire de la ville d'Alais et du pays avoisinant. On y trouve la transcription d'un certain nombre d'actes, utiles pour l'histoire, si dramatique, de Nîmes et du pays nîmois au début du règne de Charles VI.

— Avec le troisième et dernier volume du poème de Froissart, intitulé *Méliador*, et que publie M. Aug. LONGNON, la Société des Anciens textes français a distribué, pour l'exercice de l'année 1899, *Orson de Beauvais*, chanson de geste du ^{xii}^e siècle, publiée par M. Gaston PARIS. Ce poème, composé en dialecte lorrain vers 1185, n'est qu'un roman d'aventure, sans aucune base historique.

— *L'Histoire de saint Vincent Ferrier*, par le R. P. FAGES, O. P., est arrivée à sa seconde édition (Paris, Picard; Louvain, Uystpruyt, 1901. Gr. in-8°, 2 vol. de 450 p. environ chacun). Cette édition, complètement remaniée, est en outre illustrée de quarante gravures hors texte. On annonce que cette intéressante publication sera suivie d'une autre, beaucoup plus importante : celle des œuvres et du cartulaire du saint, en 3 vol. de 600 pages environ chacun. Les œuvres, qui rempliront les deux premiers de ces vol., comprennent : 1° un traité contre les Juifs; 2° un traité du schisme, dont M. Noël Valois a dit qu'il s'étonnait que cet ouvrage ne fût pas publié; et 3° des sermons, la plupart autographes.

— Sous ce titre : *le Théâtre français et anglais, ses origines grecques et latines (drame, comédie, scène et acteurs)*, précédé d'une lettre de M. Sardou (Paris, Didot, in-8°, xx-381 p.), M. Ch. HASTINGS, maître de conférences à l'Université de Bristol, donne : 1° une esquisse rapide, pas toujours très précise (éviter de parler de *la* Thyeste), du théâtre gréco-romain; 2° une histoire parallèle, en chapitres alternés, des théâtres français et anglais du moyen âge à 1640; 3° une suite de noms et de dates pour la période 1640-1900; 4° chemin faisant, d'assez amusants chapitres sur le théâtre antique et le théâtre du moyen âge sur la scène moderne. — Somme toute, un répertoire de faits à l'usage des gens du monde.

— M. Jules GUIFFREY vient de faire paraître le t. X de la *Correspondance des directeurs de l'Académie de France à Rome avec les surintendants des bâtiments*, publiée d'après le ms. des Archives nationales (Charvay, 487 p.).

— Le t. IV de *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire, recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris* (Cerf, Noblet, Quantin), publié par M. AULARD, embrasse la période du 11 mai 1797 au 20 juillet 1798. C'est celle du 18 fructidor et du 20 juillet. Les rapports de police et les extraits de journaux très bien choisis qui remplissent ce volume mettent en lumière, aujourd'hui qu'on les lit avec le recul nécessaire, ce qu'il y eut d'attendu et comme d'inévitable dans le 18 fructidor, quelque illégal, injuste et brutal qu'il ait été, et aussi ce qu'il y avait d'inévitable dans le mouvement d'opinion publique qui devait amener la chute du gouvernement républicain. Au milieu du malaise et de l'incertitude de l'opinion publique, qui applaudit aux mesures prises contre les menées trop certaines des prêtres et des royalistes, mais qui n'arrive pas à donner sa confiance

au gouvernement dictatorial, on voit grandir la situation de Bonaparte, qui trouve moyen d'éveiller les espérances et des jacobins et des royalistes. Le récit de la séance de l'Institut, du 4 avril 1798, où Bonaparte surgit à l'improviste, tiré de la *Clef de cabinet*, est significatif. Constamment reparait la comparaison de Bonaparte et de César. Il est curieux que, tandis que les journaux parlent constamment de lui, les rapports de police n'en disent rien.

— La question du contesté brésilien vient d'être réglée par la sentence arbitrale du gouvernement suisse. Cette sentence est entièrement favorable aux prétentions brésiiliennes et n'accorde à la France qu'une petite zone de 8,000 kilomètres sur le cours supérieur de l'Oyapoc. L'iniquité de cette sentence n'est pas douteuse. Il suffit de lire le traité signé à Utrecht, le 11 avril 1713, entre Louis XIV et Jean V de Portugal, pour reconnaître que ce traité, en ce qui concerne la question de la Guyane, avait pour but d'assurer au Portugal les deux rives de l'embouchure de l'Amazone jusqu'à l'Araguary; il suffit de consulter les cartes du xvii^e et du xviii^e siècle pour voir que l'Araguary est identique à la rivière Japoc ou Vincent Pinson du traité d'Utrecht. Ce sera un honneur moral pour la France de se soumettre par amour de la paix et du principe de l'arbitrage à un jugement aussi contraire à l'histoire et à ses intérêts; mais de pareilles sentences ne sont pas faites, pas plus que celles qui ont été rendues dans la question anglo-vénézuélienne, pour encourager les grandes puissances à recourir à l'arbitrage.

— Le t. III des *Nouvelles acquisitions françaises*, marquées au *Catalogue général des manuscrits français* (Bibliothèque nationale), par M. H. OMONT, comprend les n^{os} 6501-10000 et contient les principaux fonds suivants : collection de Brienne (copies de mémoires et documents sur les affaires étrangères et sur l'administration intérieure de la France); collection de Camps (cartulaires historiques des rois de France et histoire des provinces); collection Renaudot (mémoires sur les liturgies des églises orientales et documents relatifs aux affaires diplomatiques et religieuses pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV); les portefeuilles Fontanieu (copies de pièces sur l'histoire de France); collection du Parlement; analyses, inventaires et extraits des dépêches des ambassadeurs impériaux en France (1413-1793), conservées aux Archives impériales de Vienne et recueillies par Jules Flammermont (26 vol.); la collection Margry, relative à l'histoire des colonies et de la marine françaises; les portefeuilles d'Antoine Lancelot (histoire de France et documents généalogiques). Chez E. Leroux (xxii-382 p. Prix : 7 fr. 50). — On vient de voir que les copies prises par M. Flammermont au cours de ses nombreux voyages d'exploration dans les principales archives d'Europe n'ont pas été détruites après sa mort, comme on avait pu le craindre un moment. Ce monument au moins de l'activité scientifique, aussi persévérante que désintéressée, de notre regretté collaborateur, aura été préservé.

— Le t. III, 3^e livraison, de la *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France*, contient la suite du département de la Seine : Académie des inscriptions et belles-lettres (Histoire littéraire, jusqu'au tome XXXII, 1898; Historiens des Gaules et de la France et Historiens des croisades; Ordonnances des rois de France; Œuvres de Borghési; *Corpus inscriptionum semiticarum*); Académie des sciences (Mémoires, jusqu'au t. XLIV, 1888); Académie des beaux-arts; Académie des sciences morales et politiques (Mémoires, jusqu'au t. XIV, 1884; Compte-rendu des séances, jusqu'au t. CXXIV, 1885); Institut de correspondance archéologique; Société nationale d'agriculture. Cette livraison est, on le voit, d'un intérêt de première importance pour les études d'érudition; mais, comme on le voit aussi, sauf dans un seul cas, le dépouillement s'arrête avant 1890. (E. Leroux. Prix : 4 fr.)

— Le t. XIV du *Recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen* (2^e série, 1900) est consacré tout entier à une érudite *Histoire de la Société académique d'Agen, 1776-1900*, par M. Philippe LAUZUN. Outre les notices biographiques et littéraires des membres de la Société, dont quelques-uns sont connus hors de l'Agenais (Lacépède, Jasmin, etc.), on appréciera la table méthodique des matières contenues dans les 23 volumes du *Recueil*, 1^{re} et 2^e séries, 1804-1900, par lequel se termine le volume (p. 320-339).

LIVRES NOUVEAUX. — HISTOIRE LOCALE. — A. Delouvrier. Histoire de Pézenas, ville latine, seigneurie féodale, comté, chef-lieu de canton, et de ses environs (Hérault). Pézenas, Richard, viii-185 p. — Crestin. Notice historique et statistique sur la ville de Saint-Claude. Saint-Claude, impr. Monnet, 59 p. in-16. — L. Datin. Notre-Dame-sur-Vire, au diocèse d'Avranches et Coutances. La Chapelle-Montligeon, impr. N.-D. de Montligeon, vi-86 p. — R. Merlet. Les comtes de Chartres, de Châteaudun et de Blois aux ix^e et x^e siècles. Chartres, impr. Garnier, 88 p. — Comte Bertrand de Broussillon. La maison de Laval, 1020-1065; t. III : les Montfort-Laval, 1412-1501. Picard et fils, 396 p. — Delerol. Versailles pendant l'occupation, 1870-1871. Recueil de documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande. Nouv. édit. Versailles, Bernard, viii-496 p. Prix : 6 fr. — Abbé Bonneau. Notes pour servir à l'histoire du clergé de l'Yonne pendant la Révolution, 1790-1800. Sens, impr. Duchemin, 160 p.

HISTOIRE ÉTRANGÈRE. — Histoire de Géorgie, publiée sous la direction de Raphael Isartoff. Aperçu géographique et abrégé de l'histoire et de la littérature géorgiennes, par A. Khakhanoff. Ch. Noblet. — Histoire de la conquête de l'Abyssinie (xvi^e siècle), par Chihab Ed-Din Ahmed ben 'Abd El-Qâder, surnommé Arab-Fagih. Traduction française et notes par René Bassel. Leroux. (Public. de l'École des lettres d'Alger.)

Allemagne. — Le 12 juillet dernier est mort K.-A. BARACK, qui, depuis 1871, était directeur de la bibliothèque de l'Université de Strasbourg; il avait été précédemment conservateur et secrétaire du Musée Germanique à Nuremberg (1855), puis directeur de la bibliothèque Fürstenberg à Donaueschingen, dont il a publié le catalogue. Il a

publié plusieurs textes historiques, parmi lesquels se trouve une édition de la Chronique de Zimmern en 4 vol. — L'orientaliste Julius Euting le remplace à la tête de la bibliothèque.

— Le prof. FRIEDENSBURG, secrétaire de l'Institut historique de Prusse à Rome, prendra, le 1^{er} janv. 1901, la direction des archives de l'État à Breslau. — Le Dr JOACHIM a été nommé directeur des archives de l'État à Coblenz. — MM. Ludwig LINDENSCHMITT et Karl SCHUMACHER ont été nommés membres de la Commission du musée du *Limes imperii* à Saalburg.

— Nous avons reçu en tirage à part le remarquable mémoire lu par M. F. RATZEL à la Société royale des sciences de Leipzig, le 3 février 1900, sur l'origine des peuples de l'Europe établie d'après des données de la géographie et de l'anthropologie (*Der Ursprung und die Wanderungen der Völker geographisch betrachtet*). C'est un tableau de la formation des terrains européens depuis l'époque glaciaire, et du développement des races et des civilisations dans ce milieu déterminé. Une carte résume le travail en montrant l'étendue qu'ont occupée les glaces et les eaux dans les âges antérieurs à l'époque quaternaire, et les limites méridionales des races du Nord, les limites septentrionales des races du Midi, les limites occidentales des peuples finnois, turcs, mongols et samoyèdes (*Berichte über die Verhandlungen d. K. Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig*. Philosophisch-historische Classe. Vol. LII, 1900. Leipzig, Teubner, 147 p. Prix : 2 m. 80).

— L'Institut bibliographique de Leipzig a mis en vente le 1^{er} fascicule d'une histoire des civilisations primitives (*Urgeschichte der Kultur*), par le Dr Heinrich SCHURTZ; c'est une sorte de fascicule-programme, l'ouvrage entier devant paraître à l'occasion des fêtes de Noël. C'est un ouvrage illustré, écrit de façon à plaire au grand public et aussi à rendre service aux érudits.

— A signaler, dans les Beilage de l'*Allgemeine Zeitung* (1900), les articles suivants : N° 213. Histoire de la Faculté de théologie de Paris, par W. KOEHLER (étudie le registre, récemment découvert, des années 1513-1533, intéressant pour l'histoire des débuts du protestantisme). — N°s 214-215. Le congrès de Châtillon (d'après le livre d'Aug. Fournier). — N° 223. Karl von STENGEL. La Bavière et la France (à propos du livre de Döberl, publié en 1900). — N°s 224-225. F.-X. KRAUS. Auguste Reichensperger (étudie la situation du parti catholique dans le Kulturkampf prussien). — N° 224. Carl NIEBUHR. L'élément mythologique dans l'historiographie de l'antiquité. — N° 239. Hermann HAUPT. René-Charles, baron de Senckenberg, 1751-1800 (Senckenberg a joué un rôle dans le conflit pour la succession de Bavière et continué la *Reichsgeschichte* de Hæberlin). — N°s 241-243. Th. SCHIEMANN. Frédéric-Guillaume III et Alexandre I^{er} (d'après la correspondance des deux souverains publiée dans le tome LXXV des *Publicationen aus den preussischen Staatsarchiven*). — N° 246. Ouvrages récents sur Moltke.

— Ad. DEISSMANN. Les papyrus d'Amherst. — Nos 251-252. La diplomatie pontificale et l'éducation des nonces.

Autriche-Hongrie. — M. Th. DE SICKEL, fondateur et directeur de l'Institut historique d'Autriche à Rome, vient de prendre sa retraite.

— Le 1^{er} nov. 1900 est mort M. Wendelin BOEHM, directeur du musée impérial d'armes à Vienne; il connaissait à fond l'histoire de l'armement. Il était né le 17 sept. 1832.

Grande-Bretagne. — C'est avec un très vif intérêt que nous avons feuilleté la nouvelle publication de M. Charles GROSS, *The sources and literature of english history from the earliest times to about 1485* (Longmans, xx-618 p. Prix : 18 sh.). L'ouvrage est divisé en 4 parties : 1^o Les sources en général (ch. I, Introduction : Méthode historique; bibliographie et histoire des sources; périodiques et publications des sociétés savantes. Ch. II : Sciences auxiliaires de l'histoire. Ch. III : Les archives. Ch. IV : Recueils de documents imprimés. Ch. V : Auteurs modernes). 2^o Périodes celtique, romaine et germanique. 3^o Période anglo-saxonne. 4^o De la conquête à la fin du xv^e siècle. Cette dernière partie est ainsi divisée : Ch. I : Sources originales, savoir : les chroniques et biographies royales, les écrits des jurisconsultes, les documents concernant l'Échiquier et les revenus de la couronne, le Conseil privé et le Parlement, les cours centrales de justice, les relations extérieures de la royauté, l'armée et la marine, les tenures féodales, l'Église, l'histoire locale, l'histoire littéraire, sociale et économique. Ch. II : Auteurs modernes. D'utiles tableaux d'ensemble publiés en appendice et un très copieux index complètent cette compilation destinée à rendre les plus grands services aux érudits. L'ouvrage de M. Gross laisse loin derrière lui, à tous égards, les essais qui avaient été tentés jusqu'ici pour nous donner une bibliographie générale de l'histoire d'Angleterre. Pour la période médiévale, il nous met en main l'instrument de travail depuis si longtemps désiré. Ch. B.

— Après l'érudite et brève monographie consacrée aux *Cinque Ports* par M. Montagu Burrows (*Rev. hist.*, L, 140), voici un ouvrage de luxe, imprimé avec soin en un bel in-4^o, illustré de planches nombreuses, dont quelques-unes sont des chefs-d'œuvre de gravure et de reproduction galvanoplastique. Le nom de l'artiste à qui l'on doit les dessins, M. William HYTHE, doit être retenu. Le texte est un morceau de littérature humoristique par un homme (M. Ford Madox HUEFFER) qui connaît le pays dans l'intimité la plus familière et qui en a puisé l'histoire aux bonnes sources. Nous aurons bientôt l'occasion d'y revenir plus au long (*The Cinque Ports; a historical and descriptive record*. Edimbourg et Londres, Blackwood, 1900, xiv-403 p. in-4^o. Prix : 3 l. 3 sh.).

— Dans son *John Barbour, poet and translator* (Kegan Paul, 1900, viii-57 p.), M. George NEILSON a étudié la chronologie des œuvres qui sont dues à la féconde plume du chanoine d'Aberdeen (mort en 1396);

il établit que sa biographie en vers du roi Robert Bruce a été composée en février-mars 1376 (n. st.); et, d'autre part, que Barbour doit être considéré aussi comme l'auteur d'une traduction du poème d'Alexandre que, sur la foi d'une inscription mise à la fin d'un manuscrit, on a faussement datée de l'année 1438; il paraît même probable que l'*Alexandre* est antérieur au *Bruce*, qui, d'autre part, cite la Destruction de Troie par Gui de Colonna. C'est ainsi que, dans le récit de la bataille de Bannockburn, Barbour s'est inspiré du poème français sur le héros macédonien. Ces constatations sont importantes pour déterminer la valeur historique du poème sur le héros écossais. Cet intéressant mémoire est un tirage à part des *Transactions of the philological Society*.

— M. Robert S. RAIT ayant eu la bonne fortune de pouvoir donner une nouvelle édition de son petit recueil de textes sur Marie Stuart (*Mary, Queen of Scots*. D. Nutt, 1900. *Scottish history from contemporary writers*, n° 2) en a profité pour y faire d'heureuses additions; ainsi l'on y trouvera maintenant le texte de toutes les versions anglaises contemporaines des « lettres de la Cassette » et plusieurs lettres écrites par la reine durant sa captivité. Le volume se trouve ainsi grossi de 60 pages. — Dans la même série a paru presque en même temps un volume de textes relatifs au soulèvement jacobite de 1745, par M. Charles Sandford TERRY (*The Rising of 1745*). On appréciera particulièrement un appendice d'une centaine de pages contenant une bibliographie des ouvrages relatifs à l'histoire des Jacobites, et, en particulier, des insurrections jacobites de 1689 à 1788; c'est une bibliographie critique où les documents manuscrits figurent à côté des livres imprimés. Elle servira également pour un autre volume en préparation sur les soulèvements de 1703, 1708, 1715 et 1719. L'illustration du volume est formée surtout de cartes; on appréciera celle qui donne les clans avec leurs territoires en 1745.

— M. Gale PEDRICK se propose de publier par souscription un choix de sceaux monastiques du xiii^e siècle en Angleterre; le recueil comprendra cinquante planches, où les originaux sont reproduits en collotypie, avec une introduction historique et des notes. Le prix pour les souscripteurs avant toute publication est de 21 sh. (*The De la More press*).

— Ceux qu'intéresse le genre du roman historique trouveront plaisir à lire les quatre volumes formés par M. G.-Laurence GOMME de morceaux découpés dans les romanciers anglais les plus connus. Ces extraits sont rangés de manière à former un tableau continu de l'histoire d'Angleterre depuis la conquête. Ces quatre volumes sont intitulés : *The King's*, *The Queen's*, *The Prince's*, *The Princess's story book* (Westminster, A. Constable, 1901. Prix : 6 sh. chaque).

— Nous donnons ici l'analyse rapide des volumes d'inventaires publiés par la *R. Commission on historical manuscripts* pour faire suite au

dépouillement donné précédemment (*Revue historique*, t. LX, p. 231) : XIVth Report. Part IV (1895). Mss. du comte de Buckinghamshire (correspondance de Robert Trevor, qui fut secrétaire de la légation à La Haye, puis ministre plénipotentiaire, 1736-1746; quelques lettres se rapportent au roi de Corse Théodore); mss. de lord Emly (correspondance d'Edmund Sexten Pery, speaker de la Chambre des communes en Irlande, 1780-1789); mss. de Théodore J. Hare (lettres écrites par Fr. Hare, qui fut chapelain général de l'armée en Flandre sous Marlborough, 1704-1711, avec une suite d'autres lettres de la famille jusqu'en 1770); mss. de James Round (papiers de toute nature, mais dont la plupart se rapportent à l'histoire intérieure de l'Angleterre au xvii^e et au xviii^e siècle; en outre, fragments importants de la correspondance de Petkum, parmi laquelle des lettres de Torcy, en 1711); mss. du comte de Lindsey (relatifs à la famille Osborn ou Danby); un ms. appartenant au comte d'Onslow contenant des « Anecdotes et Mélanges » d'Arthur Onslow sur l'histoire de l'opposition parlementaire 1719-1727. — XVth Report. Part I (1896). Les mss. du comte de Dartmouth, vol. III, 1680-1810. — Part II (1897). Les mss. de J. Eliot Hodgkin (lettres et documents de 1557 à 1788; documents relatifs à Charles I^{er}, à la guerre civile, à Charles II; lettres de sir Bernard Gascoigne; papiers de Pepys, de Danby, d'Ormonde, du chevalier d'Éon). — Part III. Les mss. de Charles Haliday, de Dublin (actes du Conseil privé d'Irlande en 1556-1571). — Part IV (1897). Les mss. du duc de Portland conservés à l'abbaye de Welbeck, t. IV (lettres et papiers de Harley, 1700-1711). — Part V (1897). Les mss. du très honorable Fr. J. Savile Foljambe, d'Osberton (lettres de Jacques, duc d'York, à Guillaume, prince d'Orange, 1678-1679, et documents très mélangés de 1636 à 1789). — Part VI (1897). Les mss. du comte de Carlisle conservés à Castle Howard (quelques lettres de Charles I^{er}, de 1645 à 1646; nombreuses lettres des principaux hommes d'état du xviii^e siècle : Walpole, Pitt, Fox, Burke; détails sur les soulèvements jacobites de 1715 et 1745, sur les débats des deux chambres du Parlement sous Georges II, sur la guerre de l'Indépendance américaine, etc.). — Part VII (1897). Mss. du duc de Somerset (intéressants pour l'histoire du comté de Devon), du marquis d'Ailesbury (correspondance privée de lord Bruce pendant la guerre civile et la Restauration), de sir T. G. Puleston. — Part VIII (1898). Mss. du duc de Buccleuch et Queensberry conservés au château de Dumlanrig (chartes royales conférant la baronnie de Dumlanrig, 1357-1429; chartes de l'abbaye de Holywood; lettres de Jacques, duc d'York, 1682-1885). — Part IX (1897). Mss. de J. J. Hope Johnstone, d'Annandale (lettres royales de 1536 à 1712; documents d'état, 1573-1696; correspondance du premier marquis d'Annandale, 1690-1715, et de William, comte de Crawford, 1689-1698). — Part X (1899). Archives municipales de Shrewsbury et de Coventry; mss. de sir Walter O. Corbet, d'Acton Reynald (287 documents allant jusqu'en 1507, et un plus grand nombre depuis; plusieurs chartes de Henri II et de Henri III),

de M. P. Edward Tillard, à Godmanchester (journal de William Tillard, agent de l'East India Company, qui rentre en Angleterre en 1705), de M. J.-R. Carr Ellison, à Dunston Hill (histoire du commerce à Newcastle-sur-Tyne au siècle dernier), du comte de Radnor à Longford-Castle (histoire locale, xvi^e-xvii^e siècles), de Th. Andrew Kingsmill (actes relatifs à diverses localités des comtes de Hants et de Berks).

Depuis quelque temps, il semble qu'on ait abandonné la numérotation assez compliquée des volumes. On ne les distinguera plus désormais que par le titre propre à chacun d'eux : *Report on mss. in the welsh language*, t. I, 1^{re} partie (1898) : mss. gallois de lord Mostyn ; 2^e partie (1899) : mss. conservés à Peniarth (500 volumes en gallois, en cornique, en anglais et en latin ; très importants à la fois comme quantité et comme qualité). Cet inventaire est dû à M. J. Gwenegvryn Evans. — *Report on the mss. of J. M. Heathcote, Esq., of Conington Castle, co. Hants* (1899) ; on y trouvera la correspondance de sir Richard Fanshaw, ambassadeur d'Angleterre auprès des cours de Portugal et d'Espagne, 1661-1666. — *Reports on the mss. of duke of Buccleugh and Queensberry preserved at Montagu House, Whitehall*, t. I (1899). Ce dépôt contient quatre fonds : 1^o les Winwood papers (négociations avec la France et la Hollande, surtout au temps de Henri IV) ; 2^o les Montagu papers (correspondance de la famille des Montagu de Boughton, au comté de Northumberland, 1483-1758, utile surtout pour l'histoire intérieure) ; 3^o les Montagu Arlington papers (négociations entre l'Angleterre et la France, 1668-1678) ; 4^o les Holles mss. (commissions données à divers membres de la famille Holles, 1614-1667). — *Report on the mss. of the marquis of Ormonde, K. P., preserved at the Castle, Kilkenny*, t. II (1899) ; ce sont tous documents relatifs à l'Irlande au xvii^e s., avec une liste des Irlandais « transplantés » en 1655-1659, et des lettres du duc d'Ormonde à sir Robert Soutwell, 1673-1687. — *Report on the mss. of J. B. Fortescue, Esq., preserved at Dropmore*, t. III (1899) ; correspondances intéressantes pour les affaires extérieures, en particulier celles des Pays-Bas en 1787-1788, la coalition de 1792 et la Révolution, 1793-1796. — *Report on the mss. of His Grace the duke of Portland, preserved at Welbeck abbey*, t. V (1899) ; correspondance de la famille Portland de 1711 à 1724 ; celle de Robert Harley, d'Oxford, qui fut le patron de Defoe, contient beaucoup de lettres du célèbre pamphlétaire. — *Report on the mss. of lord Montagu of Beaulieu* (1900) ; c'est une sorte d'appendice aux archives de Buccleugh ; intéressantes pour l'histoire civile, mais surtout parlementaire et religieuse au xvii^e siècle, avec quelques lettres sur les affaires d'Allemagne au temps du siège de Brisach (1639). — *Report on the mss. of F. W. Leyborne Popham, of Littlecote, co. Wilts* (1899) ; correspondance du colonel Edward Popham, un des trois « generals at sea » de la Révolution, 1649-1651, et correspondance de la famille Clarke de 1659 à 1660. — Un nouveau volume des *House of Lords mss.* (t. I, 1900) fait suite au Report XIV, part VI, mais commence une série qui ne sera plus inventoriée par les soins de la R. Commission, quoique continuant à

paraître sous le même format et avec les mêmes caractères. Il se rapporte aux années 1693-1695.

États-Unis. — C'est moins d'histoire que de philosophie politique et de sociologie générale qu'il est question dans *Government or human evolution : Justice*, de M. Edmond KELLY (Londres et New-York, Longmans, 1900, in-8°, xv-360 p.). Comment délivrer New-York de la tyrannie de Tammany? Le service du gaz doit-il être un service municipal ou un service privé? Pour répondre congrûment à ces deux questions, il est indispensable de réfléchir d'abord, dit M. Kelly, sur l'essence même de la justice, de passer au crible d'une implacable dialectique les métaphores usées de la sociologie naturaliste : lois naturelles et droits naturels, conception spencérienne de l'évolution humaine et de l'État-organisme, sophisme de l'égalité naturelle de tous les hommes. M. Kelly se livre à cette besogne de démolisseur avec un plein succès et une véritable joie. Il aboutit à cette définition de la justice : « L'effort pour éliminer de nos conditions sociales les effets des inégalités naturelles sur le bonheur et le progrès de l'homme, et en particulier pour créer un milieu artificiel qui servira l'individu aussi bien que la race et qui tendra à perpétuer les types nobles de préférence aux types inférieurs. » Sur cette définition s'appuiera le second volume, consacré au grave problème de l'individualisme et du collectivisme, et dont nous souhaitons la prompte apparition. Nous saurons seulement alors si la justice veut que la Ville ou la Compagnie du gaz nous éclaire. — H. H.

— Le récent ouvrage de M. W. J. ASHLEY, professeur d'histoire économique à l'Université de Harvard, *Surveys historic and economic* (Longmans, 1900, xxvii-476 p. Prix : 9 sh.), est un recueil d'articles ou de conférences d'un caractère assez varié, qui ont déjà paru dans plusieurs revues et dont il suffira de donner une exacte énumération. I. Préliminaires : sur l'étude de l'histoire économique; histoire de l'économie politique pendant ces sept dernières années, et en particulier de la controverse soulevée par Lamprecht; le programme de Roscher en 1843. II. L'organisation agraire au moyen âge : histoire du servage en Angleterre, le « township » anglo-saxon; études critiques sur les ouvrages de MM. Allen (*Monographs and Essays*), Round (*Feudal England*), Maitland (*Domesday book and beyond*), Seebohm (*Tribal system in Wales*), Grossmann (*Gutsherrlich-bäuerliche Rechtsverhältnisse*), Inama-Sternegg (*Deutsche Wirthschaftsgeschichte*), Meitzen (*Anbau und Agrarrecht der Völker Europas*), Knapp (*Grundherrschaft und Rittergut*), J. Flach (*Origines de l'ancienne France*), Jenks (*Law and Politics*), Baden-Powell (*Indian village community*), Wigmore (*Notes on land tenure in Old Japan*), Hildebrand (*Recht und Sitte*); théorie de la marche en Angleterre et en Allemagne. III. Les villes au moyen âge. Discussion des théories récentes sur l'origine des institutions urbaines par MM. Below, Flach, Varges, Pirenne, Keutgen; la *Gild merchant* de

Ch. Gross, et le *Town Life* de Madame Green; études critiques sur les travaux de M. Maitland (*Township and borough*), Round (*Commune of London*), Pirenne (*Histoire de Belgique*), K.-W. Nitzsch (*Geschichte des deutschen Volkes*), Schœnlank (*Soziale Kämpfe vor drei Jahrhunderte*). IV. Histoire économique : Montchrétien; le protectionnisme et le libre échange en Angleterre au *xvii^e* et au *xviii^e* siècle (sir Dudley North, Nicholas Barbon, sir Josiah Child et John Locke); Gournay. V. L'Angleterre et l'Amérique de 1660 à 1760 : législation commerciale de l'Angleterre et des colonies américaines; contrebande américaine. VI. Organisation industrielle; la « Combinaison » sucrière au Canada en 1888; les « trusts » américains; étude critique sur l'ouvrage de M. S.-J. Smith, *The new trades combination movement*, 1899; la Coopération en Angleterre, 1882-1898; l'Atmosphère économique en Amérique. VI. Articles biographiques sur George Nicholls (à propos d'une nouvelle édition de son *History of the english poor law*, 1898; Arnold Toynbee, Edward-A. Freeman, Lord Acton. VII. Les Universités : Jowet et l'idéal universitaire; Oxford et Harvard; Fribourg en Suisse. L'ouvrage est dédié à Gustave Schmoller, à qui l'auteur rend un juste hommage, car son exemple, dit-il, lui a appris « à porter l'esprit historique dans l'œuvre de l'économiste et les préoccupations économiques dans l'œuvre de l'historien. »

Italie. — Un congrès international des sciences historiques aura lieu au printemps de l'année 1902 à Rome. Il sera divisé en trois grandes sections consacrées à la méthodologie, à l'histoire de l'antiquité et à l'histoire moderne. Les adhésions devront être envoyées à M. Ettore Pais, via Caracciolo, 8, Naples. Le comité provisoire, outre le nom de M. Pais, contient ceux de G. de Blasis, Al. Chiappelli, B. Croce, F.-S. Nitti, M. Schipa, professeurs à l'université de Naples.

— Sous le titre *Chi l'a detto* (Milan, Hoepli), M. G. FUMAGALLI a donné un ouvrage analogue à ceux d'Ed. Fournier, *l'Esprit des autres*, et de Rozan, *les Petites ignorances de la conversation*, et qui a trouvé en Italie un légitime succès. Les citations, proverbes et mots historiques, qu'il a réunis au nombre de 1815, sont classés par M. F. en ordre méthodique sous quatre-vingt-quatre chefs différents et reliés par un texte qui les commente. Deux index, des noms d'auteurs et des citations rendent le livre d'un usage commode.

Espagne. — Nous sommes bien en retard en ce qui concerne la publication des *Monumenta Historica Societatis Jesu*, entreprise par les Pères Jésuites, et qui contient les sources mêmes de l'histoire de leur Institut. Les vingt-trois premiers volumes, parus, pour la plupart, dans les six dernières années, sont composés de pièces originales, de vies, de chroniques, de correspondances, toutes tirées des archives publiques ou privées, et constituent un très riche fonds de documents inédits. Chaque mois, les abonnés reçoivent un fascicule de 10 feuilles in-8°, soit 160 pages d'un texte très serré, sur beau papier. (Prix de l'abon-

nement annuel pour les pays compris dans l'union postale : 30 fr. Adresse : Sr. D. Cecilio Gomez Rodeles, Apartado 106, Madrid.) Voici la liste des documents déjà publiés : 1° *Cartas de San Ignacio de Loyola, fundador de la Compañia de Jesús*. 1525-1556 (6 vol. Madrid, 1874-1889. Prix : 48 fr.). 2° *Cartas y otros escritos del B. P. Fabro... primer compañero de San Ignacio de Loyola*. Vol. I, 1537-1546 (Bilbao, 1894. Prix : 8 fr.). 3° *Vita Ignatii Loiolae et Chronicon Societatis Jesu*, 1491-1556, a P. Joanne Alphonso POLANCO (6 vol., Madrid, 1894-1898. Prix : 92 fr.). 4° *Litterae quadrimestres, ex universis, praeter Indiam et Brasiliam, locis, in quibus aliqui de Societate Jesu versabantur, Romam missae*, 1546-1556 (4 vol., Madrid, 1894-1897. Prix : 48 fr.). 5° *Epistolae mixtae, ex variis Europae locis ab anno 1537 ad 1556 scriptae, nunc primum a Patribus Societatis Jesu in lucem editae*. Les trois premiers volumes (1537-1548, 1549-1552 et 1553) ont déjà paru (Madrid, 1898, 1900. Prix : 42 fr.). Le t. IV (1554-1555) est en voie de publication. 6° *Sanctus Franciscus Borgia, quartus Gandiae dux et Societatis Jesu praepositus generalis tertius*. Vol. I (Madrid, 1894. Prix : 15 fr.). 7° *Epistolae P. Hieronymi Nadal, Societatis Jesu, ab anno 1546 ad 1557, nunc primum editae et illustratae a Patribus ejusdem Societatis*. Tomus primus, 1546-1552 (Madrid, 1898. Prix : 15 fr.). Le second volume est en voie de publication. 8° *Monumenta Xaveriana, ex autographis vel ex antiquioribus exemplis collecta*. Tomus primus, sancti Francisci Xaverii epistolas aliaque scripta complectens, quibus praemittitur ejus vita, a P. Alexandro VALIGNANO S. J. ex India Romam missa (Madrid, 1899-1900. Prix : 17 fr.).

Danemark. — A l'occasion de la solennité universitaire qui fut donnée à Copenhague le jour de la fête de la Réformation, le 1^{er} nov. 1899, le recteur de l'Université, M. Joh. STEENSTRUP, notre collaborateur, a publié un mémoire sur les Vendes et les Danois avant l'époque de Valdemar le Grand, où il continue son enquête si minutieuse sur les limites et les points de contact des peuples scandinaves et slaves à l'origine des temps historiques (*Venderne og de Danske før Valdemar den Stores tid*. Copenhague, Schultz, 152 p. in-4° avec une carte).

Suisse. — On annonce la mort, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de M. HERMINJARD, l'érudit si estimé auquel on doit la *Correspondance des Réformateurs de langue française*.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

